

BIBLIOTECA NAZ.  
Vittorio Emanuele III

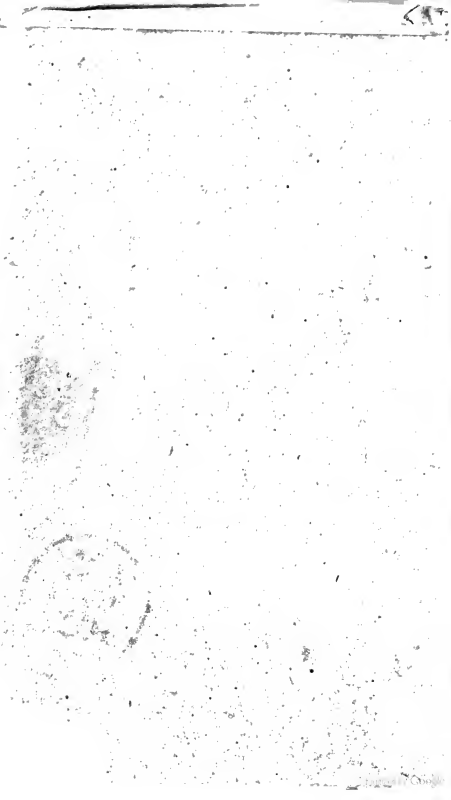
**XVII**

**B**

**3**

**NAPOLI**











# RECUEIL HISTORIQUE

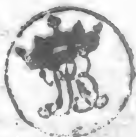
D'ACTES,  
NEGOCIATIONS,  
MEMOIRES

ET

TRAITEZ.

*Depuis la Paix d'UTRECHT jusqu'au  
Second Congrès de CAMBRAY  
inclusivement.*

Par Mr. ROUSSET,  
TOME III.



A LA HAYE,  
Chez HENRI SCHEURLEER.  
M. DCC. XXVIII.

THE  
JOURNAL OF THE

ROYAL SOCIETY OF  
MEDICINE

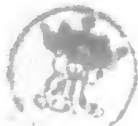
211. O. L. M.

T. H.

AND THE JOURNAL OF THE

ROYAL SOCIETY OF MEDICINE  
THE JOURNAL OF THE  
ROYAL SOCIETY OF MEDICINE

THE JOURNAL OF THE



THE JOURNAL OF THE



# RECUEIL HISTORIQUE

D'ACTES, NEGOCIATIONS,  
MEMOIRES ET TRAITEZ.

■ ■ ■ ■ ■ Endant que l'on s'escrimoit de part  
■ P ■ ■ ■ & d'autre sur le contenu & sur la  
■ ■ ■ ■ ■ nature de l'Alliance de *Hanovre*  
■ ■ ■ ■ ■ le Marquis de *St. Philippe* Ambassa-  
■ ■ ■ ■ ■ deur du Roi d'Espagne auprès des Es-  
tats Generaux des Provinces-Unies, arriva à la  
Haye. Si l'on avoit dû en croire les promes-  
ses du Secrétaire d'*Oliver*, & du Comte de  
*Koningslegg*, l'arrivée de ce Ministre devoit  
aplanir toutes les difficultez, ôter la pierre  
d'achoppement, & faire voir à la Republique  
tant d'avantages du côté de l'Espagne, qu'a-  
bondamment indemnisée du préjudice que de-  
voit lui causer la Compagnie d'Oitende, la Hol-  
lande ne feroit plus la moindre instance pour  
son abolition.

Neanmoins ce Ministre arrivé le 11. de Fe-  
vrier 1726. & légitimé le lendemain, resta en  
repos jusqu'au 7. de Mars qu'il presenta à Leurs  
Hautes Puissances le Memoire suivant.

*Tome III.*

A

*Mr.*

*Memoire de S. E. le Marquis de  
St. Philippe présenté le 7. de  
Mars 1726.*

**L**E souffigné Marquis de St. Philippe Ambassadeur de Sa Majesté Catholique s'étoit réservé toutes les representations qu'il avoit à faire à vos Seigneuries jusqu'à ce qu'elles eussent repondu à la Lettre du Roi son Maître présentée le 6. Fevrier par le Secretaire d'Oliver chargé des affaires d'Espagne : mais de nouveaux ordres de Sa Majesté en date du 11. dudit mois de Fevrier l'obligent à exposer à Vos Seigneuries & à leur repêter la sincerité des intentions Royales de Sa Majesté & de son zèle pour la conservation du repos public de l'Europe, unique point de vuë du Roi son Maître recherché avec le dernier empressement, afin de soulager les peuples accablés par la longue & sanglante Guerre qui preceda la Paix d'Utrecht. Cette Paix même à laquelle la Benignité du Roi a sacrifié plusieurs de ses interêts, ne pouvoit pas encore assurer la tranquillité publique pendant que le fondement de la Guerre subsistoit, c'est-à-dire les prétentions oposées du Roi mon Maître & de Sa Majesté Imperiale, prétentions qui entraînoient les malheurs & la ruine inevitable d'une grande partie de l'Europe. En effet la Guerre se ralluma, puisque les principaux Souverains qui l'entreprirent conservoient les raisons livrées à la decision des armes jusqu'à ce que la Quadruple Alliance disposa Sa Majesté à y

accéder donnant les mains à un Traité formé à Londres & à Paris par l'empressement de leurs Majesté Chretienne & Britannique à vouloir concilier les Droits oposés des Maisons d'Autriche & d'Espagne. Ces expediens quoique très efficaces ne réussirent pourtant pas, & Sa Majesté Imperiale ne refusa point d'avoir pour Mediateur au Congrès de Cambrai un Prince de la Maison de Bourbon avec laquelle il étoit actuellement en Guerre, ni Sa Majesté Cath. ne refusa pas la Mediation du Roi de la Grande-Bretagne Allié déclaré de l'Empereur & qui avoit favorisé par ses armes l'introduction des Troupes Autrichiennes en Sicile. La Souveraine droiture des Princes, qui se disputent leurs droits avec tant de Heroïsme, ne sauroit souffrir le moindre doute qu'ils perdent l'indifferencé, & l'impartialité la plus degagée, lorsqu'il s'agit de Mediation, encore que ce soit même contre leurs propres Maisons, sans que l'amitié réciproque soit un obstacle pour devenir Mediateur, qualité qu'aucun Souverain ne peut prendre à moins qu'on ait en lui une confiance mutuelle. C'est sur ces principes que le Roi mon Maître s'est offert, & s'offre derechef d'interposer sa Mediation entre Sa Majesté Imperiale & Messieurs les Etats Généraux pour accommoder leurs differents. Pour parvenir à un but si salutaire, le Roi revetit le soussigné du caractère de son Ambassadeur auprès de Vos Seigneuries; mais prevoiant que sa santé affoiblie, la rigueur de la saison, & les Chemins impraticables retarderoient son arrivée en cette Cour, Sa Majesté pour gagner du tems ordonna à

son Secrétaire susdit d'offrir à Vos Seigneuries sa Mediation Royale.

Elle ne douta point un moment qu'elle ne fut acceptée par une Republique à qui Elle a donné tant de marques de sa bonne volonté, de sa constante amitié & de son exactitude à observer les Traités: d'autant plus que la Paix avec l'Empereur & le Traité signé à Vienne, n'empêchent point Sa Majesté d'en conclure & signer d'autres avec Mrs. les Etats Generaux à leur avantage en particulier & de toute l'Europe en general; ni de faire rendre Justice dans ses Royaumes, dès que Vos Seigneuries auront prouvé que l'on aura causé quelque préjudice à leurs Sujets en Espagne, ou aux Indes. C'est ainsi que Vos Seigneuries l'ont déclaré en reponse au Memoire présenté par le Secrétaire d'Oliver le 4. & le 18. Decembre 1725. & dernièrement dans leur resolution du 19 Janvier dernier, sans que celle à prendre au sujet de l'accession au Traité d'Hanovre, telle qu'elle puisse être, apporte aucun obstacle à entendre les propositions que j'aurois à faire à mon arrivée en cette Cour. Une reponse si sage fait connoître que cette Republique veut se conserver dans une juste liberté, & marque qu'elle ne pense pas à l'accession au dit Traité par un effet d'animosité, mais de précaution, elle confirme le Roi dans les sentiments d'un Traité à conclurre, puisque la Souveraine liberté des Princes ne franchit jamais les justes bornes de la Raison. C'est pour cela que le Roi mon Maitre peut convenir avec la Republique sur plusieurs choses compatibles avec le Traité de Vienne; sans  
donc



*Négociations, Mémoires & Traitez.* 5

donner la moindre atteinte à l'étroite amitié qu'il conservera avec Sa Majesté Imperiale, & qu'il prétend aussi de conserver avec Messieurs les Etats Generaux, & avec tous ceux qui voudront bien contribuer à la tranquillité publique. Ces expressions sinceres naissent de la persuasion de Sa Majesté que le Traité d'Hanovre n'a d'autre but que la Paix de l'Europe, comme elle a été l'objet de celui de Vienne. Veritablement il n'est pas croyable que les Princes qui établirent cette Paix par leur Quadruple Alliance & qui en furent déclaré Mediateurs, la voulussent eux mêmes troubler par le Traité de Hanovre, pendant que la Paix de Vienne suppose comme Baze fondamentale les Articles du Traité de Londres. Le surplus dont on est convenu à Vienne entre leurs Majestez Catholique & Imperiale ne regardoit que les interêts particuliers de ces deux Maisons Royales sans qu'aucun de ces Monarques prétendit violer aucun Traité anterieur, ni faire aucun tort au Commerce d'autrui, se conservant toujours une Souveraine independance, comme la justice & la Raison le requiert.

L'étroite & constante amitié du Roi mon Maitre avec Sa Majesté Imperiale est une suite de son amour de la Paix, de sa droiture, & de sa bonne foi; Mais elle n'exclut pas celle qu'il a professé à Vos Seigneuries, & comme aucun Prince ne peut faire de meilleurs partis, ni donner de plus juste équivalent aux sujets des Provinces Unies que Sa Majesté Catholique; c'est pour cette raison qu'elle veut entrer en négociation avec Vos Seigneuries afin de redresser tous les griefs, si on en

peut prouver aucun, pas seulement contre la teneur des Traités precedents, mais aussi la moindre liaison contre l'utilité de la Republique. Si le sujet des plaintes est le Commerce de la Compagnie d'Ostende en Orient, le Roi mon Maître interposera ses bons Offices auprès de l'Empereur afin que ce Commerce ne puisse préjudicier en aucune maniere aux Habitans de cet Etat, ni a présent ni à l'avenir. D'ailleurs Vos Seigneuries reflechissant sur la Puissance de Sa Majesté, qui possède des Royaumes si vastes aux Indes, conviendront aisément qu'il n'y a aucun Prince plus propre que lui à être Mediateur & guarant d'un accord semblable. Il est vrai que Sa Majesté ordonna à son Ministre Monsieur de Pozzobueno de s'oposer à Londres au Progrès de la Compagnie d'Ostende (comme Vos Seigneuries le remarquent dans leur résolution susmentionnée du 24. Janvier:) mais cette opposition se fit avant la Paix signée & avant que le Roi se fut déclaré Ami de l'Empereur, lorsqu'il lui étoit permis d'en traverser les utilités sans approfondir la matière ni examiner au juste les profits que Sa Majesté Imperiale pourroit tirer de la Compagnie d'Ostende. Sa Majesté n'offriroit pas sa Haute Mediation à Vos Seigneuries, si elle ne se promettoit de la benignité & amitié de l'Empereur à son égard qu'il voudra bien quitter plusieurs parties de la dite Compagnie d'une façon qu'il soit évident que la Republique n'en recevra point le tort qu'elle en appréhende. On peut bien ajouter aussi qu'il n'y a point de Mediation plus puissante à porter Sa Majesté Imperiale à user de sa Generosité que celle du Roi Catholique qui

*Négociations, Mémoires & Traitez.* 7

qui est son ami en particulier : aussi ne seroit-il point bienseant à l'Empereur d'offrir à la République des parties avantageuses avant que Vos Seigneuries l'en priaissent & qu'on entrât en Négociation, car on pourroit l'attribuer à la seule crainte de votre accession à un Traité défensif. Il ne seroit pas même de son honneur de faire des avances, quand on en viendrait aux armes; extrémité qui rendroit impossible un accord convenable, & exposerait aux vicissitudes qui entraînent plusieurs inconveniens imprévus. Puisque de votre propre aveu vous serez toujours en état d'entendre les propositions qu'on voudra faire; le soussigné au nom du Roi son Maître offre à Vos Seigneuries un Traité qui renferme deux points dépendants l'un de l'autre.

Le premier regarde directement Sa Majesté afin qu'elle fasse reparer les dommages ou préjudices que les sujets de la République prétendent souffrir de quelque Traité qui se soit conclu antérieurement par l'Espagne, preuve évidente de l'amour sincère que le Roi son Maître a pour la Paix, & pour le repos de l'Europe.

Le deuxième Point est de s'interposer auprès de Sa Majesté Imperiale pour accommoder à l'amiable les differents & ôter tout sujet de plainte à Messieurs les Etats Generaux. Comme pour parvenir à ces 2. points il est indispensable que Vos Seigneuries expliquent les raisons de leur mecontentement, il semble qu'il seroit assez naturel de les exposer en droiture au Roi par une Lettre ou par des nouvelles représentations

tations que leur Ambassadeur en pourroit faire. Il est sûr qu'on en tirera de meilleures Conditions traitant directement avec Sa Majesté, d'autant plus qu'elle est assistée de l'Experience & de la prudence de Monsieur le Duc de Ripperda son Ministre, lequel doit avoir l'entière confiance de Vos Seigneuries; non seulement par la Connoissance particulière qu'Elles ont de son habilité & de sa justice, mais aussi pour être un de Vos Compatriotes, né sous la Domination de Messieurs les Etats Generaux. Toutes ces raisons font esperer que Vos Seigneuries voudront bien entrer en Negociation sur lesdits Articles suspendans leur Résolution ulterieure concernant l'accession au Traité de Hanovre, qui rendroit tout accommodement entre Sa Majesté Imperiale & cette Republique fort difficile.

Le soussigné peut assurer à Vos Seigneuries avec ingenuité qu'elles auront des conditions plus avantageuses par la voie amiable d'un Traité que par une résolution plus violente que votre Puissance & vôtre industrie vous pourroient inspirer; & qu'aucun autre Allié ne sera si bon ami de Messieurs les Etats Generaux, ni ne traitera avec plus de sincerité, verité & justice que Sa Majesté Catholique; ce qu'elle montre assez puisqu'elle n'envisage dans tous ses bons offices d'autre objet ni interêts que celui d'entretenir la tranquillité universelle de l'Europe. *Fait à la Haye ce 7. Mars 1726.*

(*Etoit signé*)

*Le Marquis de St. PHILIPPE.*

*Leurs*

*Négociations, Mémoires & Traitez. 9*

Leurs Hautes Puissances ne différèrent à répondre à ce Mémoire qu'autant de tems qu'il en fallut à leurs Commissaires pour en faire l'examen & le rapport, en sorte que le 16. du même mois elles prirent la Résolution suivante qui fut communiqué à cet Ambassadeur.

*Réponse des Etats Generaux au Memoire du Marquis de St. Philippe ; du 16. Mars 1727.*

Où le raport du Sr. de Lintelo & des autres Sieurs Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères, qui en consequence de leur Résolution Commissoriale du 7. de ce mois & pour y satisfaire, ont examiné le Memoire du Sr. Marquis de St. Philippe Ambassadeur d'Espagne renouvelant l'offre de la Mediation de Sa Majesté le Roi d'Espagne, pour l'accommodement des differens entre Sa Majesté Imperiale & Leurs Hautes Puissances au sujet du Commerce des Pais-Bas Autrichiens aux Indes, le tout plus ample-ment mentionné dans ledit Memoire & dans les actes du 7. de ce mois.

Surquoi ayant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera donné pour reponse audit Sieur Marquis de St. Philippe sur son dit Memoire, que Leurs Hautes Puissances sont fachees, de ce que sans le sçavoir, elles aient donné occasion, d'avoir été privées quelques jours de plus des représentations dudit Sr. Marquis de St. Philippe, qu'elles ne l'auroient été, si elles avoient répondu à la Lettre,

dont Sadite Majesté a bien voulu les honorer ; que la raison pour la quelle elles n'ont pas répondu incessamment à la dite Lettre n'a pas tant été qu'elle n'étoit pas écrite dans la langue en la quelle Sa Majesté & les Rois ses Prédecesseurs étoient accoutumez d'écrire à Leurs Hautes Puissances, ni par ce qu'elle étoit signé de la manière que les Rois d'Espagne sont accoutumés de signer les ordres qu'ils donnent à leurs sujèts, & non pas comme ils sont accoutumez de signer les Lettres, qu'ils écrivent à des Princes, & Etats Souverains & parce qu'elle étoit signée d'une toute autre manière que ci devant Sa Majesté aussi bien que ses Sérenissimes Prédecesseurs ont toujours signées les Lettres écrites à Leurs Hautes Puissances : deux defauts dans les formalitez, que Leurs Hautes Puissances n'ont pû s'empêcher de remarquer comme quelque chose d'extraordinaire, ne les attribuant néanmoins à aucune intention de faire tort à la République. Mais que la véritable raison, qui a fait que Leurs Hautes Puissances n'ont pas répondu à la dite lettre a été, que Leurs Hautes Puissances ont considéré qu'elle avoit été écrite à peu près dans le même tems, que Leurs Hautes Puissances par leur Resolution du 24. Janvier \* de cette année, ont répondu au Memoire du Secrétaire d'Oliver dont la substance étoit la même que le contenu de ladite lettre ; en sorte que ladite Résolution contient à peu près la même reponse qu'on auroit pû donner à ladite lettre ; qu'ainsi Leurs Hautes Puissances se sont persuadées que quand cette resolution seroit

\* Rapportée à la page 259. du T. II.

seroit parvenue à la connoissance de Sa Majesté; Elle y auroit acquiescé; car entant, que ladite lettre contient plus que ne portent les Mémoires du Secrétaire d'Oliver, une déclaration de l'étroite liaison dans la quelle Sa Majesté Cath. est entrée avec Sa Maj. Imp. pour ne faire, en toutes occasions, qu'une cause commune avec Sa Majesté Imperiale & de l'intention de Sa Majesté de satisfaire à ces engagemens, Leurs Hautes Puissances n'ont pû envisager cette déclaration, que comme un avertissement, que Sa Majesté à bien voulu leur donner, afin qu'elles pussent faire là dessus leurs Reflexions & prendre leurs mesures, sans que S. M., comme elles le suposent se soit attendue à une reponse sur cette declaration qui ne convient d'alleguer; étant là les veritables raisons pourquoi Leurs Hautes Puissances n'ont point repondu à la dite lettre, Elles sont bien aises de voir, qu'il n'est résulté aucun autre inconvenient, si non qu'elles ont reçu quelques jours plus tard la representation contenue dans le Memoire, que le Sieur Marquis de St. Philippe leur a présenté.

Qu'elles y ont vu avec beaucoup de plaisir la nouvelle assurance qu'il leur donne de la sincere intention & du zèle de Sa Majesté pour la conservation de la tranquillité publique de l'Europe, & en même tems de son Amitié envers la Republique, aussi bien que de son exactitude dans l'observation des Traitez.

Que Leurs Hautes Puissances espèrent & se persuadent que ni Sa Majesté ni qui que ce puisse

puisse être, puisse avoir une autre opinion d'Elles si non que la conservation du repos public leur est autant à cœur qu'à qui que ce soit, qu'elles peuvent temoigner avec verité qu'elles ont appris, que la Paix entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique a été conclue sans qu'elles en aient pris aucune jalousie ni aucun ombrage, & qu'autant que Sa Majesté Catholique a bien voulu sacrifier quelques uns de ses propres interêts à la tranquillité publique, elles regardent ce sacrifice comme un effet de l'Esprit pacifique de Sa Majesté & comme une action très-louable.

Qu'elles souhaitent de tout leur cœur que cette paix ensemble avec le repos public puisse subsister longues années.

Que ce n'est pas cette Paix ni le Traité par lequel elle a été conclue, qui leur a causé quelque inquietude; mais qu'elle vient du Traité de Commerce, conclu après ladite Paix entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique, & des engagements qui ont suivi cette paix, parce que par là Sadite Majesté a trouvé bon de sacrifier non seulement ses propres interêts, mais aussi ceux d'autrui, particulièrement ceux de la Republique & cela dans un Point si essentiel & aussi sensible qu'est le Commerce des Pais-Bas Autrichiens aux Indes, ce qui tend au prejudice extrême de la Republique tant par rapport au dommage, qu'elle souffre, que par rapport à la contravention, qui en resulte au Traité de Munster & à celui qui fut conclû à Utrecht entre Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances, le 26. Juin 1714. lequel a pour Baze le Traité de Munster, & quoi qu'il soit allegué dans ledit Memoire que Sa-  
dite



dite Majesté à l'égard de la susdite Contravention, ne seroit plus dans le même sentiment dans lequel Elle étoit avant la Paix conclüe avec l'Empereur, que pourtant ce Point n'est pas changé de nature; LL. HH. PP. ne peuvent point changer du sentiment, par lequel Elles ont envisagé la susmentionnée Navigation aux Indes, comme une contravention très-prejudiciable à elles, aux Traitez, & particulièrement à ceux qui subsistent entre Sa Majesté Cath. & elles, ainsi qu'il est expressement porté par l'Article 9. du Traité d'Utrecht que ni Sa Majesté ni leurs Hautes Puissances ne consentiront à aucun Traité qui puisse apporter du dommage à l'un ou à l'autre, à quoi LL. HH. PP. croient être contraires les engagements pris par Sa Majesté par raport au Commerce d'Ostende aux Indes.

Que Leurs Hautes Puissances par leur Resolution du 24. Janvier dernier ont temoigné la haute estime qu'elles ont pour l'Amitié de Sa Majesté Catholique, qu'elles le repètent par les presentes & qu'elles tacheront par tout ce qui est en leur pouvoir de conserver cette Amitié de Sa Majesté. A l'égard de l'observation des Traitez, L. H. P. la regardent comme un effet de l'équité si renommé de S. M. & de ses loüables intentions; que pourtant elles ont sujet de se plaindre qu'à l'égard de la République ces loüables intentions de Sa Majesté ne sont pas suivies exactement par tout dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté & par ses Officiers; vû qu'autrement elles n'auroient point été obligées de se plaindre si souvent du tort qui a été fait en plusieurs manières à leurs sujets & Marchands tant en Espagne

gne qu'en pleine Mer depuis la dernière paix ; sans qu'elles en aient pû obtenir la réparation qu'elles avoient lieu d'espérer & d'attendre de la grande équité de Sa Majesté & de son exactitude dans l'observation des Traitez , mais qu'elles veulent croire, que l'exactitude supposée pour le passé, leur servira de garant d'une plus grande exactitude dans l'avenir.

Que cependant Leurs Hautes Puissances regardent l'offre reiterée de la Mediation de Sa Majesté pour accommoder les differens au sujet du Commerce d'Ostende aux Indes comme une marque de l'amour de Sa Majesté pour la Paix, & de son Amitié envers la République, dont elles lui sont très obligées, mais que le scrupule ou la difficulté, qu'elles ont eu, reste toujours, savoir si Sa Majesté pourroit employer sa Mediation avec cette impartialité qui est requise dans un Mediateur après qu'elle est entrée dans un si fort & si étroit engagement avec Sa Maj. Imp. pour le maintien du Commerce d'Ostende aux Indes, lequel Commerce & l'Infraction faite par-là aux Traitez font le sujet principal de leurs Grièfs. Qu'il ne sera pas nécessaire d'examiner si le cas de la Mediation de la France, & de la Grande-Bretagne alleguée dans le susdit Memoire quadre avec le cas dont il s'agit ici. Mais que supposé que ledit cas s'accorde en toutes ses parties avec celui d'a present, Sa Majesté le Roi d'Espagne vient d'apprendre à Leurs Hautes Puissances combien difficilement cette Mediation pourroit reussir. Sa Majesté abandonnant la Mediation de la France & de la Grande-Bretagne après l'avoir accepté, & après qu'elle à été en train, a jugé à propos de faire  
ses

ses conditions avec Sa Majesté Imperiale sans se servir de cette Mediation. Qu'outre cela Leurs Hautes Puissances ne peuvent pas sans leur très-grand prejudice entrer en Negociation sur lesdits differens, sur un pied, par lequel on suppose que le Grièf restera; mais qu'on cherchera des équivalens par lesquels le prejudice que l'Etat souffre par-là pourroit être diminué ou ôté: que Leurs Hautes Puissances envisagent l'infraction des Traitez comme un Article, qui ne peut-être bonifié par aucun équivalent, vû que de l'observation & de l'exécution des Traitez depend toute la sûreté que les Princes & Etats ont les uns à l'égard des autres, & qu'on ne pourroit plus compter sur des conventions à faire, si celles, qui sont faites, n'étoient point maintenües, qu'autrement Leurs Hautes Puissances avoient volontiers, que les Precedens Traitez n'empêchent pas qu'on ne puisse en faire de nouveaux, pourvû qu'on pose pour fondement que par ces nouveaux Traitez il ne soit rien changé aux precedens, que du consentement de ceux qui y sont interessés, sans laquelle regle, tous les Traitez sont rendus inutiles.

Qu'outre cela elles conviennent aussi volontiers que Sa Majesté le Roi d'Espagne a un aussi grand pouvoir, particulièrement par raport à ses riches possessions aux Indes, qu'aucun autre Prince, pour pouvoir donner toute sorte de dedommagemens, s'il ne s'agissoit que de la reparation de quelques Dommages; mais que comme il vient d'être dit, il ne s'agit point ici uniquement de quelque perte ou Dommage.

Qu'ainsi elles veulent bien croire que la présente

sente Amitié entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique est si grande que Sa Majesté Imperiale, par Amitié pour Sa Majesté Catholique, voudra faire beaucoup, & que c'est pour cette raison, que Leurs Hautes Puissances par leur Résolution du 24. Janvier dernier ont prié & prient encore amiablement Sadite Majesté, qu'elle veuille avoir la bonté d'employer ses puissants offices auprès de Sa Majesté Imperiale pour que le Commerce des Pais-Bas Autrichiens vienne à cesser, afin que par là le Grièf, qui cause les presentes difficultez soit redressé, que s'il faut pour y parvenir que l'on fasse quelques pas en avant, L. H. P. ne pretendent pas que ce soit S. M. I. qui les fasse la première, mais qu'Elles seront toujours prêtes de faire les premiers pas, & d'avancer non seulement à moitié, mais au bout du chemin, pourvû qu'elles puissent seulement voir, que par là les choses pourront parvenir à une bonne fin; car Leurs Hautes Puissances ne savent pas d'avoir jamais manqué de rendre à Sa Majesté Imperiale l'honneur qui lui est dû, & autant qu'elle peut attendre d'un Etat Souverain: qu'ainsi Elles conserveront toujours le même respect pour Sa Majesté Imperiale. Que Leurs Hautes Puissances ont examiné avec attention les propositions & offres contenus dans ces deux points.

Premierement que Sa Majesté Catholique s'offre de faire reparer le dommage & le prejudice que les sujets de l'Etat pretendent souffrir de quelque Traité fait anterieurement par l'Espagne; Et en second lieu, que Sa Majesté s'offre de s'interposer auprès de Sa Majesté Imperiale pour accommoder les differens à  
l'amia-

l'amiable ; qu'elles ne peuvent point s'empêcher en cette occasion de remarquer qu'on a donné à Leurs Hautes Puissances de très grandes espérances, pour qu'elles dussent attendre, que quand le Sr. Marquis de St. Philippe, Ambassadeur de Sa Majesté, seroit arrivé ici, il leur feroit de très-avantageuses propositions, & dont, selon toutes les apparences, elles pourroient être contentes. Que par cette raison, elles n'ont pu voir qu'avec surprise par le contenu dudit Mémoire qu'il ne tend uniquement qu'à proposer une Négociation, & même encore de transférer cette Négociation à Madrid, & que de plus on demande par ledit Mémoire, que les propositions à faire soient faites de la part de Leurs Hautes Puissances, savoir que par une Lettre ou par leur Ambassadeur, elles représentent de nouveau à Sa Majesté les raisons de leur mecontentement ; sans qu'elles trouvent dans ledit Mémoire aucune proposition spécifique ou positive, bien moins des propositions avantageuses, en sorte qu'à présent Leurs Hautes Puissances, après l'arrivée dudit Marquis de St. Philippe, sont aussi peu avancées & aussi incertaines, qu'elles l'étoient auparavant.

Que pour ce qui regarde les susdites deux propositions même, tendantes en premier lieu à reparer le préjudice que les sujets de l'Etat ont souffert par quelques Traitez antérieurs : Leurs Hautes Puissances ne comprennent pas clairement le sens de cette proposition ; que si l'on entend par-là le redressement de plusieurs griefs dont de tems en tems Leurs Hautes Puissances se sont plaintes, savoir que leurs sujets en plusieurs occasions

sions ont rencontrez des traitemens contraires à la teneur des Traitez faits entre Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances, elles verront volontiers & il leur sera très agréable, que Sa Majesté veuille donner sur ces plaintes une satisfaction équitable & conforme aux Traitez. Mais si par le préjudice porté par des Traitez antérieurs, on entend ce qui a été réglé par quelques Traitez conclus entre Sa Majesté & d'autres Potentats ; Leurs Hautes Puissances n'y prétendent aucun changement. Mais comme les Traitez entre Sa Majesté & la République portent que la République & ses sujets doivent être traitez aussi favorablement qu'aucune autre nation, *tanquam gens amicissima*, qu'elles croient avoir acquis par là le droit de pouvoir demander tous les avantages, qui ont été accordez à quelque Nation que ce soit, pour autant qu'elles n'y aient point renoncé ; qu'ainsi Leurs Hautes Puissances ne demandent aucune innovation, mais seulement l'exécution & l'observation de ce qui a été stipulé & promis par les Traitez, qui subsistent entre Sa Majesté & la République, & que les contraventions, qui y ont été commises, soient redressées, entre lesquelles contraventions Leurs Hautes Puissances doivent compter particulièrement, ce qui par le Traité de Commerce de Vienne a été accordé en faveur de la Navigation des Pais-Bas Autrichiens aux Indes, comme on l'a fait voir par le Memoire du quatrième Novembre de l'année passée présenté à Sa Majesté par le Sr. Vander Meer Ambassadeur de Leurs Hautes Puissances, sur lequel elles attendent encore une réponse satisfaisante.

Que

Que pour ce qui concerne le second Point de ladite proposition, savoir l'interposition de Sa Majesté auprès de Sa Majesté Imperiale pour parvenir à un accommodement amiable des différens, Leurs Hautes Puissances s'étant expliquées là-dessus, elles ne croient pas qu'il soit nécessaire de le répéter ; Elles considereront comme un très grand service que Sa Majesté rendra à la Republique, si Sa Majesté à la bonté d'effectuer auprès de Sa Majesté Imp. que le Commerce des Pais-Bas Autrichiens aux Indes vienne à cesser & que par là soient applanies les difficultez & inconveniens qui en résultent, qu'elles compteront ce service pour une des plus grandes preuves d'amitié que Sa Majesté leur puisse donner, qui sans doute pourra contribuer autant qu'aucune autre chose à la conservation du repos public.

Que quant à ce qui est mentionné, dans ledit Memoire touchant le Traité d'Hanovre & l'accession de Leurs Hautes Puissances audit Traité, elles y ont vu avec plaisir que Sa Majesté n'est pas moins persuadée que Leurs Hautes Puissances le sont, de ce que ledit Traité n'a point d'autre but, que la Paix de l'Europe, qu'il n'est pas à croire que les Princes qui l'ont conclu la voulussent troubler ; qu'il ne leur est pas moins agreable d'apprendre que Sa Majesté leur fait la justice de croire que dans leurs deliberations sur ledit Traité & sur leur accession il n'entre aucune animosité mais qu'elles y procedent uniquement par precaution ; qu'elles ne sauroient point encore dire quelle issue auront leurs deliberations par rapport à ladite accession ; mais puisque suivant la persuasion de Sa Majesté aussi bien que de

Leurs Hautes Puissances ledit Traité d'Hanoïvre n'a point d'autre but que la conservation de la Paix de l'Europe & que l'accession de Leurs Hautes Puissances, en cas qu'elles vinssent à s'y résoudre, ne pourroit point être considérée autrement que comme une précaution legitime. Qu'ainsi Leurs Hautes Puissances ne peuvent pas bien comprendre pourquoi on veut exiger d'elles qu'elles suspendent plus long-tems leur Resolution à cet égard, ni pourquoi leur accession rendroit plus difficile un accommodement entre Sa Majesté Imperiale & la République.

Que quelle que puisse être l'issue des deliberations par raport à ladite accession, elles déclarent dérechef, qu'elles seront toujours en état d'entendre les propositions que Sa dite Majesté leur voudra faire, mais qu'elles souhaitent que ces propositions puissent renfermer quelque chose de réel & de positif, surquoi elles puissent delibrer avec fondement; au lieu que par ledit Memoire on ne propose qu'une Negociation en termes si généraux qu'on n'en peut pas bien espérer un bon succès, nonobstant toutes les avantageuses idées, dont Leurs Hautes Puissances pourroient se flater, & tout le bien qu'elles pourroient se promettre de l'amitié de Sa Majesté, aussi bien que de l'habilité & de l'amour du Duc de Riparda pour la République.

Et sera un Extrait de la presente Resolution de leurs Hautes Puissances mis par l'Agent van Baarler ès mains dudit Sieur Marquis de Saint Philippe.

Cette reponse fut suivie de quelques conférences



rences que cet Ambassadeur eut avec les Deputés de Leurs Hautes Puissances, & comme on lui insinua que le Roi Catholique dans ses engagements avec l'Empereur agissoit contre ceux qu'il avoit avec d'autres Puissances, en favorisant au delà de tout le Commerce des Autrichiens, même au préjudice des Castillans, le Marquis de St. Philippe presenta un second Memoire que voici.

*Mémoire du Marquis de St. Philippe Ambassadeur d'Espagne du 1. Avril 1726.*

**L**E soussigné Marquis de St. Philippe Ambassadeur d'Espagne, a par ordre exprès de son Maître, exposé à vos Seigneuries que Sa Majesté a vuë leur reponse donnée le 24. Janvier dernier au Secretaire d'Oliver, alors chargé des affaires d'Espagne auprès de Messieurs les Etats Généraux. Le Roi y a lû avec plaisir les expressions de l'amitié sincère de Vos Seigneuries pour Sa Majesté & combien elles paroissent portées à conserver la Paix & la tranquillité de l'Europe. C'est l'unique objet de tous les mouvemens, que le Roi se donne pour parvenir à un but si salutaire & n'en laisser aucun doute à Vos Seigneuries. Leur repugnance néanmoins à admettre la Mediation de Sa Majesté entre l'Emp. & Messieurs les Etats Généraux donnent des raisons suffisantes pour en desister & ne plus parler d'une Negociation à entamer sur la Compagnie d'Ostende. Car il est évident que l'indépendance Souveraine se-

roit blessée s'il falloit rendre compte à quelque Potentat que ce fut, des Privileges ou autres facilitez pour le Commerce qu'un Monarque accorde dans son Royaume à quelque Nation, ou sujets d'un autre Monarque ou Prince. Comme personne n'ignore que cela est du Domaine absolu de Souveraineté, & que cela depend de son libre arbitre, on sçait aussi, que Sa Majesté n'a signé aucun Traité & ne s'est engagée de refuser aux uns les faveurs qu'elle donne aux autres, parce quelle se priveroit par là de cette liberté absolue si essentielle aux Souverains. Sur ce principe incontestable, le Roi croit s'être servi de son droit legitime, quand après la conclusion de la Paix de Vietme, S. M. a accordé des Privileges & des facilitatez aux sujets de l'Empereur avec lequel elle est si étroitement alliée. Cependant la Droiture des intentions du Roi mon Maître, qui n'envisage que le bien commun, comme un objet préférable à toute autre reflexion, veut de son côté cette fois contenter les souhaits de Vos Seigneuries, interposant ses bons offices auprès de S. M. Imp. pour terminer Vos griefs & voir si on ne pourroit trouver des expediens propres à éviter une rupture dont l'Europe paroît menacé. Le soussigné declare derechef, que le Roi son Maître persiste dans le sentiment de prendre de concert avec Messieurs les Etats Généraux les mesures convenables au maintien du repos universel. Sa Majesté s'attend de trouver les mêmes dispositions en Vos Seigneuries, qu'elles correspondront à la haute idée qu'elle a de leur grande prudence & qu'elles attribueront cet-

te

te declaration autant à son dessein ardent de  
prevenir les hostilitéz, qu'au cas particulier,  
qu'elle fait de Vòtre Amitié. Fait à la Haie  
le 1. Avril. 1726.

(Signé,)

Le Marquis de St. PHILIPPE.

Ces deux pièces sont les uniques que l'on  
eut & que l'on vit de cet habile Ministre, qui  
après cela passa le peu de jours qu'il vecut en-  
core, à meubler son Hôtel, sans se mêler que  
fort peu de ce qui se passoit dans l'Etat. Mais cha-  
cun n'étoit pas si indiférent. La Cour de Vien-  
ne sur tout, des intérêts & de l'honneur de la-  
quelle il s'agissoit particulièrement dans l'abo-  
lition de la Compagnie d'Ostende, (car on  
n'en faisoit plus un point de Droit, c'étoit  
un *point d'honneur* comme il paroît par les  
Memoires du Comte de Königsegg) la Cour  
de Vienne, dis-je, employa de nouveau la se-  
conde plume du Sieur du Mont pour defendre  
la cause de l'Ostroi d'Ostende. C'est ce qu'il  
fit dans un Traité dont nous avons parlé dans  
le Tome II. de ce Recueil sous le titre de *La  
Verité du fait, du Droit & de l'intérêt, &c.*  
Nous raportons ce Taité comme une pié-  
ce autentique puisqu'elle a été publiée sous le  
bon plaisir de la Cour, dont les Ministres l'ont  
eux mêmes distribuée.

**LA VERITÉ DU FAIT DU DROIT**  
**ET DE L'INTERET**, de tout ce qui  
*concerne le Commerce des Indes, éta-*  
*bli aux Pais-Bas Autrichiens par Oc-*  
*troi de Sa Majesté Imperiale & Catho-*  
*lique.*

*Exposée au Jugement du public, avec*  
*sincérité, & candeur, sans passion,*  
*sans déguisement, ni artifice, & sans*  
*jamais supposer pour chose constante ar-*  
*rivée, celle-là même qui est en ques-*  
*tion.*

*Avec quelques considerations sur les assi-*  
*stances réciproquement données & reçues,*  
*entre l'Auguste Maison d'Autriche, &*  
*les Hauts & Puissans Etats Generaux*  
*des Provinces-Unies; pour servir de*  
*Réponse aux Reproches qui se répandent*  
*sans aucun fondement à l'occasion de ce*  
*nouveau Commerce.*

**V**oilà en peu de mots & le sujet, & la  
 Distribution de cet Ecrit, dans lequel  
 on proteste de n'avoir autre dessein, que de  
 procurer le maintien de la Paix, de l'union,  
 & d'une parfaite bonne intelligence entre Sa  
 Majesté Imperiale & Catholique, Sa Maje-  
 sté

*Négociations, Mémoires & Traitez.* 25

ité de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies.

On ne s'y engagera point à suivre pied à pied ceux qui ont déjà paru sur cette matière, de la part de la Compagnie Hollandoise des Indes Orientales. Celui de Mr. Barbeyrac remplit seul 131. Pages, & contient 285. Paragraphes, dont la plupart sont subdivisés en quelques Articles. Cependant il ne le donne que sur le pied d'une Réplique sommaire à la Réfutation de Mr. Neny. Que seroit-ce donc, si on vouloit lui répondre à lui même avec une semblable brièveté?

On n'entreprend pas non plus de défendre toutes les propositions avancées par ceux qui ont écrit en faveur du Commerce des Païs Bas Autrichiens. L'un de ces Ecrits, intitulé, *Démonstration de l'injuste & chimerique Préten-sion, &c.* a été supprimé à Bruxelles & remis entre les mains du Fiscal Général de Brabant, pour en rechercher & poursuivre l'Auteur & l'Imprimeur, selon les ordonnances, mais il s'est trouvé, que c'étoit une production étrangere, & qu'elle n'avoit pas été imprimée dans le Païs. Quant aux autres, qui ont paru avec, ou sans Autorité, on se croit obligé de déclarer qu'entre toutes les bonnes choses, qu'ils contiennent, il s'en est glissé quelques-unes, auxquelles on ne pourroit pas souscrire, & sur lesquelles on juge, que les Auteurs même ne voudroient pas insister, sans quelque ulterieure explication. Quoiqu'il en soit, chacun a sa maniere de concevoir les choses. La nôtre sera clairement exprimée en cet Ecrit &

nous supplions ceux qui pourroient se charger d'y répondre, de vouloir bien s'y attacher uniquement, sans nous imputer d'autres sentimens que ceux qu'ils y trouveront, & sans s'écarter, comme on a fait jusqu'ici, en je ne sçai combien de Questions étrangères au sujet, ou superflues, qui ne sont bonnes, qu'à dissiper l'attention du Lecteur, à lui faire perdre de vûë l'objet principal, & à prolonger les disputes à l'infini.

---

## §. I.

*Vérité du Fait, ou Factum veridique de tout ce qui concerne le Commerce des Indes Orientales & Occidentales, les differens survenus à ce sujet entre divers Princes & Etats de l'Europe, leurs Guerres, leurs Traitez, & tout ce qui s'y est passé de plus considerable, depuis le tems de leur première Découverte, jusqu'à l'Oëtroy dernièrement accordé par Sa Majesté Imperiale & Catholique à ses Sujets du Pais-Bas.*

I. **E**N toute affaire litigieuse, le premier soin d'un Juge équitable & desintéressé doit être de s'informer exactement de toutes les circonstances du Fait, & de ses appartenances; faute de quoi il n'est pas en état d'en porter un

un jugement solide. On a donc lieu d'espérer, que le Public sera bien aisé de trouver ici une Narration historique & irréprochable, de tout ce qui regarde le Droit privatif, ou commun de la Navigation & du Commerce des Indes, depuis le tems de leur premiere Découverte jusqu'à présent. Cela étoit d'autant plus nécessaire, que de part & d'autre les allegations qu'on en a faites, à mesure qu'on a cru en avoir besoin, n'en donnent qu'une idée confuse, imparfaite, & quelques fois peu conforme à la vérité.

II. Quoique l'art de Navigation soit fort ancien, & qu'on ne puisse nier, que dès le tems de Salomon, les Tyriens, ses amis & alliez, avoient parcouru toute la Méditerranée, & toute la Mer Rouge, ce qui lui donna moyen d'envoyer ses vaisseaux jusqu'en Ophir, Pais abondant en Or, & d'en rapporter des richesses immenses à Jerusalem; il est néanmoins certain, que depuis le commencement du monde, jusqu'au cinquante cinquième Siecle il ne s'étoit point trouvé de Pilote assez hardi pour entreprendre la Découverte des Terres & Pais situez au delà du Tropique du Cancer au Midi, du Cercle Arctique au Septentrion, & du Meridien des Canaries vers l'Occident. On disputoit dans les Ecoles, s'il y avoit des Antipodes, ou s'il n'y en avoit point, & Saint Augustin, avec quelques autres Peres de l'Eglise, soutenoient la négative par principe de Religion, dans la pensée, que l'opinion contraire favorisoit l'erreur des Préadamites. Du côté du Midi & de l'Orient le *Cape de Non*, situé dans le Biledulgerid, étoit regardé comme le *Non plus ultra* de toutes les Navi-

Navigations precedentes; & c'étoit à cause de cela, qu'on appelloit en Latin *Caput Non*, d'où les François avoient tiré ce Proverbe; *Le Cap de Non, qui le passe, ne revoit jamais sa maison.*

III. Les Portugais furent les premiers qui oserent franchir cette borne maritime, si redoutable aux anciens Navigateurs. Le prochain voisinage de l'Afrique, & la nécessité de se garantir autant qu'il seroit possible des continuelles depredations des Mores par Mer & par Terre, fit naître la pensée au Roi Jean I., de leur porter la Guerre au delà du Détroit, où il eut le bonheur de gagner la Ville de Ceuta. Edouard son fils aîné lui succéda en 1433. & Alfonse V. son petit fils en 1438. Sous le Regne de ce dernier, qui fut long & heureux, l'Infant Don Henri, Prince sçavant, entreprenant, & guerrier, continua les Conquêtes d'Afrique, & les poussa assez loin; mais la mort, qui le surprit en 1460., arrêta le cours de ses desseins. Jean II. Successeur du Roi Alfonse, les reprit, & il y employa de grandes forces. Ce fut de son tems, que les Portugais passerent pour la première fois la Ligne Equinoxiale, & découvrirent le Cap de Bonne Esperance. Il mourut en 1495., laissant la Couronne à son Cousin Emanuel. Celui-ci encouragé par l'exemple de ses Prédecesseurs, entreprit la découverte des Indes par le même chemin, & il y réussit. Dès l'an 1498. Vafquez de Gama pénétra jusqu'au Royaume de Calicut, & peu d'années après, la Bannière de Portugal fut connue, & reverée par tout l'Orient.

IV. Ce fut aussi de son tems, ou plutôt du  
tems



tems du Roi Jean II., son Prédecesseur, que les Castillans, animez du même esprit, découvrirent ce vaste continent, qu'on appelle maintenant l'*Amerique*, ou les *Indes Occidentales*, avec les Isles adjacentes.

V. Si ces deux Puissances n'avoient eu en vûë, dans leurs longues & périlleuses Entreprises, que les avantages ordinaires de la Navigation & du Commerce, il est hors de doute, que le Droit des Gens, commun à tous les Peuples, suffisoit pour les y autoriser. Mais comme elles se propoisoient aussi de faire des Conquêtes en ces Regions éloignées, & jusqu'alors inconnues, & d'en assujétir les Habitans à leur Domination, elles jugerent à propos de sanctifier l'offensive de leurs Armes, par des Concessions Apostoliques, qui leur furent liberalement accordées, en vûë de la Propagation de la Foi, & de la réduction de ces Infidèles à l'obéissance de l'Evangile.

VI. Quelques-uns ont écrit, que Jean I.; Roi de Portugal, en obtint une semblable dès l'an 1420. du Pape Martin V. pour son entreprise de Ceuta. Ce qu'il y a de vrai, est, que le Roi Alphonse V., & l'Infant D. Henri, son Neveu, désirant pousser leurs Conquêtes d'Afrique aussi loin qu'ils pourroient, en sûreté de conscience, s'adresserent au Pape Nicolas V., & obtinrent de lui des Bulles, portant *Concession, Attribution, & Donation* audit Roi Alphonse, & à ses Successeurs de tous les *Royaumes, Duchez, Comtez, Seigneuries, & possessions, Biens meubles & immeubles, qu'ils pourroient prendre, & conquerir sur les Sarrasins, Payens, & autres Ennemis de Jesus Christ,*

en quelque lieu du Monde qu'ils fussent situés ; & même de réduire leur personnes dans une perpétuelle servitude , avec défense & prohibition à tous autres Chrétiens & Fiaèles , de s'immiscer dans leurs Conquêtes. C'est la teneur de la \* Bulle du 14. des Kalendes de Juillet 1452. confirmative à quelque autre précédente , dont la teneur n'est pas marquée.

VII. Cette Concession étoit fort ample , mais en même tems fort générale. Le Roi Alphonse & l'Infant , son Neveu , en impetrent une † troisieme , en date de 6. des Ides de Janvier 1454. qui étoit plus particuliere. Le Pape y declare , que tout ce que ledit Roi Alphonse & l'Infant , sont Neveu , ont gagné sur les Mores en Afrique depuis les Caps de Boyador & de Non , jusques par toute la Guinée , & aux Regions Méridionales , leur appartient de plein droit , pour eux & pour leurs Successeurs à toujours ; comme aussi toutes les Provinces , Isles , Pais , Lieux & Mers , qu'ils viendront à gagner , & à conquérir par après , depuis lesdits Caps de Bajador , & de Non en Afrique , & par de là.

VIII. Cela n'empêcha pas pourtant , que quinze ou vingt ans après , le Roi Ferdinand le Catholique , & la Reine Isabelle de Castille , ne prétendissent le Droit de pouvoir faire aussi des Découvertes , & des Conquêtes sur les Infideles , dans toutes les Mers d'Afrique , ce qui fut cause d'une Guerre entr'eux , laquelle fut terminée par une Paix , dont on a les prin-

\* Voyez la entre les Preuves sous la Lettre A.

† Aux Preuves Let. B.

*Négociations, Mémoires & Traitez.* 31

principaux Articles dans une \* Bulle du Pape Sixte IV., donnée, comme il paroît, à la requisition des Parties, pour la confirmation de cette Paix. Elle est datée du 11. des Kalendes de Juillet 1481. Les Rois Catholiques y cedent au Roi de Portugal, toutes ses Conquêtes en Guinée avec les Isles, Côtes, Terres, & Mers, découvertes, & à découvrir, nommément les Isles de Madere, de Porto Santo, & l'Isle Deserte, comme aussi les Isles Acores, savoir celle des Eperviers, & celle des Fleurs, les Isles du Cap Verd, & en général toutes celles, qui se pourront par après découvrir, & acquérir, depuis les Isles de Canaries, & au de là vers la Guinée, excepté seulement les Isles Canaries, Lanfarote, la Palma, Forteventura, la Gomera, l'Isle de Fer, la Gratiofa, la Grande Canarie, la Tanarife, & en général toutes celles qui se comprennent sous le nom de Canaries, lesquelles resteront à la Couronne de Castille. Ils y promettent aussi de ne point se mêler de la Conquête du Royaume de Fez, & que les Sujets ne pourront entreprendre aucune sorte de Commerce, ou de Frequentation, dans les Pais, Terres, & Lieux, cedez au Roi de Portugal.

IX. Trois ans après, c'est-à-dire en 1484, Christophle Colomb, Genoïis, vint à Madrid, & y proposa le dessein de découvrir, & de conquérir aussi du côté de l'Occident, où il assuroit, par bonnes raisons, qu'il se trouveroît de grandes Isles, & de grandes Terres. Les  
Au-

\* Aux Preuves Let. C.

NB. Cette même Bulle se trouve confirmée, avec toutes les précédentes, en faveur du Roi Emanuel, par une autre du Pape Leon X. datée du 3. Novembre 1514. qui se trouvera pareillement entre les Preuves sous la Lettre D.

Autheurs Espagnols n'expliquent pas ces raisons mais on peut aisément les supl  er. Le Siste  me de Ptolomée étoit enseigné dès ce tems-là dans toutes les Ecoles, on n'ignoroit point que Dieu avoit créé la masse de la Terre en forme de Globe, dont, à peine la quatrieme partie étoit connue aux Habitans de l'Europe. On savoit de certitude, que les autres Parties recevoient du Soleil, & de la Lune la même lumiere, la même chaleur, & les mêmes influences, dans une parfaite égalité, selon leurs d  grez de Latitude & de Longitude; d'où il étoit naturel de conclure, qu'elles n'étoient donc pas entierement couvertes d'eaux, & qu'il devoit s'y trouver, comme chez nous, des Terres, des Hommes, des Bêtes, des Arbres, & des Herbes. Les simples lumieres du bon sens pouvoient en faire juger ainsi, & la Science Astronomique, & Cosmographique, ne permettoit pas d'en douter. Avec tout cela, Colomb eut de la peine à faire gouter ces propositions. Ce ne fut qu'après une sollicitation de huit années, qu'on lui accorda la permission. & les privileges, qu'il demandoit.

X. Il partit le 4. d'Août. 1492., & sa Navigation fut si heureuse, qu'en moins de cinq mois il découvrit & prit possession, pour la Couronne de Castille & de Leon, de plusieurs Isles considerables auxquelles il donna les noms de *S. Sauveur*, de la *Conception*, de *Ferdinand*, d'*Isabelle*, de *Jeanne*, de *Cuba*, & de *l'Espagnole*, avec quelques autres: Il en repartit le 4. Janvier 1493., & ayant passé par les Acores, & par Lisbonne, où le Roi voulut le voir, il fut de retour en Castille à la fin du mois de Mars.

XI. On peut juger qu'il y fut bien reçu, & qu'on y apprit avec joye l'heureux succès de son voyage. Mais, comme on fut informé en même tems, que le Roi de Portugal prétendoit disputer aux Rois Catholiques le Droit des Découvertes & des Conquêtes en Occident, aussi bien qu'au Midi, & que ce Prince ne l'avoit pas dissimulé à Colomb, lorsqu'il l'avoit vû à Lisbonne, on crut devoir s'adresser au Pape Alexandre VI., & lui demander des Bulles pour l'Occident, pareilles à celles que ses Prédecesseurs avoient accordées aux Rois de Portugal pour leurs Conquêtes de l'Afrique & des Mers adjacentes. L'affaire ne souffrit aucune difficulté à Rome. Rien ne pouvoit être plus agréable au Pape, que de voir qu'on croyoit avoir besoin de ses Bulles Donations & Concessions en des matieres purement temporelles. Celle \* qu'on demandoit fut expédiée dès le 4. Mai de la même année 1493. *C'est une Donation pure, simple, faite ex merâ liberalitate, certâ scientiâ, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, aux Rois Ferdinand & Isabelle, en recompense de leur zèle, & de leur pieté signalée, pour eux, leurs Héritiers, & Successeurs, Rois de Castille & de Leon, de toutes les Isles, & Terres fermes déjà découvertes, ou qui se découvriront par après, vers l'Occident, & le Midi, & vers les Indes, au de là d'une ligne, qui sera tirée d'un Pole à l'autre, sur le Globe terrestre, à cent lieues des Isles Azores, & de celles du Cap Verd, vers l'Occident & le Midi, à l'exception seulement des Isles & Terres fermes, qui se trouveront avoir été dé-*

con-

*couvertes, & réellement possédées en ces Regions-  
là par quelque autre Roi, & Prince Chrétien  
avant le jour de la Nativité du Seigneur derniere-  
ment passé, avec défense à toutes personnes, de  
quelque état, ordre, condition, ou dignité, que  
ce puisse être, fut-elle Imperiale ou Royale, sous  
peine d'Excommunication encourue, latâ Sen-  
tentiâ, de frequenter, ou seulement d'aborder les-  
dites terres, & Isles, soit pour y faire Commer-  
ce, ou pour quelque autre raison que ce puisse  
être, sans la permission expresse & spéciale desdits  
Rois Catholiques, & de leurs Héritiers & Suc-  
cesseurs.*

XII. Ce partage, qui divisoit le Monde en deux parties égales, ne laissa pas de paroître fort inégal aux Portugais, en ce qu'il ne leur laissoit à découvrir qu'une lisière de Mer le long du continent déjà connu, au lieu qu'il abandonnoit aux Castillans toute l'autre moitié, laquelle naturellement devoit contenir autant de Terres, Isles, & Pais, que la première. Aussi le Roi de Portugal ne voulut point s'en contenter. Il prétendit que le Pape lui faisoit tort, & qu'après toutes les peines, que lui & ses Prédecesseurs avoient prises pour soumettre les Sarazins d'Afrique aux Loix de l'Eglise; sans y épargner leurs Finances, ni même le sang de leurs Sujets, c'étoit mal les récompenser, que de les exclurre en faveur des Castillans de la meilleure & plus considérable moitié des Regions propres aux Découvertes. Il se fit là dessus quelques Négociations en 1493. pendant lesquelles on ne laissoit pas d'équiper des Vaisseaux à Lisbonne pour les envoyer sur la route des Castillans. Cela fut cause, que les Rois Catholi-  
ques

ques s'adresserent une seconde fois au Pape, pour lui demander le maintien de sa Bulle, contre les Portugais, qui vouloient entreprendre sur leur Partage. La Réponse du Pape fut, qu'il avoit déjà marqué ce qui devoit appartenir à un chacun, & qu'il le confirmeroit, concédant de nouveau aux Rois Catholiques la Conquête & Possession des Isles, & Terres d'Orient, d'Occident, & du Midi, qui se trouveroient situées dans les bornes de la Ligne prescrite; & il en fit expedier une Bulle le 26. Septembre 1463. \*

XIII. Mais comme, malgré tout cela, les Portugais ne laissoient pas de poursuivre leur entreprise, il falut se résoudre à leur ceder quelque chose de plus, que le Pape leur avoit laissé par ses Bulles, ce qui se fit par un Traité d'Accommodement, signé à *Tordesillas* le 7. Juin 1494. † On y convient, *Que le Méridien, marqué par le Pape à cent lieues des Isles du Cap Verd, seroit avancé jusqu'à deux cens septante lieues plus loin, vers l'Occident, & que moyennant cela, chacun se tiendroit pour content, sans excéder les limites de son Partage. On appella cette Ligne le Méridien de la Demarcation, ‡ pour le distinguer du Méridien; que le Pape avoit marqué l'année précédente.*

XIV. On crut alors, que les Portugais avoient beaucoup gagné par cette correction, & véritablement elle mit dans leurs Partage tout le Brésil, au lieu d'une partie dont ils eussent été obligez sans cela de se contenter, mais

\* Herrera Hist. des Indes Occidental. Tom. I. Liv. 2. chap. 5.

† Herrera Tom. I. Liv. 2. chap. 10.

‡ Gomara Hist. des Indes Occid. Liv.

mais on reconnut dans la suite, qu'en échange elle avoit poussé si loin, vers l'Orient, le Partage de la Castille, que les *Isles Moluques* déjà découvertes, & en partie possédées par les Portugais, s'y trouvoient comprises. \*

XV. Ce fut le célèbre Magellan, Gentilhomme Portugais, qui en donna le premier avis au Roi Catholique. Il avoit servi long-tems le Roi D. Emanuel aux Indes Orientales, & il en connoissoit à fonds la Carte & la Navigation, mais son mérite ayant été négligé en sa Patrie, il se résolut à venir chercher fortune au service du Roi Charles I., depuis Empereur, Prince magnanime, & qui ne manquoit jamais de récompenser dignement ceux qui s'atachoient à son service. Il mena avec lui un Mathématicien, nommé Rodrigue Falier, & tous deux ensemble avoient construit un Globe, sur lequel ils démontroient leur Proposition. Magellan offroit de plus de s'employer à la découverte d'un Passage pour naviguer de la Mer du Nord à celle du Sud, & il avoit marqué sur son Globe les endroits où il esperoit de le trouver. On lui donna cinq Vaisseaux pour cette entreprise avec lesquels étant parti de Seville le 19. d'Août 1519. il découvrit effectivement à 52. degrés de Latitude Méridionale un Détroit, qui avoit environ cent lieuës de longueur, & qui l'introduisit le 27. Novembre 1520. dans la vaste Mer du Sud. Dès lors il ne douta plus, qu'il ne pût pénétrer par-là aux *Isles Moluques*, & poursuivant courageusement sa Navigation au travers de cet Ocean nouveau & inconnu, il pénétra

\* Oforius Hist. de Portug. Liv. 1. Num. 14.



nétra jusqu'aux *Philippines*, d'où il ne restoit plus qu'un petit trajet pour arriver aux *Molouques*; mais une mort précipitée lui ravit ce contentement, ayant été tué dans un combat contre le Prince de l'Isle de Zebut, ou, selon d'autres, dans un Festin de trahison, où il avoit été invité. De cinq Vaisseaux qu'il avoit eu à son départ de Seville, il ne lui en restoit plus que deux au tems de sa mort, l'un nommé *la Trinité*. l'autre *la Victoire*. Ces deux Vaisseaux joignirent bien-tôt après les *Molouques*, d'où le premier retourna par le plus court chemin en *Amerique*, & l'autre chargé d'Épiceries revint à Seville le 6. Septembre 1522. n'ayant plus que dix huit hommes de tout son Equipage, & ayant employé trois ans & quatorze jours dans son Voyage. C'est le premier Vaisseau qui ait jamais fait le tour du Monde. L'Empereur & le Roi Charles V. honora beaucoup le Capitaine, & lui donna pour Armes le Globe de la Terre avec cette Legende: *Primus circumdedisti me.*

XVI. Ce Capitaine nommé Jean Sebastien Cano, avoit trouvé moyen, avant de partir des *Molouques*, de faire Alliance avec le Roi de Tidor, & de l'engager à recevoir quelques Espagnols dans son Isle, pour y commencer un Etablissement de Commerce. Celui de Ternate au contraire, s'étoit déclaré pour les Portugais, & leur avoit permis de se fortifier dans son Isle, ce qui bien-tôt après fut cause d'une Guerre entre Ternate & Tidor.

XVII. Il fut question cependant en Europe, de sçavoir, à qui ces Isles devoient appartenir. L'heureuse découverte de Magellan, & la

commodité qui se trouvoit à naviger de toute la Côte Occidentale de l'Amerique aux Moluques, par une Mer fort paisible, & en Ligne droite, sans doubler aucun Cap, animoit les Espagnols à ne pas se désister du Droit, qu'ils croyoient y avoir; & les Portugais connoissant, encore mieux que les Espagnols, l'importance de ces Isles, sollicitoient fort leur Roi, de ne pas les ceder aussi, & accusoient Magellan, avec son Astronome Falier, d'avoir falsifié les Cartes, & les Longitudes du Globe. Après quelques débats sur ce sujet, l'Empereur, & le Roi convinrent de faire examiner la chose à fonds, par des Commissaires mi-partis, qui prendroient avec eux des Gens du Métier, les plus habiles qui se pourroient trouver, & de s'en rapporter amiablement à ce qu'ils auroient réglé ensemble. Les Conférences se tinrent à *Badajoz*, & à *Elvas* en 1524. & durèrent deux mois, au bout desquels les Commissaires Espagnols prononcèrent pour leur Parti, en confirmant le Méridien établi par le Traité de Tordesillas. Mais les Portugais rejetterent cette Sentence, si bien que l'on se sépara sans avoir rien fait.

XVIII. Les deux Partis continuerent ainsi de fréquenter les Moluques, les Espagnols à Tidor, à Machian, & à Gilolo, dont les Rois leur étoient amis, & les Portugais à Ternate, à Bachian, & aux Isles de Banda où ils avoient des Forts. Il se passa entr'eux de fréquentes hostilités, pendant les deux premières années, mais le double Mariage, qui se fit en 1525. & 1526. entre l'Empereur, & le Roi, les fit cesser, les deux Princesses Sœurs & Femmes, ayant disposé leurs Epoux

à un Accommodement provisionel, dont les Conditions furent, que le Roi prêteroit à l'Empereur 350. mille Ducats, & que jusqu'au payement de cette Somme, les Droits & prétentions de la Couronne de Castille sur les Moluques, demeureroient engagées à la Couronne de Portugal. Ce Traité se fit en 1529. & la Somme n'ayant point été payée, les Moluques demeurèrent au Portugais. On s'en plaignit fort en Espagne, & en 1548. les Etats du Royaume assembles à Valladolid, offrirent à Sa Majesté Imperiale, de rembourser le Roi de Portugal, s'il lui plaisoit de retirer ces Isles de ses mains, & de leur en accorder le Commerce privatif pour trois ans, après quoi elle en disposeroit comme il lui plairoit. Mais l'Empereur refusa cet offre, & défendit qu'on lui en parlât davantage, ce qui fit juger, qu'il y avoit peut-être quelque engagement plus fort entre ces deux Princes.

XIX. On ne sçait pas pourtant ce qui en seroit arrivé dans la suite, si la Révolution de l'An. 1580. en faisant passer la Couronne de Portugal sur la tête du Roi d'Espagne, n'avoit engagé ce Monarque à des ménagemens particuliers pour ses nouveaux Sujets. Le Continuateur d'Oforius dit pourtant, à ce sujet en quelque endroit, *qu'à la fin il se trouva, que les Rois d'Espagne avoient en l'Argent, & la marchandise*; ce qui est vrai dans un sens, puisqu'étant devenus Rois de Portugal, les Moluques se trouverent au même-tems, & au même Droit, sous leur Domination, mais il ne s'en suit pas de là, qu'elles fussent retournées aux Espagnols. Le Partage d'Alé-

xandre VI., & le Traité de Tordefillas, furent observez comme auparavant, entre les deux Nations. Les Portugais garderent toutes leurs Conquêtes, & tout leur Commerce en Afrique, dans la Mer Rouge, dans le Golfe d'Ormus, aux Indes Orientales, & au Bresil, qui avoit été découvert par eux en 1500., & les Castillans garderent de même leurs Possessions en Amerique, & aux Philippines; qui ne leur étoient pas disputées par les Portugais, quoique situées-en partie, sous la même Longitude que les Moluques. On peut bien croire que les Espagnols fondez sur leurs anciennes prétentions ne négligerent pas de profiter de l'occasion, pour s'introduire de rechef dans les Moluques, & que les Rois Catholiques ne les en empêcherent pas. Mais il ne laisse pas d'être vrai, qu'à l'exception de ces Isles, les Portugais demeurerent seuls Maîtres des possessions, du Gouvernement, & du Commerce aux Indes Orientales. La Révolution de l'an 1640. en fournit une preuve évidente. Car, bien qu'elle n'eut pas été prévue aux Indes, & que les Etablissmens Portugais y fussent fort éloignez les uns des autres, le nouveau Roi y fut reconnu par tout, sans la moindre difficulté, ce qui ne seroit pas arrivé, si les Castillans y eussent été les Maîtres.

XX. Il est certain aussi, que pendant un siecle entier, les Navigations de l'Orient, & de l'Occident, ne furent gueres fréquentées, ni même connues, que par les Portugais, & les Espagnols; & que les deux Couronnes, se faisant un Droit de leurs premieres Découvertes, & un Titre de leurs Concessions A-

pos-

postoliques, se crurent suffisamment fondées pour en exclure toutes les autres Nations. Mais quoiqu'elles n'aient rien oublié, de ce qui étoit en leur pouvoir, pour maintenir cette prétention, aussi long tems qu'elles ont pû ; tout le monde sçait, qu'elle n'a jamais été reconnue de quelque Roi, Prince, ou Etat que ce soit en Europe, & qu'à la fin elles ont été obligées d'en désister, & de s'en tenir au Droit Naturel & Commun, qui ne souffre point ces fortes d'exclusions.

XXI. Ce seroit perdre le tems, & abuser de l'attention du Lecteur, que de lui faire ici l'Histoire de tous les Voyages, & de tous les Etablissements du Commerce, qui se sont faits dans l'une & l'autre Inde, par les autres Peuples de l'Europe, depuis qu'ils ont ouvert les yeux sur les avantages, qui pouvoient leur en revenir. Les vastes Regions, que les François, les Anglois, & les Hollandois y possèdent actuellement, la Richesse, & la puissance de leurs Compagnies, prouvent assez qu'ils n'ont pas reconnu ce Droit exclusif. Il suffira de remarquer, que dans les commencemens il fallut y employer la force des armes ; les Espagnols & les Portugais ne voulant point absolument y admettre les nouveaux venus. Cette controverse dura long-tems, sans pouvoir être accommodée. Et comme les Puissances Respectives s'affermissoient dans la Résolution de ne pas ceder, & que néanmoins d'autres Interêts, non moins considérables que ceux-là, les engageoient à garder entr'elles quelques mesures, il arrivoit assez souvent, qu'on se faisoit la Guerre en ces Pais-là,

quoique la Paix continuât toujours en Europe.

XXII. La difficulté étoit de sçavoir précisément jusqu'où les Navigateurs, de part & d'autre, étoient obligés de garder la Paix, & en quels Parages il leur étoit permis de faire la Guerre. Il paroît par la \* Déclaration du Roi Très-Chrétien donnée à S. Germain en Laye le 1. Juillet 1634., qu'il s'étoit fait auparavant quelque Convention là-dessus entre la France d'une part, & l'Espagne avec le Portugal d'autre part; en vertu de laquelle, *Les hostilités n'étoient permises aux uns, & aux autres, qu'au delà du premier Méridien pour l'Occident, & du Tropique du Cancer pour le Midi;* mais qu'on ne s'étoit pas entendu sur la Position de ce premier Méridien, qui selon les Bulles du Pape Alexandre VI. doit passer à cent lieues des Isles Azores, & de celles du Cap. Verd, vers l'Occident, & le Midi; selon le Traité de Tordesillas à deux cents septante lieues plus loin, vers l'Occident, & selon quelques Géographes plus modernes aux Azores même. Sur quoi Sa Majesté ordonne à tous ses Pilotes, Hidrographes, & faiseurs de Cartes, de le placer désormais sur l'Isle de Fer, la plus Occidentale des Canaries, suivant l'opinion de Ptolomée, & autres anciens Géographes; avec défense à tous ses Sujets de quelque qualité ou condition qu'ils soient, faisant Voyages par Mer, d'attaquer, ni courir sur aucuns Navires Espagnols, & Portugais, qu'ils trouveront, pour l'Occident, au deçà dudit premier Méridien, & pour le Midi, au deçà du Tro-

\* Aux Preuves Lett. E.

Tropique du Cancer ; voulant que dans les espaces desdites Lignes ses Sujets laissent, & souffrent librement aller, & naviger lesdits Espagnols, & Portugais, mêmes allans & revenans des Indes, & Pais de l'Amerique, sans leur faire, ni donner aucun trouble, ni empêcher en leur Navigation, pourvu que ses Sujets reçoivent d'eux à l'avenir pareil traitement, & qu'il ne soit rien entrepris sur eux par lesdits Espagnols, & Portugais, au deça desdites Lignes, sauf à sesdits Sujets d'entreprendre comme par le passé à l'encontre desdits Espagnols, & Portugais, au delà desdits termes, ainsi qu'ils trouveront leurs avantages, jusqu'à ce que lesdits Espagnols, & Portugais, aient souffert le Commerce à sesdits Sujets en l'étendue desdits Terres, & Mers des Indes, & de l'Amerique, & leur aient donné libre entrée, & accès pour cet effet dans tous lesdits Pais, & dans les Ports, & Havres d'iceux, pour y traiter & negotier, ainsi qu'au deça desdites Lignes.

XXIII. Cette Guerre conditionnelle, & limitée aux Regions Indiennes, se changea bien-tôt après en une Guerre générale, laquelle ayant cessé, entre les Couronnes d'Espagne, & de France, par le Traité des Pyrénées, on y convient Article II d'une Cessation de toutes sortes d'hostilités entre les deux Rois, leurs Sujets, Vassaux, & Adhérens, tant par Mer, que par Terre, & généralement en tous les Lieux, où la Guerre s'étoit faite, jusqu'alors, entre leurs Majestez. Ce qui fut renouvelé & confirmé par la Paix de l'an 1668., & par celle de Nimegue, suivie dix-neuf ans après de celle de Ryſwick, sans autre stipulation particuliere; la Cour de France ayant

ayant jugé, que son Droit de Navigation, de Commerce, d'Habitation, de Colonie, & de Conquêtes, par toute Mer, & par toute Terre, découvertes, & à découvrir, n'avoit pas besoin du consentement de l'Espagne.

XXIV. Elle en usa de la même maniere avec les Portugais, après la Révolution de l'An. 1640. en sorte qu'il n'en fut pas même parlé, dans le Traité d'Alliance, qu'elle fit avec le Roi Jean IV. au Mois de Janvier, 1641. On y convint seulement en termes généraux de \* *la Liberté du Commerce entre les Royaumes, & Etats l'un de l'autre, comme du tems des anciens Rois de Portugal; & tout ce qu'on y ayouta de plus par celui du mois de Mars 1667., fut, † Que les Sujets du Roi Très-Chrétien, & principalement les Marchands de Portugal deçà & delà la Ligne, jouiroient de toutes les Commoditez, Libertez, Privilèges, Droits, Exemptions, & Prérogatives, qui par les derniers Traités avoient été concédées aux Nations Angloises, & Hollandoises.*

XXV. Or ces derniers Traitez étoient celui du mois de Juillet 1654. avec l'Angleterre, & celui du mois d'Août 1661. avec la Hollande; tous deux Traitez de Paix, & d'Alliance, où le *Droit commun des Navigations du Commerce, & des Etablissemens aux Indes Orientales & Occidentales, étoit pareillement supposé pour incontestable, & non exprimé.* ‡ Il est vrai que par la Treve du mois de Janv. 1641. Mes-

\* Aux Preuves Lett. G.

† Aux Preuves Lett. H.

‡ Aux Preuves Lett. L.



Messieurs les Etats avoient trouvé bon de convenir avec le nouveau Roi, *Que de part, & d'autre, les Navigations des Indes Orientales, se feroient en toute liberté, sans aucun empêchement, que l'on y pourroit seulement traiter, & contracter avec les Gens du Pais, & que l'on y demeureroit en Possession des Lieux, & Places, dont on se trouvoit actuellement Maître,* Mais, comme il n'étoit plus question de cette Treve en 1661., & que dans la Situation avantageuse où ils se trouvoient en Orient, par la Supériorité de leurs Armes, les Portugais se devoient tenir heureux d'y pouvoir garder ce qui leur restoit encore de leurs anciennes Conquêtes, ils n'eurent garde d'insérer dans leur Traité une stipulation de cette sorte. Les principales Conditions de cette Paix furent, *Que le Roi de Portugal leur feroit payer en Argent, ou en Sel quatre Millions de Cruzades, faisant huit Millions de Florins Monnoye de Hollande; & que tous leurs Sujets auroient la Liberté de naviger, & de trafiquer à leur volonté, du Portugal au Bresil, & du Bresil en Portugal, comme aussi dans toutes les Côtes, Terres, & Places de l'obéissance de Sa Majesté en Afrique, y compris l'Isle de St. Thomas.* Cette même Liberté avoit été accordée aux Anglois par leur Traité de l'An 1654. avec extension \* à toutes les Places, Ports, & Possessions du Roi de Portugal aux Indes Orientales, outre le Droit de fournir aux Portugais, † à l'exclusion de tous autres Etrangers, les Vaisseaux dont ils pour-  
roient

\* Aux Preuves Lett. K.

† Ibid. Lett. L.

*roient avoir besoin, au défaut des leurs propres, pour le Commerce du Brésil.*

XXVI. En fait de Commerce, c'est la coutume des Princes sages & prudents, de stipuler pour leurs Sujets, quand ils en ont l'occasion, les mêmes avantages, qui ont été accordées à d'autres Nations; le Roi d'Angleterre Charles II. eut soin de suivre cette Règle, en renouvelant les Alliances, avec le Roi d'Espagne, par le Traité du 23. Mai 1667. \* Ensuite de quoi se fit le Traité du mois de Juillet, 1670. † pour établir la Paix en Amérique entre les deux Couronnes, & terminer, d'un même tems, les différens, qui pourroient être restés entr'elles, au sujet de leurs Possessions en ces Païs là.

XXVII. Les Hollandois n'avoient pas attendu si tard à régler leurs intérêts avec l'Espagne, touchant le Commerce des Indes. Ils y avoient pourvu provisionnellement dès l'An 1609. par les Articles ‡ IV. & V. de la Trêve conclüe à Anvers le 9. Avril pour les tems de douze années. Elle porte, *Qu'il y aura une entière liberté de Commerce, pour les Sujets respectifs dans les Etats l'un de l'autre; ce que néanmoins le Roi d'Espagne entend devoir être limité aux Etats qu'il possède en Europe, & autres Lieux, Terres & Mers, où les Sujets des autres Rois & Princes, qui sont ses Amis & Alliez, ont ledit trafic de gré, & qu'à l'égard des Lieux, Ports, & Havres, qu'il tient hors desdites Limites, lesdits Sieurs Etats, & leurs Sujets*

\* Aux Preuves Lett. M.

† Aux Preuves Lett. N.

‡ Aux Preuves Lett. O.

jets ne pourront y faire aucun Commerce sans son expresse permission. Bien pourront-ils, si bon leur semble, faire ledit Trafic, es Païs de tous autres Princes, Potentats & Peuples, qui le leur voudront permettre, même hors lesdites Limites, sans que ledit Sieur Roi, ses Officiers ou Sujets puissent leur y faire aucun empêchement. Véritablement, le nom des Indes ne se trouve point en tout cela, les Ministres d'Espagne n'ayant pû être portez à l'y admettre; mais cette omission fut abondamment supplée, premierement par un \* Acte de Protestation, qui fut fait sur ce sujet le 21. Mars 1609.; & signé tant des Ambassadeurs de France & de la Grande-Bretagne, que par les Députez des Etats. Secondement par une † Déclaration particulière des Ministres du Roi d'Espagne & des Archiducs, donnée le 9. Avril jour de la Signature de la Trêve. Troisiemement par un § Certificat des Ministres Mediateurs du même jour, portant, *Que tout ainsi, que les Sieurs Etats, & leurs Sujets ne pourront trafiquer dans les Ports, Lieux, & Havres tenus par le Roi Catholique aux Indes, s'il ne le permet; de même il ne seroit pas loisible à ses Sujets de trafiquer aux Ports, Lieux, & Havres, que tiennent lesdits Sieurs Etats esdites Indes, si ce n'est avec leur permission, & que même si on entreprenoit quelque chose en ces Quartiers-là, contre les Amis & Alliez desdits Etats, ils se réservent la liberté de les secourir, sans qu'on puisse les accuser d'avoir violé la Trêve.* Et enfin par un Trai-

\* Aux Preuves Lett. P.

† Aux Preuves Lett. Q.

§ Aux Preuves Lett. R.

\* Traité de Garantie, conclu le 17. Juin suivant, entre le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne, & Messieurs les Etats, pour le maintien de la Trêve en tous ses Points & Articles.

XXVIII. Malgré tout cela, il est certain que la Trêve ne fut point observée aux Indes. L'animosité qui regnoit toujours entre les deux Nations, ne le peut permettre. Les hostilités y continuèrent donc comme auparavant, & la Guerre générale ayant recommencé par tout en 1621. les choses retournèrent à leur premier état. Elle fut longue, sanglante, & mêlée de differens succès, jusqu'à ce que la Couronne de France s'étant déclarée en 1635. ce qui fut suivi en 1640. des soulèvemens de Catalogne & de Portugal, & en 1646. & 47. des Troubles de Naples & de Palerme, celle d'Espagne se trouva extrêmement affoiblie & hors d'état de fournir à tant de Guerres à la fois. Elle prit donc le parti de rechercher la Paix avec les deux Puissances Alliées, & n'ayant pu réussir à les contenter l'une & l'autre, elle se résolut à faire tout au monde, pour se débarrasser au moins de la Guerre de Hollande qui avoit déjà duré plus de soixante ans, & qui lui avoit coûté des sommes immenses.

XXIX. Messieurs les Etats instruits des sentimens du Roi Catholique, & jugeant qu'il étoit de leur intérêt d'en profiter, plutôt que de s'opiniâtrer à la continuation d'une Guerre, qui ne pouvoit plus être bonne qu'à élever la France à une grandeur excessive, ils se dis-

disposèrent ferieusement à la Paix, & la firent à Munster le 30. Janvier 1648. Les Conditions qu'ils y stipulerent pour leur Commerce des Indes, se trouvent toutes comprises dans les Articles V. & VI. du Traité, dont le premier concerne en général le Commerce des Indes Orientales & Occidentales, & l'autre celui des Indes Occidentales en particulier. Ce qu'ils ont de commun avec les Stipulations & Declarations de l'An 1609., sont le *maintien de la Liberté du Commerce des Indes Orientales & Occidentales, selon & en conformité des Océtois sur ce déjà donnez, & à donner dans la suite; la Conservation pleine & entière de toutes les Possessions déjà acquises, ou qu'ils pourroient encore acquerir par après, sans infraction du présent Traité, tant aux Indes Orientales qu'Occidentales, sur les Côtes d'Asie, en Afrique & en Amerique, nommément au Bresil, & l'inclusion expresse dans ledit Traité de tous les Potentats Nations & Peuples, avec lesquels lesdits Seigneurs Etats, ou ceux de la Societé des Indes Orientales & Occidentales, en leur nom, étoient en Amitié & Alliance.* Mais outre cet avantage, qui du tems de la Trêve avoit été cru fort considerable, Messieurs les Etats obtinrent du Roi d'Espagne Art. V. *Que les Lieux & Places, qui avoient été pris, ou occupez sur eux par les Portugais, depuis l'an 1641. servoient censez compris entre leurs possessions actuelles; & Art. VI. que les Sujets & Habitans des Royaumes, Provinces & Terres de Sa Majesté Catholique, s'abstiendront non seulement de Naviguer & trafiquer dans toutes les Havres, Lieux & Places possédées par eux aux Indes Occidentales, mais aussi dans ceux, qui leur avoient*

*été pris & enlevé au Bresil par les Portugais depuis l'année susdite 1641. & même dans toutes les autres places actuellement possédées par lesdits Portugais aussi long-tems qu'elles seroient en leur puissance L'Article V. accorde aussi à tous leurs Directeurs de la Societé des Indes, tant Orientales qu'Occidentales des Provinces-Unies, & à leurs Ministres, Officiers, haut & bas Soldats, & Matelots actuels, ou congediez, présens. ou avenir, la liberté entiere de pouvoir voyager, trafiquer, & frequenter dans tous les Pais de l'obéissance du Roi Catholique en Europe, sans aucun empêchement. Et pour conclusion il y est expressement conditionné & stipulé, que les Espagnols retiendront leur Navigation en telle manière, qu'ils la tiennent pour le présent es Indes Orientales, sans se pouvoir étendre plus avant.*

XXX. C'est de cette Clause qu'il est principalement question aujourd'hui, entre la Compagnie des Indes Orientales de Hollande, & celle du Pais-Bas Autricien. Et comme il est fort nécessaire pour en juger sainement, d'être exactement informé de l'état de la Nation Belgique, sous la Domination de ses légitimes Princes, & Seigneurs de la Maison d'Autriche, sur tout par raport au Commerce des Indes, depuis le tems de leur Découverte jusqu'à present, il est de notre devoir d'en donner ici une brieve exposition.

XXXI. On ne sçait pas quelle raison pût engager le Roi Ferdinand le Catholique, à demander, ou même à recevoir du Pape Alexandre VI. *la Donation du nouveau Monde, pour ses seuls Castillans*, à l'exclusion de ses propres Sujets, Arragonois, Valenciens, & Catalans. Peut-être crut-il que la situation de

de leurs Ports sur la Méditerranée, les rendroit moins propres à ces Navigations, à cause du tour, qu'ils eussent été obligez de faire le long de cette Côte, & par le Détroit de Gibraltar, avant de pouvoir gagner la pleine Mer. Peut-être aussi, & c'est ce qui paroit le plus vrai-semblable, que les Aragonois de ce tems-là, inexperts aux Navigations de long cours, ne se soucierent pas eux-mêmes d'y avoir part. Quoiqu'il en soit, *la Bulle est exclusive à tous autres Rois, Peuples, & Nations*, & il la fit observer comme telle, si long-tems qu'il vécut, dans toute sa Domination, qui, dès l'An 1555. s'étendoit sur les Royaumes de Naples & de Sicile.

XXXII. Charles, son Petit-fils, parvenu après sa mort au Gouvernement de la Monarchie, laissa les choses sur le pied où il les avoit trouvées. Il étoit pourtant né en Flandres, il y avoit été nourri, les Provinces du Pais-Bas lui appartenoient de Droit Paternel, & il les aimoit d'une affection particulière. On ne doit pas douter, qu'il ne les eût volontiers associées aux Découvertes des Indes, si elles-mêmes l'eussent souhaité. Mais pour peu qu'on fasse réflexion à la richesse du Commerce dont ces Peuples étoient alors uniques Possesseurs, on comprendra aisément, qu'ils n'avoient pas sujet de porter envie à celui-là. Ils regardoient les Castillans comme des aventuriers, qui n'ayant que la Cape & l'Epée, ne faisoient pas mal d'aller chercher fortune en ces Regions sauvages & éloignées; & la chose du monde à quoi ils pensoient le moins, c'étoit d'en partager avec eux les travaux, & les périls.

XXXIII. Ce fut aussi ce qui les empêcha de songer aux Navigations des *Indes Orientales* : persuadez que la Nature même avoit déferé l'Empire du Commerce aux Villes d'Anvers & de Bruges, par l'avantage de leur situation, & que toutes les autres Nations de l'Europe ne pouvoient pas se dispenser d'y apporter annuellement le Tribut de leurs Richesses, ils voyoient sans inquietude les Portugais s'occuper des ces longues & perilleuses Navigations, & en rapporter des Marchandises précieuses, dont ils sçavoient que la principale distribution se feroit toujours chez eux. On peut dire même, qu'il leur convenoit beaucoup mieux de s'en tenir aux avantages réels de leurs manufactures, & du prodigieux abord de toutes les Nations de l'Europe dans leurs Ports, que d'en écarter les Portugais, par un Commerce direct aux Indes Orientales, qui n'eut pas été compatible avec celui qu'ils y venoient faire. Cet intérêt dura aussi longtemps que la prospérité des Villes d'Anvers & de Bruges, c'est-à-dire, jusques aux Guerres de Religion, qui les ruinerent entierement. Il est aussi à remarquer, que durant tout ce tems-là, il ne se trouve ni Entreprise du côté des Habitans du Pais-Bas, pour s'ingerer dans ces Navigations, ni Déclaration ou autres Actes publics du côté des Castillans & des Portugais, pour les en empêcher; & que même les Hollandois \* ne s'en aviserent que quatorze ou quinze ans après le premier établissement de leur Republique.

XXXIV.

\* Meteren Hist. du Pais-Bas Liv. 18. an. 1595. Liv. 19. an. 1598. & Liv. 23. an. 1602.



XXXIV. Les premiers voyages, qu'ils y firent, ne furent pas lucratifs, mais ils y apprirent les moyens de les continuer dans la suite avec plus de fruit. A leur exemple les Anglois y envoyèrent quelques Vaisseaux, ce qui ayant alarmé les Portugais, ils commencèrent à craindre, que la même envie ne prit aux François, & aux Habitans du Pais-Bas Catholique, & que bien-tôt ce Commerce, dont ils avoient été seuls en possession pendant un Siècle entier, ne devint celui de tout le Monde. C'est à leurs remontrances, & à celles des Espagnols, qui de leur côté se monroient fort jaloux de leurs richesses Occidentales, qu'il faut attribuer la Clause prohibitive, qui se lit dans la Donation du Pais-Bas faite par le Roi Philippes II. en 1598. aux Archiducs Albert, & Isabelle, en faveur de leur mariage. Elle est contenuë en ces termes:

*Item à Condition & non autrement, que Nôtre dite Fille, & son Mari, ni nuls de leurs Successeurs, auxquels lesdits Pais-Bas, écherront, ne pourront en façon quelconque négocier, trafiquer, & contracter es Indes Orientales, & Occidentales, & n'y enverront nulles sortes de Navires, sous quelque titre, regrez, ou prétexte que ce soit, à peine que lesdits Pais au cas de contravention seront dévolus. Et que si aucuns Sujets desdits Pais s'avancassent d'y aller contre les défenses, les Seigneurs desdits Pais auront à les châtier par confiscation de Biens, & autres plus grieves peines, voire de la mort.*

Il faut avoüer, que cette Condition étoit dure, & qu'elle dut paroître telle aux Archiducs, & aux Erats du Pais; mais comme elle avoit ses raisons, & qu'elle étoit inserée

§4. *Recueil Historique d'Actes,*

dans la Donation en qualité de *Conditio sine qua non*, il falloit bien s'y accommoder, & il ne se trouve pas, que les Etats des Provinces en aient fait aucune Protestation, ni Reclamation. Car pour ce qui est de la Lettre du 25. Fevrier 1599., dont Meteren donne l'Extrait en son Histoire, ce n'étoit qu'un Libelle de Parti, sans nom, & sans autorité, dont on ne peut tirer aucune conséquence pour la conservation du Droit du Pais, sous la Regence des Archiducs. (a)

XXXV. Il restoit néanmoins aux Gens du Pais-Bas un moyen pour faire encore quelque Commerce dans l'une & l'autre Inde, malgré la rigueur de cette Clause. C'étoit de demander au Roi des Permissions particulieres, lesquelles il accordoit assez souvent, pour des Personnes, qui alloient s'y établir, & pour des Vaisseaux, que l'on y envoyoit de Cadix, ou de Lisbonne. Il y avoit même à Seville une Chambre privilégiée de Commerce, qui étoit toute composée de Marchands du Pais-Bas, & connue sous le nom des *Confreres de la Chapelle de St. André*. On ne sçait pas quand elle a fini; mais on ne peut douter qu'il n'y en ait eu une, puisque la Patente du Roi Philippes IV. publiée aux Pais-Bas en 1625. pour l'établissement d'une *Compagnie, & Amirauté pour le Commerce des Flandres, & du Nord en Andalousie, & Grenade*, en fait (b) une mention expresse. Quant aux Permissions particulieres, qui se donnoient en Portugal pour le Com-

(a) Meteren Hist. du Pais-Bas Liv. 23. an 1598. Fol. 428.

(b) Aux Preuves Let. T.

Commercedes Indes Orientales, elles y cesserent en 1605. par une Ordonnance du Roi, qui fut publiée à Lisbonne le 9. Avril; portant, selon le témoignage de Meteren, (a) *Que Dorenavant nul étranger de quelque Nation qu'il put être, encore meme qu'il fut Habitant, & naturalisé en Portugal, n'eut en aucune façon, à aller trafiquer ou naviger en aucune place des Conquêtes de la Couronne de Portugal, par de-la les Isles des Azores, & de Madere, comme les Indes Orientales, au Bresil, à Angola, sur les Côtes de la Guinée, de Bennis, de Malaguetta, jusques aux Isles de St. Thomas, au Cap Verd, ou en quelques Places découvertes par les Portugais, ou lesquelles se pourroient encore découvrir. Que les Portugais n'eussent point à employer, ni à se laisser employer, ou employer quelques Navires, ou Personnes étrangères, n'étant point Portugais, en aucune desdites Places; Item, que tous les Etrangers; n'étant point Portugais, demeurant es dits Pais, eussent à retourner incessamment en Portugal, sans avoir egard, s'ils y avoient demeuré long-tems ou point; & ceux qui étoient es Indes Orientales, ou au Bresil, & autres Places, par decà le Cap de Bonne Esperance, en un An, après la Publication de ce Placcart. Le Roi révoquoit pareillement toutes les licences, lesquelles avoient auparavant été octroyées à quelques étrangers, pour pouvoir aller trafiquer es dits Lieux, & Places &c. & tout cela sur peine de la vie sans Grace, appel, ou Rédemption.*

XXXVI. L'Archiduc Albert étant mort en  
1621.

(a) Meteren, Hist. des Pais-Bas, Liv. 26. fol 564. col. 34

1621., & l'Infante Isabelle sa Femme en 1633. les Pais-Bas rentrèrent sous la Domination propre du Roi Philippes IV., Mais cette reversion ne les rétablit pas dans la Possession de leur Droit naturel, & originaire de naviger, & de Commercer librement par toute Mer. Les auciens empêchemens continuerent, les uns venant de la Cour, & les autres de la Guerre, dont ce Pais fut le principal Théâtre, jusqu'à la Paix de Munster, & même, jusqu'à la Paix de Munster, & même, jusqu'à celle des Pirenées.

XXXVII. On voit cependant par une Lettre (a) du Cardinal infant, écrite à ceux d'Anvers, le 25. Octobre 1640, & inserée dans les Placarts de Brabant Tom. I. fol. 322. que le Roi avoit enfin résolu de les faire cesser, du moins à l'égard du Commerce des Indes Orientales; & d'en accorder l'ouverture à tous ses bons, & fideles Sujets de par deça. Mais la Révolution du Portugal, qui éclata immédiatement après, en empêcha l'effet. Les Portugais n'eussent pas manqué de mettre cette permission au nombre de leurs plus sensibles griefs, & on étoit bien aise de garder avec eux des mesures, dans l'esperance de les amener à quelque composition.

XXXVIII. Le même dessein fut repris en 1698. aux Instances des Etats de Flandres, & poussé jusqu'à l'expédition formelle d'un (b) Octroi, en faveur des Habitans du Pays-Bas Autrichien pour l'Etablissement d'une Compagnie Royale des Pais Bas négociant aux Places & Lieux libres des Indes Orientales, & de

(a) Aux Preuves Lett. V.

(b) Ibid. Lett. W.

*de la Guinée.* Son premier fonds devoit être de deux millions de Florins, dont le quart seroit fourni au mois d'Octobre 1698. & les autres quarts en 1700. & 1701., & l'Octroi même étoit pour trente ans. Les Raisons qui en empêcherent encore l'exécution, ne sont pas connues. On sçait seulement, que le premier Traité de Partage se fit justement en ce tems-là; que le second suivit au mois de Mars 1700., & que la mort du Roi Charles II. arriva le premier Novembre de la même année, après laquelle il ne fut plus question que de Guerre. Le Pais-Bas étant revenu à l'Auguste Maison d'Autriche en 1706, ensuite de la Bataille de Ramilli, passa immédiatement sous l'administration des deux Puissances maritimes, & ne fut remis à l'Empereur que dix ans après. Le Sérenissime Prince Eugene de Savoye en fut nommé Gouverneur & Capitaine Général, & S. E. le Marquis de Prié, Conseiller d'Etat, y fut envoyé pour y exercer le Gouvernement en son absence, & ses ordres.

XXXIX. Une Conjoncture si heureuse ranima le courage abatu, & presque enseveli des Habitans du Pais-Bas, à l'égard du Commerce maritime. Persuadez, que sous la Domination juste & clémente de Sa Maj. Imp. & Catholique, ils ne devoient plus y appréhender aucun empêchement, ils commencerent à songer sérieusement aux moyens de participer avec les autres Nations de l'Europe, aux fructueuses Navigations des Indes Orientales, & Occidentales. Quelques uns d'entr'eux en avoient fait les premières tentatives dès le tems de l'administration des deux Puissances mariti-

mes. Leur dessein n'avoit pas bien réussi ; mais quelques autres ne laisserent pas d'y envoyer encore deux ou trois Vaisseaux en 1717. & ceux là furent suivis de deux ou trois autres en 1718. en 1719. Le retour des premiers ayant été passablement heureux, on se confirma de plus en plus dans le dessein de poursuivre ce Commerce. Cependant, il s'y rencontra des difficultez, que l'on n'avoit pas prévuës ; un de ces Vaisseaux ayant été rencontré sur la Côte de Guinée, par ceux de la Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales, fut en même tems attaqué, pris & confisqué, sans autre forme de procès. On en reçut les nouvelles au mois d'Octobre 1719.

XL. La Cour Impériale, surprise d'une exécution si précipitée, & si peu attendue, en fit demander satisfaction à Messieurs les Etats, mais elle n'en reçût, que des Réponses vagues, & accompagnées de plaintes contre les Marchands d'Anvers, qui par un motif d'avarice avoient entrepris ce Commerce, qu'on disoit être illegitime, & d'ailleurs fort imprudent, & plus propre à ruiner ses entrepreneurs qu'à les enrichir. Là-dessus le Capitaine Winter, celui là même, qui avoit commandé ce Vaisseau au tems de sa prise, eut le bonheur de le reprendre aux Dunes, où il s'étoit arrêté, revenant d'Afrique, chargé de Dents d'Elephant, & de poudre d'or, pour la Compagnie Occidentale Hollandoise. La Compagnie le reclama, & celle des Indes Orientales ayant pris Fait & Cause avec elle, les deux ensemble fournirent leurs Mémoires, lesquels furent communiquez par Leurs Haut-  
tes

tes Puissances à Monsieur Neni, que S. E. le Marquis de Prié avoit envoyé à la Haye pour cette affaire. Monsieur de Bruyninx, Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances à Vienne, & Monsieur Pestres, leur Resident à Bruxelles, eurent ordre en même tems d'y passer les mêmes offices de bouche, & par écrit, ce qu'ils firent plusieurs fois, de concert avec les Ministres de Sa Majesté Britannique, lesquels tous étrangers qu'ils étoient en cette affaire, parurent s'y intéresser avec autant d'ardeur qu'eux mêmes, leurs plaintes ayant même précédé celles des Hollandois.

XLI. Cependant, comme la continuation de ce Commerce, importoit extrêmement aux Habitans du Pais-Bas, que dans le triste état, où les premières Guerres les ont réduits, & où la Paix de Munster les retient, c'étoit en quelque manière leur dernière ressource, ils penserent aux moyens de s'assurer contre tous les dangers, qui se pouvoient prévoir. Il falloit pour cela une Compagnie Privilegiée, & ils en obtinrent l'Octroi de l'Empereur par Lettres (a) Patentes du 19. Decembre 1722. sous le nom de *Compagnie Impériale, & Royale des Pais-Bas Autrichiens, avec faculté de naviger, & négocier aux Indes Orientales, & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique, tant en deça qu'au de là du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, & Rivières, où les autres Nations trafiquent librement.* Le

fond

(a) Imprimées à Bruxelles par Eugenes Henri Friex, Imprimeur de Sa Majesté Imperiale & Catholique en 1723, in 4.

fond en est considérable, & les Reglemens avantageux. On y a pris toutes les précautions imaginables contre les abus, & les malversations, qui ont dérangé, en si peu de tems, les celebres Compagnies du Sud, & des Indes, en Angleterre, & en France. Et quant au Droit de son Etablissement, & aux Raisons, qui les justifient, chacun en pourra juger par soi-même, après avoir lu ce que nous avons à en dire.

## §. II.

*VERITE' DU DROIT, ou défense du Commerce des Pais-Bas Autrichiens aux Indes Orientales, en Afrique, en Amerique, & généralement par toute Terre, & par toute Mer; contre les oppositions des Compagnies Hollandoises, privilégiées pour ce même Commerce, par Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces Unies.*

I. **Q**UOIQUE Messieurs les Directeurs des deux Compagnies Hollandoises, n'aient pas jugé à propos de faire beaucoup d'attention dans leurs Mémoires, au Droit Primordial, qui autorise celle du Pais-Bas Autrichien à porter son Commerce aux Indes, & que ceux, qui ont écrit depuis par leurs ordres, ou de leur propre mouvement, aient tâché de faire entendre qu'il ne s'agissoit point de cela; il ne laisse pas d'être vrai, que c'est prin-



principalement de ce Droit que dépend tout le litige, & le jugement, qu'on en doit faire. Ce Droit, pour le définir en peu de mots, n'est autre que le *Droit Naturel des Gens*: Droit aussi ancien que le Monde, dont l'étenduë embrasse tout le circuit du Globe terrestre, dont l'évidence est au dessus de toute preuve, & la durée au de là de toute Prescription. C'est ce Droit, qui fait le *Premier Titre* de nos Belges Autrichiens. Il fait aussi celui des François, des Anglois, & des Danois, aux deux Indes; & si on le croit suffisant pour y légitimer le Commerce des uns, on doit convenir qu'il y autorise pareillement celui des autres; ou montrer pourquoi, & comment ils en seroient exclus. Or cela ne se peut, qu'en y opposant des (a) Exceptions légitimes.

II. On en trouve cinq principales dans les Ecrits venus de Hollande; La *Première* se tire de l'Article cinquième de la Paix conclue à Munster le 30. Janvier 1648.; La *Seconde* de l'Article XXVI. du Traité de Barriere signé à Anvers le 15. Novembre 1715. La *Troisième* de l'Article prohibitif de la Donation des Pais-Bas, faite par Philippes II. Roi d'Espagne, aux Archiducs Albert & Isabelle, le 22. Août 1598. La *Quatrième* de la privation continuelle de ce Commerce, dans laquelle ces Pais-Bas ont été tenus par les Rois d'Espagne, depuis le tems de la Decouverte des Indes, jusqu'à la mort du Roi Charles II. Et la

Cin-

(a) Par le mot d'exception on entend ici tout moyen empêchant fondé en Droit.

*Cinquième* de la Prescription, qu'ils prétendent pouvoir en induire, contre le même Pais, & ses Habitans, ou plutôt contre Sa Majesté Imperiale & Catholique, en ses qualités de Duc de Brabant, de Gueldres, de Luxembourg, & de Limbourg, Marquis du St. Empire, Comté de Flandres, de Hainaut, & de Namur, Seigneur de Malines, &c. Nôtre dessein est d'examiner tout cela, le plus brièvement, & le plus exactement qu'il nous sera possible, sans rien dissimuler de ce qu'on allègue de meilleur pour l'établir.

III. Commençons par l'*Article cinquième* de la Paix de Munster. Les Hollandois prétendent y trouver une claire prohibition du Commerce des Indes Orientales, aux Sujets, & Habitans du Pais-Bas Autrichien, & ils se fondent sur la première, & sur la penultième Clause. Ainsi il est nécessaire de les considérer l'une après l'autre. Voici la première:

IV. *La Navigation, & Trafique des Indes Orientales sera maintenue selon, & en conformité des Octrois sur ce donnez, ou à donner ci après, pour Sûreté de quoi servira le présent Traité, & la Ratification d'icelui qui de part, & d'autre en sera procurée.* Il faut convenir qu'il y a quelque chose d'obscur en cette Clause. On cherche, en la lisant, si c'est du Commerce d'Espagne qu'elle dispose, ou du Commerce d'Hollande, ou enfin du Commerce des deux Parties. Mais pour peu qu'on y fasse attention, d'un esprit équitable & désintéressé, on découvre bien-tôt ce qui en est. Le bon sens dicte, que si on avoit prétendu y singulariser le Commerce d'Espagne, ou le Commerce de Hollande, ou n'auroit pas man-

manqué de le faire, en disant *la Navigation & Trafique d'Espagne*, ou bien *la Navigation & Trafique des Provinces-Unies aux Indes Orientales & Occidentales*, &c. & que, puisqu'on ne l'a point fait, c'est une marque certaine qu'on ne vouloit pas le faire. D'où suit nécessairement, à ce qu'il nous semble, que le Commerce, dont il est parlé *généralement*, & *indefiniment* en cette Clause, ne peut être que le Commerce des deux Parties, considéré aussi *généralement & indefiniment*; & ce qui nous confirme en cette pensée, c'est la Stipulation adjointe, qui veut que la *Ratification en soit fournie de part & d'autre*. Car les doubles Ratifications ne s'exigent, que sur des engagements communs ou reciproques, & même elles ne sont pas applicables aux Promesses, qui ne se font que par une des parties, à l'avantage de l'autre; il suffit en ce cas-là, que la Partie promettante fournisse la sienne, pour sûreté de ce qui a été promis de sa part. Il est vrai que de prime abord, les mots d'*Oùtrois déjà donnez ou à donner par après*, semblent plus applicables au Commerce des Hollandois, qu'à celui des Espagnols, qui étoit tout Royal, & qui jusqu'alors, n'avoit été aliéné en faveur d'aucune Compagnie. Mais cette difficulté n'est rien. Le mot d'*Oùtroi* ne signifie autre chose, en matière de Commerce, qu'une *Permission*, accordée pour un certain Trafic, & il est connu, que de ce tems-là, aussi bien, que de celui-ci, les Rois d'Espagne en accordent pour des Vaisseaux particuliers, qu'on appelloit, & qu'on appelle encore, *Vaisseaux de*

*de Registre, parce qu'ils sont obligés de se faire enregistrer à la Chambre de Contractation, moyennant quoi, & le paiement d'une certaine Finance, qu'on exige d'eux, ces Vaisseaux vont aux Indes, & y peuvent faire librement leur Commerce pour le compte des Interefez. Il y avoit donc alors du côté de l'Espagne, aussi bien que du côté des Princes-Unies, des Octrois déjà donnés, & à donner par après, en conformité desquels la Navigation pouvoit être maintenue, & par conséquent on ne peut rien inferer de ces mots là, qui soit contraire au sens de la Navigation de part, & d'autre; qui est d'ailleurs le seul naturel, & seul applicable à la condition des Ratifications de part & d'autre.*

V. Cependant on ferme les yeux sur cela en Hollande, & l'on y prétend :

1. *Que, bien que le texte literal de la Clause ne parle de la Navigation, & du Trafic des Indes, qu'en termes généraux, & communs aux deux Parties, il faut néanmoins en restreindre le sens, au seul Commerce des deux Compagnies Hollandoises.*
2. *Que par cette Clause ainsi entendue, il se trouve, que le Roi d'Espagne a confirmé en faveur des deux dites Compagnies, les Octrois, qui leur avoient été accordées auparavant par Leurs Hautes Puissances, & tous ceux, qui leur ont été accordés depuis.*
3. *Qu'en vertu de cette Confirmation, elles peuvent empêcher le Commerce de tous les Peuples, qui étoient alors Sujets de la Monarchie d'Espagne, y compris spécialement ceux du Païs-*

*Négociations, Mémoires & Traitez. 65*  
*Bas Autrichien, & cela dans toute l'étendue des*  
*Terres, & des Mers, marquées dans lesdits*  
*Oëtrois.*

4. *Et conséquemment qu'elles peuvent faire saisir,*  
*confisquer, & vendre, sans autre forme de pro-*  
*cès, tous les Vaisseaux dudit Pais-Bas qui se-*  
*ront trouvés navigant, & faisant Commerce*  
*en ces Mers là.*

VI. C'est au Lecteur impartial à juger, si  
le Texte original de la Clause, ci-dessus ra-  
portée, peut souffrir cette Interpretation. Ve-  
ritablement nous ne pouvons pas dire de l'a-  
voir luë, dans aucun Decret, ou Résolution  
de Messieurs les Etats, mais on en trouve les  
trois premiers points exprimez dans le Me-  
moire \* de Monsieur le Résident Pesters à  
son Excellence le Marquis de Prié du 5. A-  
vril 1723., où il se plaint du Commerce, que  
ceux du Pais-Bas Autrichien, & particuliere-  
ment ceux d'Ostende, continuent de faire aux  
Indes, au grand préjudice desdites Compagnies,  
& de leurs Oëtrois, confirmés, & rendus prohi-  
bitifs par le Traité de Munster, tant pour les Su-  
jets d'Espagne, que pour ceux de la République,  
qui hors desdites Compagnies ne peuvent Naviger  
ni faire aucun Commerce dans les Districts de  
leurs Oëtrois: Comme aussi dans la défenle de  
Monsieur Barbeyrac Chap. 2. §. 11., & dans  
la Rémontrance † de Messieurs les Directeurs  
de la Compagnie des Indes Orientales à Leurs  
Hautes Puissances, quoiqu'en termes plus gé-  
néraux. Quant au Droit de saisir, confisquer  
& vendre tous les Vaisseaux d'Espagne & du  
Pais

\* Aux Preuves Lett. X.

† Aux Preuves Lett. Y.

Païs-Bas Autrichien, qui seront trouvés navigans & trafiquans dans les Limites des deux Compagnies, qui fait le quatrième Point de l'Interprétation ; la Capture du Vaisseau d'Ostende faite en 1719. sur la Côte de Guinée par ordre de Messieurs les Directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales, sans aucune plainte ou remontrance, qui eût précédé, montre assez, qu'ils se l'attribuent dans toute son étendue. On peut voir aussi ce qu'en a écrit Monsieur Westerveen en sa première Dissertation §. 17., & dans le second, Chap. 2. §. 4. où il prend soin de déclarer, que bien que Messieurs de la Compagnie des Indes Orientales n'eussent pas jugé à propos de recourir d'abord aux voyes de Fait, ce n'est pas qu'ils n'en eussent le Droit, aussi-bien que ceux de la Compagnie Occidentale, mais uniquement par moderation, & que cela ne doit pas être expliqué à leur préjudice.

VII. Passons à la pénultième Clause du même Article V. de la Paix de Munster.

*En outre a été conditionné, & stipulé, que les Espagnols retiendront leur Navigation, en telle maniere, qu'ils la tiennent pour le présent es Indes Orientales, sans se pouvoir étendre plus avant.*

Cette Clause est limitative, & prohibitive. On en convient des deux côtez. La Question est de savoir à l'égard de qui ? Comme elle nomme les Espagnols, & qu'elle les nomme seuls, nous croions qu'elle ne regarde aussi qu'eux. Cependant on veut y comprendre les Habitans du Païs-Bas Autrichien. Il faut donc examiner.

*Négociations, Mémoires & Traitez. 67*

*1. Si ces Peuples sont Espagnols ou naturellement, ou politiquement.*

*Et. 2. Si ne l'étant pas, on doit néanmoins les tenir pour compris dans la prohibition stipulée, à l'égard de ces mêmes Espagnols.* Ces deux points éclaircis, toute la question sera décidée, & l'intelligence de la Clause ne souffrira plus aucune difficulté.

VIII. Que les Habitans du Pais-Bas ne soient point naturellement Espagnols, c'est une chose connue de tout le monde. Leur Terre n'est point celle d'Espagne, elle en est éloignée de plus de cent cinquante lieues, & séparée de tout l'espace d'un grand Royaume. Ils ne parlent point le Langage d'Espagne, ils n'en ont point les mœurs, ni les Loix, ni le Gouvernement. Il est vrai, que depuis le tems de l'Archiduc Philippes I., le même Prince, qui a été Roi d'Espagne, s'est trouvé aussi Souverain des Pais-Bas, mais il ne s'ensuit pas de là, que les Pais-Bas dépendissent de la Couronne d'Espagne. C'étoient des Etats differents, qui se possédoient independamment les uns des autres, & à titres differents. Les Rois Catholiques possédoient la Couronne de Castille du Chef de la Reine Isabelle, Fille de Jean II., & Sœur de Henri IV. surnommé l'Impuissant. Ils possédoient la Couronne d'Aragon, du Chef de Ferdinand le Catholique, Fils de Jean II., & les Pais-Bas étoient venus à la Maison d'Autriche par l'Archiduc Philippes, Fils & Heritier de Marie de Bourgogne. Ainsi les Pais-Bas lui appartenoient plusieurs années avant qu'elle parvint à la Couronne d'Espagne, & en y parvenant elle ne les y a point

assujétis. Les Princes de l'Auguste Maison y ont régné comme Ducs, Marquis, Comtes, & Seigneurs des différents Etats, qui les composent, ou qui les composoient de ce tems-là, & non point comme Rois d'Espagne, ils ont eu près d'eux à Madrid un Conseil Suprême, pour les affaires de ces Pais-là, qui ne dépendoit en aucune manière de ceux de Castille, & d'Aragon; & à tous les changemens de Règne, ils ont été inaugurez aux Pais-Bas, à la manière des anciens Ducs & Princes. Il est donc certain, que les Habitans de ce Pais ne sont Espagnols ni par nature, ni par Conquête, ni par aucune sorte de subjection. Reste à sçavoir, s'il est intervenu entre l'Espagne & eux, quelque union politique, soit d'incorporation ou autrement, qui ait pu donner lieu à les comprendre sous une même dénomination, à peu près comme dans l'Etat des Provinces Unies, où le nom de Hollande, est devenu en quelque manière celui de toute la République. Surquoi néanmoins il est à remarquer, que bien que l'usage autorise cette vicieuse manière de parler dans la conversation, dans les Lettres, & même dans l'Histoire, elle ne se trouvera pourtant en aucun Traité de Paix, ni en aucun autre; sur tout dans les endroits, où il a falu contracter quelque grande & spéciale obligation. Mais qu'on cherche tant qu'on voudra, il ne se trouvera point que les Pais-Bas Autrichiens aient été incorporés, ni même unis héréditairement à la Couronne de Castille.

IX. *Ad secundum.* Prouver que les Peuples du Pais-Bas Autrichien ne sont Espagnols ni  
par



par Nature, ni par Conquête, ni par aucune forte d'Union politique, c'est prouver assez clairement, ce nous semble, que la justice ne permet pas de les exclure comme tels, d'un Bénéfice, qui leur est commun, avec tous les Peuples de la Terre, moins encore de les attirer en ce Préjudice, à la faveur d'une Clause, ou ils ne sont pas mêmes nommés. Faisons voir maintenant, que cette Clause, loin de les obliger, ne leur est pas même applicable, & que l'Interprétation, qu'on veut lui donner, pour les y comprendre, implique une manifeste contradiction. La preuve en est facile. Il ne faut que retrancher de la Clause le nominatif *Espagnols*, & lui substituer celui de *Sujets & Habitans du Pais-Bas Autrichien*; Car alors il y aura, En outre a été conditionné, & stipulé, que les *Sujets & Habitans du Pais-Bas Autrichien* retiendront leur Navigation en telle manière, qu'ils la tiennent pour le présent des *Indes Orientales*, sans se pouvoir étendre plus avant. Or s'il est vrai, comme on en convient, que du tems de la Paix de Munster, les Peuples du Pais-Bas Autrichien ne faisoient aucun Commerce aux *Indes Orientales*, & qu'ils n'y avoient aucune Navigation; comment pouvoient-ils la retenir dans la manière qu'ils la tenoient? Et comment pouvoit-on stipuler à leur égard, qu'ils ne s'étendroient pas plus avant.

X. La même Contradiction, ou à peu près se trouveroit toujours dans la Clause, si au lieu du Nominatif les *Espagnols*; on y mettoit, les *Sujets dudit Seigneur Roi, de quelque Pais & Nation qu'ils soient*. Ce seroit supposer, que tous les Sujets du Roi Catholique, indistincte

ment, avoient part au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales; & le contraire est connu.

XI. En un mot il n'y a que les seuls *Castillans*, dont le nom substitué en cette Clause, à celui d'Espagnols puisse effectuer un sens raisonnable. Mettez y par exemple les *Aragais*, les *Valenciens*, les *Catalans*, les *Napolitains*, les *Siciliens*, ou tel autre Peuple de la Monarchie d'Espagne qu'on voudra, qui, du tems de la Paix de Munster, ne jouissoit point du Commerce des Indes Orientales, & d'abord il en résultera une absurdité inexplicable. Mais si vous y mettez le nom de *Castillans*, le sens de la Clause sera clair, net, & conforme à la vérité du Fait.

XII. On doit croire, que Messieurs les Directeurs de la Compagnie Hollandoise des Indes Orientales, acquiesceront de bonne foi à l'évidence de cette démonstration; à laquelle néanmoins, pour sur abondance de preuve, & de conviction, nous ajouterons ce Silogisme, dont la force & la clarté nous paroissent irréfragables.

*Les Espagnols, dont il est parlé dans la Clause de l'Article V. de la Paix de Munster, sont ceux, qui tenoient le Commerce aux Indes Orientales.*

*Les Habitans du Païs-Bas, supposé même qu'ils fussent Espagnols, ce qu'on nie, ne faisoient aucun Commerce aux Indes Orientales.*

*Par conséquent ils ne sont pas du nombre de ceux, dont parle la Clause, & les stipulations, qu'elle contient, ne les regardent point.*

XIII. Enfin, si après cela ils ne se rendent point encore, nous leur proposerons de-

*Négociations, Mémoires & Traitez. 71*

remettre ce point là à la Décision de certains Juges qui aſſeurement ne pourront pas leur être ſuſpects. Ces Juges ſeront, d'un côté leurs propres Anteceſſeurs, ceux-là même, qui du tems de la Paix de Munſter, projeterent l'Article V. du Traité; & de l'autre, Meſſieurs les Etats Généraux, qui, après avoir vu, & conſideré leurs Rémonſtrances, donnerent leurs ordres en conformité, pour la Concluſion de la Paix. On en a les Actes dans Aitzema, & l'on y voit, que par raport au Commerce des Indes, les Noms d'*Eſpagnols*, & de *Caſtillans*, y ſont employez par tout indifferemment, dans la même ſignification, & que ſi leur première Formule eût été ſuivie, le mot de *Caſtillans* ſe liroit aujourd'hui dans l'Article V. à la place de celui d'*Eſpagnols*. Une ſeule Piece ſuffira, entre pluſieurs autres, pour le prouver. C'eſt l'Inſtruction \* de Leurs Hautes Puiffances pour leurs Ambaſſadeurs à Munſter, en date du 28. Octobre 1645. Voici comment ils y parlent.

*En de wat belanght het tweede Lit van het ſelve Articul; werd tot dilucidatie van dien, poſſitivement geſtelt, dat de CASTILIAENEN ſullen blyven by haer Vaert, in ſoodanige voegen als ſy deſelve in Ooſt-Indien als noch hebben. So dat ſy oock uyt Portugaels Indien ſullen moeten blyven ſonder aldaer te mogen handelen, gelyck oock mede de Ingheſetenen deſer Landen ſich ſullen onthouden van de Frequentatie van der CAS-*  
*TI-*

\* Aitzema: Verhael der Nederlandſche Vredehandeling in Fol. pag. 204. zaken van Staat en Oorlogh, Liv. 25. An 1645.

72 *Recueil Historique d'Actes,*  
**TILIAENEN** als oock Portugiesche Oost-Indien.

C'est-à-dire,

*Et pour ce, qui concerne le deuxième membre du même Article, on met positivement pour élucidation, que les CASTILLANS s'en tiendront à leur Navigation, dans la maniere qu'ils l'ont à présent aux Indes Orientales, sans se pouvoir étendre plus avant. Tellement qu'ils devront s'abstenir aussi des Indes du Portugal, sans pouvoir y trafiquer. Comme aussi les Habitans de ces Pais, s'abstiendront de la Fréquentation des Indes Orientales des CASTILLANS, & des Portugais.*

Après une Décision si formelle, nous aurions mauvaise grace de chercher encore des Raisons pour montrer, que l'Article V. du Traité de Munster, ne parle en cette Clause que des seuls Castillans, & ne dispose qu'à leur égard. Voila Messieurs les Etats, qui le déclarent positivement, & pour élucidation. Ils ne prévoyoiént pas alors le cas de notre difficulté, mais l'eussent-ils prévu, & voulu prévenir, il ne leur eut pas été possible de s'en expliquer plus clairement.

XIV. Pour ce qui est de l'Article XXVI. du Traité de Barriere, d'où se tire la seconde exception, nous ne comprenons pas, sur quoi, ni comment, on peut s'en prévaloir contre le Pais-Bas Autrichien. Il porte qu'à la réserve des nouveaux avantages, que les Anglois, & les Hollandois s'y sont accorder, le Commerce, & tout ce qui en dépend, restera entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale, & Catholique, dans les Pais-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies; en tout & en partie sur le  
ped

piéd établi, & de la manière portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. entre Sa Majesté le Roi Philippe IV. de glorieuse mémoire, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, concernant le Commerce, lesquels viennent d'être confirmées par le présent Traité. Que peut-on inferer de là, autre que ce qu'on y voit exprimé en termes propres, clairs & nullement douteux, sçavoir que le Commerce restera entre les Sujets de part, & d'autre, dans les Pais-Bas Autrichiens, & dans ceux des Provinces-Unies, sur le piéd établi par les Articles du Traité de Munster. Et qu'est-ce que cela peut avoir de commun, avec un Commerce qui se fait, non entre les Sujets de part & d'autre, mais entre ceux de Sa Majesté Imperiale & Catholique & d'autres Peuples neutres, & libres? Non dans les Pais-Bas Autrichiens, & dans ceux des Provinces-Unies, mais aux Indes Orientales & Occidentales, en Asie, en Afrique, & en Amerique? D'ailleurs supposé, ce qui n'est pas, que le Traité de Munster fut ici confirmé purement, & simplement, cette confirmation ne lui donneroit pas une autre teneur, sens & vertu, qu'il avoit auparavant. Or nous avons prouvé invinciblement, que ce Traité ne contient ni Clause, ni Article, qui s'opose au Commerce dont il s'agit. Donc le Traité de Barriere ne s'y opose pas aussi: donc il nous laisse à cet égard dans toute la plénitude de notre Droit.

XV. On nous objecte encore la Condition  
\* prohibitive du Commerce des Indes, qui se

\* Voyez-la ci-dessus dans la première Section, sous le nombre XXXV.

se lit dans la Donation des Pais-Bas faite par le Roi Philippes II. à l'Infante sa Fille, & à l'Archiduc Albert, en faveur de leur Mariage. Elle est forte sans doute, & conçue en termes clairs, & précis sous peine même de Devolution au Roi, & à ses Héritiers. Mais qui ne sçait, que cette Donation ne subsiste plus? Et quel Droit peut-on tirer d'un Contrat éteint, & fini, en vertu de ses propres Stipulations, il y a plus de cent ans? L'Article III. de cette Donation porte, *qu'elle demeurera nulle, en cas que l'un des Conjoints vienne à deceder sans posterité de leur mariage.* Le cas est arrivé, la Donation est demeurée nulle, & la reversion a eu son effet. Il seroit à souhaiter, que Messieurs les Directeurs de la Compagnie Orientale Hollandoise, ou ceux, qui ont écrit de leur part, se fussent expliqués plus clairement. Prétendent-ils, que la Condition prohibitive de la Donation de Philippes II. ait privé pour toujours les Etats du Pais-Bas Autrichien, du Droit, qu'ils avoient auparavant de faire Commerce aux Indes? On a peine à le croire. La Condition faisant partie du Contrat, ne peut pas avoir plus de force, ni durer plus long tems, que le Contrat même. Peut-être, que tout l'usage, qu'ils en veulent faire, se réduit à une simple continuation de prohibition, à commencer par celles qui se trouvent contenues dans les Donations des Papes; Mais le profit qui leur en reviendrait, seroit fort petit. Car, quant aux Donations des Papes, ils est connu, que les Princes les plus religieusement attachés au Saint Siege, ne leur attribuent aucune force, dans les choses purement temporelles. Le

Roi

Roi de France est bon Catholique, & il ne laisse pas de posséder de grandes & vastes Régions aux Indes Occidentales, contre les Dispositions formelles de la Bulle d'Alexandre VI. Ce n'est qu'en Espagne, en Portugal, & en quelques endroits de l'Italie, où la Puissance des Papes *in temporalibus* soit reconnuë. Encore n'est ce pas sans contradiction, & dès le tems de la Concession d'Alexandre VI. aux Rois Ferdinand, & Isabelle, il se trouva des Personnes d'éminente Doctrine, dit Herrera Tom. 1. Liv. 2. Chap. 4., qui furent d'avis, que cette formalité n'étoit point nécessaire, mais que leurs Majestés ne laisserent pas pour des Considerations particulieres, d'observer cette Ceremonie, & de demander des Bulles. Et quant aux Prohibitions des Rois, il est connu aussi, que leur effet & vertu n'est pas d'éteindre le Droit, mais seulement d'en empêcher l'usage, aussi long-tems qu'elle durent. Enfin, loin que la Condition prohibitive, attachée à la Donation de Philippes II. puisse servir à montrer, que les Pais-Bas Autrichiens eussent perdu dès ce tems-là leur Droit naturel de Navigation, & de Commerce aux Indes, elle est une Preuve évidente du contraire; puisqu'elle n'étoit bonne, qu'à les empêcher d'en user, & qu'elle suppose, que sans cela ils en eussent effectivement usé.

XVI. Les moyens, dont on se sert en Hollande, pour exclure les Habitans du Pais-Bas Autrichien de la Liberté de ce Commerce, ne sont pas bien concertez. On allegue d'un côté la Clause prohibitive de l'Article V. de la Paix de Munster, sous laquelle on s'efforce de les comprendre *en qualité d'Espagnols*;

& de l'autre, on leur opose la longue privation de ce même Commerce, où ils ont été tenus par les Rois d'Espagne, *en qualité d'Etrangers*. Comment accorder ces deux moyens ensemble? Sont-ils compatibles? Et ne suffiroit-il pas pour les détruire, de les oposer l'un à l'autre? Nous avons prouvé \* ci-dessus fort clairement, à ce qu'il nous semble, qu'il n'est point parlé des habitans du Pais-Bas dans l'Article V. de la Paix de Munster, & nous pouvons prouver ici avec la même facilité, que les inhibitions des Rois d'Espagne ont bien pu les empêcher dans leur droit, mais non pas les en priver entièrement. Un court Dilemme le fera voir. Car il faut nécessairement, que les Rois d'Espagne ayant agi en cela, ou comme Rois de Castille, & de Portugal, ou comme Souverains du Pais-Bas. S'ils ont agi comme Rois de Castille, & de Portugal, toutes leurs inhibitions n'ont été que des voyes de Fait, qui ne pouvoient préjudicier au Droit du Pais-Bas, de ses Princes & de ses Etats. S'ils ont agi en qualité de Souverains du Pais, l'Empêchement a été de Droit, & les Peuples ont dû s'y soumettre avec respect, & obéissance; mais ce n'a toujours été, qu'un Empêchement *ad tempus*, & non pas une Privation absoluë, & sans retour. Nous sommes bien assurés, qu'on ne prouvera jamais le contraire, & nous ne croyons pas même, qu'il se trouve aucune Ordonnance de Prohibition, telle qu'elle soit, qui ait été placardée, ou enregistrée aux Pais-Bas, depuis

\* Sous les nombres 7. 8. 9. 10. 11. & 12.



puis la Donation de Philippe II. Tout ce qu'on peut dire là dessus de plus raisonnable est, que ces Princes, en qualité de Rois de Castille, & de Portugal, conservoient, autant qu'il leur étoit possible, le Commerce des deux Indes aux Castillans, & aux Portugais, & qu'en qualité de Ducs de Brabant, & de Comtes de Flandres, &c. Ils y consentoient, & empêchoient leurs Peuples de s'y immiscer. Cependant le Droit demeurait toujours Droit, & comme les Ducs de Brabant, & Comtes de Flandres de ce tems là pouvoient défendre ou permettre le Commerce des Indes à leurs Sujets, selon les Conjonctures d'alors, on doit convenir, que celui d'aujourd'hui le peut de même selon les conjonctures d'à présent. Il a le même Droit qu'eux, & le même Titre, sauf les Traitez, qui sont intervenus depuis avec la Grande Bretagne, & la Hollande, & avec d'autres Puissances.

XVII. La cinquième Objection qu'on nous fait, c'est la *Prescription*, moyen aussi mal fondé que tous les précédens, & qui se trouve par avance suffisamment réfuté par ce que nous venons de dire. Mais que doit on entendre ici par le mot de *Prescription*? Car d'ordinaire on le regarde comme un *moyen de Défense servant à conserver quelque possession contre l'Action d'un Demandeur*. Or les Habitans du Pais-Bas Autrichien ne demandent rien à ceux du Pais-Bas Hollandois, Ils ne sont pas Acteurs en cette affaire-ci, ils y sont Défendeurs. Comment donc peut-on user de Prescription contr'eux en forme d'Action dans un Cas de faculté libre & naturelle? On le fait cependant, & parce qu'il ne se trouve pas, qu'ils aient

ayent exercé le Commerce des Indes avant la mort de Charles II., on prétend qu'ils ne peuvent plus le faire, & que leur Droit est péri, on leur oppose la *Prescription*. Mais cet argument-là prouve trop, car en l'appliquant aux Anglois, aux François, aux Suedois, aux Danois, & aux Brandebourgeois, qui ne se sont avisés du Commerce des Indes Orientales, que cent, ou cent soixante ans après leur première Découverte, il se trouveroit qu'ils ne pouvoient plus y prétendre, & qu'il y avoit *Prescription*. Il se trouveroit encore, en l'appliquant à quelque ancien Habitant d'une Côte maritime, qui de ses jours n'auroit pêché dans la Mer voisine, ni lui, ni son Pere, ni son Ayeul, qu'il ne seroit pas recevable à l'entreprendre, quoique cette Pêche fut commune à tout le Monde. Il y auroit *Prescription*. D'ailleurs contre qui veut-on que cette *Prescription* doive militer? Est-ce contre les Peuples; ou contre le Souverain? Si c'est contre les Peuples, on se trompe; car on reconnoit, & on ne cesse point de nous le répéter, qu'ils, ont été continuellement empêchés par les Rois d'Espagne. Or la *Prescription* ne court pas contre ceux, qui n'ont pas eu la liberté d'agir. *Non valenti agere non currit prescriptio. L. super Annali 1. § ult. Gad. de Annal. Prescr. & L. Si servus hereditarius 4. ff. de divers. temp. Prescr.* Si c'est contre le Souverain, on se trompe encore; car c'est une chose connue, & hors de toute contestation, que le Souverain pourroit défendre à ses Sujets pendant mille ans, quelque liberté de Commerce, ou de Pêche, ou de Chasse, ou de Paturage que ce soit, sans perdre pourtant le Droit

de

de le permettre, quand il le jugeroit à propos. *Ejus est solvere, cujus est ligare, & cui unum competit, eidem utique & alterum.* Si cette Regle est bonne entre les particuliers, elle vaut à plus forte raison entre le Souverain & son Peuple; & quand ces deux sont d'accord, les Etrangers n'ont rien à y revoir. Ajoutons à cela une chose dont tout le monde convient; c'est qu'en général, & sans exception, les Droits de pure faculté, *Merae facultatis*, ne se prescrivent point par le non-usage, ni par conséquent ceux qui se tirent de la *Liberté naturelle*, & innocente du *Droit des Gens*.

XVIII. Plus on approfondit cette matiere, plus on y trouve de quoi s'étonner, que Messieurs les Directeurs des deux Compagnies Hollandoises, aient pu former une Prétention si insoutenable, & en même tems si nouvelle. Car jusqu'à la Capture inopinée du Vaisseau d'Ostende en 1719., on n'en avoit pas entendu parler. C'étoit la chose du monde à quoi l'on pensoit le moins; & sans vouloir pénétrer dans le secret des intentions de Leurs Hautes Puissances, au de là de ce que leur propre conduite en a fait connoître, on peut avancer, que leur sentiment y étoit contraire. Le silence, qu'elles garderent sur l'Ostroi de l'an 1698., en est une preuve convaincante. C'est en vain, qu'on prétend aujourd'hui de n'en avoit rien sçu. L'affaire n'étoit pas de nature à devoir être tenue secreete. Au contraire on ne pouvoit trop la publier, si on vouloit en procurer le succès, & remplir le nombre des Actions, qui devoient la composer. Les Patentes en furent expédiées dans  
les

les formes ordinaires, publiées & imprimées à Bruxelles, au vœu & au sçu de Monsieur Van Hulst, Resident de Leurs Hautes Puissances, qu'il ne pouvoit pas seul l'ignorer, pendant que tout le País en étoit imbu. S'il vivoit encore, il pourroit dire mieux que personne, ce qui en empêcha l'exécution. La vérité est, que dès ce tems-là l'Electeur de Bavière se trouvoit dans une situation qui l'obligeoit à de grands ménagemens pour le Roi Guillaume, & pour Messieurs les Etats. Quoiqu'il en soit, il ne parut de leur côté aucune Protestation, Plainte, Reclamation, ou Opposition de Droit; marque certaine qu'ils ne croyoient pas le pouvoir faire avec justice & fondement. Ces considérations-là nous paroissent fortes, mais voici quelque chose de plus. C'est l'Article X. du Traité de Paix conclu à Utrecht le 29. Juin 1714., où il est dit, que.

*Le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. fait entre le feu Roi Philippe IV., & les Seigneurs Etats Généraux, servira de base au présent Traité, & aura lieu en tout, autant qu'il ne sera point changé par les Articles suivans, & pour autant qu'il est applicable; & pour ce qui regarde les Articles V. & VI. de ladite Paix de Munster, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne seulement lesdites deux Puissances Contractantes, & leurs Sujets.*

Nous avons prouvé ci-dessus §. XIII. par un Article de l'Instruction de Messieurs les Etats, pour leurs Ambassadeurs à Munster, que les *Espagnols*, dont il est parlé dans l'Article de la Paix, ne sont autres que les *Castillans*, & que c'étoit le sentiment de Leurs Hau-

Hautes Puissances *declare positivement & par élucidation.* Voici maintenant une autre Article, par lequel, en confirmant & renouvelant ce même Traité, ils déclarent de nouveau, conjointement avec le Roi d'Espagne, que ce même *Article V. ne doit avoir lieu qu'en ce qui les concerne réciproquement, eux & leurs Sujets.* Il est donc incontestablement vrai, que cet Article ne concerne point les Habitans du Pais-Bas Autrichien, qu'ils n'y sont point compris, & qu'il ne doit point avoir lieu avec eux. Il est donc certain, que c'étoit le sentiment de Messieurs les Etats eux-mêmes en 1645., en 1698, & en 1714. Eux-mêmes le déclarent, & leur Déclaration est publique. Reste seulement à montrer, que Leurs Hautes Puissances persisterent dans le même sentiment jusqu'au 22. Decembre 1718., jour & date de la Convention signée, pour l'amélioration du Traité de Barrière de l'an 1715. Veritablement nous n'avons pas là-dessus des Textes autentiques, comme ceux de l'instruction de l'an 1645., & de la Paix de l'an 1714. Mais nous avons le silence gardé de leur part, dans cette même Convention, silence égal en preuve à celui de l'an 1698. au sujet de l'Octroi qui avoit été publié à Bruxelles, au veu & au sçu de leur Ministre Resident; car dans le tems de cette Convention, le Commerce des Indes étoit réellement & publiquement commencé, par l'envoi de plusieurs Vaisseaux équipés à Ostende, & partis de ce Port, quelques-uns du tems même de l'administration des deux Puissances maritimes, en qualité de Marchands libres, & quelques autres en 1717. & 1718., sous les ordres du Marquis de Prié.

Ce nouveau Commerce avoit même causé à Anvers un tumulte d'Ouvriers, qui dans la crainte du préjudice que leur travail pourroit en souffrir, s'étoient mutinez, & avoient voulu piller les Magazins, où se gardoient les Marchandises de retour. Enfin on ne peut pas dire, que les Directeurs des deux Compagnies Hollandoises ne sçavoient rien de tout cela, puisque les Gazettes en étoient pleines. Si donc Messieurs les Etats avoient jugé, dès ce tems-là, que l'Article V. du Traité de Munster défendoit le Commerce des Indes, aux Habitans du Pais-Bas Autrichien, peut-on présumer de leur sagesse, qu'ils se seroient tûs dans une occasion où il s'agissoit de régler les interêts de ce même Pais-Bas, & de changer en divers points le Traité de l'an 1715. ? On croit bien, que quand même ils en eussent parlé, les Ministres de Sa Majesté Impériale & Catholique, ne leur eussent pas pour cela abandonné un Point si considerable ; & que tout ce qu'ils auroient pû y gagner, eût été un renvoi de cette affaire à un examen postérieur ; mais avec tout cela on n'auroit pas pû les empêcher d'en faire un Acte de Réserve & de Protestation ; ce qu'ils ne firent pas. Ainsi nous sommes bien fondez à dire, que la Prétension de Messieurs les Directeurs des deux Compagnies Hollandoises, contre le Commerce du Pais-Bas Autrichien, aux Indes, est absolument nouvelle & contraire aux premiers sentimens de Messieurs les Etats.

§. III.

*Vérité de l'interêt, que Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies peuvent avoir au maintien, ou à la ruine du Commerce, établi par Octroi de Sa Majesté Imperiale & Catholique en faveur de ses Pais-Bas.*

I. **N**ous ne sçaurions croire, que Messieurs les Etats soient si contraires au Commerce du Pais-Bas Autrichien qu'on le publie. Il est plus raisonnable de penser, que ce sont les deux Compagnies des Indes qui ont pris feu, & qui par leurs vives & pressantes Sollicitations les ont enfin engagez à s'y opposer. Le Commerce est naturellement jaloux & intéressé. Comme son objet prochain & immediat est le gain, & qu'on ne l'entreprend jamais que pour gagner, c'est aussi toujours de ce côté-là que se tourne la principale attention de ceux qui s'en mêlent. Il arrive même assez souvent, & c'est un défaut particulièrement attaché aux grandes Compagnies, que l'Interêt du Commerce y est regardé comme une espèce de Raison d'Etat, qui justifie tout, & qui doit aller devant tout. Les Directeurs des deux Compagnies des Indes en Hollande ne sont point exempts de cette prévention; & ils s'y laissent aller avec une facilité d'autant plus grande, qu'ils se croient

obligez, comme en effet ils le sont, à maintenir de toute leur pouvoir les Interêts qui ont été confiez à leur diligence & à leur fidélité. Ce devoir les éblouit quelquefois, & les engage en des Causes, dont ils reconnoitroient eux-mêmes l'injustice, s'ils y étoient Juges, & non Parties. Celle-ci en est une. De la manière dont ils en parlent, on diroit que tout leur Commerce est perdu, si la Compagnie d'Ostende se soutient; & quand on examine bien les choses, on trouve que le sujet de leurs craintes se réduit à une simple Diminution de gain si petite, qu'à peine s'en pourroit-on apercevoir en Hollande. Trois principales considérations le feront voir. Celle de la puissance bien affermié de la Compagnie Hollandoise aux Indes; celle de la Richesse immense de son Commerce; & celle du Commerce avantageux que les autres Nations y font aussi.

II. La Puissance de cette Compagnie aux Indes jette dans l'étonnement ceux qui en lisent la Description, & elle surpasse encore ce qu'on en a écrit. Il est inconcevable, qu'une Société de mille personnes au plus, qui sont presque tous Bourgeois de quelque Ville de Hollande, responsables en leurs biens & en leurs vies à la Jurisdiction civile & criminelle du Magistrat, & qui ont pour Chefs, ou plutôt pour premiers Administrateurs, dix-sept Hommes, soumis comme eux à la Puissance Souveraine & Municipale de la Province, & de la Ville où ils habitent: Il est, dis-je, inconcevable, & cependant on le voit, que ces mille Particuliers forment en Asie une République formidable à tous les Princes de ces

Ré-



Regions-là, à l'exception peut-être du Sophy, du Mogol, & des Rois de la Chine & du Japon, qui jusqu'à présent ont sçu se maintenir en autorité, du moins chez eux, & dans le District de leurs propres Etats. La Compagnie possède exclusivement & souverainement les Isles *Molouques* & de *Banda*; & sa Puissance est reverée dans toutes les autres, grandes & petites, depuis la Hauteur des Philippines, qui appartiennent aux Espagnols, jusqu'aux Maldives, principalement en celle de *Java*, où elle a établi le Siege de son Empire, & dans celle de *Sumatra* & de *Ceylon*, où elle a aussi de grandes Possessions, avec des Forts & des Troupes, de même que dans les deux Presqu'Isles ed deça & en delà du Gange, en sorte que les Peuples de ces Pais-là, qui gardent encore leur liberté, n'en jouissent, pour ainsi dire, qu'à demi & dans une perpetuelle crainte. Toute cette Puissance lui est venue par les armes, & elle la conserve par les armes. Ses Forces de Terre continuellement entretenues sont de 6000. Soldats Européens, avec plus de 6000. autres, qu'elle distribue ensemble dans les Places & Forts de son Obéissance. Le nombre de ces Places n'est pas bien connu, mais il ne peut-être moindre de cinquante, toutes bien fortifiées, & bien pourvûes de Munitions de Guerre. Ses forces de Mer sont estimées à cent soixante Vaisseaux, dont il y en a soixante Gardes-Côtes, qui croisent tout le long de l'année pour empêcher l'abord des Lieux, où elle n'a point de Forts, & dont elle veut pourtant garder le Commerce pour elle seule. Les autres cent Vaisseaux lui servent, selon le besoin,

en

en Guerre, & en Marchandise, & ne suffisent qu'à peine à ses continuelles operations. Voilà ce qu'elle fait en tems de Paix. Ses Conquêtes montrent ce qu'elle a pû faire en tems de Guerre. Le Recit en seroit long; il vaut mieux s'en tenir, pour abreger, à la Remontrance\* de ses Directeurs, présentée en 1661. aux Etats Généraux, pour les détourner de faire la Paix avec les Portugais, avant qu'elle eût achevé de les chasser entierement des Indes Orientales. On y voit, que l'Armement, qu'elle venoit de faire contre eux, lui avoit coûté cinquante huit Tonnes d'Or, c'est-à-dire autant, ou plus que ne se monte le fonds entier de la Compagnie d'Ostende.

III. On peut juger par là, de l'opulence de son Commerce, car enfin il faut bien de l'Argent pour fournir à toutes ces dépenses de Mer, & de Terre, ordinaires, & extraordinaires; sans parler de l'entretien des Gouverneurs, des Conseils, des Officiers de Justice, des Eglises, des Comptoirs, des Présens, & des superbes Ambassades, qu'elle envoie de tems en tems à ces quatre grandes Puissances, qui ne fléchissent pas devant elle, & dont il lui est utile de ménager l'amitié. Mais elle n'y perd rien, il lui convient de faire toutes ces Dépenses, & elle seroit bien fâchée d'en diminuer la moindre chose. C'est sa Puissance, qui protege, qui maintient, & qui fait respecter son Commerce; & c'est son Commerce, qui donne la Vie, & le mouvement à sa Puissance. L'un soutient l'autre, en telle sorte,

\* Aitzema: Zaken van Staat en Oorlog, Tom. 4. An. 1661. pag. 766. in fol.

sorte, & de telle maniere, que tout compté, & rabatu, les retous en Europe ne content rien, ou peu de chose à la compagnie. Le seul débit des Epiceries lui est d'un raport infini, on peut avoir du Poivre, sans passer par ses mains; mais il n'y a ni Roi, ni Empereur dans tout le Monde habitable, qui puisse avoir sans elle une Livre de Girofle, ou de Muscade. Ce sont des Fruits qui ne croissent qu'en ses Jardins, quoiqu'il n'en soit pas tout à fait de même de la Cannelle, puisqu'elle vient de l'Isle de Seylon, où elle n'est pas absolument Maitresse, elle a si bien fait jusqu'à présent, qu'elle en dispose seule. On laisse à juger, à quelles Sommes immenses cela doit aller. Le seul Chocolat, qui se fait en Amerique, & en Europe, en doit consommer pour des Millions. Les Isles Moluques, & de Banda, sont bien petites, mais il faut avouer, quelles sont bien précieuses. Je souris en lisant en quelques Ecrits, venus de Hollande, que ces Isles-là content beaucoup à la Compagnie, par les Garnisons, qu'elle est obligée d'y tenir, & que cependant il ne s'y fait aucun Commerce. Seroit-elle disposée à s'en défaire pour quelque bonne somme en Argent comptant? Et en faveur de quelque bon Ami de l'Etat? Si on le sçavoit, on pourroit lui trouver marchand. Mais parlons sérieusement. La Compagnie Orientale de Hollande ne doit pas regréter la dépense qu'elle fait pour la garde des Isles Moluques. Elle en peut être quitte pour quelques Tonnes d'Or par an, & le profit qu'elle en retire, se monte à quelques Millions. Les autres Branches de son Commerce ne sont pas moins fruc-

tueuses, ni moins sûres, sur tout celles du Poivre, & de la Cannelle. Jugeons en par les différentes Répartitions, qui, à compter du tems de son premier Oétroi, jusques à présent, ont remboursé dix fois le Capital, par ses Retours, qui se sont montez à plus de mille Millions, & enfin par le Prix constant de ses Actions, qui au plus fort de la dernière Guerre s'est maintenu entre 550, & 600. pour cent, & qui, au jugement de ceux qui connoissent le mieux les affaires de la Compagnie, Pourroit être porté bien au delà, sans excéder leur valeur intrinseque, & réelle.

IV. Cependant tout cela n'empêche pas, que les Espagnols, les Portugais, les Anglois, les François, & les Danois, ne fassent aussi le Commerce des Indes Orientales, avec plus ou moins de Profit selon les cas, & les Circonstances. Les Espagnols n'y possèdent plus qu'une partie des Isles Philippines, les autres s'étant rebellées, ou eux mêmes ne s'étant pas souciez de les garder; mais ils ne laissent pas d'y faire, par la Mer du Sud, un Commerce très-avantageux avec la Chine, & d'où leurs Habitans du Perou, du Chili, & du Mexique tirent abondamment toutes les Epiceries, & toutes les Etofes legeres, dont ils ont besoin. Les Portugais en tirent les mêmes avantages pour le Brésil, sans prejudice de leurs Navigations ordinaires d'Europe en Afrique, & en Asie, & des Retours, qui leur en viennent. Le Commerce des Anglois, d'abord heureux & prospéré, autant qu'on le pouvoit désirer, souffrit, dans la suite, une grande diminution par des raisons, que nous sommes bien aise de passer sous silence, & il tomba enfin dans un

si grand affoiblissement, qu'il falut de nécessité songer à de nouveaux moyens pour le soutenir. Le protecteur Cromwell, & après lui le Roi Charles II., y travaillèrent sans beaucoup de succès. Une nouvelle Compagnie des Indes fut créée par Acte du Parlement en 1698. La première subsistant toujours. Après bien des differens entr'elles, qui n'avançoient pas fort leurs Interêts réciproques, on les accommoda, & elles s'unirent les 4. Octobre & 28. Decembre 1701., d'où suivit encore un ulterieur accommodement au Mois d'Octobre 1708., & au Mois de Mai 1709. Depuis ce tems là, le Commerce des Anglois a pris une toutes autre face, & il est à cette heure si considerable, que la Compagnie peut aisement fournir la Grande-Bretagne entière de toutes les productions des Indes, dont elle peut avoir besoin pour son usage domestique, pour ses manufactures, & pour les assortiments de son Commerce étranger. On n'en doit pas moins attendre de celle de France établie en 1717. sous le nom de *Compagnie d'Occident*, & depuis considerablement amplifiée, dotée, & privilégiée sous celui de *Compagnie des Indes Orientales & Occidentales*; l'étrange désordre arrivé dans ses affaires, & qui a duré quelques années, est maintenant fini. Le dernier Edit publié en sa faveur au mois de Juin, lui est fort avantageux. Elle ne pourra pas rétablir la fortune de ceux, qui sont ruinez, mais elle va se trouver en état de régler ses operations, & principalement celles de son Commerce en Orient, & en Occident. Rien ne peut l'en empêcher, elle a dix fois plus de fonds qu'il ne lui en faut, son devoir

envers les Intereſſez l'y oblige, le profit qui lui en reviendra eſt certain, & enfin c'eſt pour cela principalement qu'elle eſt établie. Pour ce qui eſt de la Compagnie Danoïſe, nous n'en dirons rien autre choſe, ſinon, qu'elle ſemble plongée préſentement dans le ſommeil, mais qu'il ne tiendra qu'au Roi de la reveiller, quand il lui plaira.

V. Tel eſt l'état préſent du Commerce des Indes Orientales en Europe. Voilà l'Angleterre pourvue, la France de même, la Hollande auſſi, le Danemarck, le Portugal, & toute l'Amerique. Voilà de plus trois celebres Compagnies, dont le Commerce Oriental, lié par d'autres branches avec celui de l'Europe, leur eſt un moyen facile d'y répandre abondamment tout ce qui pourra y être de quelque uſage. Ce n'eſt qu'à leur exemple, que celle du Pais-Bas Autrichien s'avance auſſi ſur le grand Théâtre du Commerce, non pour les y troubler, mais pour y prendre une légitime part, & dans la juſte eſperance de procurer quelque ſoulagement aux beſoins de ſa Patrie, en lui fournissant de ſon propre fonds, quelques unes des Marchandiſes, qu'elle eſt obligée de chercher ailleurs; en la déchargeant d'une partie de celles, que la Nature lui fournit, ou qui ont été miſes en œuvres par l'Induſtrie de ſes Habitans, & enfin en donnant moyen à ſes Conciſtoyens de faire fructifier le peu d'Argent comptant, qu'ils peuvent avoir dans leurs Coffres. On laiſſe au Jugement du Public ſi cette petite Compagnie, formée après toutes les autres, dont le Capital entier n'égale pas la valeur d'un de leurs Retours annuels, a pu raiſonnalement cauſer tant d'in-

quie-

quietude à la puissante Compagnie de Hollande. Premièrement, elle n'a rien à craindre de personnes aux Indes. C'est elle qui s'y fait craindre de tout le monde. Secondement, la principale partie du Commerce, qu'elle y fait, sçavoir celui des Epicerics, & du Café, qu'elle a eu le secret de cultiver dans ses Terres, ne peut pas lui être ôté, si on ne lui ôte en même tems les Isles, & Possessions, d'où elle les tire; & pour ce qui est de la généralité du Commerce qui lui est commun avec toutes les Nations du Monde, elle en a si bien établi le cours, par les Chambres, Loges, & Comptoirs, & qu'il ne seroit pas aisé de l'en détourner sur tout aux Indes, & dans toute l'Asie. Mais supposé qu'à cet égard, elle ait sujet d'aprehender quelque grande diminution de gain; d'où vient que toutes ses craintes semblent se tourner du côté de la Compagnie d'Ostende, & qui ferment les yeux sur la Richesse, & la Puissance de France, & d'Angleterre, qui d'un premier coup lui ont fermé l'entrée de ces deux grands Royaumes, elle s'attache uniquement à procurer la ruine de celle-ci. La raison en est facile à trouver. Toutes trois sont ses Rivaless, mais les deux Compagnies d'Angleterre, & de France sont des Rivaless puissantes, qu'il ne lui convient pas de heurter, du moins quant à présent. Celle-ci au contraire est foible, & naissante, & elle juge qu'il lui sera aisé de l'étouffer, pour ainsi dire, dans son berceau. Voilà tout le secret de sa Politique.

VI. Il faut esperer, que celle de Messieurs les Etats ira plus loin. Assis sur le premier

Siege

Siege

Siege de la Republique, leurs vûës superieures ne s'arrêteront pas à la consideration de ce seul Interêt, quelque grand qu'il paroisse à la Compagnie. Ils verront d'abord, qu'il n'est pas fondé en justice, & c'est quelque chose, sur tout pour un Etat, à qui il importe beaucoup de ne pas laisser croire qu'il cherche à s'agrandir, & à s'enrichir par des voyes illegitimes. Après cela ils feront sans doute reflexion, que l'affermissement de cette Barriere, qu'ils croient si nécessaire à la sûreté de leur Etat, & qu'ils ont enfin si avantageusement établie, ne s'accorde pas avec les desseins de leur Compagnie des Indes contre celle d'Ostende. Leurs Traitez les mettent en Possession des principales Places du Pais, & leur assurent un subside annuel de 1250. mille Florins pour subvenir aux fraix de leur Garde, & entretien, outre & par dessus les Interêts de plusieurs Millions, qui leur étoient dûs par obligation avec hypothèque ou autrement du Roi Charles II. , & de leur propre administration durant la dernière Guerre; de sorte qu'ils ont les Places, & que le Pais leur doit fournir, & leur fournit réellement, tout l'Argent, qu'il faut pour les entretenir. Ce sont là de grands avantages, & il faut avouer, que Messieurs les Etats sçavent bien faire leurs Traitez. Mais de quoi leur serviront-ils ces avantages, si au même tems, qu'ils exigent de si grosses Sommes d'un Pais si petit, ils prennent soin encore de lui fermer toutes les Portes du Commerce? Car enfin le Pais-Bas Autrichien n'est pas une Mine d'Or, & il est bien certain, que si l'on continuë d'en faire passer les especes au dehors, par toutes sortes

de



de Canaux, sans permettre qu'elles y rentrent de quelque autre côté, l'épuisement suivra bien-tôt, & alors on n'en pourra plus rien tirer du tout. Au contraire il faudra y envoyer. Nous attendons ici une Réponse; on nous dira, que nous errons dans le Fait, que les Sommes promises à LL. HH. PP. par le Traité de Barrière ne sortent point du Pais, & qu'étant destinées à l'entretien des Places, & au payement des Garnisons, elles y sont dépensées, à mesure qu'elles y sont reçues. Cela est vrai, du moins en partie, à l'égard de la Solde journaliere de l'Officier, & du Soldat. Mais cette Solde ne fait pas toute la dépense de l'entretien des Places, & des Garnisons. Il y a encore les Habits, les Armes, & les Munitions de Guerre, & de bouche, qu'on y envoie de Hollande, qui même n'y payent aucun Droit d'entrée, ni de passage. D'ailleurs ce Canal n'est pas le seul, par où l'Argent s'en va; le Poisson sec & salé, dont on ne sçauroit se passer, à cause des jours d'abstinence, qui tous ensemble vont à cinq mois de l'année, & les autres besoins de la Vie, en font bien sortir davantage, & ne le portent pas tout en Hollande. Il y en va aussi une bonne partie en France, en Angleterre, & ailleurs. Les autres Considérations, qui se pourroient ajouter à celle-ci, & qui en sont des suites naturelles, ne sçauroient échapper aux lumieres de LL. HH. PP. qui connoissent parfaitement le Pais, ses Forces, ses besoins, & à quoi il peut leur être bon. On se contentera de dire pour la seconde fois, que toutes ces choses là bien examinées, ne les porteront jamais à conclure, que leur Interêt soit de lui fermer entierement les voyes du Commerce.

merce. Quand on veut conserver un Païs il faut en conserver les Habitans , on ne doit pas les priver des seuls moyens, qui leur restent pour subsister, & qui leur sont communs avec tous les autres Peuples de la Terre. Cette Conduite pouvoit être fondée en raison, du tems des anciennes inimités, dont le pauvre Païs Autrichien fut enfin la Victime. Mais ce tems-là n'est plus. L'Empereur est ami de l'Etat. Le Traité de Barriere établit entre eux une Union d'Interêt fort étroite, dont le Païs-Bas est le lien. On a cru cette Union nécessaire, & aparemment, on le croit encore. Il est donc à propos de la cultiver. Les deux Compagnies de Hollande s'écrient en vain, que celle d'Ostende veut empieter sur leur Commerce. Il est notoire, qu'elle ne prétend pas les exclure d'un seul Port, ni leur empêcher l'envoi d'un seul Vaisseau, ni les expulser de la moindre de leurs Possessions. Elle n'en a ni la force, ni la volonté. Ce sont les Compagnies de Hollande, qui demandent hautement, que celle d'Ostende soit abolie; que l'Empereur retire son Octroi; & qu'il ne soit permis à aucun Habitant du Païs-Bas Autrichien de faire Commerce aux Indes. Voilà le Fait, que tous les Déguisemens du monde ne sçauroient changer. Quant aux moyens, dont les Compagnies de Hollande prétendent se servir pour imposer à tous les Païs-Bas Autrichiens une loi si dure, & si contraire au Droit naturel, nous croyons les avoir suffisamment réfutez dans toute notre seconde Section, à laquelle nous ne pouvons que nous rapporter.

§. IV.

*Sur les Assistances réciproquement données & reçues, entre l'Auguste Maison d'Autriche, & les Hauts & Puissans Etats Généraux des Provinces - Unies; pour servir de Réponse aux Reproches qui se répandent sans aucun fondement, au sujet du Commerce d'Ostende.*

I. **N**ous sommes persuadés, que les Discours imprudens & indiscrets, dont on se plaint ici, ne tirent point leur source des Conseils de Leurs Hautes Puissances, ni de ceux des autres Etats de l'Union, ni d'aucun College de Gouvernement. Le long séjour que nous avons fait en Hollande, ne nous permet pas d'ignorer, de combien de sagesse leurs délibérations sont toujours accompagnées. Et nous avons lieu d'espérer qu'elles ne prendront point en mauvaise part, ce que nous avons à dire sur ce sujet, par rapport à leurs Alliances avec la Très-Auguste Maison d'Autriche, & aux grands & considérables avantages qu'elles en ont toujours retirez; car malgré tout ce qui se débite dans leurs Provinces, nous sommes assurés, qu'elles n'en ont rien oublié, & qu'elles en gardent une juste reconnaissance.

II. Commençons par la Triple Alliance de l'an 1668., qui est ordinairement comptée pour la

la première Alliance de Messieurs les Etats , en faveur du Roi Charles II. , Prédecesseur de Sa Majesté Impériale & Catholique, dans la Souveraineté du Pais-Bas Autrichien. Il est vrai, qu'elle sauva ce Pais des mains du Roi de France, armé pour s'en emparer, & qu'elle fut en partie cause du dessein, que ce Prince forma ensuite de tourner contre eux mêmes son ressentiment, & ses forces. Mais si on prend bien garde à toute la suite des mesures ; que Leurs Hautes Puissances prirent en cette affaire, on sera obligé de reconnoître, que l'Interêt de l'Espagne n'y fut pas fort considéré, & qu'elles n'y eurent guères d'autres vûes que celles de conserver entre elles, & la France, une certaine étendue de Pais, qui avec les Places, pût leur servir de Barriere en tout tems, contre cette puissante & redoutable Couronne. Les Espagnols, pressés du péril; leur demandoient du secours avec instance, ils leur exposoient la justice de leur Cause, dont on étoit d'ailleurs assez convaincu, & ils joignoient de vives représentations sur l'Interêt, que la République devoit prendre à leur conversation. Mais Messieurs les Etats ne jugerent point à propos de s'engager dans une Guerre pour l'amour d'eux. Ils étoient amis de la France; ils préféroient son amitié à toute autre, & toute leur Négociation avec elle fut commencée & finie sur le pied d'obliger l'Espagne, bongré malgré qu'elle en eut, à en passer par ce qui seroit convenu entr'eux. C'est là l'Esprit; & le contenu formel de la Triple Alliance, à laquelle on attachâ trois Articles séparés, portant, *que la Renonciation de la Reine de France*

à la Couronne d'Espagne, seroit passée sous silence dans le Traité de Paix, ou que si l'on en faisoit mention, ce ne seroit que pour laisser les deux Parties chacune en son Droit, & que nonobstant la Paix, qui se feroit, le Roi Très-Chrétien pourroit continuer ses assistances au Roi de Portugal, & même agir par diversion, en sa faveur, par tout, où il voudroit, pourvu que ce ne fût point au Pais-Bas.

Ce Traité conclu à la Haye le 23. Janvier 1668. entre l'Angleterre, la Suede, & la Hollande, fut suivi trois mois après d'un autre, qui se fit le 15. Avril à Saint Germain en Laye entre le Roi Très-Chrétien d'une part, & le Roi de la Grande-Bretagne, avec les Etats Generaux des Provinces-Unies d'autre part, pour regler definitivement les Conditions auxquelles les Espagnols seroient obligés d'accepter la Paix, sur peine d'y être contraints par les trois Puissances unies ensemble. En même temps on leur fit sçavoir ce qui avoit été resolu, & comme il n'y avoit pas moyen de resister, ils se soumirent, & la Paix se fit à Aix la Chapelle le 2. du mois suivant. Le Roi Catholique y perdit Charleroi, Binchs, Ath, Douay, le Fort de Scarpe, Tournay, Audenarde, Lille, Armentieres, Courtrai, Bergues, & Furnes, & le Roi Très-Chrétien y garda toutes ses Prétensions à la succession d'Espagne, en cas d'ouverture. On doit convenir, que puisque l'Angleterre & la Hollande ne vouloient point entrer en guerre pour l'Espagne, elles ne pouvoient pas obtenir beaucoup davantage en sa faveur, & qu'en sacrifiant cette Partie des Pais-Bas Autrichiens, elles sauverent le reste. Mais il ne paroît

pas, que cela puisse être compté pour assistance, & l'on peut douter raisonnablement, que Messieurs les Etats se crussent fort obligés à ceux qui en pareil cas leur en donneroient une semblable.

III. Ce cas se présenta bien-tôt après, lors que le Roi de France vint fondre sur eux avec toutes ses forces unies à celle du Roi d'Angleterre, de l'Electeur de Cologne, & du Prince Evêque de Munster. On ne sçauroit gueres s'imaginer d'état plus déplorable, ni d'extrémité plus grande que celle, où la République tomba à l'arrivée de ce Monarque sur ses Frontieres. La Frayeur & la Conternation s'emparerent tout d'un coup des esprits, & entraînerent, en moins de quarante jours, la chute de quarante Villes, Places, ou Forts. Assiégée du côté de la Mer par deux puissantes Flottes, environnée, & presque envahie, du côté de la Terre par trois Corps d'Armée, déchirée de plus interieurement par deux violentes Factions, dont l'une se prévalut de l'occasion pour renverser l'autre, reduite en fin a la moitié de soi-même, par la perte de trois Provinces entieres, d'une grande partie de la quatrième, & n'ayant ni Troupes, ni Alliances pour opposer aux Vainqueurs, elle fut obligée, pour conserver ce qui lui restoit, ou plutôt pour en différer la perte de recourir au moyen, presque désesperé, d'une inondation générale sur toute la Province de Hollande. On peut juger de ce qui seroit arrivé, si l'Empereur & le Roi d'Espagne se fussent tenus neutres. Ils le pouvoient, sans faire tort à personne, & leur Interêt particulier s'y seroit rencontré, sur tout celui de l'Empe-  
reur,

reur, qui n'avoit aucune raison pour chercher la Guerre avec la France, & qui en avoit beaucoup pour l'éviter; sans parler des avantages réels très-grands, & très légitimes, que cette Couronne leur offroit. Ils pouvoient aussi, à l'exemple de Messieurs les Etats, s'unir d'abord avec la Suede en Triple Alliance, & faire en suite avec le Roi Très-Chrétien un second Traité de S. Germain en Laye, par lequel ce Prince eut été porté à se contenter de ses Conquêtes actuelles, en leur laissant ce qu'ils possédoient encore, sous peine néanmoins, en cas de refus, d'y être contraints par la force des Armes, & de ne pouvoir plus espérer les mêmes Conditions. On auroit pu aussi l'engager à leur rendre tout ce qu'il auroit gagné sur eux, moyennant une renonciation absolüe au Commerce des Indes Orientales, avec cession, & transport de toutes les Possessions, qu'ils y avoient, pour être partagées entre l'Espagne, la France, & l'Angleterre, & si cela eut été fait, comme il étoit faisable, nous ne serions pas aujourd'hui dans la nécessité de défendre notre propre Commerce, contre les injustes Prétentions de la Compagnie Hollandoise. Mais la générosité de l'Empereur Leopold, & de la Reine sa Sœur, qui gouvernoit pour lors en Espagne, ne leur permit point de penser à tout cela, & quand leurs Majestez eurent connu, que le dessein du Roi de France, en attaquant la République, étoit véritablement de la subjuguier, & de se frayer le chemin à de plus grandes Conquêtes, elles ne songerent plus qu'à la tirer, par un puissant effort, de l'abîme, où elle étoit plus qu'à demi tombée.

Veritablement elles ne se trouverent pas d'abord en état de rompre avec la France. Cela ne se pouvoit , principalement de la part de l'Empereur, avant d'avoir pris bien des mesures, & renversé bien des Batteries, qui avoient été dressées contre lui. Mais il ne laissa pas d'envoyer au Mois de Septembre 1672, une petite Armée sur le Rhin, qui s'étant jointe à celle de l'Electeur de Brandebourg, y effectua une fort avantageuse diversion, par la nécessité, où fut le Roi de France d'y en envoyer aussi une; quoique, de part ni d'autre, on n'en vint pas, cette année là, aux Hostilités. La Reine d'Espagne de son côté fournit quelques Troupes à Messieurs les Etats pour mettre dans leurs Garnison, & l'année suivante les deux Cours se déclarerent ouvertement, ce qui fut d'un si grand effet, que d'abord l'Electeur de Brandebourg entra dans l'Alliance de Messieurs les Etats; dont il s'étoit separée. Cologne, & Munster firent leur Paix; le Roi de la Grande Bretagne aussi; Treves, Palatin, & Neubourg se rejoingnirent à l'Empereur, & quelques autres Princes suivirent leur exemple, après quoi le Roi Très Chrétien aiant déjà perdu Coevorden & Naarden, abandonna ses Conquêtes en Gueldre, en Utrecht, & dans toute la Généralité des Provinces-Unies, à la reserve de Maestricht, & de Graves, qui furent repris dans la suite. Le reste de l'Histoire, jusqu'à la Paix de Nimegue, & depuis cette Paix jusqu'à la Treve de l'an 1684., est connu de Messieurs les Etats. Cela suffit passons à la grande Alliance de l'an 1689.

IV. Le danger, où se trouverent pour lors Mes-



Messieurs les Etats, ne fut pas moins grands, que celui de l'an 1672., quoique moins sensible aux yeux du Vulgaire. C'étoit un terrible Labyrinthe, & sans la fidelle Alliance de l'Auguste Maison d'Autriche, qui les en tira, on ne voit pas comment ils en seroient sortis. Quelqu'un répondra peut-être, que l'Alliance deffensive faite en 1683. entre l'Empereur, le Roi d'Espagne, le Roi de Suede, & Messieurs les Etats, pour le maintien des deux Paix de Westphale, & de Nimegue, obligeoient réciproquement les Parties à s'entresecourir en cas de besoin, & que le Roi de France ayant attaqué, presque d'un même tems, leurs Majestez Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances, il en résultoit une obligation de secours mutuel, dont on ne se pouvoit dispenser ni de part, ni d'autre. Mais ce quelqu'un là se tromperoit en toutes manières. Car premierement c'est une question de sçavoir si le Traité de l'an 1683. subsistoit encore à l'égard de l'Empereur. Secondement supposé qu'il subsistât, & que Messieurs les Etats eussent été attaqués seuls, il n'auroit engagé l'Empereur qu'à un secours de 6000. Hommes de pied, & non pas à une rupture ouverte. Et Enfin le cas de ce secours n'existoit pas; l'Empereur, l'Empire, & le Roi d'Espagne, se trouvoient attaqués, aussi bien que Leurs Hautes Puissances, & même les principales Villes, & Forteresses du Rhyn, & du Necker avoient été prises ou occupées par les Armes du Roi de France, plus de deux mois avant que les Hostilités eussent commencé entre ce Prince, & elles. L'Empereur; auroit donc pû accepter les offres de

Paix, qui lui furent faites, peu après de la part de la France pour lui, pour l'Empire, & pour l'Espagne, sans se mettre en peine du sort de la Hollande, & de l'Angleterre. Assez de gens le lui conseilloient, & le Roi Très-Chrétien ne manquoit ni de bons amis, ni de fortes persuasions pour l'y porter. Mais au milieu de toutes les grandes considerations qui entroient en cette importante affaire, & qui se contrebalancoient entr'elles d'un poids à peu près égal, l'ancienne affection, qu'il portoit à la Republique, le détermina en sa faveur, & la sauva une seconde fois. Ce sage Empereur comprit fort bien, que les Intérêts de la Religion n'y étoient pas engagés aussi avant, qu'on vouloit de lui persuader, que s'il acceptoit les propositions du Roi de France pour la Paix, les suites infaillibles, & prochaines, qu'on en devoit attendre, feroient, que le Roi Jaques, rétabli sur son Trône avec plus de gloire, & de Puissance, qu'auparavant, joindroit toutes ses forces à celles du Roi son Allié, & son Bienfaiteur, & que la Republique, impuissante pour résister à de tels Ennemis, subiroit bien-tôt le joug de leur Domination, selon le partage qu'ils en voudroient faire entr'eux. Comme le tems est passé, & le peril aussi, on peut à présent donner à cette affaire telle tournure qu'on voudra, mais ce que nous disons, est la verité & il nous souvient fort bien, que des personnes de merite, qui en ce tems-là avoient quelque part aux affaires de l'Etat, nous ont avoué plusieurs fois, que pendant tout l'hyver de l'année 1688. & 1689. ils ne purent jamais dormir d'un sommeil tranquille,

le, tant ils étoient trapés du danger, où ils voyoient leur Patrie. Il faut bien que Messieurs les Etats se crussent eux mêmes en grand peril, puisqu'en envoyant Monsieur le Pensionnaire Hop à Vienne pour l'Allance, qu'il y conclut heurement le 2. Mai 1689., ils le chargerent d'offrir à l'Empereur, pour premier Article, la Garantie entiere de tous ses Droits à la Succession d'Espagne, pour lui & ses Heritiers, avec la concurence de leurs bons offices auprès des Electeurs de l'Empire, afin que le Roi Joseph, Fils aîné de l'Empereur, fut élu au plutôt Roi des Romain. Ces deux Points, si justes & si raisonnables en eux mêmes, servirent de fondement à toute la Negociation, & l'on en fit (\*) un Article séparé, qui fut aussi ratifié séparément par les deux Puissances maritimes. Car bien que l'Empereur n'eût pu être porté, à traiter immédiatement avec le nouveau Roi d'Angleterre, il étoit dit dans le Traité, que la Couronne de la grande Bretagne pourroit y être invitée, & admise de la part de Leurs Hautes Puissances. Monsieur Hop fut regardé à son retour, comme un Homme, qui avoit rendu à l'Etat le plus signalé service, qui se put attendre d'un de ses Ministres, & non sans raison, puisqu'à la faveur de l'heureuse Alliance, qu'il venoit de conclurre, il conserva toutes ses Possessions pendant la Guerre, & se fit accorder au tems de la Paix presque tous les avantages, qu'il souhaittoit.

V. Voilà donc la Hollande deux fois sauvée, par les assistances amiables, & purement

VO-

(\*) Aux Preuves Lett. Z.

volontaires, de la Très-Auguste Maison d'Autriche. A cela on opose l'Alliance de l'an 1701., la longue & sanglante Guerre, qui en fut la suite, les Dépenses infinies, où elle engagea l'Etat d'une maniere dont il n'est pas encore bien rétabli; les subsides payés en Portugal, en Savoye, en Dannemarc, & à divers Princes de l'Empire; les nombreuses Armées de Terre, & de Mer, employées tous les ans contre l'Ennemi commun; les Troupes envoyées en Espagne, & en Italie, aux fraix de Leurs Hautes Puissances; la glorieuse part qu'elles eurent à la Bataille Hogstedt, qui fut le salut de l'Empire, à celle de Turin, qui délivra toute l'Italie, & à celle de Ramillies; d'Audenarde, & de Malplaquet, qui avec les fameux Sieges de Lille, de Tournai, de Douay & de Mons &c. expulserent les François d'une grande partie du Pais-Bas, & tout cela, dit-on, pour la Maison d'Autriche, & particulièrement pour l'Empereur, à qui l'on a enfin procuré une grande partie des Etats de la Monarchie d'Espagne. ceux-là mêmes qui étoient le plus à sa bienséance. Cependant ajoute-t-on, c'est ce même Empereur, qui autorise maintenant les entreprises de ses Sujets, contre nôtre principal Commerce, & qui les y protege, se servant pour cela des mêmes Places, & Provinces, que nous lui avons acquises, au prix de tant de Sang, & d'Argent, & tournant ainsi contre nous mêmes, les importans services, que nous lui avons rendus. Tels sont les Discours, qui se tiennent en Hollande, & qui, tout mal digérés qu'ils sont, ne laissent pas d'y faire impression sur beaucoup d'honnêtes gens, qui  
pleins

pleins de zèle pour leur Patrie , mais peu informés de la verité des choses, ne se défient pas qu'on veuille les tromper. Il nous seroit aisé d'y répondre plus amplement, que nous ne ferons. Mais le respectueux attachement , que nous conservons pour le service de Leurs Hautes Puissances , & la persuasion, où nous sommes, qu'elles n'y ont aucune part, nous obligent à beaucoup de ménagemens. Le dessein de ces Gens-là ne peut-être que de semer la Division . & la Mesintelligence entre l'Empereur, & Messieurs les Etats , à l'occasion du Commerce d'Ostende; & le nôtre est, au contraire, d'arracher, s'il est possible, cette pernicieuse semence, avant qu'elle ait poussé son germe. On convient avec plaisir de la gloire, que Messieurs les Etats s'acquirent pendant toute la dernière Guerre, par le puissant concours de leurs Forces à celles des autres Hauts Alliez, tant par Terre que par Mer, & de la fermeté qu'ils y montrèrent jusqu'au tems du Congrès d'Utrecht. Mais on croit, que la même Justice doit être rendue à l'Empereur, & à ses Augustes Prédecesseurs. Tout le monde sçait, que le Serenissime Prince Eugene partagea la gloire de la journée de Turin, avec son Altesse Royale le Duc de Savoye, maintenant Roi de Sardaigne; que l'heureux succès de celle de Hogstedt, d'Audenarde, & de Malplaquet ne fut pas moins dû à son Héroïque Valeur qu'à celle du Duc de Marlborough, qui y commandoit avec lui; & que les vaillantes Troupes Imperiales, dont il étoit Généralissime, n'eurent pas moins de part aux Sieges de Lille, de Tournay, de Douay, &

de Mons, & à la délivrance de tout le Pais-Bas, que celles d'Angleterre, & de Hollande. Les trois Puissances y contribuèrent, chacune de sa part, très-glorieusement & très-utilement ; mais il ne s'ensuit point de là que ce que Messieurs les Etats y ont fait, doive être compté présentement à l'Empereur pour une assistance pure & simple. Nous sommes persuadées aussi, que Leurs Hautes Puissances, ne le prétendent pas, & dans cette supposition, que nous croyons certaine, nous supprimerons encore, tout ce qui se pourroit dire là-dessus, des deux Traitez de Partage faits en 1698., & en 1700., & des Negotiations de l'an 1701., avec le Comte d'Avaux. Il suffira de remarquer, que Messieurs les Etat, & avec eux le Roi d'Angleterre, reconnurent enfin, dans ces mêmes Négociations, que leur excessive, prudence les avoit trompés ; que l'Interêt de la Maison d'Autriche étoit véritablement celui de toute l'Europe, & que dans l'Etat, où se trouvoient leurs affaires, il étoit devenu l'Ancre dernière, & unique de leur Salut. Ce fut aussi ce qui produisit l'Alliance (\*) de l'an 1701. Il est bon d'en rapporter le Préambule, rien de plus clair pour montrer les differens motif, & Interêts, qui obligeoient l'Empereur, l'Empire, la Couronne de la Grande-Bretagne, & l'Etat des Provinces-Unies, à se réunir en Cause commune, jusques à ce qu'ils eussent obtenu par une Paix, aussi commune, les Satisfactions, que chacun d'eux pouvoit prétendre. On y expose, *qu'en ver-*

tu

(\*) Preuves Lett. A a.

tu d'un certain Testament du feu Roi Catholique Charles II. le Roi Très-Chrétien s'étoit d'abord mis en possession de tout l'Heritage, ou Monarchie d'Espagne, pour le Duc d'Anjou, son Petit-Fils. Qu'il s'étoit emparé à main armée des Provinces du Pais-Bas Espagnol & Duché de Milan, qu'il tenoit une Flotte dans le Port de Cadix toute prête à faire voile, & qu'il avoit envoyé plusieurs Vaisseaux de Guerre aux Indes Espagnoles, & par ce moyen & plusieurs autres, les Royaumes de France & d'Espagne étoient si étroitement unis, qu'il sembloit, qu'ils ne devoient plus être regardés à l'avenir que comme un seul & même Royaume, tellement que, si on n'y prenoit garde, il y avoit bien de l'apparence, que Sa Majesté Imperiale ne devoit plus espérer d'avoir jamais aucune satisfaction de sa pretention. Que l'Empire Romain perdrait tout ses Droits sur les Fiefs, qui sont en Italie, & dans les Pais-Bas Espagnols. Que les Anglois, & les Hollandois perdroyent aussi la Liberté de leur Navigation, & de leur Commerce dans la Mer Méditerranée, aux Indes, & ailleurs, & que les Provinces-Unies demeureroient privées de la seureté qu'elles recevoient de l'interposition entr'elles & la France, des Provinces du Pais-Bas Espagnol, appelées communement la Barrière. Et qu'enfin les François & les Espagnols, ainsi unis, deviendroyent en peu de tems si formidables, qu'ils pourroient aisément soumettre toute l'Europe à leur obéissance & Empire; que comme cette conduite du Roi Très-Chrétien avoit mis Sa Majesté Imperiale dans la nécessité d'envoyer une Armée en Italie, tant pour la conservation de ses Droits particuliers, que pour celle des Fiefs de l'Empire, de même le Roi de la Grande-Bretagne

tagne avoit jugé, qu'il étoit nécessaire d'envoyer ses Troupes auxiliaires aux Provinces-Unies, dont les affaires étoient au même état, que si on étoit venu à une Guerre ouverte; & que les Seigneurs Etats Généraux, dont les Frontières étoient ouvertes presque de toutes parts, par la rupture de la Barrière, qui empêchoit le voisinage des François, étoient contraints de faire pour leur sûreté, & pour la conservation de leur République, tout ce qu'ils auroient dû & pû faire, si effectivement ils eussent été attaquez par une Guerre ouverte; & que comme un état si douteux & si incertain en toutes choses, étoit plus dangereux que la Guerre même; & que la France & l'Espagne s'en prevaloient pour s'unir de plus en plus, pour oprimer la Liberté de l'Europe, & ruiner le Commerce accoutumé, Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Royale de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, désirant de prevenir les maux qui en seroient les suites, & d'y apporter remède selon leurs forces, avoient jugé nécessaire de faire entre eux une étroite Alliance & Confederation, pour éloigner le grand commun danger; à quelle fin ils avoient donné leurs ordres & instructions, &c. Après cela viennent les Articles, dont le premier porte: Que les Alliez seroient tenus reciproquement de procurer les avantages l'un de l'autre, & de détourner, autant qu'il leur seroit possible, tout ce qui pourroit leur être nuisible, & dommageable. Le second declare plus particulièrement le but que les trois Hauts Alliez se proposent en cette Guerre; savoir, de procurer à Sa Majesté Imperiale une Satisfaction juste & raisonnable, touchant ses prétensions à la Succession d'Espagne, & au Roi de la Grande Bretagne,



conjointement avec les Etats Généraux, une sûreté particulière & suffisante pour leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Pays de leur obéissance, & pour la Navigation & le Commerce de leurs Sujets. Ce qui est encore plus spécifiquement expliqué dans l'Article cinquième, où il est dit, premièrement: Que pour procurer cette commune satisfaction, les Alliez feront entr'autres choses leurs plus grands efforts pour reprendre & conquérir les Provinces du Pays-Bas Espagnol, dans l'intention qu'elles servent de Digue, de Rempart & de Barrière, pour séparer & éloigner la France des Provinces-Unies, comme par le passé, lesdites Provinces du Pays-Bas Espagnol ayant fait la sûreté des Seigneurs Etats Généraux, jusques à ce que depuis peu Sa Majesté Très-Chrétienne s'en étoit emparée, & les avoit fait occuper par ses Troupes. Et secondement: Que les mêmes Alliez feroient tous les efforts pour conquérir le Duché de Milan, avec toutes ses Dependances, comme étant un Fief de l'Empire, servant pour la sûreté des Provinces Hereditaires de Sa Majesté Imperiale, & pour conquérir les Royaumes de Naples, de Sicile, & les Isles de la Mer Mediterranée avec les Terres dependantes de l'Espagne, le long de la côte de Toscane, qui peuvent servir à la même fin, & être utiles pour la Navigation & le Commerce des Sujets de Sa Majesté Britannique, & des Provinces-Unies. Après quoi on convient Article huitième: Que la Guerre étant une fois commencée, aucun des Alliez ne pourra traiter de Paix avec l'Ennemi, si ce n'est conjointement & de concert avec les autres Parties, & que ladite Paix ne se pourra faire sans avoir obtenu pour Sa Majesté Imperiale une Satisfaction juste & raisonnable, &

pour.

*pour le Roi de la Grande Bretagne conjointement avec les Seigneurs Etats Généraux, la sûreté particulière de leurs Royaumes, Terres & Pais de leur obéissance, Navigation & Commerce.*

Voilà les obligations de l'Alliance. Les Traitez d'Utrecht font voir de quelle manière elles y furent remplies à l'égard de l'Empereur & de l'Empire. Ce grand Prince y fut généralement abandonné. La Guerre, qui se faisoit auparavant par tous les Alliez ensemble, retomba sur lui seul avec l'Empire. Il la finit cependant par une Paix si non avantageuse, du moins honorable, & il n'en eut l'obligation à personne. Mais passons sur tout cela, notre dessein n'est pas d'y insister. Trois choses seulement nous restent à considérer pour finir ce Memoire, & elles ne nous tiendront pas long-tems.

*La première est de sçavoir, si Messieurs les Etats n'ont pas obtenu par la Paix tout ce qu'ils pouvoient prétendre, en vertu de l'Alliance de l'an 1701.*

*La seconde, si le nouveau Commerce d'Ostende y est contraire.*

*Et la troisième, si en l'oposant, comme on fait, aux puissans efforts de la République, pendant toute la durée de la Guerre pour le recouvrement des Provinces du Pais-Bas, on peut y trouver quelques traces d'ingratitude, de la part de Sa Majesté Imperiale, comme si elle teurnoit contre Leurs Hautes Puissances, & la ruine de leur Commerce, le service, qu'elles lui ont rendu en cela.*

*- Ad primum: il ne faut que renvoyer ceux qui forment la difficulté, aux Traitez de paix de Leurs Hautes Puissances avec les Rois de*

*Fran-*

France & d'Espagne. On sçait que l'Empereur n'y eut aucune part, si ce n'est que par ses *Postulata*, donnez à Utrecht le 5. Mars 1712., il demanda une pleine satisfaction pour tous ses Alliez, *juxta tenorem & exigentiam Fæderum & Conventionum, quibus sese invicem obstrinxerunt*. Du reste Messieurs les Etats y demandèrent & stipulerent tout ce qu'ils voulurent, & s'il manqua quelque chose à la satisfaction qu'ils pouvoient prétendre, ce n'est pas à l'Empereur qu'on doit en imputer la faute, puisqu'il n'y fut pas appellé. Nous croyons au contraire, qu'on ne sçauroit lire d'un Esprit impartial le Traité de Barriere qui se fit en 1715., entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances, par l'intervention de la Grande-Bretagne, sans y admirer la confiance, avec laquelle Sa Majesté y remet les principales Places du Pais à leur disposition presque absoluë, leur accordant outre cela des Sommes immenses, qui leur doivent être payées annuellement par préférence à tout, sans parler des autres avantages contenus dans ce Traité, & dont nous sommes bien aise d'omettre la spécification. Ces choses-là ne sont pas observées du Vulgaire. Il les voit, & ne les remarque pas; mais nous avons lieu de croire, que c'est un objet bien agreable pour leurs Hautes Puissances, lorsqu'elles se font apporter la Carte du Pais-Bas Autrichien, d'y voir d'un coup d'œil ce beau Cercle de Places d'où elles ont leurs Garnisons, & qu'elles ne sont pas moins contentes, lorsque, par la lecture du Traité elles se rafraichissent la mémoire des autres avantages, qu'elles ont eu soin de se faire accor-

der

der avant de se défaisir de rien. Du tems du Roi Charles II., & long-tems depuis, Messieurs les Etats faisoient consister leur Barriere, & toute la sureté qu'ils attendoient, dans la simple *interposition du Pais-Bas* Autrichien entr'eux & la France, sans y prétendre d'ailleurs aucune sorte de Droit, & c'est dans ce sens-là qu'il en est toujours parlé dans la grande Alliance, mais les Traitez de l'an 1715., & de l'an 1718. ont bien changé les choses. Ce qu'on en dit ici, n'est pas pour s'en plaindre, ni pour regretter à Leurs Hautes Puissances les avantages qui leur en reviennent, on se persuade qu'elles n'en feront jamais qu'un bon usage, & l'unique but qu'on se propose ici, est de montrer, que si elles ont bien fait la Guerre, elle leur a bien réussi, & qu'il ne seroit pas à souhaiter pour elles que ce fut à recommencer.

*Ad secundum* : Bien loin que le nouveau Commerce des Indes établi par Ostende en faveur du Pais-Bas Autrichien, soit contraire à la Grande Alliance, on peut dire, que Messieurs les Directeurs des deux Compagnies Hollandoises ne peuvent s'y opposer sans contrevenir ouvertement à ses Dispositions, surtout à celles de l'Article premier qui porte expressement. *Que les Hauts Alliez seront tenus reciproquement de procurer les avantages l'un de l'autre, & de détourner autant qu'il leur sera possible, tout ce qui pourroit leur être nuisible & dommageable; teneanturque alter alterius commoda promovere, damna vero & incommoda pro posse avertere.* Or on demande, & on laisse au jugement de toute personne équitable, si c'est procurer les avantages de l'Empereur,

pereur, & détourner de tout son pouvoir ce qui lui est dommageable & nuisible, que de s'élever, comme on fait, contre le Commerce de ses Sujets, jusques à vouloir l'opprimer entierement, au mépris de ses Commissions & Lettres d'O&roi? Et à mettre en mouvement toutes les machines imaginables, pour engager les autres Cours dans le même dessein? On répondra sans doute ici, que les *Avantages*, dont parle cet Article, & que les Alliez s'engagent reciproquement d'avancer l'un en faveur de l'autre, doivent être entendus des *avantages justes & conformes au Droit des Gens, & aux Traitez*, & non pas de ceux qui y feroient contraires. Nous admettons très volontiers cette distinction, elle est raisonnable, mais suivant cela il faut donc sçavoir avant toutes choses, si le Commerce d'Ostende est légitime, ou non; s'il y est conforme au Droit des Gens, & aux anciens Traitez, ou s'il y répugne; & jusques à ce que cela soit fait, on ne peut point se servir contre nous, pour l'opprimer, du Traité de la Grande Alliance, autrement nous nous en servirons nous-mêmes pour le maintenir, & pour nous plaindre, comme nous faisons avec justice, du trouble, & des empêchemens violens que l'on veut y apporter de la part des deux Compagnies Hollandoises. On voit par là que cette allegation est une pure petition de principe, & que toute la Question se réduit à sçavoir, si le Commerce d'Ostende aux Indes est contraire à la Clause artificielle du Traité de Munster; surquoi pour éviter les redites, nous renvoyons le Lecteur à notre seconde Section, où nous croyons que la *Véri-*

*sé du Droit a été suffisamment établie.*

*Ad tertium:* Au défaut du Droit, qu'on ne sçauroit prouver, on se jette sur les principes de Nature, d'honneur, & de reconnoissance, qui ne permettent pas, *que ce qui a été fait pour l'utilité de quelqu'un, soit tourné par lui-même, au préjudice de ceux qui l'ont servi, & qui après un aussi bon office, que celui que les Etats Généraux ont rendu à Sa Majesté Imperiale, en lui faisant restituer les Pais-Bas Antrichiens: la ruine & la perte de leur Commerce aux Indes n'est pas la recompense qu'ils en doivent attendre.* Ce sont les pensées de Monfr. de Westerveen, dans sa premiere Dissertation. §. XVI. Mais il se trompe du tout au tout : Car pour dire les choses comme elles sont, ce ne fut point pour faire plaisir à l'Empereur, que Messieurs les Etats s'appliquerent si fortement au recouvrement des Pais-Bas, ce fut, comme porte l'Article V. du Traité, *dans l'intention qu'ils servissent de Digue, de Rempart & de Barriere pour separer & éloigner la France des Provinces-Unies, & pour assurer leurs Frontieres, & comme ils avoient fait de tout tems jusques à ce que le Roi Très Chrétien les eut occupez par ses Troupes. Ut sint Obex & Repagulum, vulgo Barrière, Galliam à Belgio Fœderato removens & separans, pro securitate Dominorum Ordinum Generalium, quemadmodum ab omni tempore inservierunt, donec Rex Christianissimus nuper eas milite suo occupavit.* Ainsi l'on ne doit point mettre sur le compte de l'Empereur, tout ce qui a été fait par Leurs Hautes Puissances pour le recouvrement du Pais-Bas, puisqu'en cela elles ont travaillé pour elles-mêmes, & que la Sureté qu'elles y envisageoient pour leurs

leurs Provinces, ne pouvoit subsister sans ce bon office qu'elles rendoient à l'Empereur. Monfr. Westerveen, & avec lui tous les autres, qui employent ce raisonnement là contre le Commerce d'Ostende, ne considerent pas, qu'on pourroit avec beaucoup plus de fondement & de justice le rétorquer contre les deux Compagnies Hollandoises, & qu'ils y donnent eux-mêmes occasion. Car enfin on ne peut pas nier, que l'État entier ne doive deux fois son Salut aux puissantes & oportunes assistances de l'Empereur Leopold, de glorieuse mémoire, Pere & Predecesseur de Sa Majesté Imperiale & Catholique regnante, la premiere fois en 1672., & la seconde en 1689., & on laisse à considerer, si la conduite que les deux Compagnies Hollandoises des Indes Orientales & Occidentales tiennent aujourd'hui contre celle du Pais-Bas Autrichien, s'accorde avec la reconnoissance que tout l'État doit conserver éternellement de deux tels bons Offices.

NB. Nous n'ajoutons pas ici les Preuves citées au bas des pages, parce qu'on les trouve ou dans le Corps de ce Recueil, ou dans d'autres Livres qui sont entre les mains de tout le monde.

Ce Traité de la Verité du Droit, du Fait, &c. ne resta point sans réponse; elle parut même peu de tems après, & il n'a point paru de réplique. Nous rapportons ces Pieces, parce qu'elles contiennent non seulement l'état du Procès & la manière dont les Parties le conçoivent, mais encore les raisons sur lesquelles chacun est fondé. La réponse qui paroît

être sortie de la même plume que les quatre Lettres rapportées dans le fécond Tome étoit auffi en forme de Lettre, la voici.

*Lettre d'un Membre de la Province de  
Hollande à un Membre de la Province  
de Gueldres.*

M O N S I E U R,

**L**E Comte de Koningsegg paroît enfin rebuté de présenter des Mémoires. Un autre Ecrivain nous fournit le long procès par écrit dont on s'étoit réservé de nous payer. L'Imprimé s'en répand intitulé, *La Verité du Fait & du Droit . . . &c. . . du Commerce aux Indes établi aux Pais-Bas Autrichiens par Octroy, &c.*

L'Auteur nous y conduit d'abord au tems de Salomon & des Tyriens, & ce n'est qu'après bien des circuits qu'il nous ramene enfin au Commerce d'Ostende dont il s'agit. Ce seroit l'imiter que de le suivre dans une érudition si étrangere à la question. Elle serrendit uniquement à sçavoir.

1. Si le Pais-Bas, tandis qu'il a été sous la Domination des Rois d'Espagne, étoit exclus ou non du Commerce aux Indes.

2. Si ce n'est pas cette exclusion connue qui rendoit inutile la mention des Sujets de l'Espagne, autres que les Castillans, dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munster, qui ont statué entre l'Espagne & nous sur ce Commerce.

3. Si



3. Si le Pais-Bas en passant entre les mains de l'Empereur a cessé ou non d'être soumis à cette exclusion.

Si l'Auteur du Libelle eût bien voulu se renfermer dans ces trois points, dont il s'agit uniquement, il se seroit épargné & au public de longs narrez & une foule d'argumens qui n'ont de mérite que d'écarter le Lecteur du véritable état de la question. Renfermons-nous y, & pour le faire, commençons par la Clause prohibitive inserée dans la Donation du Pais-Bas, faite par le Roi Philippe second en 1598., à l'Archiduc Albert & à l'Infante Isabelle.

Par cette Clause la Navigation aux Indes est prohibée aux Habitans du Pais-Bas, même *sous peine de mort* \*. Cette prohibition ne se borne pas au tems de la Domination des Archiducs qui reçoivent la Donation; elle s'étend à celui de tous leurs Successeurs. *Et en cas de contravention lesdits Pays seront devolus* † &c. ajoute la Clause. L'Apologiste de la Compagnie d'Ostende ne se borne pas à nous fournir lui même la preuve resultante de cette Clause d'une exclusion bien formelle pour le Pais-Bas du Commerce aux Indes. Il ajoute: que *c'est aux remontrances des Portugais*, soumis alors aux Rois d'Espagne, & à celles des Espagnols, qui de leur côté se mon-  
*troient fort jaloux de leurs richesses Occidentales,*  
*qu'il faut attribuer la Clause prohibitive* ‡ . .  
& . . Selon lui ce fut une Condition, *sine qua*

\* Voyez la Clause rapportée dans l'Ecrit, intitulé, *La Vérité du Droit & du Fait*, ci dessus page. 53.

† Idem.

‡ Idem page 54.

quâ non, & il ne se trouve pas (dit-il) que les Etats des Provinces en aient fait aucune protestation, n'y réclamation. \* Enfin il nous assure qu'il restoit aux gens du Pais-Bas un moyen pour faire encore quelque Commerce dans l'une; mais il se reduisoit à demander au Roi des permissions particulieres lesquelles il accordoit . . . pour des personnes, seulement, qui alloient s'y établir, & pour des Vaisseaux que l'on y envoyoit de Cadix & de Lisbonne. † Le même Auteur nous avertit que ces permissions particulieres . . . . . cessèrent en Portugal en 1605. par une Ordonnance du Roi Catholique du 9. Avril portant que dorenavant nul Etranger de quelque nation qu'il pût être, encore même qu'il fut habitant & naturalisé en Portugal, n'eut en aucune façon à aller trafiquer ou naviger en aucune place des Conquestes de la Couronne de Portugal . . . . . comme es Indes Orientales, au Bresil &c. . . . . Et tout cela sous peine de la vie, sans grace, & sans apel ‡. Ce même apologiste convient qu'après la mort de l'Archiduc Albert & de l'Infant Isabelle les anciens empêchemens continnerent jusqu'à la Paix de Munster même jusqu'à celle de Pirenées †. Il prétend seulement qu'on voit par une Lettre du Cardinal Infant à ceux d'Anvers du 25. Octobre 1640. . . . que le Roi Catholique avoit enfin résolu de les faire cesser, du moins à l'égard du Commerce des Indes Orientales, & d'en accorder l'ouverture à tous ses bons & fidèles sujets de par deça. Sur quoi cet Apologiste ajoute que la  
revolu-

\* Idem pag. 54.

† Idem.

‡ Idem pag. 55.

† Idem pag. 56.

*revolution du Portugal en empêcha l'Effet \**  
 Enfin il nous assure que le même dessein fut repris en 1698. aux instances des Etats de Flandres & poussé jusqu'à l'expédition formelle d'un Octroi pour l'Etablissement d'une Compagnie Royale des Pais-Bas, Negotiant aux places & lieux libres des Indes Orientales & de la Guinée †.

Ici, selon cet Ecrivain; auroit fini la prohibition, c'est-à-dire 50. ans après le Traité de Munster, si ce prétendu Octroi avoit eu lieu, mais on nous dit page 57. *Que les raisons qui empêcherent encore l'exécution ne sont pas connues : mieux instruit à la page 80. on nous apprend que la verité est que dès ce tems-la l'Electeur de Baviere, alors Gouverneur du Pais-Bas, se trouvoit dans une situation qui l'obligeoit à de grands menagemens pour le Roi Guillaume & pour Messieurs les Etats Généraux.* En effet il n'étoit pas aparent que le Roi Guillaume & les Etats Généraux eussent souffert patiemment qu'on eût mis à execution un pareil Octroi.

Ici l'Apologiste fait un argument auquel on ne se seroit pas attendu. *Les patentes (c'est de cet Octroi sans Execution dont il parle) en furent expédiées dans les formes ordinaires, publiées & imprimées à Bruxelles au ven & au scû de Mr. van Hulst Resident de Leurs Hautes Puissances qui ne pouvoit pas seul l'ignorer pendant que tout le Pais en étoit imbu. S'il vivoit encore il pourroit dire mieux que personne ce qui en empêcha l'exécution . . . . . Quoi qu'il en soit, il ne parut de leur côté c'est Leurs Hautes Puil-*

\* Idem pag. 56.

† Idem.

Puissances) aucune protestation, plainte, réclamation, ou opposition de droit \*. Que veut dire cet Ecrivain? Voudroit-il que Leurs Hautes Puissances se fussent amusées à protester contre un Octroi qui ne devoit point avoir d'Effet & qu'on retiroit par la Consideration des Egards qu'on leur devoit? Que la Cour de Vienne en use sur l'Octroi accordé à la Compagnie d'Ostende comme on nous apprend que la Cour de Madrid en usa alors sur ce prétendu Octroi de l'an 1698. Que la Cour de Vienne, aussi attentive à nos griefs sur l'infraction des Articles 5. & 6. du Traité de Munster, retire enfin & supprime son Octroi, & qu'elle éteigne le Commerce illegitime qu'il autorise, nous lui promettons sans peine de faire cesser de notre part toute protestation, toute plainte, toute réclamation, toute opposition de droit. Nous ne serons pas assez de loisir pour en faire contre ce qui cessera d'exister.

Il résulte donc des propres aveux de l'auteur de cette apologie une preuve complete d'une interdiction pour le Pais-Bas du Commerce aux Indes constamment maintenue jusqu'en l'an 1698. qui fut suivie de la mort du Roi Charles II. arrivée le premier Novembre, après laquelle, remarque cet Ecrivain, *il ne fut plus question que de Guerre.* †. De son aveu, c'est en 1716. le Pais-Bas étant remis à l'Empereur, qu'une si heureuse conjoncture ranima le Courage abbatu & presque enseveli des Habitans du Pais-Bas, à l'égard du Commerce maritime §.

En

\* Idem pag. 80.

† Idem pag. 57.

§ Idem pag. 57.

En vain pour écarter le Lecteur du véritable objet, fait-on valoir que la donation faite par Philippes à l'Archiduc Albert & à l'Infante Isabelle ne subsiste plus, & qu'on ne peut *tirer aucun . . . . . droit . . . . . des Stipulations d'une Contract éteint & fini il y a plus de 100. ans . . . . . Que l'Article 3. des donations porte qu'elle demeurera nulle en cas que l'un des Conjoints vienne à deceder sans posterité de leur mariage, que le cas est arrivé & la donation demeurée nulle \* &c.* Tout ce raisonnement seroit de saison si nous fondions sur la Clause prohibitive, inserée dans cette donation, nôtre droit de nous opposer à la Navigation des Habitans du Pais-Bas aux Indes, mais nous, le tirons uniquement des Stipulations des Articles 5. & 6. du Traité de Munster. Cette Clause prohibitive n'est produite de nôtre part, que comme une des preuves de l'interdiction qui a toujours subsisté à l'égard du Pais-Bas. Par conséquent le raisonnement employé pour prouver qu'on ne peut *tirer nul droit* d'une clause qui faisoit partie d'un *Contract éteint*, est pleinement étranger à la question. Encore une fois ce n'est point un droit qu'on veut tirer de cette clause, mais une preuve de l'interdiction qui ayant toujours subsisté depuis, rendoit inutile & ne permettoit pas même la mention des habitans du Pais-Bas dans les Articles du Traité de Munster qui font nôtre titre.

Cette Interdiction formelle à prouver étoit le premier des trois points à éclaircir. Passons aux deux autres. On

\* Idem pag. 73. & 74.

On ne disconvient pas que les Articles 5. & 6. de la Paix de Munster n'ayent statué entre les Espagnols & nous sur le Commerce aux Indes. On s'épuise seulement en raisonnemens pour prouver que les Habitans du Pais-Bas n'y étant point nommez, ces Articles ne peuvent être censez les regarder. Mais n'y auroit-il pas eû de l'absurdité à vouloir exiger la mention de ces Habitans sur une Navigation qui leur étoit interdite par la loi constante de la Couronne avec qui on traitoit? Qu'eussent répondu les Ministres Espagnols, si nos Ambassadeurs à Munster eussent insisté sur la demande d'une telle mention? Ne les auroit-on pas renvoyés hautement à la maxime constante de l'Espagne qui excluait de cette Navigation tous ses sujets autres que les Castillans? Ne leur auroit-on pas fermé la bouche en leur montrant qu'en statuant pour les Espagnols sous le nom des quels étoient compris les Castillans, les seul à qui cette Navigation fut permise, on statuoit nécessairement pour tous ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique qui étoient interessez à cette Navigation? La Couronne d'Espagne n'auroit-elle pas eû lieu de s'élever contre une mention qu'on auroit voulu exiger d'elle & qu'elle n'auroit pû reconnoître nécessaire, sans préjudice du titre en vertu du quel elle excluait du Commerce aux Indes tous ses sujets autres que les Castillans? La demande de cette mention eut donc été absurde. Il suffisoit sans doute, sur la Navigation aux Indes, de statuer à l'égard de ceux des Sujets de la Couronne d'Espagne qui y étoient interessez. Quant à ceux qui en étoient exclus par la loi constante de cette

même

même Couronne, ç'eût été une absurdité de vouloir statuer à leur égard, sur ce qui leur étoit déjà interdit.

On conviendra donc avec l'auteur de l'Apologie qu'il n'y a que les seuls Castillans dont le nom substitué dans la clause en question à celui d'Espagnols puisse effectuer un sens raisonnable, & que d'y substituer, par exemple les Aragonois, les Valanciens, les Catalans, les Napolitains les Siciliens, ou tel autre Peuple de la Monarchie d'Espagne qu'on voudra, seroit tomber dans une absurdité inexplicable, \* mais pourquoi cette absurdité? par ce dit cet Apologiste, qu'aucuns des Sujets de la Monarchie d'Espagne autres que les Castillans, au tems de la Paix de Munster, ne jouissoient point du Commerce des Indes Orientales †. Il est donc verifié de l'aveu de cet écrivain qu'il y a eû une absurdité inexplicable à vouloir faire, dans l'Article qui statuoit sur le Commerce aux Indes entre la Couronne d'Espagne & nous, une mention de ceux des Sujets de cette Couronne qui en étoient déjà exclû. Il suffisoit donc de statuer à l'égard de ceux seulement qui y avoient part.

Que nous eut servi en effet de statuer à l'égard des Castillans, si la non mention des habitans du Pais-Bas eut été de la part de la Couronne d'Espagne une reserve en faveur de ceux-ci? Leur Voisinage, leurs Villes heureusement situées, & qui avoient été comme le Berceau du Commerce dans l'Europe, enfin le genie de ces Peuples, encore tout tourné de

\* Traite du Fait & du Droit pag. 70.

† Idem.

de ce côté là, ne les eussent-ils pas rendus pour nous, sur la Navigation en question, des rivaux infiniment plus dangereux que les Castillans ? Comment donc en statuant pour les uns aurions nous négligé de statuer pour les autres, sur tout dans un Traité où tout le monde sçait que l'Espagne, reduite aux abois, ne croïoit pas pouvoir trop sacrifier à l'avantage de nous separer de la France ?

Enfin arrêtons nous à ces paroles remarquables du 5. Article du Traité de Munster : *en outre a été conditionné & stipulé que les Espagnols retiendront leur Navigation en telle manière qu'ils la tiennent pour le présent ès Indes Orientales.* Comment accorder l'Execution de cette clause avec une Liberté pour les Habitans du Pais-Bas de naviger aux Indes ? Eut-ce été de la part des Espagnols retenir leur *Navigation ès Indes, en la maniere qu'ils la tenoient* au tems de la signature du Traité de Munster, que d'y admettre les Habitans du Pais-Bas qui en étoient exclus ?

Qui ne voit donc l'Esprit dans lequel on traitoit ? Qui ne voit que l'exclusion du Commerce aux Indes pour tous les Sujets de la Couronne d'Espagne autres que les Castillans étoit également reconnüe des deux côtez comme la Baze, sans laquelle les stipulations à l'égard des Espagnols ou Castillians, se fussent tournées en pure illusion pour nous ? C'eût donc été renverser l'Esprit du Traité que de vouloir faire partager aux Habitans du Pais Bas les avantages d'un Commerce dont ils devoient être exclus. Voilà sans doute les motifs, & non pas de simples Egards personnels de l'Electeur de Baviere, qui firent évanouir



nour le dessein repris en 1691. à l'instance des *Etats de Flandres*, & qui doivent encore aujourd'hui faire disparaître le Commerce établi à Ostende, à moins que le *Pais-Bas*, en passant sous la domination Impériale, n'eût acquis une liberté dont il avoit été constamment exclus jusques là. Ce troisième point éclairci achevera de décider la question.

Arrêtons nous à la Clause suivante inserée dans l'Article 26. du Traité de la Barrière. *Le Commerce & tout ce qui en dépend, restera, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Pais-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies en tout & en partie sur le pied établi & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. entre Sa Majesté le Roi Philippes IV. de glorieuse Memoire & lesdits Seigneurs Etats Généraux, concernant le Commerce, lesquels viennent d'être confirmez par le present Traité \**. Quel sens donner à cette clause, s'il étoit vrai, comme le prétend l'Apologiste de la Navigation d'Ostende, que le Traité de Munster n'eût rien statué sur le Commerce à l'égard des Habitans du *Pais-Bas*? Que voudroient dire ces paroles? *Le Commerce & tout ce qui en dépend restera entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans le Pais-Bas, & ceux des Provinces-Unies . . . sur le même pied établi par les Articles du Traité de Munster.* Comment faire subsister à l'égard de ces Habitans les choses sur le même pied établi dans un Traité où ils n'auroient pas été cen-

com-

\* Article 26. du Traité de la Barrière conclu à Anvers le 15. Novembre 1715. rapporté ci dessus Tom. I. pag. 66.

compris ? Ne feroit-ce pas de cette clause qu'il résulteroit *une absurdité inexplicable* s'il étoit possible de supposer que le Traité de Munster n'eût pas statué pour le Pais-Bas. Il est vrai cependant qu'il n'y est pas nommé. Comment donc les Habitans sans y être nommez ont ils pû être regardez par les parties contractantes au Traité de Barrière comme y étant compris ? Comment résoudre cette question si non en entendant les clauses inserées dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munster dans le sens qui les rend applicables au Pais-Bas. *Les Espagnols ( disent ces clauses ) retiendront leur Navigation en telle maniere qu'ils le tiennent pour le présent es Indes Orientales\*... Et quand aux Indes Occidentales les Sujets & Habitans des Royaumes, Provinces & Terres desdits Seigneurs, Roi, & Etats respectivement s'abstiendront de naviger & trafiquer en tous les Havres, lieux & Places . . . possédées par l'une ou par l'autre partie* † En suposant que ces deux Clauses ne regardoient que les Castillans & que les Habitans du Pais-Bas qui n'y sont point nommez ne pouvoient y être censez compris, l'Article 26. du Traité de Barrière devient ( nous l'avons vû ) une absurdité inexplicable. Il ne s'agit pas seulement d'une simple contradiction, ou de quelque obscurité dans l'expression ; c'est une Article essentiel d'un Traité, le seul fruit pour nous de tant d'Efforts, qui porte totalement à faux & auquel il ne reste pas lieu d'assigner un sens tel qu'il puisse être.

Tout

\* Article 5. du Traité de Munster Tom. II. pag. 79.

† Article 6. du Traité de Munster, idem pag. 80.

Tout s'explique au contraire en prenant les clauses des Articles 5 & 6 du Traité de Munster dans le sens qui peut seul faire une Stipulation raisonnable de ce qui est inséré dans l'Article 26. du Traité de la Barrière sur le Commerce des Pais-Bas. Tout se développe reconnoissant à l'égard de ceux des Sujets de la Couronne d'Espagne qui au tems de la Signature de la Paix de Munster étoient exclus de la Navigation aux Indes qu'ils n'auroient peu y être admis sans que cette Couronne eût cessé de retenir cette Navigation en la manière qu'elle la tenoit, &c. . . . & que les Castillans, les seuls à qui il étoit réservé d'en jouir, devoient s'y renfermer dans les bornes respectivement prescrites.

Alors on entend comme quoi l'Empereur en recevant le Pais-Bas des mains de nôtre République a pu promettre pour des habitans qui n'étoient pas nommez dans le Traité de Munster *que le commerce & tout ce qui en dépend restera à leur égard sur le même pied établi par les Articles dudit Traité.* Alors on comprend l'étendue pour l'Empereur des Engagemens sous lesquels il a reçu le Pais-Bas de nos mains. C'est, dit le premier Article du Traité de la Barrière *pour en jouir Sa Majesté Impériale & Catholique; ses Successeurs & Héritiers . . . comme en a joui ou dû jouir le feu Roi Charles II. de Glorieuse Mémoire.* Comment le feu Roi Charles II. jouissoit-il & devoit-il jouir du Pais-Bas? avec une Exclusion pour ce pais du Commerce aux Indes, que la tentative du prétendu Octroi de l'an 1698. en supposant ce qu'on en dit, auroit encore confirmée, & qui avoit même sa première source

dans une maxime constante de la Couronne d'Espagne. C'est donc avec la même exclusion que *Sa Majesté Imperiale & Catholique & ses Successeurs* peuvent & doivent seulement posséder un país qui ne lui a été remis que sous les conditions d'en *jouir comme en a joui le feu Roi Charles II. . . . \* demeurant au reste le Commerce & tout ce qui en depend . . . en tout & en partie sur le pied établi & de la manière portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1641. †*

La nouvelle domination de l'Empereur sur le País-Bas a donc si peu affranchi ce país de l'exclusion du Commerce aux Indes, qu'au contraire cette exclusion a été également supposée par les parties contractantes au Traité de la Barrière, comme une condition essentielle renfermée sous ces paroles: *pour en jouir Sa Majesté Impériale & Catholique comme en a joui le Roi Charles II. . . . demeurant au reste le Commerce & tout ce qui en depend . . . sur le pied établi, &c.*

Il est donc prouvé que l'Empereur en recevant le País-Bas de nos mains est entré, sur la façon d'en jouir, & nommement sur le Commerce, dans tous les Engagemens de la Couronne d'Espagne à notre égard. Ce dernier point restoit à éclaircir. La question est donc décidée. Mais il y a plus. Quand on supposeroit même quelque doute, à l'égard de la Couronne d'Espagne, sur l'application au País-Bas des clauses concernant le Commerce aux Indes insérées dans les Articles 5. & 6. du

\* Premier Article du Traité de Barrière.

† Traité de Munster Article 6.

6. du Traité de Munster, ce doute cesseroit à l'égard de l'Empereur. *Demeurant au reste (dit Sa Majesté Impériale dans le Traité de la Barriere) le Commerce & tout ce qui en depend entre les Sujets des Pais-Bas Autrichiens & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie, sur le pied établi & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster \**. Qu'on suppose, si l'on veut, que ces Articles ne pouvoient s'appliquer aux habitans du Pais-Bas comme Sujets de la Couronne d'Espagne, ils s'y trouvent au moins aujourd'hui compris comme sujets de l'Empereur qui a déclaré & promis *que le Commerce & tout ce qui en depend y restera sur le pied établi & de la maniere portée par les Articles du Traité de Munster*. Que l'application des Articles aux habitans du Pais-Bas comme sujets de l'Espagne ait été, si on le veut, une erreur, ce n'en est plus une à l'égard de ces mêmes habitans, en tant que Sujets de l'Empereur. C'est ce Prince même qui veut que les Stipulations du Traité de Munster reglent le pied sur lequel le Commerce au Pais-Bas, & tout ce qui en depend devra rester. C'est en consequence de cette façon d'entendre le Traité de Munster, qu'il s'est engagé par celui de la Barriere à jouir du Pais-Bas en la maniere dont le feu Roi Charles II. en avoit joui ou dû jouir ; C'est à dire avec privation d'un Commerce dont ce Pays étoit exclus. Voila ce qui resulte invinciblement des Articles I. & XXVI. du Traité de la Barriere : Voila qui decide sur l'intention des Parties contractantes,

\* Article 26. du Traité de Barriere.

tes, à moins qu'on n'attribuât à la Cour de Vienne d'avoir cherché dès lors à nous faire illusion, par des Clauses qui, selon sa maniere d'entendre les choses, eussent été destituées de tout sens possible à leur assigner. La Cour de Vienne ne s'appuyera pas, sans doute, sur une pareille intention. Il seroit aussi odieux qu'injurieux de la lui attribuer.

Venons maintenant aux Réflexions dont l'Auteur de l'Apologie accompagne ses preuves. *Messieurs les Etats* (dit-on) *assis sur le premier Siege de la République . . . . . feront sans doute réflexion que l'affermissement de cette Barriere qu'ils croient si nécessaire à la sûreté de leur Etat, & qu'ils ont si avantageusement établie, ne s'accorde pas avec les desseins de leur Compagnie contre celle d'Ostende. Leurs Traitez les mettent en possession des principales Places du Pais-Bas & Leur assurent un subside annuel de 1250000. florins pour subvenir aux frais de la garde . . . . . outre & par dessus les interêts de plusieurs millions qui leurs étoient dûs par obligations avec Hypoteque \* . . . Ce sont là de grands avantages . . . mais de quoi serviroient ils, ajoute-t-on, si au même tems qu'ils (les Etats Généraux) exigent de si grosses sommes d'un si petit Pais, ils prennent soin de lui fermer toutes les portes du Commerce. †* Que veut-on dire par une telle insinuation? Tous ces grands avantages qu'on fait valoir ici n'ont ils pas été stipulez par le Traité de la Barriere? Est-ce devant ou après la conclusion de ce Traité qu'on a pensé à établir la Compagnie d'Ostende?

\* Traité de la Verité du Fait & du Droit pag. 92.

† 3. Memoire du Comte de Konigsegg. Tom. II. pag. 245.

Ostende? Comment donc cet établissement seroit-il devenu tout à coup une porte de Commerce nécessaire à ouvrir pour mettre le Pais-Bas en état de satisfaire à des engagemens stipulez avant même qu'on eut conçu le Projet de cette Compagnie? *Car enfin (dit on) le Pais-Bas Autrichien n'est pas une mine d'Or?* \* L'étoit il davantage au tems de la Conclusion du Traité de la Barriere? On voit donc que le but d'un tel raisonnement est de nous insinuer ce qu'on s'abstient à la vérité de nous dire du ton menaçant des prétniers. Mémoires du Comte de Koningsegg. Mais au ton près on tient le même langage & l'intention n'est pas changée. On a seulement reconnu qu'il importoit de ne s'en pas expliquer si ouvertement. Fermer la Porte ouverte du Commerce d'Ostende, c'est donc tarir à nôtre égard la source de l'Argent pour le payement du subside de 1250000. florins & des Interêts d'un nombre de Millions dûs avec Hipotèque; & sur lesquels nous reclamerions en vain les stipulations du Traité de Barriere.

C'est donc nous repeter aujourd'hui, sous des termes à la vérité radoucis, la resolution formée de vanger, *conjunctis viribus*, le moindre trouble, le moindre empêchement à la libre Navigation de la Compagnie d'Ostende, *fortiter se vindicandi minimæ offensionis aut damni . . . . minimum impedimentum* †.

On nous apprend que le premier Effet de cette vengeance sera de faire tarir la source de

\* Traité de la vérité du Fait & du Droit pag 91. 92.

† Idem pag. 29.

de l'Argent sur tous les points auxquels nous nous flattions en vain d'avoir suffisamment pourvû par les stipulations du Traité de la Barrière. Un tel avertissement doit sans doute entrer pour quelque chose dans nos délibérations sur l'importante de ne pas dédaigner l'appui de l'Alliance d'Hanover sur tous nos intérêts à assurer.

Ce seroit au reste nous flatter que de supposer que la Cour de Vienne nous doit quelque reconnoissance. C'est au contraire nôtre République qui est redevable *aux assistances amiables & purement volontaires de la très Auguste Maison d'Autriche* d'avoir été deux fois sauvée\*. . . Pour dire les choses comme elles sont (ajoute-t-on) *ce n'est point pour faire plaisir à l'Empereur que Messieurs les Etats s'appliquèrent si fortement au recouvrement du Pais-Bas, ce fut comme porte l'Article V. du Traité, (de la grande Alliance de 1701.) dans l'intention qu'ils servissent de digue, de rempart, & de Barrière pour séparer & éloigner la France des Provinces-Unies, & pour assurer leurs Frontières* † Rare reflexion! Ne voudroit-on pas qu'une République sage & pacifique comme la nôtre, se fut engagée dans une longue & sanglante Guerre, si elle n'y avoit été forcée par le motif de pourvoir à sa sûreté? Est-ce là de quoy il s'agit quand on parle de ce que la complaisance pour la Cour de Vienne nous a fait sacrifier à des intérêts qui non seulement n'étoient pas les nôtres, mais que nous reconnoissons trop tard leur être si peu accommodez?

\* Traité de la verité du Fait & du Droit pag. 103.

† Idem pag. 114.



dez? l'objet de nôtre sûreté n'étoit-il pas plus que rempli dès l'année 1706. après que la victoire remportée à Ramellies nous avoit rendus les maîtres de presque tout le Pais Bas Espagnol?

La Cour de France, ouvrant les yeux sur les dangers qui la menacent, oublie enfin son ancienne fierté & vient jusques à la Haye nous demander la Paix qu'elle ne peut obtenir. Il est connu combien dès lors nous fumes en état de nous assurer une Barriere bien autrement avantageuse que celle dont-il a fallu se contenter 7. ans après. C'étoit donc le moment de nous arrêter, si une facilité, qui nous a coûté tant de sang & de millions, n'eut pas fait ceder notre intérêt à la complaisance pour nos Alliez. Ce sont ces 7. années d'une Guerre devenuë inutile à notre sûreté dont la Cour de Vienne pourroit nous tenir quelque compte.

Le fruit pour nous de ces 7. années d'une Guerre continuée avec tant d'efforts & de dépenses de notre part, est notre épuisement présent, tandis qu'elles ont assuré à l'Empereur la possession de toute l'Itale & des vasts Etats qui la rendent aujourd'hui si redoutable. C'est après tant de services signalez que nous allions succomber & voir enlever notre Commerce, sans la main secourable que nous présente la France pour nous dérober à l'oppression de la Puissance pour qui nous avons tant fait contre elle.

Dans ces circonstances serons nous bien touchés du Compliment, *que l'on ne doit point mettre sur le compte de l'Empereur tout ce qui a*

*été fait par Leurs Hautes Puissances. \* Que dans les Traitez d'Utrecht ce Grand Prince , fut généralement abandonné , & que s'il fit une paix , si non avantageuse , du moins honorable. . . . Il n'en eût l'obligation à personne ? † Enfin nous piquerons-nous de faire ceder encore une fois nos interêts les plus sensibles aux Régles d'une prétendue bienfaisance fondée sur les idées des Ministres de la Cour de Vienne ? Nous payerons nous , sur l'extinction d'un Commerce qui ne peut subsister sans absorber le nôtre , de la raison que si l'Océroy étoit à accorder peut-être ne l'accorderoit on pas ; mais qu'au point où en sont les choses , il faut qu'il subsiste , & on se renferme dans les expédiens propres à finir l'affaire avec *bonheur* & sans *honte* pour l'Empereur. La Cour de Vienne a-t-elle oublié qu'elle n'a accordé cet Océroy qu'après avoir dédaigné nos représentations réitérées soutenuë des déclarations formelles de la France & de l'Angleterre en faveur de nos Droits violez ?*

Comment donc espere-t-on aujourd'hui de nous toucher par la raison de *l'honneur* de la Cour de Vienne à sauver ; elle qui s'est montrée si sourde à nos plus justes plaintes. Ce seroit sans doute une belle prérogative du Trône Impérial que le droit d'apésantir sa main à son gré sur tous ses Voisins , & lorsque l'oppression devenuë insupportable auroit donné lieu à un concert capable d'imposer , de pouvoir le dissiper tout à coup par un simple changement

\* Traité de la vérité du Fait du Droit , Pag. 111.

† Idem , pag. 110.

gement de ton, & en se disant prêt à entrer en négociation pour trouver des expédiens sur des griefs qui n'en admettent point d'autres que l'extinction du Commerce illegitime de la Compagnie d'Ostende.

Bornons-nous donc à conclure que nous devons déjà à l'Alliance d'Hanovre le langage rassouci de la Cour de Vienne, & que c'est au mérite de cette Alliance, sur notre satisfaction & nôtre sûreté à procurer, qu'il faut attribuer tant d'instances employées pour nous détourner d'y prendre part.

Reconnoissons enfin que c'est à cette Alliance, dont le poids accable, que nous devrions bien-tôt les propositions auxquelles on ne tardera pas sans doute de passer, & que nous allons être en état d'amener au point du redressement complet de tous nos Griefs.

Je suis, &c.

*A Rotterdam le. . . . .*

Pendant ces différentes discussions, & que chaque Parti tâchoit de mettre le Droit & l'approbation publique de son côté, les Etats particuliers des Provinces-Unies entroient, à leur ordinaire, dans l'exacte & sage examen des conditions de l'engagement où les Alliez de Hanovre les pressoient d'accéder. Cinq Provinces s'étant expliqués dans les Etats Généraux sur les restrictions qui devroient accompagner l'Accession de la République, les Députés de Leurs Hautes Puissances eurent vers le 18. d'Avril 1726. une conférence avec les Ministres de France, de la Grande-Bretagne, & de Prusse, dans laquelle ces premiers leur déclarèrent de la part de Leurs Hautes Puissances,

„ qu'il y avoit quelque tems qu'eux Minis-  
 „ tres de Leurs Majestez de France , de la  
 „ Grande-Bretagne & de Prusse avoient com-  
 „ muniqué à Leurs Hautes Puissances le Trai-  
 „ té d'une Alliance défensive entre les trois  
 „ Puissances susmentionnées avec les Articles  
 „ separez conclu à Hanovre le 3. Sept. 1725. &  
 „ qu'ils avoient invité Leurs-Hautes Puissances  
 „ d'y acceder; que cette communication avoit  
 „ été très-agreable à Leurs-Hautes Puissances,  
 „ étant extrêmement sensibles à l'honneur que  
 „ Leurs Majestez ont bien voulu leur faire  
 „ par la communication obligeante & promp-  
 „ te de ce Traité, & par l'invitation d'y prendre  
 „ part: qu'elles reconnoissent le loüable soin  
 „ que Leurs Majestez, en faisant ce Traité,  
 „ ont eu en général pour la conservation du  
 „ repos public, sans lequel celui de la Répu-  
 „ blique ne peut être assuré, & en particulier  
 „ pour le maintien de son Commerce, sans  
 „ lequel elle ne pourroit point subsister: que  
 „ pour ces raisons elles auroient souhaité d'a-  
 „ voir pu répondre d'abord à cette invitation,  
 „ mais que la constitution du Gouvernement  
 „ de la République ne l'ayant pas permis,  
 „ puisqu'il a fallu qu'elles communiquassent  
 „ auparavant cé Traité, & ce qui en dépend,  
 „ aux Seigneurs Etats des Provinces-Unies  
 „ pour avoir là-dessus leur avis & leurs réso-  
 „ lutions, elles n'ont pas manqué de leur en-  
 „ voyer ledit Traité incessamment après la  
 „ communication, & de presser de tems en  
 „ tems sur l'expedition de leurs resolutions:  
 „ que l'affaire étant très-importante & de  
 „ grande conséquence, il ne doit pas être  
 „ étonnant que les délibérations ayent été de  
 „ quel-

„ quelque durée; qu'ainfi deux des fept Provin-  
„ ces ne s'étoient pas expliquées, en forte que  
„ Leurs Hautes Puiffances même à préfent ne fe  
„ trouvoient pas encore en état de donner une  
„ réfolution pofitive fur ce fujet; que cepen-  
„ dant elles ont cru qu'il ne feroit pas inutile,  
„ fi provisionnellement dans l'efperance & dans  
„ l'attente que les deux Provinces qui ne fe font  
„ pas encore déterminées à prendre leurs réf-  
„ olutions, fe détermineront bien-tôt, Elles  
„ faifoient communiquer auxdits Srs. Ambaf-  
„ fadeurs & Envoyez extraordinaires les Re-  
„ marques qu'on a faites dans quelques Pro-  
„ vinces fur ce Traité, & qu'on a cru né-  
„ ceffaires pour fon élucidation en quelques  
„ points, & pour la fureté de la République,  
„ en cas qu'elle prit la réfolution d'y accéder.  
„ Que ces Remarques portent qu'on fou-  
„ haite & qu'on juge néceffaire de faire entrer  
„ dans l'Acte d'Acceffion, que le but de cer-  
„ te Alliance ne tend nullement à donner la  
„ moindre atteinte à aucun Traité ou Allian-  
„ ce antérieure contractée, foit entre les Hauts  
„ Contractans eux-mêmes, foit entre d'autres  
„ Princes & Etats; mais que plutôt l'inten-  
„ tion eft de les maintenir & de les corrob-  
„ rer, & que le grand but de cette Alliance  
„ tend à fe lier plus étroitement enfemble, fans  
„ offenfe de qui que ce foit, pour la guaran-  
„ tie, la protection & le maintien de tous les  
„ Etats, Pais, & Villes, tant en dedans que  
„ dehors de l'Europe, dont chacun des Al-  
„ liez fera actuellement en poffeffion au tems  
„ de la Signature de cette Alliance, auffi bien  
„ que des Droits, Immunités & Avantages,  
„ & en particulier ceux qui regardent le Com-

138 *Recueil Historique d'Actes,*

„ merce, aussi tant en dedans que dehors de  
 „ l'Europe, dont chacun des Alliez jouira au  
 „ tems de la Signature ; bien entendu que sous  
 „ l'expression générale de la possession des Etats,  
 „ Pais, Villes, Droits & Privileges, on ne  
 „ comprenne pas ceux sur lesquels il y a des dis-  
 „ putes pendantes entre quelques parties par de-  
 „ vant des Juges competens, & qui par conse-  
 „ quent sont indécisés, & qu'ainsi la garantie  
 „ de la République ne doit point s'étendre à de  
 „ pareils cas disputables.

„ Que de plus l'intention de l'Article V. du-  
 „ dit Traité & du premier des Articles separez,  
 „ dans lesquels il est fait mention des Traitez  
 „ de Westphalie & d'Oliva, ne s'étend pas plus  
 „ loin qu'à ce qui est dit ci-dessus. De maniè-  
 „ re pourtant que Leurs Hautes Puissances,  
 „ par raport aux affaires de Thorn, & autres  
 „ comprises dans le premier des Articles sepa-  
 „ rez, seront toujours portées à employer  
 „ conjointement avec les autres Hauts Con-  
 „ tractans tous les Offices amiables pour obte-  
 „ nir une raisonnable satisfaction & reparation  
 „ des infractions des Traitez susdits, & si ces  
 „ Offices amiables étoient employez sans ef-  
 „ fet, & qu'après cela il fut requis qu'on  
 „ fit quelque chose de plus, que Leurs Hau-  
 „ tes Puissances à cet égard auront une pleine  
 „ liberté dans leurs délibérations, sans être  
 „ obligées à quelque chose sans un nouveau  
 „ consentement.

„ Qu'ainsi l'intention de leurs dites Majestez  
 „ n'est point de les obliger à quelque autre cho-  
 „ se en vertu ou en consequence desdits deux  
 „ Traitez.

„ Et puisqu'entre autres le but de cette Al-  
 „ liance

„ liance est d'établir une entière & parfaite  
„ confiance entre les Hauts Contractans, que  
„ par conséquent les Alliez se communiqueront en toute confiance leurs pensées sur  
„ les voyes & moyens qui en cas de besoin  
„ seront jugez les plus efficaces pour conserver & maintenir les possessions & Droits  
„ susmentionnez, tant par rapport au Commerce qu'autres, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe.

„ Qu'ainsi en cas que les trois Puissances pussent trouver nécessaire de concerter ensemble sur les points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans les affaires de l'Europe, & d'aller en cela de concert avec la République, Leurs Hautes Puissances nonobstant leur accession auront en toute maniere la même liberté qu'elles ont à présent, sans que par leur accession elles soient obligées de s'engager à quelques entreprises.

„ Et comme le secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin, n'a pu être réglé dans ce Traité, qu'il sera réglé à 4000. hommes d'Infanterie & à 1000. de Cavalerie.

„ Que les Hauts Contractans déclareront & s'obligeront; qu'en cas que la République à cause de son accession audit Traité fut attaquée ou menacée, de maniere qu'elle se trouveroit nécessitée de s'armer incessamment pour sa sûreté contre ces attaques ou menaces, qu'en ce cas-là le secours stipulé en Troupes, Vaisseaux ou Argent, devra lui être promptement donné sans attendre le succès des offices amiables,  
„ ou

„ ou des instances pour procurer la satisfaction  
„ ou réparation requise.

„ Q'ainsi en élucidation de l'Article VI. du  
„ Traité il soit déclaré qu'après l'expiration  
„ des 15. années y mentionnées, le tout retom-  
„ bera dans les termes des Traitez précédens  
„ qui subsistent entre les Hauts Contractans,  
„ & spécialement de la Triple Alliance de l'an-  
„ née 1717.

„ Qu'outre les Remarques susmentionnées  
„ on a jugé nécessaire qu'à l'égard du Droit de  
„ la République, par lequel ceux du Pais-  
„ Bas Autrichien doivent être exclus de la  
„ Navigation & du Commerce aux Indes O-  
„ rientales & Occidentales, il soit déclaré  
„ particulièrement de la part de Leurs Ma-  
„ jestez Très-Chrêt. & Britannique par leurs  
„ susdits Ambassadeurs & Envoyez Extraor-  
„ dinaires, & qu'on en convienne dans un  
„ Article séparé que, quoiqu'il soit clair &  
„ incontestable que Leurs Hautes Puissances  
„ par les V. & VI. Articles du Traité de  
„ Munster de l'an 1648. entre l'Espagne & la  
„ République, ont acquis un Droit qui ex-  
„ clut les Sujets de tout autre Pais qui dans  
„ ce tems a fait partie de la Monarchie d'Es-  
„ pagne, de la Navigation & du Commerce  
„ aux Indes dans les limites des Privileges &  
„ Octrois accordez par Leurs Hautes Puif-  
„ sances à leurs Compagnies des Indes Orien-  
„ tales & Occidentales, & que par consé-  
„ quent ce Droit tombe notoirement sous la  
„ garantie des Droits à laquelle les Alliez se  
„ sont mutuellement engagez par l'Article II.  
„ dudit Traité d'Hannovre, que néanmoins  
„ lesdits Sieurs Ambassadeurs & Envoyez Ex-  
„ traor-



5, traordinaires à la requisition des Srs. Dépu-  
tez, de Leurs Hautes Puissances déclareront  
au nom & de la part de leurs dites Majes-  
tez que le Droit susdit résultant des Arti-  
cles V. & VI. dudit Traité de Munster est  
compris entre les Droits que les Alliez gua-  
rantissent dans le II. Article du Traité de  
Hanovre; & que si, à cause de quelque au-  
tre Article de cette Alliance il arrivoit quel-  
ques brouilleries, & que Sa Majesté Impé-  
riale & Catholique, contre toute attente,  
voudroit suspendre ou retenir le payement  
des Subsidés dûs à la République pour l'en-  
retien de leurs Troupes dans les places de  
la Barriere, ou le payement des Intérêts  
des Sommes empruntées & hypothéquées  
sur divers fonds assignez par Sa Majesté Im-  
périale & Catholique pour la sûreté de ces  
payemens, ou qu'elle voudroit user de quel-  
qu'autre sorte de représailles ou voyes de  
fait, que l'intention de leurs dites Majestéz  
est, que les Alliez protégeront & maintien-  
dront Leurs Hautes Puissances conforme-  
ment à l'Alliance à laquelle elles auront ac-  
cedées, & les garantiront de toutes les  
suites qui en pourroient résulter.

„ Que par raport à la Guerre que l'Empe-  
„ reur de Maroc & la Régence d'Alger font  
„ à la République, & par raport au Corsai-  
„ res de Barbarie en général, on puisse con-  
„ venir avec les Ministres de France & de la  
„ Grande-Bretagne d'un Article portant que,  
„ puisque le susdit Traité d'Alliance auquel  
„ Leurs Hautes Puissances sont invitées d'ac-  
„ ceder, entr'autre a pour but la sûreté de  
„ la Navigation & du Commerce des Sujets  
„ des

„ des Hauts Contractans, & que cette Navi-  
„ gation & ce Commerce sont souvent trou-  
„ blez par les Corsaires de Barbarie, qui par  
„ leurs Pirateries les infectent & les troublent  
„ tantôt à l'égard d'une Nation, tantôt à  
„ l'égard d'une autre, ainsi que le font pré-  
„ sentement ceux de Maroc & d'Alger à l'é-  
„ gard de la République, emmenant leurs Su-  
„ jets, quand ils peuvent faire quelque prise,  
„ dans une dure captivité & esclavage, & que  
„ pour cette raison Leurs Hautes Puissances  
„ ont demandé que Leurs Majestez Très-  
„ Chretienne & de la Grande Bretagne vou-  
„ lussent prendre avec elles de justes mesures  
„ pour reprimer & empêcher les Pirateries  
„ desdits Corsaires, & pour les obliger à fai-  
„ re entretenir la Paix avec Leurs Hautes  
„ Puissances. Qu'ainsi Leurs dites Majestez  
„ employeront leurs bons offices à cet égard,  
„ & en cas que dans le tems d'une année la  
„ Paix ne peut être faite, qu'en ce cas Leurs  
„ dites Majestez conjointement avec Leurs  
„ Hautes Puissances leur déclareront & fe-  
„ ront la Guerre. Qu'après la Paix faite,  
„ en cas qu'elle fut rompuë, aucune des trois  
„ Puissances ne pourra plus faire la Paix sé-  
„ parément; mais qu'elles en feront une cau-  
„ se commune, enforte que ces Barbares, les-  
„ quels étant considerez comme de justes En-  
„ nemis, doivent tomber dans les cas des Al-  
„ liances, en vertu desquelles les Alliez sont  
„ en droit d'exiger réciproquement les secours  
„ stipulez par les Traitez. Que dès à présent  
„ aucuns Vaisseaux desdits Corsaires ne seront  
„ admis dans les Ports de France & de la  
„ Grande-Bretagne, y compris Gibraltar &  
„ Port

„ Port Mahon, & que les prises qu'ils pour-  
„ roient y amener seront saisies & restituées  
„ aux Propriétaires. Et puisque la France & la  
„ Grande-Bretagne aussi-bien que la République  
„ présentement sont en paix avec ceux de Tunis  
„ & de Tripoli, en cas que ces Régences vou-  
„ lussent rompre la Paix avec quelqu'une des  
„ trois Puissances, qu'on en fera une cause com-  
„ mune, & qu'on le reputera pour un *casus fa-*  
„ *deris.*

„ Que l'on conviendra de ces Articles sepa-  
„ rez avant ou en même-tems que l'on convien-  
„ dra de l'Acte de l'Accession, & que les Rati-  
„ fications de ces Articles separez & de l'Acte  
„ de l'Accession seront échangées en même  
„ tems.

„ Les Remarques qui resultent des avis des  
„ Provinces sur l'Accession au Traité de Hano-  
„ vre consistant en ce qui est dit ci-dessus, les-  
„ dits Srs. Députez tâcheront de les faire gou-  
„ ter aux Ministres des trois Puissances afin d'a-  
„ vancer & de maturer par là le point de l'Ac-  
„ cession.

„ Outre tout cela lesdits Députez represen-  
„ terent aux Ministres, que nonobstant que  
„ Leurs Hautes Puissances aient aporté tou-  
„ te sorte de facilité raisonnable pour par-  
„ venir à un accommodement des differents  
„ entre Sa Majesté le Roi de Dannemarc \*  
„ & la République, elles n'en avoient pu  
„ venir

\* Ces differens, qui ne sont pas encore terminez lorsque nous imprimons ceci en Octobre 1727. consistent en diverses prétentions des Sujets de l'Etat sur la Couronne de Dannemarc pour des Vaisseaux arrêtez & enlevez contre les Traitez & le Droit des Gens, & du côté de la Couronne de Dannemarc en prétentions d'arrerages qui lui sont dûs pour ses Troupes pendant

„ venir à bout ; Qu'ainfi elles fouhaitoient &  
 „ prioient que les Rois leurs Maitres vouluffent  
 „ employer leurs bons offices auprès de Sa Ma-  
 „ jefié Danoife, à ce que de la part de Sa Ma-  
 „ jefié il foit aporté plus de facilité, que par le  
 „ paffé pour finir ces différens par un accom-  
 „ modement amiable tant à l'égard des Pré-  
 „ tensions réciproques, qu'à l'égard du renou-  
 „ vellement du Traité de Commerce, &c.

L'Article qui concernoit les Algeriens & au-  
 tres Corfaires de Barbarie excita de grands de-  
 bats dans les conférences, ce qui donna lieu à la  
 publication des confiderations fuivantes, sorties  
 d'une plume refpectable, & d'autant plus impor-  
 tantes qu'elles peuvent être d'ufage dans d'autres  
 circonftances.

dant la dernière Guerre; quant à la République en général, il  
 s'agit de renouveler l'ancien Traité de Commerce expiré il  
 ya quelques années & que fa Majefté Danoife ne veut renou-  
 veller qu'à des conditions onereufes pour l'Etat.



*Considérations qui peuvent servir à donner de justes idées sur une Alliance défensive entre la France, la Grande-Bretagne, & les Etats Generaux pour la sûreté de la Navigation & du Commerce contre les Algeriens & les autres Peuples de la Barbarie.*

**I**L semble, qu'on peut avancer hardiment, que le Brigandage de divers Peuples de la Barbarie, & nommément des Algeriens, n'est pas moins par sa nature l'objet d'une Alliance défensive, que les hostilités & déprédations de tout autre Peuple.

Au contraire, il semble qu'indépendamment de toute Alliance, la nature même, ou le Droit naturel, oblige tous les Peuples civilisez à se prêter les mains, pour extirper des Barbares, qui font profession de Piraterie, & qui, pour exercer cet infame metier avec plus de sûreté & de succès, ont la politique de ne pas pirater en même tems sur tout le monde; mais d'exercer leur Brigandage par intervalles, tantôt contre les uns, tantôt contre les autres.

Du moins semble-t-il, que c'est un devoir commun & indispensable d'en purger la Mer, que tous les Peuples civilisés devroient regarder conformément à sa destination naturelle, où ils sont interessez, & par la même obligez

d'en maintenir conjointement le libre usage pour la sûreté du Commerce, & de la Communication réciproque de leurs Etats.

Cependant, par une avarice aussi mal entendue que blamable, il s'est introduit parmi les Européens une coutume bizarre, & qui fait deshonneur au nom Chrétien.

Non seulement ils ne s'y sont point scrupule de faire des Traités de Paix, ou plutôt de Treve, qu'à juste titre l'on peut nommer *précaires* ou *arbitraires*, avec des Peuples, qui font profession d'infester la Mer par leurs Pirateries.

Mais les Alliances défensives, que les Européens contractent ensemble, quelques fortes, quelques générales, & quelques relatives au fait de la Navigation, & du Commerce qu'elles soient, sont censées contenir une exception tacite en faveur de ces Peuples Barbares.

Si bien que ceux, dont en vertu d'une telle Alliance, l'on peut demander le secours contre les hostilités de tous les Princes Chrétiens, & de leurs sujets, sans exception, se dispensent de leur donner, dès que les hostilités, si toutes fois les brigandages des Africains méritent ce nom, sont commises par des Peuples qui en font un infame même.

Est-il surprenant, que pour se précautionner contre une coutume si bizarre, & contre une exception si opposée au Droit naturel, fondé sur l'intérêt commun de tous les Peuples, & sur la destination originaire des choses, les Etats Generaux tâchent de faire insérer dans l'acte de leur accession à un *Traité fait*

*fait pour la défense de tous les droits, tant de Commerce qu'autres, des parties Contractantes, contre quiconque voudra les troubler, une clause qui y fasse comprendre les Algériens, & autres Peuples de la Barbarie?*

Constamment la Justice ne permet pas de faire une Alliance offensive contre un Prince, ou Peuple, qui ne donne pas de juste Sujet pour cela, & qui ne refuse pas de réparer le tort & dommage que l'on en a souffert; mais il n'en est pas de même des Alliances purement defensives, & qui ne tendent à offenser personne.

Jamais Prince n'a poussé la délicatesse au point de prétendre que c'est une offense ou Contravention au Droit naturel, ou à celui des Gens, de faire des Alliances de cette dernière espèce, quoique directement opposées à ses desseins.

Les Rois de France, de la Grande Bretagne & de Prusse ne pensent nullement de donner un juste sujet d'offense à l'Empereur, en avouant, que le but principal du Traité d'Hanovre, est de se précautionner, par des secours mutuels, contre les sujets de crainte, que leur donnent ses engagements inopinez avec l'Espagne.

Et après tout, personne ne s'avisera de soutenir, que la conduite des Peuples de la Barbarie n'ait donné depuis fort long-tems un juste sujet à tous les Princes & Etats, intéressés à maintenir le libre usage de la Mer; de prendre ensemble des mesures innocentes pour cette fin & pour se tirer une bonne fois, eux & leurs Alliez, de la sujétion où les Barbares les tiennent, en piratant tour à tour, ran-

148 *Recueil Historique d'Actes*,  
tôt sur les uns , tantôt sur les autres ; artifice  
grossier, dont il est surprenant que les Euro-  
péens soient depuis si long-tems les Dupes, par  
une jalousie de Commerce.

L'Affaire d'Alger n'a, à la verité, rien de  
commun avec le but particulier & principal,  
que se sont proposés les trois Rois dans le  
Traité d'Hanovre; mais puisque l'affaire d'Al-  
ger par sa nature est l'objet d'une Alliance  
défensive, & qu'elle n'a rien d'opposé au but  
de celle d'Hanovre, qu'au contraire elle en-  
tre directement dans les vues de cette Allian-  
ce, qui contient une garantie plus expresse des  
Droits du Commerce, qu'aucune autre Al-  
liance precedente de pareille nature; les Etats  
Generaux auroient eu grand tort de ne pas se  
prévaloir d'une occasion si naturelle de faire  
comprendre l'affaire d'Alger dans l'Acte de leur  
accession ou Traité d'Hanovre, ou dans un  
Article séparé.

D'autant plus que non seulement l'affaire  
d'Alger les intéresse, peut-être autant; &  
plus que celle de la Compagnie d'Ostende,  
mais (ce qui merite sur tout d'être considéré)  
qu'après avoir tenté tout pendant deux années  
pour la terminer, jusqu'à s'être adressés à la  
Porte Ottomane, mais sans succès, ils ne  
voyent absolument d'autre moyen d'en sortir  
que d'engager à des mesures communes les  
deux Rois, qui dans le fond y ont le même  
intérêt qu'eux, quoique pour le present leurs  
sujets profitent de l'interruption ou plutôt  
de la ruine totale d'une des principales  
branches du Commerce des Provinces-Unies.  
Si l'on ajoute à cela, que la Compagnie  
d'Ostende est un objet, qu'on ne peut pas  
met-



mettre uniquement sur le compte des Provinces-Unies, & que l'Angleterre est peut-être autant ou plus Intéressée qu'elles à l'aneantir, on espere que ceux qui examineront toutes ses considerations sans prevention, n'auroient point de peine à *avouer que ce seroit une preuve* si non plus réelle, du moins plus marquée, de consideration pour les Etats Generaux, si la France & la Grande-Bretagne faisoient autant de reflexions, à l'intérêt des Provinces-Unies dans l'affaire d'Alger, que dans celle de la Compagnie d'Ostende.

Mais ce n'est pas tout, ils feront encore forcez d'avouer que les demarches les plus pressantes de la France & de la Grande-Bretagne, auprès du Gouvernement d'Alger, pour le retablissement de la Paix avec les Hollandois, seront infructueuses, si ces deux Couronnes ne s'obligent d'avance à rompre avec les Algeriens, après un certain terme & même qu'à moins de cela la promesse de faire cause commune contre les Algeriens, après le retablissement de la Paix, sur laquelle les Etats Generaux insistent avec tant de Justice, bien loin de leur être avantageuse, ne servira qu'à perpetuer la Guerre.

Rien n'est capable d'opérer sur ces Corsaires, que la crainte que l'on unira contre eux & contre leur infame Brigandage, les Puissances, qui peuvent les chasser de la Mer, & cependant ils n'auroient cette union à craindre qu'après le retablissement de la Paix, ce qui, par une suite necessaire, ne les engageroit pas seulement, mais les forceroit en quelque maniere, à la continuation de la presente Guerre.

re contre les Hollandois, lesquels sur ce pied là leur feroient laissés en proie, pendant que les François & les Anglois jouïroient d'une sûreté parfaite.

Dans le tems que ceci se passoit à la Haye, on signoit à Vienne un Acte d'Accession à quoi personne ne s'attendoit. Il y avoit plus de deux ans que l'Empereur de Russie ayant conclu à Stokholm une Alliance \* défensive avec la Couronne de Suede; ces deux Puissances avoient invité l'Empereur à y accéder; mais si l'on n'avoit pas absolument rejeté à Vienne cette invitation, on y avoit répondu si froidement que ces Potentats n'avoient pas jugé à propos, en reiterant leur demande, de s'exposer à un refus absolu. Tout d'un coup la Cour Imperiale remit cette affaire sur le tapis. On n'eut point de peine à penetrer par quel motif ni dans quelle vuë. C'étoit en quelque manière lier les mains à la Suede & lui ôter la liberté d'accéder au Traité de Hanovre, c'étoit attirer adroitement l'Imperatrice de Russie dans les Interêts de l'Alliance de Vienne, ce qui étoit d'autant plus assuré, que l'Empereur s'obligeoit par-là à prendre en main les interêts du Duc de Holstein, en faveur du quel étoit l'Article secret de l'Alliance de Stokholm. Cette accession fut conclue si subitement qu'on en aprit la signature dans les autres Cours avant de savoir qu'elle se négocioit. Mr. Lancinski ne craignoit pas d'être desavoué par l'Imperatrice de Russie, & le Comte de Tessin Ministre de Suede agissoit

\* Rapportée ci-dessus. Tom. I. pag. 347.

soit en consequence des anciennes instructions donnés sur ce sujet, mais il n'eut pas la même aprobation que le Ministre Ruffien comme l'on verra ci après, aussi les Interêts étoient-ils très-differens. Voici cet Acte d'Accession.

*Au nom de la Très-Sainte Trinité, le Pere,  
le Fils & le St. Esprit.*

„ Soit notoire à tous & un chacun à qui il  
„ appartient ou peut appartenir.  
„ Qu'un Traité d'*Alliance défensive* entre les  
„ Cours de Suede & de Ruffie, ayant été si-  
„ gné à Stockholm le 22. de Fevrier de l'an  
„ 1724. les Ministres de ces Cours residans  
„ alors à la Cour Imperiale ont invité Sa Sa-  
„ crée Majesté Imperiale & Catholique à en-  
„ trer dans ce Traité d'*Alliance* & dans l'Ar-  
„ ticle secret, tendant à affermir & confirmer  
„ la tranquillité publique & la Paix; & d'as-  
„ sister lefdits Alliez de ses secours & Con-  
„ seils. Sa Majesté Imperiale & Catholique  
„ ayant toujours eu à cœur la tranquillité pu-  
„ blique de l'Europe en général, & celle du  
„ Nord en particulier, avoit resolu il y a dé-  
„ ja long-tems d'entrer dans cette *Alliance dé-*  
„ *fensive*; ainsi Sa Majesté Imperiale & Ca-  
„ tholique portée par son attachement & son  
„ attention sincere aux interêts de l'Univers  
„ & en particulier du Nord, a reçu favora-  
„ blement cette amiable invitation, enforte  
„ que depuis long-tems elle a resolu d'accéder au  
„ susdit Traité comme si elle avoit été dès le  
„ commencement une des Hautes Parties con-  
„ tractantes. C'est pourquoi Sa Majesté Im-  
K 4 „ peria-

„ periale & Catholique a commis & muni des  
 „ Pleins Pouvoirs neceffaires, les fousfignez  
 „ ses Confeillers Privez, pour traiter, con-  
 „ formement à cette refolution, de cette ac-  
 „ ceflion avec les Miniftres des fufdites  
 „ Cours munis auffi des Inftructions & Pleins-  
 „ Pouvoirs neceffaires, & ce en confequence  
 „ pour dresser un Inftrument ou Acte dans  
 „ les formes, dont les Plenipotentiaires ref-  
 „ pectifs font convenus ainfi qu'il s'enfuit, a-  
 „ près avoir conferé enfemble & échangé leurs  
 „ Pleins-Pouvoirs.

„ Les Miniftres Plenipotentiaires de Sa Ma-  
 „ jefte Imperiale & Catholique déclarent, &  
 „ certifient & promettent en fon nom que Sa  
 „ Majefte Imperiale & Catholique pour elle  
 „ & pour fes Héritiers legitimes & fes Suc-  
 „ cefseurs, prend part & entre dans le fufdit  
 „ Traité d'Alliance de Stokholm & dans l'Ar-  
 „ ticle fecret; que Sa Majefte Imperiale &  
 „ Catholique comme *pars compacifciens* fe joint  
 „ & s'allie par le prefent Acte d'accefion  
 „ avec Leurs Majeftez confederées de Suede  
 „ & de Ruffie, & qu'elle s'oblige & s'engage  
 „ à elles & à leur legitimes Heritiers & Suc-  
 „ cefseurs tant en commun qu'en particulier  
 „ d'observer & executer les conditions, clau-  
 „ ses & conventions de cette Alliance, tou-  
 „ tes en général & chacune en particulier  
 „ telles qu'elles font contenues & exprimées  
 „ dans ledit Traité & dans l'Article fecret,  
 „ & ce pour tous les Royaumes, & Pais Sei-  
 „ gneuries qu'elle poffede: & fi le *casus fæ-*  
 „ *deris* ou quelque cas demandant l'exécution  
 „ de fa promesse & de la Garantie ftipulée  
 „ dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12.

„ mille

„ mille hommes d'Infanterie, & 4. mille de Ca-  
„ vallerie, & quant aux Vaisseaux on convien-  
„ dra ensemble d'une compensation; tout ce-  
„ que Sa Majesté Imperiale & Catholique pro-  
„ met d'exécuter de la même manière & avec  
„ la même fidélité, exactitude & sincérité que  
„ si elle avoit été dès le commencement une  
„ des Parties contractantes, & comme si elle  
„ avoit conclu, arrêté & signé lesdites condi-  
„ tions, Promesses & Articles avec lesdites  
„ deux Puissances alliées ou avec chacune d'el-  
„ les separement.

„ De même, d'autre part les Plenipoten-  
„ tiaires de Leurs Majestez de Suede & de  
„ Russie ont en leur nom admis, reçu &  
„ compris Sa Majesté Imperiale & Catholi-  
„ que dans la pleine & entiere Alliance du  
„ Traité de Stockholm & de l'Article secret,  
„ comme en vertu du présent Traité ils y ad-  
„ mettent, reçoivent & comprennent Sa Ma-  
„ jesté Imperiale & Catholique ses Heritiers  
„ legitimes & Successeurs, promettant que  
„ lesdites deux Majestez & chacune d'elles  
„ en particulier, feront jouir ensemble ou en  
„ particulier, Sa Majesté Imperiale & Catho-  
„ lique, ses Royaumes, Terres & Seigneu-  
„ ries, de toutes les conditions, clauses &  
„ promesses en général & en particulier con-  
„ clu dans ledit Traité d'Alliance.

„ Les Commissaires Imperiaux & les Mi-  
„ nistres Plenipotentiaires Suedois & Cza-  
„ riens promettent, que le present Instrument  
„ & acte d'accession, d'entrée, d'admission  
„ & d'acception dressé dans la forme dont on  
„ est convenu, sera ratifié par Sa Majesté  
„ Imperiale & Catholique, & par Leurs Ma-

„ jettez Suedoise & Czarienne & que les Ac-  
 „ tes publics de Ratification seront échangez  
 „ ici à Vienne dans trois mois, ou plutôt si  
 „ faire se peut, à compter de ce jour-ci, en  
 „ foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autri-  
 „ che le 16. d'Avril 1716.

La Cour de Russie ne fit aucune difficulté de ratifier cette convention, mais le Roi de Suede trouva à propos de ne le faire qu'avec les Restrictions suivantes.

*Articles Séparés de la Ratification Suedoise  
 de l'Accession de l'Empereur des Romains  
 au Traité de Stockholm du 22. Fev.  
 1724.*

## ARTICLE PREMIER.

**Q**UOIQUE par l'Article IV. du Traité d'Alliance deffensive conclu le 22. Fevr. 1724. entre la Suede & la Russie (auquel il a plû à Sa Majesté Imperiale & Royale Catholique d'accéder suivant la teneur de l'Acte d'accession dressé & signé le jour marqué ci-dessous par les Ministres Imperiaux de même que par les Ministres Plenipotentiaires de Suede & de Russie) il soit stipulé eu égard à la Paix & à la tranquillité publique; que si après la conclusion & la ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre-toute attente, que les Pais, Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinssent à être attaquez par les armes de quelque Prince Chrétien; sous quelque prétexte

te que ce puisse être, soit pour des prétention anciennes ou nouvelles, l'autre des contractans, après en avoir été requis, feroit indispensablement obligé de fournir, les secours promis aux conditions & en la maniere dont on est convenu par ledit Art. IV. & suivans : néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majesté Royale de Suede & Sa Sacrée Majesté Imperiale, par cet Article Separé, que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en Italie, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Majesté Royale de Suede & son Royaume ne seront point obligez d'y prendre part, ni d'envoyer en des Pais si éloignez les secours stipulez d'ailleurs par le susdit Traité.

Pareillement, à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Ostende, il est expressement réservé à Sa Sacrée Majesté Royale de Suede & à son Royaume, en vertu de cet Article Separé, que ni elle, ni son Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agreables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance defensive, conclüe le 22. Fevrier 1724. entre la Suede & la Russie, & à la quelle Sa Sacrée Majesté Imperiale & Royale Catholique accede aussi presentement, il est stipulé & pourvû au §. 16. que les precedens Traitez doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance ; & que Sa. Majesté Royale & le Royaume de Suede n'ont pas moins fortement à cœur que Sa. Majesté Imperiale & Catholique de prendre soin que les Traitez de Paix de Westphalia-

phalie & d'Oliva subsistent toujours en leur entier, sans aucune infraction: pour ces raisons, on est convenu de part & d'autre, par cet Article Separé, de declarer & de stipuler expressement, qu'au cas que la Paix publique fut effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaise) à l'occasion des susdits Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva, & d'autres fondez sur ceux-ci, qui n'auroient pas été entierierement observez & cultivez, comme il auroit été covenable à l'égard des Points concernans la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans se trouvât impliqué dans ces troubles, alors le cas imprevis & inopinez de cette nature ne devront en aucune maniere être regardez, & encore moins soutenus, comme compris dans cette Alliance.

Si les vûes des Ministres de l'Empereur n'eurent pas de ce côté-là tout le succès qu'ils esperoient, ils reussirent entierement du côté de la Russie, puisque cette accession autant que l'animosité, que certaines personnes avoient soin de nourrir entre l'Imperatrice *Catherine* & le Roi *George*, traya le chemin à la Negociation d'un Traité d'Alliance defensive entre l'Empire de Russie & l'Empereur *Charles VI.* L'affaire étoit importante pour l'Empereur & très-delicat pour le Ministre Rusien. Il s'agissoit pour l'un de se faire un Allié puissant qui nourrissoit depuis long-tems, un violent desir d'en venir aux mains avec l'Electeur de Hanovre & qui seroit bien aise de trouver une occasion d'envahir les Etats du Roi de Danemarck, pour l'obliger à donner une juste sa-

tis.



tisfaction au Duc de Holstein. D'une autre côté la Russie épuisée par une longue Guerre s'exposoit à être bien-tôt obligée à reprendre les armes, puisqu'augmentant les forces des Alliez de Vienne c'étoit les rendre moins traitables envers ceux de Hanovre. Aussi la Negociation fut-elle longue, & l'Empereur fut obligé d'envoyer à Petersbourg le Comte de *Rabutin* pour aplanir une foule de difficultez que formoient successivement les Ministres Russiens, qui sentoient bien la gloire que leur Nation retireroit de cette Alliance; mais qui craignoient toujours quelque secreete entreprise contre le nouveau gouvernement d'une Princesse qui n'étoit pas encore bien affermie sur un trône où elle étoit montée comme par miracle. Ainsi une difficulté étoit à peine levée par les Ministres de l'Empereur qu'ils en faisoient naître une nouvelle. Le Duc de Ripperda premier Ministre d'Espagne qui étoit persuadé du pois que donneroit à l'Alliance de Vienne cette Alliance de l'Empereur avec la Russie, crut qu'il ne falloit rien épargner pour la faire reussir, & le Prince *Galiczin* qui avoit residé quelque tems à Madrid retourna tout d'un coup à Petersbourg avec des Promesses très-amples de ce Ministre Espagnol, qui le fit suivre d'abord par un certain *Lambelly* Gentilhomme Breton, qui s'étoit retiré en Espagne depuis les Executions de la Chambre de Justice de Nantes. Pendant que cet émissaire faisoit toute la diligence possible avec des remises très-considerables, le Duc de Ripperda tomba dans la disgrâce que chacun fait, & dans l'instant même que les ordres furent signez pour l'arrêter, un Courier fut de

depêché en toute diligence au Marquis de St. Philippe à la Haye avec ordre d'empêcher Lambelly de passer outre, ou de faire courir après lui, s'il étoit passé la Hollande. Il se trouvoit alors à Amsterdam où se rendit l'Ambassadeur d'Espagne, quoique malade, en sorte qu'ayant fait appeler ce Gentilhomme près de son lit, il lui lut ses ordres & celui-ci lui remit les depêches & remises dont il étoit chargé & qui furent câchetées en sa présence & renvoyées sur le champ à Sa Majesté Catholique. Deux jours après cet Ambassadeur revint à la Haye où il mourut en arrivant.

Ce contre-tems retarda tout au plus de quelques semaines la Conclusion du Traité qui se négocioit à Petersbourg; & le Comte de Rabutin suplea par son genie au secours sur lesquels il avoit compté. Le Conseil de l'Imperatrice consentit à tout, & le Traité fut envoyé à Vienne où il fut signé tel que le voici.

*Traité d'Alliance défensive entre l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Russie signé à Vienne le 6. Août 1726.*

AU NOM DE DIEU, Amen.

COMME le repos Public & le bien de toute l'Europe requierent, que l'ancienne amitié qui a constamment regné entre les Predecesseurs de Sa Sacrée Majesté Imperiale &

& Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, soit renouvelée & resserrée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'est pour cela que S. S. Majesté Imperiale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Héritaires, & Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies, pour avancer un Ouvrage si salutaire, ont choisi leurs Ministres Plenipotentiaires ci-dessous signez, savoir Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique son Altesse le Prince *Eugene de Savoye* & de Piemont, Conseiller actuel & intime de Sadite Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, President de son Conseil de Guerre, son Lieutenant Velt-Maréchal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire Général de ses Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toison d'Or; l'Illustrissime & Excellentissime *Philippe-Louis*, Tresorier Hereditaire du St. Empire Romain, Comte de *Sintzendorf*, Baron d'*Irnstbrun*, Seigneur de *Gföel*, *Selowitz*, *Poultitz*, *Carlswald*, *Stecken*, *Schifentz* &c., Burggrave de *Rheineck*, Grand Ecuyer Hereditaire & Echanfon de la Haute & Basse-Autriche, *Pincerne* Hereditaire de l'Autriche sur l'Anafe, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Grand Chancelier de la Cour, l'Illustrissime & Excellentissime *Gundacre-Thomas de Staremberg*, Comte du St. Empire Romain, de *Schaumburg*, *Waxemberg*, &c. Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, Maréchal Hereditaire de l'Archiduché de la Haute & Basse Autriche;

l'Il-

l'Illustrissime & Excellentissime *Ernest de Windisgratz*, Comte du St. Empire Romain, Baron de *Wallenstein* & de *Walle*, Grand Ecuyer Hereditaire de *Stirie*, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & President du Conseil Aulique de l'Empire; l'Illustrissime & Excellentissime *Frederic-Charles*, Comte de *Schouborn*, *Buchheim* & *Wolffsthal*, Baron du St. Empire Romain, de *Reichelberg*, & Comte de *Wiesentheid*, Grand Echaſon Héreditaire de la Haute & Basse Autriche, au delà & en deçà de l'Anafe, Conseiller actuel & intime de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain : Et de la part de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, le très-Illustre *Louis Lanczinski*, son Chambellan & son Ministre à la Cour Imperiale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de signer une Alliances proposée; lesquels après avoir tenu des Conferences delibéré des affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Pleins-Pouvoirs, sont convenus de l'Alliance, des Article & Conditions suivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Heritiers, & Sa Sacrée Majesté Imp. de toute la Russie, ses Successeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpetuelle & constante, & elle sera si sincerément cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner son dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leurs bien commun,

&

& tourneront toutes leurs vûës, pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe, y soit conservée & maintenue.

II. D'autant que Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique a accédé au Traité de Paix, conclu à *Nieustad* le 30. Août. 1722., entre les Couronnes de Russie & de Suede; de même qu'à l'Alliance entre les mêmes Couronnes, concluë à *Stokholm* le 22. Février 1725. Et les Parties contractantes le proposant de resserrer plus étroitement le nœud de leur Amitié par la presente Alliance; c'est pourquoi Sa Majesté de toute la Russie accede au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & le Serenissime Roi des Espagnes *Philippe V.* s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ses Articles & Conditions, de là même maniere, & avec la même obligation, que si elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces possédez actuellement par Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, pour soi & ses Successeurs, & dont la possession lui est confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En sorte que, s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix concluë avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raison que ce soit, Sa Majesté Imperiale & Catholique fût attaquée par qui que ce soit; ou que l'on entreprit quoique ce soit à son prejudice, en ce cas Sa Majesté de toute la Russie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, non-

seulement les Secours promis ci-dessous dans l'Article VI. de cette Alliance, mais aussi, les affaires & la nécessité le requerant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir de concert contre ledit Agresseur par la voye des Armes & de ne point faire la Paix avec lui, sans avoir auparavant obtenu réparation des injustices & dommages, & sans un entier consentement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majesté Imperiale & Catholique promet reciproquement, & prend sur soi la garantie de tous les Royaumes, Provinces & Etats, possédez en Europe par Sa Majesté de toute la Russie; &, si Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, pour quelque cause que ce soit, est attaquée hostilement par qui que ce soit, alors Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique promet reciproquement, non seulement de lui envoyer exactement les Secours ci-dessous stipulez dans l'Article VI. de ce Traité; mais aussi, les affaires & la nécessité le requerant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir d'un commun consentement, & de ne point faire la Paix, sans avoir tiré raison des dommages, & sans une entiere aprobation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie.

IV. En vertu de cette Confederation & Amitié, les Princes contractans promettent de recommander serieusement à leurs Ministres résidens dans les Cours des Princes Etrangers, de conferer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront, de s'entre-aider conjointement à soutenir les interêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un effort com-

commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties contractantes n'accordera refuge, ni secours, ni protection à leurs Sujets & Vassaux rebelles; &, si l'une vient à decouvrir quelques desseins ou machinations, qui se trameront contre l'autre à son desavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la maniere due & convenable, & l'on travaillera par les secours & les efforts de l'Alliance à les prevenir & les renverser.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit se donner, on est convenu que l'Empereur, en cas que qui que ce soit, sous quelque pretexte que ce soit, fasse la Guerre à Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, dans ses Royaumes, Provinces & Etats, qu'elle possède en Europe, lui enverra un Secours de 30. mille Hommes; sçavoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons: Et Sa Sacrée Majesté de toute la Russie promet d'envoyer le même secours, tant d'Infanterie que de Cavallerie, à Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la subsistance des susdites Troupes Auxiliaires, les Parties contractantes en conviendront incessamment entre elles.

VII. Or, comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendrait aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on deliberera en commun de quelle maniere on pourra le mieux l'effectuer.

VIII. Si par hazard Sa Sacrée Majesté de toute la Russie prenoit la resolution d'équiper

une Flotte de Vaisseaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du consentement de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, on promet une retraite assurée à cette Flotte, non-seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi dans tous ceux de Sa Sacrée Majesté Catholique, tant dans l'Océan que dans la Méditerranée, au nom du Serenissime Roi des Espagnes, qui accedera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet effet ses Instructions à son Ministre résidant à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquilité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à acceder à cette Alliance.

X. Mais, si le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, fera, du consentement des Serenissimes Contractans, amiablement invité à l'Accession de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suede, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entièrement bien affermie, (ce qui cependant se peut faire par la Mediation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie,) Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique travaillera & emploiera volontiers ses bons offices, pour que cet Ouvrage si salutaire soit entièrement accompli par la Mediation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de la Paix de Nicustad.



XII. A l'égard du Serenissime Prince, le Duc de *Sleswyk Holstein*, Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique declare & promet de faire ce que Son Altesse Royale souhaite, & à quoy elle est engagée comme Garant, en vertu du Traité de *Travendahl*, tant par raport au Serenissime Roi de Danemarck & de Norvegue, qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui se sont chargez de la même Garantie du susdit Traité: Et comme il s'est fait sur ce sujet une Convention particuliere entre les Parties Contractantes, elle sera tenuë comme inserée dans le présent Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront acceder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le present Traité sera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3. mois, & les Ratifications seront échangées ici à Vienne en la maniere accoutumée.

En foi dequoi les susdits Ministres Plenipotentiaires ont signé de leurs propres mains le present Acte expedie sur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont aposé les Cachets de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. Août 1726.*

(Signé.)

(L. S.) Eugene de Savoye.

(L. S.) *Philippe-Louis*, Comte de *Sinzendorf*.

(L. S.) *Gundacre*, Comte de *Starremberg*.

(L. S.) *Frederic-Charles*, Comte de *Schonborn*.

(L. S.) *Louis Lanczynski* de *Lanczyn*.

Il est parlé dans l'Article XII. de ce Traité d'une convention particulière entre l'Empereur & le Duc de Holstein touchant la restitution de ses Etats, mais on l'a tenuë si secrète qu'il n'a pas été possible d'en avoir une Copie.

L'Accession des Etats Généraux au Traité d'Hanovre suivit de près la signature du Traité que l'on vient de lire. Cet Acte fut signé assez subitement & dans le tems qu'on ne s'y attendoit pas encore; d'autant plus qu'il y avoit une Province \* qui refusoit encore son consentement; on fit jouer alors quelques ressorts pour terminer cette affaire tout d'un coup; comme ils ne font rien à l'affaire, nous les omettons, pour rapporter cette Convention.

*Acte d'Accession des Provinces-Unies au  
Traité d'Alliance défensive signé à Ha-  
novre, le 3. Septembre 1725.*

*Au nom de la Très-Sainte & indivisible  
Trinité.*

Comme leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, tant pour serrer les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles, que pour la seureté de leurs propres Royaumes & Etats, aussi bien que pour la Conservation de la

\* Celle d'Utrecht.

la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Honovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles separez, lesquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambassadeur de France, par le Sr. Finch Envoyé extraordinaire de la Grande-Bretagne & par le Sr. Meyndertshagen Envoyé extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois leurs Maîtres conjointement ont invité lesdits Seigneurs Etats Generaux d'accéder à ce Traité & aux Articles separez, conformément à ce dont ils étoient convenus dans le septieme Article du même Traité, lequel avec les Articles separez sont ici mot à mot inferez.

*Fiat insertio.*

Et comme lesdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ses Articles separez, ont temoigné qu'ils sont entièrement sensibles à l'honneur que leurs dites Majestez leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'accéder à cette Alliance & qu'ils reconnoissent en même tems les soins qu'elles ont eu en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general (sans lequel celui de leur Republique ne peut être assuré) qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel elle ne peut point subsister, & comme ils ont ajouté qu'ils sont pleinement convaincus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner

la moindre atteinte aucun Traité ou Alliance précédente contractée soit entre les Hauts Contractans de celle-ci soit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats : mais que plutôt l'Intention est de les maintenir & de les coroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se lier plus étroitement ensemble, sans offense de qui que ce soit, pour la garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Pais & villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la signature de cette Alliance, aussi bien que des droits, immunités & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la signature de cette Accession.

De plus lesdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme persuasion qu'en accordant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Generale des Traitez de Westphalie & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles separez, à laquelle garantie generale, il ne se sont jamais engagés; mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux droits & possessions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au tems de la Signature, & au Cas du Traité desdits possessions & droits, & que c'est là l'intention de leurs Majestez.

Quant aux affaires de Thorn dont il est fait mention dans le premier des Articles

se-

separez du Traité d'Hanovre ils s'engagent seulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raisonnable satisfaction & réparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fussent sans effet & qu'on trouvât nécessaire de faire quelque chose de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leur deliberation, sans être obligez à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau Consentement.

Enfin puisque cette Alliance entr'autres a pour but l'établissement d'une entiere confiance entre les parties Contractantes, les Seigneurs Etats Generaux suposent que les Alliez se communiqueront mutuellement en toute confidence leurs pensées sur les voyes & moyens qu'on jugera les plus efficaces en Cas de besoin, pour conserver & maintenir les possessions & droits susmentionnez, tant par rapport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la persuasion & ferme Confiance que c'est là le veritable but & intention de leurs dites Majestez, lesdits Seigneurs Etats Generaux pour donner une marque de leur desir de s'unir étroitement avec elles & de la haute estime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont résolu d'accéder au Traité & aux Articles separez ci-dessus inferez, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrétien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Esse, Baillif de Lochum & Drossart de Bedevors: Arnolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourgemaitre & Senateur de la Ville de Rotterdam,

Ruard de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaf de Shieland: Isaac van Hoornbeeck Conseiller Pensionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Westfrise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaitre de la Ville de Tholen: Gerard Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique commandeur du même Ordre à Doesburgh, élu dans le premier membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman Bourguemaitre & Senateur de la Ville de Slot, Everard Rouse Bourguemaitre de la Ville de Deventer; & Lambert Henri Emmert Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputez à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overysseide Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un plein-pouvoir pour convenir de cette accession avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meyndertz-hagen Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs.

Lesquels ayant conféré ensemble sont convenus de la manière suivante. Que lesdits Seigneurs Etats Generaux accederont (ainsi que lesdits Srs. Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'accéder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles separez:) les obligeant envers leurs dites Majestez à tout ce qui y est contenu tout de même comme s'ils avoient

avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que leurs Majestez avoiant leur bût & intention être tels qu'il est exprimé ci-devant, accepteront l'accession de Leurs Hautes Puissances, ainsi que lesdits Srs. Ambassadeur, Ministres & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de leurs dites Majestez cette accession, les obligeant envers Leurs Hautes Puissances à tout ce qui y est contenu dans ledit Traité & Articles séparés, tout de même comme si elles avoient contracté avec leurs Majestez dès le commencement.

Le secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En elucidation de l'Article fixieme du Traité, il est déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez precedens qui subsisteront entre les Hauts contractans & spécialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix sept.

Ce présent Traité pour l'accession des Etats Generaux sera approuvé & ratifié par leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les ratifications seront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux mois du jour de la signature du présent, ou plutôt s'il est possible: en foi de quoi nous soussignez constitués Plenipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleins-pouvoirs de

172      *Recueil Historique d'Actes,*  
 de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi  
 de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, &  
 desdits Seigneurs Etats Généraux, avons signé le  
 présent Traité & y avons fait apposer le Cachet  
 de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août*  
 1726.

(*Etoit signé*)

(L. S.) <i>Le Marquis</i>	(L. S.) <i>C. C. de Lintelo.</i>
<i>de Fenelon.</i>	(L. S.) <i>A. v. Zuylen van</i>
(L. S.) <i>W. Finch.</i>	<i>Nyvelt.</i>
	(L. S.) <i>Is. van Hoorn-</i>
	<i>beeck.</i>
	(L. S.) <i>N. J. H. Noey.</i>
	(L. S.) <i>A. v. Schurman.</i>
	(L. S.) <i>Everard Rouse.</i>
	(L. S.) <i>L. A. Emmert.</i>

#### ARTICLE SEPARE' ET SECRET:

**L**Es Seigneurs Etats Generaux ayant re-  
 présenté qu'il pouvoit arriver des cas, ou  
 en haine de l'accession signé ce jourd'hui, ils  
 pourroient être attaquez ou troublez de ma-  
 niere qu'ils seroient obligez d'avoir d'abord  
 recours à la voye des Armes pour leur defense,  
 & qu'alors le tems nécessaire pour attendre  
 le succès des offices qui auront été emplo-  
 yez, & après lesquels seulement leurs Alliez  
 sont obligez de leur fournir les secours  
 stipulez par l'Article troisieme du Traité d'Ha-  
 novre, pouvoit leur causer un prejudice con-  
 siderable, & les laisser exposez aux attaques  
 les plus vives sans les secours des Princes  
 leurs



leurs Alliez, Leurs Majestez Très-Chrétienne, Britannique & Prussienne, pour donner aux Seigneurs Etats Generaux une nouvelle preuve de l'interêt qu'elles prennent à la conservation de leur Republique ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas susdits qui mettoient ladite Republique dans un danger évident; elles fourniront les secours stipulez par l'Article troisieme susmentionné, même sans attendre le succès des offices & des Instances qu'elles auroient commencé à employer auprès de l'agresseur pour procurer la satisfaction ou reparation requise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inferé de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies avons signé le present Article, & y avons fait aposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

( *Signé* )

(L.S.) *Le Marquis de Felon.*

(L.S.) *W. Finch.*

(Etoit signé par les mêmes Deputez qui ont signé l'Acte d'Accession.)

D E-

## D E C L A R A T I O N.

COMME dans le quatriemé Article du Traité signé à Hanovre le 3. Septembre 1725. entre leurs Majestez le Roi Très Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, il est parlé entr'autres cas y mentionnez, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'Equilibre de l'Europe qu'il est necessaire de conserver pour le bien de la Paix en general, les Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres des trois Puissances contractantes, ont reservé que leurs Majestez venant à juger necessaire de concerter ensemble & avertir lesdits Seigneurs Etats Generaux sur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Generaux conserveront sur tout ce qui leur seroit proposé de conceiter à cet égard, la même liberté qu'ils ont eue avant leur Accession au dit Traité, sans que par leur accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Declaration sera ratifiée de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même-tems que celles du Traité. de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies

*Négociations, Mémoires & Traitez. 175*

Unies avons signé la presente Declaration ,  
& y avons fait apposer les Cachets de nos Ar-  
mes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

( Signé, )

( L. S. ) *Le Marquis* ( Etoit signé par les mê-  
                  *de Fenelon.* mes Deputez qui ont  
( L. S. ) *W. Finch.* signé l'Acte d'Accef-  
                                  sion. )

*Article séparé touchant le Commerce des Pais-  
Bas Autrichiens aux Indes.*

Q Uoi qu'il soit clair & incontestable que  
Leurs Hautes Puissances les Seigneurs  
Etats Generaux des Provinces-Unies des  
Pais-Bas, par le Cinq & Sixieme Articles du  
Traité de Munster de l'an 1647. entre l'Espa-  
gne & la Republique des Provinces-Unies ont  
acquis un droit qui exclut les Sujets des Pais-  
Bas Autrichiens aussi-bien que de tout autre  
Pais, qui a fait alors partie de la Monarchie  
d'Espagne, de la Navigation & du Commerce  
aux Indes, dans les limites des Privileges ou  
Octroi que lesdits Seigneurs Etats Generaux  
ont accordez à leurs Compagnies des Indes  
d'Orient & d'Occident, & que par consequent  
ce Droit tombe notoirement dans la Garan-  
tie des Droits à laquelle les Alliez se sont mu-  
tuellement obligez par l'Article deuxieme du  
Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre  
1725. Neanmoins pour ôter là-dessus tout  
sujet de doute & de scrupule, les soussignez  
Ambassadeurs, Envoyez Extraordinaires & Plé-  
nipo-

nipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, à la requisition des soussignez Deputez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu declarer, comme ils declarent par ces presentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le susdit Droit resultant des Articles cinquieme & sixieme du Traité de Munster est compris sous les droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre, & que si à cause de l'exercice de ce droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majesté Imperiale, contre toute attente, voulût suspendre ou retenir le payement des subsides dûs à la Republique pour l'entretien de ses Troupes dans les places de la Barriere, ou le payement des interêts & Capitaux hypothéquez sur divers fonds assignez par Sa Majesté Imperiale pour la sureté de ce paiement, ou voulût user de quelque sorte de represailles ou voyes de fait, que l'intention de leursdites Majestez est, que les Alliez protegeront & maintiendront lesdits Seigneurs Etats Generaux, conformément à l'Alliance à laquelle ils ont accedé aujourd'hui, & se concerteront sans aucun retardement sur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir lesdits Seigneurs Etats Generaux dans ce droit & dans l'exercice de ce droit, & les garantiront de toutes les suites qui en pourroient resulter, sans pourtant que l'on puisse proceder aux voyes de fait contre la Compagnies d'Ostende dans les Indes où ailleurs, avant que les Puissances contractantes de cette Alliance se soyent concertées là-dessus. Cét Article séparé aura la même force que s'il

s'il avoit été inferé de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chretien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; Fait à la Haye ce 9. Août 1725.

*( Etoit signé par les deux Ministres de France & d'Angleterre, de même que par les Deputez, comme ci-dessus )*

*Declaration.*

**L** Es Deputez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez le Roi Très-Chretien, le Roi de la Grande Bretagne & le Roi de Prusse, la Resolution prise par Leurs Hautes Puissances d'accéder au Traité d'Hanovre; sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouté qu'eux Srs. Deputez étoient munis d'un Plein-Pouvoir, & qu'ils étoient prêts à procéder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles soparez, dressez sur cette accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chretienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont de-  
*Tome III. M claré,*

claré, que de même ils étoient munis des Plein-Pouvoirs, & qu'ils étoient prêts à conclure & signer; mais le Sr. de Meinertshagen, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Plein-Pouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, comme aussi les Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux considerant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ulterieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la Republique au Traité d'Hanovre; ne pourroit être que très-désavantageux au but qu'on s'est proposé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse, n'autorise aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparés; C'est par cette consideration & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procedé à la Signature du present Traité & des Articles séparés, laissant la place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si contre toute attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette Resolution, ledit Traité & les Articles séparés ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être executez par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clausés, de la maniere qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en seront échangées dans le tems marqué.

En

*Négociations, Mémoires & Traitez. 179*

En foi de quoi, nous souffignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le present Article & y avons fait aposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. Août 1726.

*(Etoit signé par les Ministres & Deputez comme ci-devant.*

Nous rapporterons ici une affaire particulière qui auroit dû trouver sa place au commencement de ce volume, mais que nous n'avons pas rapporté alors pour ne pas interrompre le Cours de la Négociation de l'accession. C'est un Mémoire que presenta le Comte de Konigsegg - Erps pour appuyer les plaintes que faisoit l'Evêque & Prince de Liege contre la construction de quelques ouvrages sur la montagne de St. Pierre près de Maestricht. Voici ce Mémoire.

*Celsi & Potentes Domini Foederati Belgii  
Ordines Generales.*

*C*um Dominus Princeps Episcopusque Leodienfis ad sacram Regiamque Cath. Majestatem pro conservando suo Territorio St. Petri Trajecti quærimonias unâ precesque in Epistolâ hic per copiam junctâ supplicando detulerit. Sua Casarea Regiaque Cath. Majestas, quæ singularem Suorum, Sacrique Romani Imperii Vasallorum ac Statuum curam & protectionum religiosè suscepit, æquis istiusmodi precibus deesse haud potest nec vult, certo confidens futurum, ut Celsæ &

Potentes Dominationes Vestrae ea talique esse velint æquanimitate quæ & qualis omnes inter Gentes ex justo & bona recepta esse noscitur, quippe vel in solo alieno ædificare, vel via facti quidquam moliri, Domino rei aut fundi inconsulto & invito, nusquam licet terrarum, adeo ut nec in re communi, uno Sociorum aut condominorum refragante, aliquid innovari, aut etiam in statum meliorem reformari, jura permittant, prout nec Celsæ & Potentes Dominationes Vestrae quidquam in Vestro per alium fieri unquam admissuræ forent. Qua de causa Sacra Cæsarea Regiaque Catholica Majestas infrascripto suo extraordinario Legato, speciali Mandato jussit, Celsas & Potentes Dominationes Vestras nomine suo Cæsareo fortiter requirere, ut sinant Dominum Principem Episcopumque Leodiensem in tranquilla sui Territorii possessione, illique nullam dent turbationem, nec Constructione fortalitorum nec ullo alio modo, sed potius res in pristino statu ponant, ut sua cuique præsertim amicæ Vicinitatis jura sarta tectaue conserventur.

Hæc Sacra Cæsarea Regiaque Cath. Majestas Infrascripto tantum magis jussa est, quam minus sit ambigendum, quin & Cæsarea sua & Sacri Imperii jurisdictio attentatis modis & factis in Territorio Imperiali directè involetur ac violetur.

Quapropter Sacra Cæsarea Regiaque Cath. Majestas nullo modo dubitat, quin Celsæ & Potentes Dominationes Vestrae quanto primum res (ad quarum majorem elucidationem infrascriptus delineationem fortalitorum quorum est quæstio, cum illius explicatione per Ministrum Leodiensem ipsi porrecta hic etiam annectit) in integrum reponant, ut nullus porro motus querelarum circa  
hoc



*hoc superfit ; cum Sacra Cæsarea regiaque Cath. Majestas & Dominum Principem Episcopumque Leodiensem pariter monere fecit, ut & ipse, pro iis quæ pro securitate & munimentis publici omnino necessaria visa fuerint ad amicam Vicinorum interpellationem, & concordiam parcus non sit ; Et jam ante aliquot tempus jussit supradicta Sacra Majestas Celsarum & Potentium Dominationum Vestrarum Ministro, qui ad aulam Cæsaream commoratur, necessaria Viennæ exponi, ut ea Celsis & Potentibus Dominationibus Vestris referat. Actum Hagæ Comitum 9. Januarii 1726.*

( Signatum erat )

KONINGSEGG-ERPS.

Leurs Hautes Puissances rendirent cette représentation commissoriale, & le 4. Fevrier le Comité des Députés chargés des affaires d'Outre Meuse en ayant fait rapport, on répondit au Comte de Konigsegg, que l'Evêque & Prince de Liege ayant écrit le 29. Juillet 1724. à Leurs Hautes Puissances sur le même sujet, Leurs Hautes Puissances lui avoient répondu le 12. du mois suivant, d'une manière qu'elles croyoient entièrement satisfaisante, lui ayant déclaré, que le terrain sur lequel est le Bastion la Motterie & les nouveaux ouvrages y ajoutez, est à la vérité terre de Liege; mais que l'on sçait, que la Ville de Mastricht dépend de deux Seigneurs, & que Leurs Hautes Puissances, outre l'Evêque & Prince de Liege, y ont en leur particulier *Jus Præsidii & Fortalitii*, & par conséquent le droit d'y faire

par raport aux fortifications tout ce qui se pratique selon le Droit commun; qu'en consequence dudit Droit Leurs Hautes Puissances ont fait de tems en tems à la Ville de Maestricht tous les ouvrages qui ont été jugez necessaires pour la conservation & la defense de cette Ville avec beaucoup de depenses, & sans considerer sur quel territoire étoient quelques-uns de ces ouvrages, s'il apartenoit à la Ville, ou à Leurs Hautes Puissances, ou à l'Evêque & Prince de Liege. Quant à ce qui concerne l'étendue des fortifications jusques sur le territoire de Liege, Leurs Hautes Puissances sont à cet égard dans une bonne & paisible possession de ce droit, sans avoir jamais été obligées de donner prealablement au Prince & Evêque de Liege connoissance ou communication desdits nouveaux ouvrages à faire, ce qui est confirmé par la conduite du Roi de France, tant qu'il a été maitre de Maestricht, lequel en consequence de ce droit a fait faire plusieurs Bastions & toute l'inondation, qui est du côté de S. Pierre sans en donner aucune connoissance, & sans que l'on s'y soit opposé; que les ouvrages que l'on entreprend à present sont destinez à la defense de ladite inondation entre la Meuse & le Fort de la Montagne de St. Pierre, qui a été bati de la même maniere par Leurs Hautes Puissances, & dont le droit à cet égard a été reconnu par la Convention du 29. Juin 1717., à condition que Leurs Hautes Puissances, à l'égard de la Souveraineté & de la Jurisdiction, ou autrement, n'auroient là ni plus ni d'autres droits que sur les autres Fortifications de la Ville de Maestricht qui sont sur terre de Liege, ce que  
Leurs

Leurs Hautes Puissances ne prétendent en aucune maniere, ni à cet égard, ni à l'égard des Fortifications à faire. Que comme ces ouvrages ne sont destinez qu'à la défense de Maestricht, dont l'Evêque & Prince de Liege est Seigneur avec Leurs Hautes Puissances, Elles ne pouvoient s'imaginer, qu'ils s'y opposât, ou qu'il s'en crut offensé, d'autant plus que Leurs Hautes Puissances ne se servent que de leur droit. Qu'au reste il y a aparence que l'on a fait entendre au Seigneur Evêque & Prince de Liege plus qu'il n'y en a, & comme si ces nouveaux ouvrages occupoient la place de plusieurs belles maisons, dont la demolition diminueroit les Revenus de la Menſe Episcopale & causeroit la ruine de plusieurs particuliers; qu'il y avoit aparence que l'on avoit ainsi exagéré cette affaire à l'Evêque & Prince de Liege pour la lui rendre plus odieuse; mais que Leurs Hautes Puissances étoient assurées; que la chose étant examinée sans partialité, & telle qu'elle est, on trouveroit que ces nouveaux ouvrages ne causent pas le moindre préjudice, outre que s'il faut renverser quelques maisons, ou creuser quelques terres labourables pour les employer à ces travaux, Leurs Hautes Puissances seront prêtes à convenir avec les Propriétaires d'un dedommagement raisonnable, ainsi qu'il se pratique dans toutes les constructions des Fortifications.

Leurs Hautes Puissances s'étoient attendu que des raisons aussi peremptoires auroient desabusé l'Evêque & Prince de Liege, & l'auroient entierement satisfait, ou que trouvant bon de porter ses plaintes à Sa Majesté Impériale & Catholique sur la conduite de Leurs

Hautes Puissances, il n'auroit pas manqué d'informer en même tems Sa Majesté Imperiale & Catholique des raisons de Leurs Hautes Puissances, & de ce qu'Elles alleguent pour prouver leur droit & leur possession, de la maniere que le tout est deduit dans leur Reponse du 12. d'Août 1724; car Leurs Hautes Puissances sont persuadées de l'équité de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que ces plaintes n'auroient alors fait aucune impression, & en tout cas que Sa Majesté Imperiale & Catholique n'auroit pas regardé comme un attentat & une voye de fait qui viole la Jurisdiction de Sa Majesté Imperiale & Catholique sur les Terres de l'Empire, d'avoir commencé l'amelioration de ces ouvrages extérieurs sans en avoir communiqué avec l'Evêque & Prince de Liege, ce que Leurs Hautes Puissances trouvent avec chagrin dans le Memoire susdit leur être imputé; Elles voyent avec le même chagrin par les Pieces annexées, que l'Evêque & Prince de Liege n'étant pas content des'être ainsi plaint à S. M. I. & C. insinue assez ouvertement dans sa Lettre du 11. Août de l'année dernière, quoique très-abusivement, que les droits de l'Evêché de Liege souffriroient moins si Maestricht étoit entre les mains d'un Prince qui fut en guerre avec l'Empereur & l'Empire qu'ils souffrent à présent, que Maestricht, par rapport aux Fortifications & à la Garnison, est au pouvoir de Leurs Hautes Puissances; outre cela il cherche, dans ces Pieces annexes, à exagerer cette affaire, en la faisant considerer comme beaucoup plus importante qu'elle n'est en effet, en donnant à entendre, que l'intention est d'étendre encore plus

plus lesdits ouvrages commencez, sans doute parce qu'il ne fait pas que de la maniere qu'ils sont tracez & presque achevez, ils se termineront à l'inondation, pour la sûreté de laquelle ils sont faits, & pour empêcher qu'on ne la faigne, que plusieurs maisons & même une Chapelle, courent risque d'être renversez, sans faire réflexion que cela n'est à craindre qu'en cas de siege auquel cas tout batiment qui est sous les Fortifications, & qui nuit à la défense, est exposé à ce malheur, outre que ces batimens sont dedans & entre les ouvrages, où la plûpart ont été batis par tolerance longtemps après la construction du Bastion la Motterie, que l'on agrandit à present : Leurs Hautes Puissances ne s'expliqueront pas sur les autres choses que l'on avance sans fondement dans lesdites Pieces annexes audit Memoire, s'en raportant au Mémoire du Directeur des Fortifications, sous l'inspection duquel ces ouvrages se font, & dont on remettra une copie au Sr. Comte de Koningsegg-Erps; s'assurant que la susdite réponse satisfera pleinement Sa Majesté Imperiale & Catholique de la droiture de la conduite de Leurs Hautes Puissances, & du tort que leur fait l'Evêque & Prince de Liege par ses plaintes; priant Mr. le Comte de Koningsegg-Erps de vouloir bien témoigner à Sa Majesté Imperiale & Catholique en lui envoyant cette Resolution, que Leurs Hautes Puissances ont vû avec plaisir & reconnaissance par le susdit Mémoire que Sa Majesté Imperiale & Catholique a déjà exhorté l'Evêque & Prince de Liege de contribuer amiablement à tout ce dont ses voisins peuvent

avoir besoin pour la sûreté & la defense de leur place.

L'Extrait de cette Resolution de Leurs Hautes Puissances fut remis, par l'Agent van Barle, entre les mains audit Sr. Comte de Koningsegg-Erps en réponse dudit Memoire.

On en envoya aussi l'Extrait au Sr. Hamel Bruynnix Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances à la Cour Imperiale, pour lui servir d'instruction.

On ne fut pas long-tems à découvrir quelle raison avoit empêché la Cour de Prusse de signer l'accession des Provinces-Unies au Traité d'Hanovre. On fut informé que le Comte de Seckendorf, General Saxon fort estimé du Roi de Prusse, étant à la Cour de Potsdam, avoit fait à ce Prince quelques ouvertures pour une Alliance avec l'Empereur, qui n'avoient pas été rejetées. En agissant conformément au Traité, on eut dû en faire d'abord part aux Rois de France & de la Grande Bretagne, cela ne se fit pas. Bien loin de là, la negotiation fut fort secrete, les Ministres mêmes de Sa Majesté Prussienne n'y eurent que très peu de part tout se passa entre le Roi & le General Seckendorf qui ne fut point desavoué de l'Empereur, quoique l'on previt bien dès lors que cette Convention n'auroit aucun effet; mais c'étoit assez que l'on put rendre cet Allié suspect aux deux autres Rois, & semer ainsi la division, ou du moins beaucoup de defiance, entre ces trois Potentats, & l'on y réussit admirablement bien.

Jamais on n'a eu de Copie de cette Convention.

vention, mais on publia peu de tems après les Conditions suivantes qui passèrent pour apocrifcs, en effet elles étoient soussignées par des Ministres suposez. Ainsi nous ne donnons point ce Traité pour véritable, mais nous avouons qu'il nous paroît que ce pourroit bien être le contenu du véritable, parcequ'on a vû par la suite du tems que toutes les négociations faites en vertu de cette Alliance, se sont trouvées conformes aux conditions de ce Traité, que voici.

*Traité apocrife de Wusterhausen entre l'Empereur & le Roi de Prusse, signé le 12. Octobre 1726.*

In nomine Domini, Amen.

**C**Um tam justum tamque naturale nihil sit inter Principes quam acquisita sibi jura possessionesque, Regna insuper, Provincias ac Ditiones, sive armis occupatas, sive successionis vel alio quovis jure possessas conservare cùmque propterea ad id assequendum nihil magis proficuum utileve esse videatur, quàm fœdera inire, &c.

## ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque fœdus, in quo nihil aliud quàm suorum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque securitatem, Principes contractantes quarunt, nec non totius universæque Europæ pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majestas Borussiana pollicetur Suae Sacrae Casarea & Catholicae Majestati

*tati manutentionem seu garantiam quoad ordinem successionis in omnibus totius Europæ Regnis, Provinciis & Ditionibus hæreditariis Domus Austriæ, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas ordinavit in primo Article secreto hujus Tractatus sive fœderis, nec aliter, nec alio modo: aded ut si quis in hoc Suae Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati quâlibet de causâ armis se oponere tentaret, tunc non solum Sua Sacra Regia Majestas Borussiana auxilia, quæ infra in Article septimo hujus Tractatus sive fœderis stipulata sunt, irrefragabiliter præstabit, verum etiam si res & necessitas postulabunt, aggressori bellum indicet eo modo & formâ, & secundum Leges & Conventiones quæ in Article secreto hujus Tractatus seu fœderis exprimuntur, nec pacem cum illo inibit, nisi servatis quæ in eodem Article declarantur.*

II. *Econtra Sua Sacra & Catholica Majestas promittit ac pollicetur Suae Sacræ Majestati Borussianæ garantiam seu manutentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, ab eâdem Suâ Sacrâ Majestate Borussianâ in Europâ possesarum; adeovè si quis quâcunque de causa eandem Suam Sacram Borussianam Majestatem armis hostiliter vè infestarent, tunc Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas, non solum auxilia quæ infra in dicto Article septimo ab eâdem promissa sunt, Serenissimo Regi Borussiae transmittet, verum etiam si necessitas & res id postulabunt. Aggressor bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto Article secreto inter eandem Suam Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem & eundem Serenissimum Regem Borussiae conventum est nec pacem cum illo inibit, nisi juxta conditiones & leges eodem dicto Article declaratas.*



III. Insuper Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit & spondet se omnes curas suas omniaque studia & officia conversuram, ut nulla supersit suprâ Berghæ & Juliaci Ducatibus difficultas, omnesque prætentiones compescantur, atque, qui impræsentiarum adsunt prætensores omnibus suis prætensis juribus renuncient, eaque æquo animo cedant Suae Sacrae Borussianæ Majestati; adeò ut post mortem Serenissimi Electoris Palatini, Serenissimus Rex Borussiae solus & pacificus possessor dictorum Ducatum in futurum dicatur & sit, absque eo quod nullus eorum, seu quilibet alius illi in posterum audeat aut possit Berghæ & Juliaci Dominium controvertere & disputare.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas pollicetur se omne studium, omniaque officia apud Excellentissimum Principem de Sultzbach interposituram, ut spacio sex mensium à die conclusionis seu signaturæ præsentis Tractatus, præfatus Princeps omnibus & cunctis prætensionibus super Ducatum Berghæ & Ravenssthe-  
nii in favorem Serenissimi Regis Borussiae renunciet, adeò ut post mortem præfati Serenissimi Principis Electoris, statim Serenissimus Rex dicti Ducatus liberam & absolutam possessionem absque ullâ difficultate seu impedimento capere possit.

V. Si verò intra dictum spatium sex mensium Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas efficere non poterit, ut præfatus Excellentissimus Princeps de Sultzbach dictam cessionem seu renunciationem in favorem dicti Serenissimi Regis Borussiae faciat, tunc eadem Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit ac se obligat, se liberum Dominium, absolutamque possessionem in aliâ quâcumque ejusdem valoris Ditione ex iis quas ipse impræsens in Regnis & provinciis sacri Romani Imperii

*Imperii possidet, eidem Serenissimo Regi Borussia traditurum.*

VI. In compensationem verò omnium quæ à Suâ Sacrà Cæsareâ & Catholicâ Majestate promittuntur, Serenissimus Rex Borussia non solum ea quæ superius in Articulo primo hujus Tractatus seu fœderis promissa sunt, quæque inferius in articulis subsequentibus promittuntur, Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestati præstabit, verum etiam ad omnia ea, quæ in articulis secretis conventa sunt, se obstringit, & præsertim ad ea quæ in tercio secreto articulo continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expressa reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter se mutuè præstanda attinet, Sua Sacra Majestas Borussia promittit ac sese obligat in casu belli, id est, in Casu quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas à quovis quâlibet de causa armis infestetur, se eidem Suae Sacrae Cæsarea & Catholica Majestati irrefragabiliter transmissuram decem aut duodecim millia militum, idque secundum contingentias, occasiones & casus qui in secundo articulo secreto continentur & explicantur, & eodem modo & ordine de quo in dicto Articulo secreto agitur. Eodem modo in casu quo Serenissimus Rex Borussia à quovis quâlibet de causa armis infestetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas eidem Serenissimo Regi Borussia juxta contingentias, occasiones & casus in dicto Articulo secreto expressas, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuè invicemque irrefragabiliter præstare spondet. Caterum Principes contractantes, pro eo quod spectat ad sustentationem præfatarum copiarum auxiliarium, mutuè se obligant ad id quod  
satis

fatis expresse in eodem dicto Articulo secreto conventum est.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas die 6. Augusti hujus anni 1726. fœdus inivit Viennæ cum Suâ Sacrà totius Russiæ Majestate, quod pariter totius universæque Europæ bonum respicit, ideò Serenissimus Borussia Rex eidem dicto Tractatui seu fœderi Viennæ inter easdem concluso accedere intelligitur, idque consensu Partium contractantium, non secus, nec alio modo, ac si dictus Tractatus de verbo ad verbum præsentis Tractatui insertus foret, volentibus Principibus contrahentibus, ut omnia, ea, quæ in eodem Tractatu seu fœdere continentur, eandem vim habeant, ac si ad unguem hic expressa reperirentur.

IX. Quod attinet ad Ratificationem præsentis Tractatus seu fœderis, Principes contractantes spatium sex mensium decernunt; id autem intelligi volunt, non à die conclusionis seu signaturæ præsentis Tractatus seu fœderis incipiendum esse, sed solum à die, quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas præfatum renunciationum seu cessionem jurium in favorem Serenissimi Regis Borussia ab altèfato Excellentissimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ Renunciationis seu cessionis jurium, à die, quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas tradiderit Serenissimo Regi Borussia liberum Dominium, absolutamque possessionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris ditione in iis quas ipso in præsens in Regnis & Provinciis Sacri Romani Imperii possidet, ut supra in Articulo quinto hujus Tractatus expressum est, quo tempore Ratificationum Instrumenta Viennæ commutabuntur. Si verò intra prædictum spatium sex mensium Sua Sacra Cæsarea

*& Catholica Majestas præfatam Renunciationem seu jurium cessionem à dicto excellentissimo Principe de Sultzbach infavorem Serenissimi Regi Borussiae reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut supra dictum est præstare recusaverit, eo casu Serenissimus Rex Prussiae declarat & intelligit præsentem Tractatum seu fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum esse, eodem prorsus modo, ac si nunquam factum, conclusumve fuisset, jamque nunc pro tunc de nullitate præsentis Tractatus protestatur.*

*In quorum fidem præfati Ministri Plenipotentarii præsentem Tractatum seu fœdus duplici ad amissim Copiâ exaratum atque confectum, propriis manibus subscripserunt, sigillisque apposis muniverunt.*

Actum Wusterdomi die 12. Octobris 1726.

Les Parties contractantes trouvoient également leur compte dans ce Traité; mais l'Empereur l'y trouvoit réellement, puisqu'il enlevoit un des Contractans à l'Alliance de Hanovre, au lieu que le Roi de Prusse ne se repaissoit que d'espérances par rapport à la Succession promise ici. Voici le fait.

Lorsque *Jean-Guillaume* dernier Duc de Cleves, de Berg, de Juliers, de la Mark, de Ravestein, &c. mourut sans enfans, il laissa trois sœurs nées comme lui de *Guillaume* son Predecesseur. Ces Princesses étoient *Marie-Eleonore* l'aînée, mariée en 1572. à *Albert-Frédéric* Marquis de Brandebourg, Duc de Prusse; morte en 1608. avant son frere *Guillaume*, ne laissant qu'une fille nommée *Anne* qui fut mariée à *Jean Sigismond* Electeur de Brandebourg. La seconde fille de *Guillaume*  
de

de Cleves étoit *Anne*, qui fut mariée à Philippe Louis Comte Palatin du Rhin à Neubourg l'an 1574, & dont nâquit *Wolfgang-Guillaume* de Neubourg, & elle mourût en 1632. la troisiéme fille fut *Madelaine*, mariée à Jean Comte Palatin de Deux-Ponts, dont est venu la Branche de Suede. Enfin la quatrieme étoit *Sibile*, mariée à Charles d'Autriche Marquis de Burgau, qui ne laissa point d'enfans.

Le Duc *Jean Guillaume* étant mort sans enfans en 1609. la succession fut ouverte à ses sœurs, qui toutes prétendirent y avoir part; quoique leur pere eut ordonné par son Testament que ses États ne seroient point divisez; De là une contestation qui alors manqua d'allumer la guerre dans toute l'Allemagne; les Maisons de Brandebourg, Palatine & de Deux-Ponts pretendant également à cette riche Succession.

L'Electeur de Brandebourg pretendoit représenter la Princesse ainée *Marie-Eleonore*, morte en 1608. avant son frere.

Le Duc de Neubourg fils de la Princesse *Anne* alleguoit 1. que sa mere ayant survêcu à la Princesse *Eleonore*, morte avant celui dont il faloit partager la succession, étoit devenue l'ainée; 2. qu'il étoit l'unique heritier mâle, 3. qu'il avoit pour lui un privilege de l'Empereur Charles V. de l'an 1546. accordé à son Ayeul Guillaume de Cleves, portant qu'en cas que sa posterité mâle manquât, une de ses filles ayant des enfans mâles lui succéderoit, or la Princesse *Anne* étoit la seule des quatre qui avoit eu une posterité mâle. La dispute resta entre l'Electeur de Brandebourg & le Duc

de Neubourg, qui, pour éviter un sequestre prejudiciable aux deux Parties, convinrent d'un partage provisionnel le 9. Mars 1629. par les Articles XII. & XIII. duquel, il fut stipulé que l'Electeur de Brandebourg auroit pour sa part le Duché de *Cleves*, & les Comtez de *la Mark* & de *Ravensberg*, & le Duc de Neubourg les Duchez de *Juliers* & de *Berg* avec les pais de *Ravestein* & de *Brequesant*, & par une convention faite le 26. d'Août de l'année suivante, qui confirme tous les Articles du precedent Traité, il a été stipulé que l'Electeur de Brandebourg auroit le *Duché de Cleves & tout le Comté de la Marck*, que le Duc de Neubourg auroit les Duchez de *Juliers* & de *Berg*, & les pais de *Ravestein* & de *Brequesant*; mais que par rapport au Comté de *Ravensberg* il ne seroit point partagé, & les deux Parties s'y reserverent également la souveraine Puissance, la Jurisdiction & les Revenus annuels.

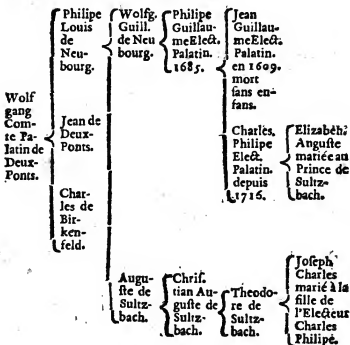
Le 8. Avril 1647. on fit un nouveau Traité qui continue & proroge celui de 1629. avec la clause, *nisi omnis lis ac contentio de Possessione sive Jure legitimo, sive cum bonâ gratiâ composita foret*: par lequel il étoit stipulé que l'Electeur posséderoit *Cleves*, la *Marck*, & *Ravestein*; & le Prince, *Juliers*, *Berg*, la *Seigneurie* & *Winnendael* & *Brequesant*; le Gouvernement du Comté de *Ravensberg* restant en commun. Et à la suite de cette stipulation on trouve celle-ci. *En la possession desquelles choses lesdits Serenissimes Contractans, aussi-bien que leurs descendans ne se troubleront l'un l'autre directement ni indirectement, de fait ni en quelque autre maniere que ce soit, ni par eux-mêmes, ni par d'autres; mais au contraire ledit Elec-*

*Négociations, Mémoires & Traitez. 179*

*Electeur Serenissime de Brandebourg & ses descendants, & ledit Serenissimo Prince Palatin de Neubourg & ses descendants se defendront & protegeront l'un l'autre dans lesdits pays qui leur sont assignez par ledit present Traité provisionel contre la Maison Electorale de Saxe \* & du Comte Palatin de Deux-Fonts; item contre les Comtes de Mandersheyt & de Nevers, & tous autres qui en droit ou hors de droit pretendroient ou voudroient attenter quelque chose contre lesdits Pays ou partie d'iceux, & s'assisteront l'un l'autre de conseil & de fait. Voilà dans quelle situation cette affaire est restée jusqu'à present, que la Ligne du Duc de Neubourg qui contracta alors, menace de finir en la personne de l'Electeur Palatin regnant, qui n'a point d'enfans mâles. C'est ce qui donna lieu au Roi de Prusse, Electeur de Brandebourg, de renouveler ses pretensions sur toute la Succession de la Maison de Cleves & Juliers, & profitant des circonstances à engager l'Empereur à decider en sa faveur la succession eventuelle; à quoi s'opose non seulement l'Electeur Palatin, mais aussi la Maison Electorale de Saxe; & sur tout la Maison de Sultzbach, qui*

\* La Maison de Saxe pretend la Succession de Cleves, Juliers, &c. en vertu du Droit d'expectative donné en 1486. par l'Empereur Maximilien I. à l'Electeur de Saxe. & confirmé le 8. Avril 1526. au mariage de Sibille, fille de Jean Duc de Cleves, avec l'Electeur Jean Frederic, & en second lieu le 16. Mai 1644. à Spire par l'Empereur Ferdinand I. Jean-Guillaume dernier Duc de Cleve & Juliers etant mort en 1609. Outre cela l'Electeur de Saxe allegue l'investiture que l'Empereur Rodolphe donna de ces Etats-la en 1610. à l'Electeur Chretien II. Il joint à tous ces Droits qu'il descend de Sibille Sœur de Guillaume Duc de Cleves, & Tante de Jean Guillaume le dernier Duc.

qui pretend succeder aux Droits & Titres de la Maison Palatine de Neubourg, ainsi qu'on peut voir par la Table ci jointe.



Quelques instances qu'ait fait l'Empereur, soit en écrivant à l'Electeur Palatin, soit en lui envoyant des Ministres choisis, comme les Comtes Etienne *Kinski* & *Wurmbrandt*, on n'a pu jusqu'à present porter ce Prince, & encore moins le Prince regnant de *Sultzbach*, à rien ceder de leurs Droits en faveur de la Maison de Brandebourg. Ainsi toutes les suites de la Negotiation entre la Cour de Berlin & les Ministres Imperiaux n'ont abouties qu'à jeter des defiances entre les Alliez de Hanovre.

Pen-



Pendant que le Comte Seckendorf négocioit cette Convention avec le Roi de Prusse, car tout se passa entre ce Prince & ce General, sans que les Ministres de Sa Majesté y eussent que très peu de part ; le Baron de Mardefeldt, Ministre Prussien à Petersbourg, y conclut avec l'Imperatrice Catherine, le 10. d'Août, un Traité d'Alliance défensive, ou plutôt de Garantie, dans lequel, les deux Puissances, après s'être garanties mutuellement les Etats dont ils étoient en possession, stipulent les secours qu'elles se donneroient en cas que l'une ou l'autre fut attaquée ; on comprend aisément que ce furent les démêlez que le Roi de Prusse avoit alors avec les Polonois & les Lituanien, tant par rapport à Elbing qu'aux griefs de Religion & des enrolemens forcez, qui donnerent lieu à cette Négociation de la part de la Cour de Berlin ; & du côté de celle de Petersbourg, on n'étoit guères plus d'accord avec les Polonois, soit par rapport à la Courlande, soit par rapport aux prétensions respectives ; en sorte que l'on n'avoit pu convenir de rien avec les Ministres Polonois de la part de ces deux Cours, ni avant la Diète de Warsovie, ni avant la Resumption de Grodno. Comme ce Traité est entièrement particulier, nous nous contenterons d'en mettre ici un Article secret, après avoir remarqué que, quelque instance que firent les Ministres Russiens dans le cours de la Négociation pour obtenir de la Cour de Prusse le libre passage des Troupes Russiennes par ses Etats pour entrer en Allemagne, ils ne purent y déterminer Sa Majesté Pruss. qui le refusa toujours constamment.

*Article secret du Traité d'Alliance défensive conclu à St. Petersbourg entre l'Impératrice de Russie & le Roi de Prusse le 10. d'Août 1726.*

**S**A Majesté Impériale de Russie declare, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans un engagement d'assister son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Sleswig-Holstein, pour obtenir une satisfaction équitable au sujet de son ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, usurpé sur lui depuis plusieurs années par la Couronne de Dannemarc, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par conséquent elle songe absolument de quelle maniere remplir effectivement cette obligation où Elle se trouve.

Et comme Sa Majesté Prussienne sera bien-aïse à l'avenir, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de delay, delivré des inconveniens qu'il a soufferts jusqu'ici; Aussi employera t-Elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plutôt qu'il sera possible à un accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujet.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but desiré par des representations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'Elle observera  
une

une exacte neutralité, & ne se declarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse s'offre à ne point insister d'avantage sur cette Reservation qu'elle a interposée auprès de Sa Majesté Imperiale des Romains au sujet de l'Investiture du District de Stettin, mais plutôt à s'en desister entierement.

Sa Majesté Imperiale de Russie, en vertu de cet Article separé, se charge aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'il annulle & casse effectivement la dite Reservation.

En foi de quoi on a expédié, signé, scellé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inferé mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. Fait à St. Petersbourg le 10. d'Aout 1726.

La conduite douteuse du Roi de Prusse, par rapport aux deux Rois Alliez par le Traité d'Hanovre, ne les empechia pas de pousser autant qu'ils purent les intérêts de cette Alliance dans les autres Cours, sur tout dans celles de Dannemarc & de Suede, & dans celle de Turin. Le Comte de *Branca-Ckerefst* fut envoyé exprès à Stocholm par le Roi Très-Chrétien pour cette importante Négociation; il s'y joignit à Mr. Pointz, Ministre de la Grande Bretagne. Le Baron de Bulcw se trouvoit alors en Suede chargé des intérêts du Roi de Prusse, & il arriva entre lui & le Comte Golowin. Ministre de Russie, quelque brouillerie au sujet de l'invitation à

cette accession. Dans ce tems-là la mine n'étoit pas encore éventée, enforte que l'on croyoit toujours le Roi de Prusse sincèrement dans l'Alliance; ainsi le moindre mot qui pouvoit donner quelque soupçon sur ce sujet étoit important, c'est pourquoi certains bruits s'étant repandus comme si Mr. Bulow s'étoit trop decouvert, il écrivit la Lettre suivante au Comte Gollowin, qui lui fit reponce: ces Lettres mettront au fait de cette brouillerie fatale à Mr. Bulow, qui fut rapellé peu de tems après.

*Lettre de Mr. Bulow Ministre de Sa Majesté Prussienne à Mr. le Comte Gollowin, Ministre de Sa Majesté Czarienne à Stockholm, du 12. . . . .*  
1726.

## MONSIEUR,

**L**E bruit s'est repandu depuis quelques jours, qu'aussi-bien à vous, Monsieur, qu'à Monsieur l'Envoyé Extraordinaire Reichel, j'avois donné des assurances de n'être chargé d'aucun ordre de ma Cour pour me joindre aux Conférences des Ministres de France & d'Angleterre, touchant l'Accession de la Suede au Traité d'Hanovre.

J'ai fait jusqu'ici peu d'attention à ce bruit, ainsi je n'en ai rien marqué à ma Cour. Mais comme l'on vient de m'assurer que c'est de votre bouche, Monsieur, que l'on pretend

le tenir; & même que vous l'aviez mandé à votre Cour, & à Monsieur le Comte Golofkin; j'ai cru de mon devoir de vous en avertir.

Je suis trop persuadé du contraire, & l'idée que Monsieur le Comte de Golofkin m'a donné de vous, m'a paru si conforme à votre mérite, Monsieur, que jamais je n'oserois m'imaginer des démarches de cette nature d'une personne de votre caractère; & que ces sortes d'insinuation mal dirigées ne viennent que des esprits, qui peut-être tachent de nous desunir, pour en tirer quelque avantage. Vous n'ignorez point, Monsieur, que notre première conversation ne roula que sur les points suivants.

I. Je marquai, Monsieur, combien ma Cour étoit sensible à la Mediation, dont la votre s'est chargée par raport à l'accommodement avec la Suede.

II. Vous me demandates si la nouvelle du depart de Monsieur le Comte Golofkin pour la Cour de Vienne se trouveroit veritable, j'assurai de n'en avoir rien entendu à mon depart de Berlin.

Lorsqu'après j'eus l'Honneur de me trouver chez vous, Monsieur, je vous notifiâi l'audience que j'eus ce même matin de Sa Majesté Suedoise, en y ajoutant, que j'espérois que suivant les ordres de votre Cour, vous presseriez l'envoi d'un Ministre de la part de la Suede pour la Cour du Roi mon Maître.

Surquoi, Monsieur, vous me donnâtes des assurances; en poursuivant, que sans doute l'on m'auroit muni d'ordre de parler pour le Duc d'Holstein.

Ce sont vos propres paroles, je repondis de n'en avoir point, aparemment à cause du peu de séjour que je ferois à cette Cour, que d'ailleurs j'étois bien persuadé des égards du Roi mon Maître envers Son Altesse Royale, Monseigneur le Duc, & que Sa Majesté souhaitoit du meilleur Cœur du Monde tout ce qui pourroit lui être agreable.

Votre replique fut, que son Excellence Monsieur de Mardefeldt à Petersbourg s'étoit déclaré sur ce point de la même maniere.

Vous ne disconviendrez point, Monsieur, que le tout s'est ainsi passé, que rien n'y est ajouté, ni omis, que jamais il n'a été fait mention entre nous du Traité d'Hanovre, ni des conférences, qui se sont tenues, & qui se tiendront là-dessus.

Pour chez Monsieur de Reichel, il est vrai que par occasion de la Gazette d'Amsterdam, où l'on avoit inseré le Traité susdit, dans lequel Monfr. de Reichel crût avoir vû que les Puissances Contractantes s'y garantissoient les Conquêtes faites & à faire; après l'avoir relû tous deux, vous ne pûtes jamais trouver cette Clause; je lui assurai le contraire, étant contre la nature d'un Traité défensif.

Voilà tout ce que j'eus l'Honneur de lui dire là-dessus, sans y joindre jamais la moindre chose sur l'accession que l'on demande.

Je vous prie Monsieur de me donner un mot de reponse, pour que je puisse mieux renvoyer les personnes qui me tiendront à l'avenir des discours de cette nature.

Cela est d'autant plus nécessaire, que je trou-

trouve à propos d'en donner connoissance à ma Cour par la poste d'aujourd'hui, pour la prévenir en cas que pareilles nouvelles parviennent jusqu'à elle.

La poste part à 5. heures, Monsieur; ainsi d'autant plus accordez moi ma demande.

J'ai l'honneur, Monsieur, d'être avec beaucoup de considération, &c.

(Signé)

B U L O W.

*Stockholm le 12. . . . .*

1726.

*Reponse à Monsieur le Baron de Bulow.*

M O N S I E U R,

J'Ai été bien surpris de recevoir une Lettre de vous, Monsieur, datée de la même ville où nous demeurons, & je l'ai été bien d'avantage de son contenu.

Je suis fort fâché, que votre memoire vous ait fait faux bond sur le sujet des conversations que nous avons eues ici.

Vous êtes le maître, Monsieur, d'en écrire à votre Cour ce que vous trouverez à propos, j'en ferai de même à la mienne.

J'ai l'Honneur d'être avec bien de la considération.

(Signé)

G O L O W I N.

Con-

*Considerations du Comte de Golowin.*

**L**Es deux premiers points sont vrais, & je me suis donné l'honneur de mander le premier en Cour.

Le premier point de la seconde visite est aussi vrai. Je ne lui ai jamais parlé du Duc d'Holstein, encore moins me suis-je servi de ces paroles, mais dans cette visite il me fit de grandes protestations de l'estime particulière du Roi son Maître pour Sa Majesté Imperiale & de la sincerité de ses intentions à cultiver son amitié. Après lui avoir retorqué ce Compliment, je lui dis, comme il souhaitoit aussi bien que moi, que nous fussions bons amis, il me permettroit bien de lui faire une question, s'il étoit chargé de se joindre aux Ministres de France & d'Angleterre pour engager la Suede à l'Accession au Traité d'Hanovre.

Il repondit, qu'il n'avoit ni ordres ni instructions pour cela, que Messieurs les François & les Anglois pourroient faire ce qu'ils trouveroient à propos, que pour lui il ne s'en meleroit pas, qu'il me prioit même d'en assurer Sa Majesté Imperiale aussi bien que des sentimens du Roi son Maître qu'il venoit de declarer.

Monsieur de Reichel assure, qu'il lui a parlé de la même maniere, & que pour ce qu'il dit ici de lui, il n'y avoit pas un mot de vrai, & qu'il voyoit bien, que Mr. de Bulow vouloit lui donner une ridicule par là, dont il s'expliqueroit de bouche avec lui.

**Le**



Le Roi de Prusse ayant rapellé Mr. Bulow envoya un autre Ministre, mais celui-ci ne se mêla point de l'accession. Ainsi Mrs. de *Bran-cas & Pointz* chargez seuls de cette delicate negotiation, eurent en tête le Comte de *Freitag*, Ambassadeur de l'Empereur, & le Comte *Göl-lowin*, auquel l'Imperatrice de Russie joignit bien-tôt l'adroit Prince Dolgoruki, qu'elle rapella de Warsovie pour l'envoyer à Stockholm épauler le Ministre Imperial; on voulut y envoyer en même tems le Baron de Bassewitz premier Ministre de son Altesse Royale le Duc de Holstein, mais la Cour de Suede fit entendre que sa presence ne seroit point agreable; ensorte qu'on se contenta d'envoyer en sa place deux Officiers de la Cour de Son Altesse Royale qui ne firent ni bien ni mal, outre que ce Prince avoit à Stockholm le Major General Reichel Son Ministre accredité.

Les Etats de Suede, qui étoient assemblez, avoient nommé un comité secret pour travailler à l'affaire de l'accession avec les Senateurs Commissaires nommez par Sa Majesté pour conferer avec les Ministres invitans. Cette affaire alloit avec beaucoup de lenteur, lorsque tout d'un coup l'Amiral Wager, parut dans la mer Baltique avec une Escadre ou plutôt une petite Flote, puisqu'il avoit sous ses ordres environ 30. Vaisseaux Anglois sans compter les Danois. Je n'entrerais pas ici dans le detail des raisons qui firent presser l'envoi de cette Escadre; si ce fut aux instances de la Cour de Suede & du parti des Patriotes, ou si la Cour d'Angleterre l'envoya de son propre mouvement; quoiqu'il en soit il est certain que sans attendre l'Escadre Danoise, l'Amiral Anglois

g'lois se pressa de se rendre, non dans le Golfe de Finlande mais dans les Dalres, c'est-à-dire sur les côtes de Suede, où il ne fut pas plutôt arrivé qu'il se rendit à Stockholm pour declarer à Sa Majesté Suedoise, *qu'il avoit ordre de se poster de maniere que la Flotte Russienne ne put rien entreprendre contre la Suede ;* & quelques jours après ayant remis à la voile, il fut se poster sous l'Isle Nargin d'où il envoya à l'Imperatrice de Russie la Lettre suivante, où le Roi George declaroit à cette Princeesse les raisons de cet armement.

*Lettre du Roi de la Grande-Bretagne à l'Imperatrice de Russie.*

„ **G**Eorge, par la grace de Dieu, Roi de  
 „ la Grande Bretagne, à la très-Haute,  
 „ très-Puissante Princeesse, Notre très-chère  
 „ Sœur & Grande-Duchesse de toute la Russie,  
 „ seule Souveraine de Moscovie &c. &c. &c.  
 „ Salut, Bonheur & Prosperité.  
 „ Très-Haute, très-Puissante & très-Illus-  
 „ tre Princeesse, Votre Majesté ne pouvant  
 „ ignorer que les grands preparatifs de guerre  
 „ qu'Elle fait en tems de Paix, tant par mer  
 „ que par terre, nous donnent de grands &  
 „ justes sujets d'ombrage, aussi bien qu'à nos  
 „ Alliez dans le Nord, Elle ne doit pas être  
 „ surprise que nous ayons envoyé une forte  
 „ Escadre de Vaisseaux de guerre dans la Mer  
 „ Baltique sous les ordres de notre Amiral le  
 „ Chevalier Charles Wager, pour prevenir  
 „ les dangers qui pourroient naître d'un arme-  
 „ ment si extraordinaire.

„ Vo-

„ Votre Majesté n'ignore pas non plus com-  
„ bien nous avons souhaité non-seulement de  
„ conserver la tranquillité dans *l'Europe*, mais  
„ aussi de vivre en bonne intelligence & de  
„ cimenter une amitié ferme & durable entre  
„ Notre Couronne Royale de la Grande-Bre-  
„ tagne & celle de Russie.

„ Nous n'avons manqué aucune occasion  
„ de donner des marques convaincantes de  
„ ces intentions pacifiques & amiables, & Vo-  
„ tre Majesté doit fort bien se ressouvenir de  
„ la preuve qui en a paru lorsque Nous dé-  
„ clarâmes être prêts d'entrer, conjointe-  
„ ment avec notre bon Frere le Roi de Fran-  
„ ce, en Alliance avec feu Sa Majesté votre  
„ Seigneur & Epoux; aux termes & à des con-  
„ ditions qui fussent compatibles avec la Paix  
„ du *Nord*, aussi-bien qu'avec les intérêts, la  
„ dignité & l'honneur des Puissances contrac-  
„ tantes. Nous ne doutions pas que cette  
„ voye ne fût un sur moyen de menager une  
„ reconciliation sincere entre nous & feu vo-  
„ tre Epoux, de rétablir une bonne harmo-  
„ nie entre nos Domaines & les Vôtres, pour  
„ l'avantage mutuel des Peuples, & d'affermir  
„ la Paix & la tranquillité sur des fondemens  
„ solides & durables.

„ Ce fût pour parvenir à ces grandes & heu-  
„ reuses fins, conformément aux intentions  
„ de feu Sa Majesté, dont le Ministre du Roi  
„ Très Chrétien avoit souvent fait raport,  
„ que de concert avec la Cour de France on  
„ dressa le Plan d'un Traité qui fut envoyé à  
„ feu Sa Majesté pour en avoir son Apro-  
„ bation & son consentement final; Mais la  
„ consommation d'un œuvre si desirable fût  
„ pré-

„ prevenüe par la mort subite & inopinée de  
 „ Sa Majesté.

„ Cependant, comme nous conservions  
 „ toujours les mêmes intentions pour le main-  
 „ tien de la Paix du Nord & pour le renou-  
 „ vellement de notre ancienne amitié avec la  
 „ Couronne de Russie, dès que Votre Ma-  
 „ jesté fut parvenue au Thrône, nous lui fi-  
 „ mes déclarer conjointement avec le Roi  
 „ Très-Chrétien que nous étions disposés  
 „ à conclure ledit Traité, ne doutant point  
 „ que Vôte Majesté n'acceptât volontiers une  
 „ proposition si favorable à ses Domaines  
 „ & Sujets en particulier, & si avantageuse  
 „ pour la conservation de la Paix generale.  
 „ Aussi devons-nous avouer que nous fumes  
 „ sensiblement touchez de voir notre attente  
 „ frustrée par la maniere dont on répondit à  
 „ nos offres & les instances que firent les Mi-  
 „ nistres de Vôte Majesté, après de longs &  
 „ vains délais, pour que l'on fit dans le Traité  
 „ des changemens qui ne concernoient pas les  
 „ intérêts de l'Empire de Russie, & qui non  
 „ seulement étoient contraires aux engage-  
 „ mens solennels que Nous & le Roi Très-  
 „ Chrétien avions contractez envers d'autres  
 „ Puissances, mais qui auroient jetté dans de  
 „ nouveaux troubles toutes les Couronnes du  
 „ Nord.

„ Nous ne saurions non plus dissimuler à  
 „ Vôte Majesté l'extrême surprise où nous  
 „ fumes d'apprendre, que pendant que nous  
 „ continuions ces négociations amiables, &  
 „ qu'il n'avoit été fait de notre part aucune  
 „ provocation, on prenoit des mesures dans  
 „ vôte Cour en faveur du Prétendant à nô-

„ tre

„ tre Couronne, & qu'on y donnoit de grands  
„ encouragemens à ses adherants.

„ Après tout ce que nous venons de re-  
„ presenter à Votre Majesté, Elle ne doit pas  
„ être surprise que dans l'obligation indispen-  
„ sable où nous nous trouvons de pourvoir à  
„ la sureté de nos Domaines, de satisfaire à  
„ nos engagemens envers nos Alliez, & de  
„ maintenir la tranquillité du Nord, qui nous  
„ paroît en danger par les preparatifs de guer-  
„ re de Votre Majesté. Nous avons crû ne-  
„ cessaire d'envoyer une forte Escadre dans la  
„ Mer Baltique, avec ordre à notre Admiral  
„ de tâcher de prevenir de nouveaux troubles  
„ en ces Quartiers-là, en empêchant la  
„ sortie de votre flotte, en cas que vous per-  
„ sistiez dans la resolution de la mettre en mer  
„ pour executer les desseins que vous pour-  
„ riez avoir en vuë.

„ Cependant, comme notre intention sin-  
„ cere seroit de vivre en paix avec Vôte Ma-  
„ jesté. Nous souhaitons de tout notre cœur  
„ que reflechissant serieusement sur le verita-  
„ ble interêt de ses Peuples, Elle veuille les  
„ laisser jouir des fruits de cette Paix, qu'ils  
„ ont achetée au prix de tant de Sang & de  
„ trefors sous la conduite de feu votre Époux ;  
„ & que plutôt que d'entrer dans des mesures  
„ qui plongeroient la Russie dans une Guerre  
„ inevitable, & tout le Nord dans une nou-  
„ velle convulsion, Vôte Majesté veuille  
„ donner à son Peuple & à toute l'Europe des  
„ preuves convaincantes de son inclination  
„ pour la Paix, & de ses dispositions à vi-  
„ vre en repos avec ses voisins. Sur quoi  
„ &c.

„ Donné en notre Palais Royal de S. Ja-  
 „ mes le 11. Avril 1726. la 12. année de no-  
 „ tre Regne.

*Votre affectionné Frere.*

GEORGE ROI.

Cette lettre , qui fut portée à Petersbourg  
 par un Capitaine de Vaisseau , ne resta point  
 long-tems sans reponce. On peut voir par ces  
 deux pieces , quels étoient les griëfs , entre les  
 deux Cours.

*Reponce de l'Imperatrice de Russie à la Let-  
 tre du Roi de la Grande-Bretagne.*

**C***Atherine* par la grace de Dieu Imperatri-  
 ce de toute la Russie , &c.

Très-haut , très-Puissant & très-Illustre  
 Roi.

Nous avons bien reçu la lettre amiable &  
 Fraternelle de Votre Majesté Royale du 21.  
 Avril, par laquelle il lui plaît de nous déclai-  
 zer, que les preparatifs de Guerre que nous  
 avons fait , avoient engagé Votre Majesté  
 Royale à envoyer une puissante flotte dans la  
 Mer Baltique, afin d'obvier à toutes les en-  
 treprises que nous pourrions faire pour troubler  
 la tranquillité du Nord ; & qu'à cet effet ,  
 Votre Majesté Royale avoit ordonné à son  
 Amiral Wager d'empêcher notre flotte d'en-  
 trer en mer.

Nous ne desavouons pas , que nous a-  
 vons été bien surprises de ne recevoir votre let-  
 tre

tre qu'au même instant que votre Flotte parut sur nos Côtes, & après qu'elle avoit jetté l'ancre devant Revel; & puisqu'il auroit été plus conforme à l'usage établi parmi les Souverains & plus conciliable avec l'amitié qui a subsisté si long tems entre nos Royaumes, & la Couronne de la Grande Bretagne, si Votre Majesté Royale avoit trouvé bon de s'expliquer avec nous sur l'ombrage que lui pouvoit donner notre armement & d'attendre là-dessus notre réponse avant que de passer à un pas si offensant.

Votre Majesté Royale auroit pû ensuite aussi, sans faire tant d'éclat & de dépense, être assurée de nous que nous cherchons aussi peu à troubler le repos du Nord, que nous apportons tous nos soins & toutes nos attentions à ne pas seulement affermir pour le présent, mais aussi pour l'avenir cette tranquillité du Nord, qui nous interesse plus que Votre Majesté Royale, & à éloigner tout ce qui pourroit donner occasion à l'alterer.

Et comme Votre Majesté Royale est pleinement informée de ce qui a été traité dans les négociations qu'il y eut entre Sa Majesté Imperiale notre Seigneur & Epoux de glorieuse memoire, ensuite entre nous même & entre Sa Majesté & le Roi de France, elle ne peut qu'être persuadée de notre très sincere intention; & nous remettons à votre propre jugement, comment nous & tout le monde avec nous doit envisager cette demarche si extraordinaire de votre Majesté Royale, & si on en peut présumer autre chose, sinon qu'elle a formé contre-nous des desseins fort préjudiciables & que par consequent elle incline

de son côté à de nouveaux troubles dans le Nord, en prenant au défaut d'autre sujet légitime, le dit Armement pour pretexte, quoiqu'il n'y bute aucunement. L'aprehension où nous sommes à cet égard, paroît d'autant mieux fondée que Votre Majesté Royale nous charge encore dans sa lettre de choses dont nous aurions lieu de nous plaindre avec beaucoup de justice.

Il est inutile d'alleguer ici l'amitié sincere que Sa Majesté Imperiale, notre Seigneur & Epoux de glorieuse memoire, vous a portée, & toute la terre fait combien cette amitié vous à été utile & avantageuse. Votre Majesté Royale n'ignore pas non plus de qu'elle maniere elle en a agi en échange avec mon dit Seigneur & Epoux que par une grandeur d'ame Sa Majesté Imperiale a mieux aimé dissimuler sur tout cela que d'entreprendre la moindre chose, qui auroit pû donner atteinte à l'amitié constante qui a toujours subsisté entre la Russie & la Grande-Bretagne. Sadite Majesté Imperiale n'auroit jamais pû donner des preuves plus convaincantes de ses intentions sinceres à conserver cette bonne amitié, qu'en acceptant genereusement les bons offices, offerts par Sa Majesté le Roi de France, pour le retablissement d'une parfaite intelligence avec Vôtre Majesté Royale & en se declarant disposée à vouloir non seulement ensevelir dans un oubli éternel toutes les injures reçues de Vôtre Majesté quoique sans les avoir meritées, mais aussi d'entrer à des conditions raisonnables, avec Elle, & avec la Couronne de France, dans un engagement plus étroit & dans une Alliance defensive.

Les



Les conditions proposées par Sadite Majesté Imperiale, à la requisition du Roi de France, n'ont pas seulement été trouvez justes dès le commencement, mais Sa Majesté Très-Chretienne a fait esperer plus d'une fois, que tout ainsi que ces conditions pourroient fort bien être conciliées avec les engagements pris avec la France, avec Vôtres Majesté & d'autres Puissances, elles pourroient de même, à l'égard de cette Alliance être ajustées & réglées selon l'équité & la justice par l'affermissement entier de la tranquillité du Nord: & par consequent ce ne sont pas des conditions nouvelles, mais les mêmes que Vôtres Majesté Royale fait tant éclater présentement, & puisque dans la dernière réponse qui nous a été communiquée du côté de la France, Vôtres Majesté declare elle-même la chose équitable, il est bien sensible, que ce nonobstant Vôtres Majesté ne rejette pas seulement tous les moyens amiables & équitables pour l'ajuster, mais qu'elle veuille nous obliger à accepter des conditions directement opposées à notre intérêt, &, qui plus est, à nôtre honneur & reputation, & même à la justice. Nous ne pouvions croire par ces circonstances, que les Ministres de Vôtres Majesté aient eû une intention sérieuse de conclure cette Alliance, mais que l'envoy de l'Escadre des Vaisseaux de Guerre accompagné des Ordres qui ne peuvent que faire entrevoir une interruption d'amitié, & la naissance de nouveaux troubles dans le Nord, n'est qu'une suite de l'animosité que quelques-uns de vos Ministres ont témoigné par tout & publiquement contre nous, pendant

tant d'années. La chose paroît évidemment par le fait que V<sup>otre</sup> Majesté allègue, & nous met encore à charge au sujet du Pre-  
tendant. Vos Ministres ont fort bien compris que toutes les raisons par eux alléguées, qui, sans cela, ne regardent pas proprement les intérêts de la Grande-Bretagne, mais qui sont plutôt entièrement opposées au Traité solennel qui subsiste entre la Grande-Bretagne, & d'autres Puissances, ne sont point suffisantes à justifier auprès des personnes désintéressées leurs violentes entreprises: & comme ils ne peuvent trouver d'autres raisons, il faut que cette accusation frivole & surannée vienne au jour, & que sur le même pié que du passé, elle serve de prétexte principal pour toutes les démarches si peu amiables faites contre nous.

Quoique la nullité de cette accusation ait été prouvé tant de fois, & que le tems, aussi bien que l'expérience fasse voir que ces prétendus engagemens n'ont existé en aucun endroit, que dans l'imagination des Ministres de V<sup>otre</sup> Majesté Royale, & que la facilité que nous avons apporté de notre côté aux dernières négociations, ne doive pas moins convaincre V<sup>otre</sup> Majesté de leur malice & fausseté, que les dispositions que nous avons témoigné à accorder la Garantie qu'elle nous a demandée: Nous voulons cependant encore par dessus tout assurer V<sup>otre</sup> Majesté Royale, que nous lui portons trop d'amitié pour vouloir causer à V<sup>otre</sup> Majesté, & à la Nation Britannique aucune inquiétude par des engagemens que nous pourrions prendre  
avec

avec le Prétendant. Au reste, il depend bien du bon plaisir de V<sup>otre</sup> Majesté Royale de donner à son Amiral les Ordres qu'elle trouve à propos ; mais V<sup>otre</sup> Majesté Royale conviendra aussi avec nous, que votre defense ne nous empêcheroit pas de faire sortir notre Flote, si nous le trouvions à propos, & qu'en qualité de Souveraine & Imperatrice, qui ne depend que de Dieu seul, nous prétendions aussi peu de recevoir des loix de personne, que de nous oublier au point d'en vouloir donner aux autres. Nous sommes sans cela prêts & disposez à entretenir avec V<sup>otre</sup> Majesté Royale une bonne harmonie, & nous n'entreprendrons rien qui puisse interrompre l'amitié si bien établie entre les deux Royaumes depuis tant d'années. Et comme de notre côté nous déclarons franchement que cette amitié ne peut être que fort utile à nous, à nos Royaumes, & nos sujets, nous espérons aussi que vous avouerez que jusqu'à present elle n'a pas été moins avantageuse pour V<sup>otre</sup> Majesté, pour vos Royaumes, & pour vos sujets, & qu'à l'avenir elle ne pourroit pas être infructueuse. Enfin, il est bien assuré, que Sa Majesté Imperiale de glorieuse mémoire, après avoir été abandonné par tous ses Alliez, a eû des peines & des fraix incroyables à se procurer à soi-même & à ses Royaumes la Paix tant désirée : nous apportons aussi tous nos soins à en maintenir la jouissance à nos Royaumes & à nos sujets.

Nous sommes même persuadé de ne pouvoir mieux reussir dans ces vûes salutaires,

qu'en nous tenant toujours à l'exemple de notre Seigneur & Epoux, de glorieuse memoire, dans une posture à pouvoir en tout tems secourir en cas de besoin nos Alliez, satisfaire aux engagements pris avec eux, proteger nos fideles Sujets contre toutes insultes, & nous opposer à ceux qui voudront nous ôter & à eux le tresor de la Paix.

C'est aussi dans cette vuë, & point dans d'autre dessein que nous avons fait les armemens qui ont donné tant d'ombrage à Votre Majesté Royale, quoique sans aucun sujet & fondement. Nous souhaitons que le Tout-Puissant vous donne une parfaite santé & un Regne toujours heureux. A S. Petersbourg le 25. Juin 1726. & en la seconde année de notre Regne de Votre Majesté Royale la très-affectionné Sœur.

CATHERINE,

*Et plus bas,*

Comte GOLOWKIN.

La presence continuelle de cette Escadre Angloise au cœur du Golfe de Finlande empêcha que l'on decouvrit quelles avoient été les vûes de la Russie en armant, car sa Flote ne mit en mer que par échantillon pour exercer la Marine, le reste demeura dans le Port, en sorte qu'elle fut la maitresse de dire qu'en avoit pris l'alarme sans raison, qu'elle n'avoit aucun dessein, & que si elle en eut formé quelqu'un, ce n'auroit pas été cette Escadre qui auroit empêché ses forces de mettre

en

en mer, puisque celles-ci étoient de de 50. Vaisseaux, sans un nombre infini de Galeres, & autres petits batimens.

A peine l'Escadre Angloise eut elle paru à Elsnap, que Mr. Pointz, Ministre de la Grande-Bretagne, profita de la circonstance pour presser la Cour de terminer au plutôt l'affaire de l'Acces. Voici le beau Memoire qu'il presenta à cette occasion.

*Memoire de Mr. Pointz, Ministre de la Grande-Bretagne, au Roi de Suede.*

**L**E soussigné Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, a reçu ordre de représenter à Votre Majesté, que le Serenissime Roi son Maître, toujours attentif à conserver le repos du Nord, & à assurer le bonheur de la Suede contre quelques entreprises dont il l'a cru, & dont il la croit encore menacée: dans cette vue, d'abord après avoir conclu l'Alliance défensive de l'année passée, pour marquer sa considération particulière envers Votre Majesté, & le Royaume de Suede, ordonna au soussigné de se joindre aux Ministres de ses Alliez, en communiquant ledit Traité à Votre Majesté, & en l'invitant de la manière la plus cordiale, d'y vouloir accéder, afin de renouer & de resserrer les liaisons de l'amitié commune, & de procurer par là un apui plus solide & plus stable pour la sûreté de la Suede, dans une conjoncture, où presque toutes les Puissances de

l'Europe songent à s'affermir par de nouveaux engagements.

Sa Majesté s'est cru fondée de demander cette marque de l'amitié de Votre Majesté, non-seulement par l'interêt qu'elle prend au bonheur d'une Nation toujours alliée très étroitement avec la Couronne, & qui a soutenu autrefois avec tant d'éclat & de gloire l'équilibre du Nord, & la cause protestante dans l'Empire, mais aussi par ses grandes & onéreuses dépenses auxquelles Sa Majesté Britannique & ses Royaumes se trouveroient obliger, si la Suede, faute des precautions necessaires, demeurait exposée aux dessein dangereux de ses voisins; mais nonobstant toutes ces avances d'amitié, & de consideration distinguée envers la Couronne de Suede; Sa Majesté ne peut pas s'empêcher de se plaindre amiablement à Votre Majesté, que la conduite de cette Couronne n'a pas répondu pleinement jusques ici aux bonnes intentions, & aux justes esperances de Sa Majesté, puisque, loin de voir accepter ses offres d'amitié avec un empressement mutuel, elle a le deplaisir de voir trainer cette Negociation au de là de six mois par ses delais, dont on ne comprend pas la raison, & quoique ce Traité ne puisse justement offenser personne que ceux qui cherchent des pretextes pour troubler la tranquillité publique, les Articles auxquels on a trouvé le plus à redire, étant dressés sur le modele, & presque dans les Termes de plusieurs anciens Traitez de la Couronne de Suede: neanmoins on a vu former tant de difficultez & d'exceptions contre son contenu, que si les Commissaires de Votre Majesté ont ordre d'y insister,

la

la Negociation pourra bien tomber d'elle même, sans donner à Votre Majesté la peine d'un refus direct.

En attendant on a vû la Couronne de Suede prendre des nouveaux engagements avec d'autres Puissances, qui, si l'on en doit juger par l'experience des tems passez, n'ont ni le même interêt, ni le même pouvoir, ni les mêmes inclinations de secourir la Suede, dont la Couronne de la Grande-Bretagne a toujours été en possession, & dont elle a donné en plusieurs rencontres des preuves connues & réelles; de plus on a vû conclure ces nouveaux engagements, non seulement sans aucune restriction, mais avec tant de facilité & d'empressement, que nonobstant que la Couronne de Suede ait déclaré par un Traité signé dans l'an 1720. qu'il étoit même alors de notoriété publique, qu'aux prejudices des Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva, la Religion Protestante étoit tellement opprimée & persécutée en plusieurs endroits au dehors, & au dedans de l'Empire Romain, qu'il étoit à craindre qu'on ne détruisit entièrement cette Religion, néanmoins on n'apprend pas que cette Couronne ait insisté dans ses nouveaux engagements, sur le moindre redressement de ces Grièfs, ni qu'elle en ait excepté les suites des cas de secours qu'elle s'est obligée de fournir, qui vont au delà du double de ce que les Commissaires de Votre Majesté nous ont offert par rapport au Traité de Hanovre.

Quoique ces longs delais, & cette partialité de conduite envers des Puissances, qui, selon les apparences, & selon plusieurs avis dignes de foi, ne veulent pas trop de bien à la Cour-

ron-

ronne de la Grande-Bretagne, ni à la Succession Protestante, dont Votre Majesté s'est rendu garante, eussent justement pu rebuter les bonnes intentions de Sa Majesté envers la Suede, néanmoins la constance de son amitié a été telle que de peur que la Couronne de Suede par les delais qu'elle a apportez elle même à cette accession, ne se trouvât exposée, en attendant, à quelque danger; Sa Majesté, pour montrer par avance son exactitude à remplir ses engagements, & son attention à secourir la Suede, a bien voulu faire anticiper à cette Couronne les fruits de l'accession, en envoyant ici une puissante Escadre, sans en avoir été requise, & en ordonnant à son Amiral de se rendre ici en personne, pour assurer Votre Majesté, tant par Lettre que de bouche, de l'amitié & de la droiture des intentions du Serenissime Roi son Maître, & en même tems de s'informer si Votre Majesté se croiroit en quelque danger immediat par l'armement de ses voisins, & dans ce cas-là de concerter des mesures plus precises avec Votre Majesté, & ses Ministres, pour l'avantage & la defense de la Suede, en vertu du Plein-Pouvoir dont l'Amiral se trouvoit muni pour cet effet, mais comme pendant le séjour dudit Amiral à Stockholm, il a plu à Votre Majesté de faire savoir au soussigné, par une reponse gracieuse par écrit, que Votre Majesté ayant une Alliance defensive avec la Russie, ne se croyoit pas en danger de ce côté-là; l'on se promet de l'équité de Votre Majesté, que si par l'éloignement de la Flotte Britannique, & faute des mesures prises à tems, il arrivoit dans la suite quelque malheur



heur à la Suede, l'on ne voudra pas, comme quelques-uns ont fait très-injustement en d'autres conjonctures, l'imputer au défaut d'ordres necessaires pour l'Amiral de Sa Majesté, ni au manque de son inclination pour executer ses ordres avec fidelité & exactitude.

Et puisque la saison de l'année, & les conjonctures des affaires rendent important à Sa Majesté & à ses Alliez, aussi bien qu'à la Couronne de Suede, de savoir au plutôt à quoi l'on s'en doit tenir de part & d'autre, le Souffigné a reçu ordre de supplier Votre Majesté encore une fois, de vouloir bien, selon sa sagesse, & sa prevoyance extraordinaire, faire une attention serieuse aux offres amiables de Sa Majesté, & aux veritables interêts de la Suede, & nous accorder une réponse finale par raport à l'accession susdite, qui ne donne pas lieu aux Alliez d'Hanovre de se croire amusez par une Negociation infructueuse. J'ai reçu ordre en même tems de declarer, qu'il n'y a rien au monde que le Serenissime Roi mon Maitre souhaite plus ardemment que de se voir étroitement uni avec cette Couronne, pour le repos du Nord, pour la libre Navigation de la Mer Baltique, pour le bien de la cause protestante, & pour l'avantage reciproque des deux Royaumes. Mais si Votre Majesté, avertie à tems des dangers aparens qui menacent ces biens inestimables de quelque atteinte, ne trouve pas sa convenance à prendre les liaisons necessaires pour s'y opposer, Sa Majesté se croira excusée devant Dieu, & devant tout le monde impartial, si elle se trouve obligée, quoiqu'à son grand regret, de prendre des mesures ailleurs pour obtenir les mêmes

mes fins salutaires par tous les moyens justes & convenables; & si dans ce cas-là au lieu d'aller au devant des souhaits & de la requiſition de la Suede, elle se contente pour l'avenir de remplir ses engagemens envers cette Couronne, dans les propositions & dans les tems marquez par les Traitez, & selon que l'amitié reciproque de la Couronne de Suede, & ses soins à concourir à sa propre conservation pourront justifier cette defense auprès du grand Conseil de Sa Majesté, & de la Nation Britannique, qui en a tourni tant de fois les moyens, sans que la Grande-Bretagne ait jamais reclamé jusqu'ici l'assistance de la Suede, & sans qu'elle se trouve à present dans aucune probabilité de la devoir reclamer pour l'avenir.

Mais le Serenissime Roi mon Maitre veut toujours mieux esperer de l'amitié de Votre Majesté : & de la sagesse d'un Conseil aussi éclairé que celui de la Suede, Sa Majesté ne peut pas encore s'imaginer que la crainte de dangers puisse passer pour une raison valable de ne se pas affermir contre ces mêmes dangers, ni que l'esperance vague, & incertaine de quelques avantage à venir, une la Couronne, dont on les attend, n'ose pas avouer, puisse être une raison pour rejeter l'amitié de ces Puissances qui seront toujours le soutien le plus ferme de tous les avantages presens & futurs de la Suede ; ni enfin que des promesses imaginaires, & peut-être insidieuses, puissent être mises en balance contre un subside clair de près de cent mille Ducats par mois, que Votre Majesté sera fondée par l'accession, de reclamer en cas  
d'at-

d'attaque avec un secours encore plus considerable selon l'exigence du danger, & cela promis par des Puissances qui se trouvent en état de bonnifier leurs engagements sans être obligées de chercher leurs ressources ailleurs que chez elles, & qui ont un intérêt, non occasionnel, mais constant de vouloir du bien à la Suede.

Le soussigné espere que Votre Majesté réfléchissant gracieusement sur ce que dessus, voudra bien à la fin l'honorer d'une reponse favorable, qui étant le fruit d'une consideration si mure, puisse, jetter les fondemens d'une liaison éternelle & indissoluble. Et attendant il a l'honneur de se recommander très-humblement à la protection & à la bienveillance de Votre Majesté. Fait à Stockholm le 4. Juin 1726.

*Signé,*

**P O I N T Z.**

Le Comte de *Freystag*, Ministre de l'Empereur des Romains, & le Prince *Dolgoruki*, Ambassadeur Extraordinaire de Russie, avec le Comte *Gollowin*, Ministre ordinaire, & les Ministres de Holstein s'oposerent à l'accession de toutes leurs forces; le premier en présentant le Memoire ci-joint qu'il accompagna d'un long discours, le second & le troisieme, en faisant les offres les plus considerables en argent & en subsides; les autres en pratiquant adroitement des intrigues dans la Diete.

*Mémoires du Comte de Freytag au Roi de  
Suede.*

**L**E Souffigné Envoyé Extraordinaire de l'Empereur a l'honneur depuis un an entier de représenter à V<sup>otre</sup> Majesté & à son louable Senat de la maniere la plus circonstanciée & la plus étendue, tant de bouche que par écrit, que le Traité de Hanovre ou Herenhausen, & toutes les accessions qui portent ce nom ne tendent de la part des Anglois à autre chose, qu'à un renversement de l'entiere Constitution de l'Empire & de la subordination si bien établie & si necessaire entre les Membres & le Chef; Enfin à y introduire une Anarchie capable de bouleverser entiere-ment l'Allemagne. Le but de cette Alliance, sous pretexte de conserver la Paix & la tranquillité publique, est visiblement d'animer la moitié de l'Europe contre l'autre moitié. Premièrement par une Alliance injurieuse, & ensuite, suivant le beau projet qui est dressé, la precipiter dans une guerre déclarée. C'est pourquoi le Souffigné a fait tout ce qu'il a pu au nom de Sa Majesté Imperiale, pour détourner V<sup>otre</sup> Majesté & ce Royaume de donner tête baissée dans ce dangereux dessein. Dans cet intervalle il a réüssi, avec le secours du Ciel, à unir Sa Majesté Imperiale & V<sup>otre</sup> Majesté dans une Alliance defensiva par l'accession de l'Empereur au Traité fait avec la Russie en 1724., malgré toutes les oppositions du parti contraire.

Ce succès faisoit esperer au Ministre Souffigné qu'il avoit par là fermé le chemin à toutes

tes

tes les instances des Anglois, & que l'amitié & la confiance établie entre les deux Etats seroit inalterable.

Le tems & les circonstances ont fait voir depuis, combien il s'étoit vainement flatté, & l'on n'a que trop de preuves que, nonobstant toutes les remontrances contraires, les vûes des Anglois appuyées par quelques personnes préoccupées, ont pris tellement le dessus, qu'à leur sollicitation on a convoqué long-tems avant le tems ordinaire les louables Etats de ce Royaume, auxquels on a renvoyé l'importante décision de cette affaire.

Ainsi ledit Ministre pourroit se tranquiliser & en laisser l'examen à la sagesse & la prudence de Votre Majesté & de ses louables Etats, se reposant sur leur inclination & leur confiance pour Sa Majesté Impériale, assuré qu'on leur aura communiqué fidelement toutes les propositions verbales & par écrit qu'il a fait, ainsi qu'elles sont dans le Protocoll du Sénat.

Mais comme depuis la convocation des Etats & l'Examen des affaires presentes, il s'est présenté diverses circonstances qui font connoître que le Traité de Hanovre ou de Herenhäufen, & l'accession à ce Traité ne peuvent pas subsister avec l'amitié de Sa Majesté Impériale, le Souffigné se trouve indispensablement obligé de les exposer humblement à vos considérations.

I. Il rapelle ici *in extenso* tout ce qu'il a déjà allegué dès le 17<sup>e</sup> Juin de l'année dernière, tant par écrit que de bouche, pour faire voir l'incompatibilité de ce Traité avec les véritables intérêts de ce Royaume & de Votre Ma-

jesté, comme Duc de Pomeranie & avec les intérêts de la Maison Imperiale.

2. Il adhère, en vertu de l'Alliance reciproque à tout ce que l'Ambassadeur de Russie Dolgoruki a remontré tant en conférences que dans son dernier Memoire touchant la conduite de la Cour d'Angleterre. Ses vûes tendant à troubler la Paix & l'incompatibilité qui s'ensuit de l'accesion que les Anglois demandent ici avec l'Alliance de l'Empereur & de la Russie.

3. Il est certain & notoire par des avis dignes de foi que la Cour d'Angleterre n'épargne auprès de celle de France ni peine ni persuasion pour l'engager dans une Guerre declarée avec Sa Majesté Imperiale. Pour cet effet il a été proposé que la France envoyeroit l'Été prochain vers la Moselle & le Rhin 70. mille hommes, en Catalogne 20. mille, & en Brabant 30. mille, pour commencer les hostilités pendant que du côté de la Hollande un semblable corps de troupes agiroit, & que l'on formeroit dans la Basse Saxe une Armée de 30000. Danois à la Solde de la France & de l'Angleterre, de 28000. Hanoveriens, & de 12. mille Hessois pour allumer en même tems le feu de la Guerre dans le sein de l'Empire & sur ses Frontieres.

Quoique ce funeste projet de la part d'un Etat Electoral de l'Empire, dont on a si peu lieu de l'attendre, soit encore fort éloigné de son execution puisque la France n'y a pas encore consenti & que le Dannemark trouve des difficultez insurmontables à prêter tant de troupes pendant qu'il est dans une situation si

dou-

douteuse avec la Russie & le Duc de Holstein. C'est néanmoins une preuve de la mauvaise volonté des Anglois, qui tachent à conduire les choses au point de faire perdre à Sa Majesté Impériale & à la Russie toute confiance en l'amitié de ce Royaume & même à en attendre toutes sortes de facheuses suites dès qu'en consentant dans la conjoncture présente à l'accession proposée, on s'allie plus étroitement avec l'Angleterre. En effet dans ce cas l'examen & le jugement des avantages ou des préjudices d'une telle Alliance ne dépend pas seulement des Alliez qui font de nouveaux Traitez, mais aussi de ceux qui veulent maintenir les anciens; car dans la conjoncture présente il ne s'agit pas du pretexte d'être ami de tout le monde, mais de conserver la bonne foi & la confiance par l'observation des Traitez precedens.

4. Votre Majesté & ses louables États doivent être convaincus du deguisement, dont sont accompagnez les motifs pacifiques que les Anglois proposent ici pour apuier la demande de l'accession au Traité d'Hanovre, puisque le Ministre soussigné a notifié ici que les entreprises publiques des Anglois contre la Couronne d'Espagne sont allées jusqu'à une Guerre déclarée, nonobstant toutes les propositions que l'Espagne a fait inutilement pour la prevenir, ainsi que j'en ai donné ici connoissance de bouche & par écrit; en sorte que le Roi d'Espagne a été obligé de repousser la force par la force par un juste ressentiment de la conduite des Anglois insupportable entre des Têtes couronnées, & pour prevenir à tems de

plus grands affronts; Sa Majesté Catholique préférant d'être en Guerre ouverte avec l'Angleterre, qu'à se voir exposée à l'oppression qui accompagnoit la feinte amitié de cette Couronne; c'est pourquoi Sa Majesté Cath. a fait actuellement assiéger Gibraltar.

Sa Majesté Impériale est obligée en vertu de sa tendre inclination pour ce Royaume & de la stipulation contenue dans les Traitez, d'avancer les intérêts reciproques, & de prevenir les dommages, de déclarer à Votre Majesté quelles en seront les suites, afin que l'on prenne les suretez nécessaires pour l'important Commerce qui se fait entre ce Royaume & les Etats des Rois d'Espagne & de Portugal: puis-que l'on peut prevenir les pertes des Négocians Suedois & procurer leurs avantage, d'autant plus que le double mariage qui est sur le point de se conclure entre l'Espagne & le Portugal doit tellement unir les Intérêts de ces deux Couronnes, que les Ennemis de l'une le seront de l'autre, & par consequent que ceux qui s'allieront avec leurs Ennemis seront traités si non comme Ennemis déclarez, du moins comme pouvant le devenir, en sorte que le Commerce d'ici en seroit troublé & interrompu & les Ports d'Espagne & de Portugal seroient fermez à tous les Vaisseaux Suedois.

En supposant l'accession, on seroit encore plus embarrassé de ce côté-ci en ce que dans la presente rupture avec l'Espagne, l'Angleterre prétend n'être pas agresseur & en demandant l'accession de ce Royaume *Ad causam fœderis defensivæ*, elle s'ouvre la porte à la deman-



demande qui suivra de près des secours stipulez.

5. Ces motifs & les obligations de l'Alliance engagent Sa Majesté Imperiale à avertir Votre Majesté & ses louables Etats d'examiner à fonds & avec la dernière attention l'affaire de l'accession, & de considérer jusqu'où il est de l'intérêt des Alliez de Hanovre & combien il est de leur avantage de contribuer à relever ce Royaume avec le tems, ou plutôt si raisonnablement les présentes offres de l'amitié de l'Angleterre ne cachent pas quelques vues secretes, sur tout de brouiller cette Couronne avec l'Empereur & la Russie, pour lui ôter par ce moyen toute esperance de recouvrer son ancienne splendeur, de la mettre dans une dependance absolue de l'Angleterre, de priver Son Altesse Royale le Duc de Holstein des secours qu'il peut attendre de ce Royaume, & qui lui coûtent si cher, pour le retablir dans ses Etats, & lui enlever l'amitié, l'affection & les prerogatives dont elle jouit ici, dans la vue de procurer avec le tems la succession de cette Couronne au plus jeune Prince de la Ligne Electorale de Hanovre, soit en pretextant la necessité que l'on auroit de la protection de l'Angleterre, soit en employant la force ouverte; & qui fait ce que l'on a peut être déjà fait pour la reussite de ce projet?

Sa Majesté Impériale soumet tous & chaque Article de cette remontrance au judicieux & sage examen de Votre Majesté & de ses louables Etats, sans s'ingerer à leur rien prescrire sur la Resolution qu'ils prendront à

cet égard; elle a voulu seulement en bon & fidele Allié, vous proposer en peu de mots les remarques dont cette accession est susceptible & qui n'ont pour but, à son avis, que l'intérêt futur de ce Royaume.

C'est pourquoi aussi elle a jugé à propos de déclarer de nouveau naturellement & ouvertement les raisons pour lesquelles l'accession requise au Traité de Hanovre est entièrement contraire à l'Amitié & à l'Alliance avec Sa Majesté Impériale, quoiqu'en puissent dire ceux qui s'imaginent & qui veulent persuader aux autres que l'on peut rendre compatible l'Alliance de l'Empereur avec ladite accession au Traité de Hanovre.

Les louables Etats ne peuvent avoir oublié les motifs qui porterent la Diète de 1724. à rechercher l'amitié & l'Alliance de l'Empereur sollicitée encore depuis ce tems-là; Sa Majesté Impériale ne voit pas que depuis ce tems-là il y ait eu aucune raison d'Etat de sa part ou de ce côté-ci pour rompre cette amitié, bien loin de-là il y en a plusieurs qui en confirment la nécessité & les avantages.

Sa Majesté se repose sur les lumières & la Prudence de Votre Majesté & de Vos Louables Etats, qu'ils n'ignorent pas les vûes particulières de quelques partisans déclarez des offres de l'Angleterre, & par conséquent qu'on ne les préférera pas aux intérêts du Royaume & à la conservation de fideles amis au dehors, & encore moins qu'on ne voudra pas exposer, par cette accession, la validité des Traitez futurs à la défiance du reste de l'Univers, en négligeant d'observer ceux qui sont déjà faits.

Le

Le Ministre souffigné demande une prompte declaration sur le present Memoire & se recommande avec un profond respect à la protection & à la clemence du Roi.

*Signé,*

Le Comte de FREYTAG.

A Stockholm le 17.

Fevrier 1727.

Ces pieces font connoitre quelle étoit la disposition des esprits de part & d'autre, voici comme le Duc de Holstein s'y joignit; il écrivit à la Diete de Suede, la lettre suivante, qu'il adressa au Roi de Suede.

*Lettre du Duc de Holstein aux Etats de Suede.*

**T**Rès respectée & très estimée Assemblée des Etats du Roiaume de Suede.

Nous ne pouvons nous dispenser, à l'occasion de l'agreable aproche de la Diete generale, de temoigner au très-loüable Corps des Etats, par cette lettre bienveillante, qu'à la conclusion de la derniere Diete, nous avons été consolez, & soulagez de la maniere la plus touchante, par la declaration, & l'assurance pleine de bienveillance, qu'il a plû alors aux très-loüables Etats du Royaume, de nous faire donner par Sa Majesté.

Notre Esprit & notre Cœur accablez de la dure oppression du Dannemarck, se raniment

rent par-là extraordinairement & avec d'autant plus de raison, que nous aperçûmes qu'on ne nous avoit pas oublié dans notre chere Patrie; mais qu'au contraire, nous pouvions être entierement persuadez que le Noble Sang Suedois, si renommé par tout le monde, ne s'émouvoit pas moins en notre faveur dans les Cœurs de nos très-amez & très-chers compatriotes, que le même Sang le fait & le fera toujours dans nos veines & nos entrailles, en faveur de la Suede.

Les sentimens de reconnoissance dont nous sommes penetrez à ce sujet, ne sauroient être exprimez suffisamment, & dans toute leur étendue, par aucune parole: c'est pourquoi nous laisserons plutôt à chaque sincere Patriote, & Habitant de Suede le soin d'exprimer plus au long, selon ses honnetes intentions, & selon que son cœur Suedois lui suggérera à lui-même, notre gratitude qui ne peut être depeinte par de simples paroles.

Il est certain que personne ne peut conclure naturellement & raisonnablement; sinon que notre attachement à la Nation Suedoise est sincere, parfait & constant; ce qui sera aussi toujours prouvé & confirmé dans l'occasion par des effets.

Dans cette ferme esperance nous nous promettons entierement, qu'il ne peut être qu'agréable aux très louables Etats du Rojaume, que nous ouvrons encore une fois notre cœur devant eux.

Depuis que dans l'Alliance defensive, conclue avec la Russie le 22 Fevrier 1724. on a en même tems stipulé par un article secret,  
de

de quelle maniere on vouloit entreprendre en notre faveur la restitution de Sleswick , afin que non seulement nous recouvrassions ce qui nous appartient, mais aussi que la tranquillité du Nord fut affermie, & que cette pierre d'achoppement, la cause de tous ces troubles, & desordres , fut une bonne fois ôtée; Nous avons depuis ce tems-là esperé d'un esprit tranquile que par-là , moiennant la Benediction de Dieu, nous pourrions bien-tôt nous réjouir d'un heureux resultat, mais il nous semble jusqu'à present, que le tout Puissant a voulu, selon la sagesse souveraine de ses conseils, mettre notre confiance en lui, puisque par plusieurs conjonctures, & incidens il s'est rencontré tantôt une difficulté, & tantôt une autre, qui ont empêché qu'on ait pû entreprendre avec vigueur notre affaire, moins encore la terminer. La lenteur de la Cour de Dannemark s'est tellement augmentée par là, qu'elle a fait tout récemment une declaration qui n'est aucunement équitable, sçavoir que Sa Majesté Danoise ne nous doit rien au sujet de notre Duché de Sleswick, ni ne veut entrer dans aucun accommodement amiable.

Nonobstant tous ces grands obstacles, il semble néanmoins en même-tems que la tempête de notre affliction ne menacera pas toujours notre tête, mais qu'elle le dissipera enfin, puisque par la Providence Divine, deux des plus grandes Puissances son prêtes à nous assister de leur Puissant secours.

Sa Majesté Imperiale des Romains a non-seulement accédé à l'Alliance de Stockholm

ainsi qu'il est connu, mais aussi suivant son amour pour la justice, & suivant la bienveillance inestimable qu'elle a pour notre personne, elle s'est de nouveau engagée avec Sa Majesté Imperiale, notre très-gracieuse belle-Mere, en vertu de l'Alliance nouvellement conclue avec elle par rapport à nos intérêts, d'une manière que nous avons tout sujet d'en être très-content.

Ainsi, il ne nous reste plus rien à souhaiter pour notre parfait contentement, sinon, que Sa Majesté, & le Royaume de Suede veuillent avoir cette complaisance que de consentir à ce qui leur sera proposé à la Diete de la part de ces Puissances.

Nous nous croions entierement assurez que les très-loyables Etats du Roiaume, suivant cette pieté, cette compassion, cet Amour pour la justice, qui leur sont si propres, se feront un scrupule de conscience qu'une accession, qui tend à ma prosperité & à ma delivrance d'une oppression si dure, & si longue, de même qu'au bien public, manque, & soit omise seulement de leur côté; d'autant que tout l'Univers fait que nos Etats hereditaires ont été sacrifiez uniquement pour le service de la Suede, & qu'il n'est pas moins connu, que nous n'aurions jamais pretendu que le Royaume retablisse nos affaires seul & separement. Nous n'entrerons pas dans un long detail, pour faire voir combien il importe à la Couronne de Suede que le Roi de Dannemarck ne se trouve pas plus en état de causer souvent des troubles, & des inquietudes à la Suede, par l'emploi des revenus annuels du Duché de Sleswick; mais nous laisserons seulement aux  
très-

très-louables Etats du Royaume, à reflechir sur la douleur inexprimable que nous devons sentir, si après une si longue patience, & une si longue attente de conjonctures plus favorables, nous devions encore être exposez à de plus grands risques.

Il pourra de nouveau se presenter des circonstances si sinistres, que nous ne pourrions peut-être pas alors tirer le même avantage de l'assistance des plus grandes Puissances de l'Europe, que nous en attendons certainement à present avec l'aide du tout Puissant, & sur lequel nous pouvons compter surement.

D'où il résulte qu'il seroit d'une grand importance non seulement pour nous, mais aussi pour la gloire, & j'ose dire pour l'interêt de la Suede, eu égard à ces conjonctures, s'il plaisoit aux très-louables Etats du Royaume, de faire à present de telles dispositions (sauf leur avis) qu'on put se promettre une activité suffisante encore après cette Diete & d'une Diete à l'autre.

C'est pourquoi nous remettons tout ceci, de même que tout notre bonheur, avec une confiance parfaite aux secretes & mures deliberations du Corps des très-louables Etats du Royaume, ainsi qu'à leur amitié & bienveillance cordiale, & nous attendons la-dessus un resultat aussi favorable, que nous nous promettons absolument de leur équité, & de leur amitié.

Pour conclusion, nous souhaitons du fond de notre cœur qu'il plaise au Tout-Puissant de couronner & benir les deliberations, & les conseils des très-louables Etats du Royaume d'un heureux succes, pour le bien general de notre

tre chère Partie & pour la prospérité particulière d'un chacun de ses Habitans.

Au reste nous demeurons toujours avec toute sorte d'affection, de tendresse, & d'estime &c.

Les Etats ne repondirent point à cette Lettre qui fut apuïée des intrigues du parti que ce Prince avoit dans les Etats; mais voici comment le Roi repondit au Duc, & au Memoire du Comte de Freytag.

*Reponse du Roi de Suede à la Lettre écrite par le Duc de Holstein aux Etats assemblés.*

**I**L nous a été très-agreable d'apprendre par la Lettre amiable qu'il a plu à votre Altesse Royale de nous écrire le 12. d'Août dernier, la joye que Votre Altesse Royale y témoigne sur ce que nous avons resolu d'assembler les Etats du Royaume. Nous remercions Votre Altesse Royale de sa felicitation sincere & cordiale sur cette Diete alors aprochante, & sur l'heureux succès des deliberations. Pour satisfaire aux desirs de Votre Altesse Roiale, à la Confiance qu'elle nous témoigne, & à notre inclination, à la sincere bienveillance & la constante affection que nous portons à la personne de Votre Altesse Royale, nous avons conjointement avec les Etats du Royaume pris fort à cœur d'avancer les Interêts de Votre Altesse Royale autant que cela s'est pu faire, sans le risque du Royaume. Nous espérons aussi par la Benediction Divi-



ne que les soins que nous y avons employez ne manqueront pas de bons succès. Il est vrai que nous aurions bien souhaité qu'à la Négociation qui a été entamée, il y a déjà assez long-tems pour notre accession à l'Alliance d'Hanovre, on eut pû porter les Couronnes de France, & de la Grande-Bretagne à consentir à un Article, en vertu duquel, lesdites Couronnes, vû la grande proximité du sang entre nous & Votre Altesse Royale, la combinaison des interêts de la Couronne de Suede, & de ceux de Votre Altesse Royale, & l'Article secret de notre Alliance Defensive avec la Russie de l'an 1724. par lequel nous nous sommes engagez de prendre part aux Interêts de Votre Altesse Royale & travailler à sa satisfaction, eussent voulu en faveur de notre entremise renouvelée, promettre & donner des assurances de vouloir avec vigueur & de leur mieux concourir à tout ce qui peut procurer à Son Altesse Royale une prompte satisfaction & nonobstant que les vives representations sur ce sujet, qui ont si souvent été reiterées n'ayant pu porter les Ministres desdites Couronnes à acceder pour cette fois, (comme leurs paroles le portent) au dit Article proposé par nous avec les plus fortes instances; alleguant entre autres raisons, que jusqu'à present il n'a plu à Votre Altesse Royale d'en requérir leurs augustes Maitres, & que la Conduite des Ministres de Votre Altesse Royale a jusqu'à present été telle, que malgré eux ils ne sont pas encore en état de montrer par des effets l'égard particulier qu'ils ont pour nos bons offices, & les bonnes intentions qu'ils ont pour la personne de Votre Altesse

Altesse Royale & pour ses intérêts ; Cependant lesdits Ministres ont donné clairement à entendre au nom de leurs Souverains , qu'é par l'accession de la Suede au Traité de Hanovre non seulement le chemin pour contribuer à la satisfaction de Votre Altesse Royale, ne nous est point fermé, mais qu'au contraire par ce renouvellement d'amitié avec les Couronne de France, & de la Grande Bretagne les bons offices auxquels nous nous sommes engagez pour les intérêts de Votre Altesse Royale, seront chez eux d'autant plus valables que notre accession est le seul moyen , par lequel ils pourroient être avancez & que les representations & entremises amiables qui pourroient être faites de notre part sur ce sujet, auroient toujours plus de poids chez eux, que celles de toute autre Puissance. Celà étant, Votre Altesse Royale verra aisement elle même qu'entre autres raisons, particulièrement celle d'avancer ses intérêts, nous a porté à ne point refuser l'invitation amiable desdites Couronnes d'entrer dans leur Alliance defensive d'Hanovre, par laquelle nos engagements anterieurs ne sont nullement affoiblis, mais demeurent en toute leur vigueur, comme aussi nous nous trouvons plus en état que par le passé, d'être utile à Votre Altesse Royale & de contribuer à une satisfaction qui lui puisse paroître raisonnable, étant toujours inclinez à donner à Votre Altesse Royale des preuves convaincantes de cette notre ferme Resolution & de l'affection que nous nous sentons pour elle. Nous assurons aussi Votre Altesse Royale que nous serons toujours prêts de profiter avec soin de toutes

toutes les occasions qui se presenteront , & particulièrement de cette notre accession pour porter Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique à songer aux moyens les moins dangereux , & les plus propres à procurer une prompte satisfaction à Votre Altesse Royale.

Nous croyons superflu de parler ici des avantages que Votre Altesse Royale pourroit trouver en recherchant l'amitié & la confiance desdites deux Puissances, lesquelles en vertu de l'Article secret , conjointement avec les deux Cours Imperiales & autres Puissances Intéressées agiroient de concert pour trouver les moyens les plus convenables & les moins dangereux à procurer la satisfaction de Votre Altesse Royale en cas que les bons offices fussent employez sans succès. La Grande pénétration de Votre A. R. que nous lui connoissons, ne nous permet pas de douter que sans une plus ample discussion, elle ne voye elle même les bons effets qui en resulteroient nécessairement & combien l'affaire en seroit facilitée; Nous aussi bien que les Etats du Royaume assemblez presentement souhaitons sincerement & de tout notre cœur qu'on puisse trouver les moyens par lesquels les veritables Interêts de Votre Altesse Royale & sa satisfaction puissent avoir les succès desirez ; & la tranquillité du Nord être en même tems conservée. Comme il a plu à Votre Altesse Royale d'honorer les Etats du Royaume par sa Lettre amiable du 26. Août dernier, nous pouvons, suivant le desir que lesdits Etats nous en ont temoigné, assurer Votre Altesse Royale de nouveau , de leur constante attention  
pour

pour ses interêts & de leur estime pour la personne, dans la ferme espérance que Votre Altesse Royale ne cessera jamais de donner en toute maniere & aussi souvent que l'occasion se présentera, des preuves de l'amitié & de la véritable affection qu'elle a pour nous, pour Sa Maj. notre tres aimée épouse, & pour le Royaume: nous recommandons Votre Altesse Royale à la sainte protection de Dieu le tout Puissant & sommes toujours prêts de temoigner à Votre Altesse Royale toute sorte d'amitié & de bienveillance.

FREDERICH.

A Stockholm; dans le Sénat le 27. Mars 1727.

*Réponse du Roi de Suede au Memoire du Comte de Freytag rapporté ci-dessus page 224.*

SA Majesté s'est fait faire rapport des raisons & motifs alleguez amplement en plusieurs occasions par l'Envoyé Extraordinaire de l'Empereur, tant auparavant que dans son Memoire du 16. Février & dans celui que par l'Ambassadeur de Russie il a fait interer dans le Protocol des conferences le 10. du courant, pour dissuader Sa Majesté d'accéder à l'Alliance d'Hanovre, comme n'étant pas purement defensive, & d'ailleurs contraire aux engagements anterieurement pris avec Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté l'Imperatrice de Russie, qu'en outre, à ce que l'Envoyé Extraordinaire

dinaire paroît croire, Sa Majesté ne seroit pas par cette accession en état d'avancer les intérêts des deux dites Puissances, mais que plutôt elle perdrait la confiance, que ces Puissances ont temoigné pour elle jusqu'à présent, que l'Espagne se voyant obligée à prendre les armes pour une Guerre défensive; & aiant pour cette raison actuellement assiégé Gibraltar, Sa Majesté Imperiale eu égard à son amitié sincère pour la Suede fondée sur des Traitez, & son inclination pour le bien de cette Couronne, s'est cru obligée d'en donner des avis certains, afin qu'ici on puisse songer aux moyens de prevenir que le Commerce considerable que font tous les Sujets de Suede en Espagne & en Portugal ne soit interrompu, & defenses faites à leurs Vaisseaux d'entrer dans les Ports desdites Couronnes, dont les intérêts, par les raisons alleguées, seront à l'avenir tellement unis, qu'elles auront les mêmes amis & ennemis; que par l'accession de la Suede au Traité de Hanovre Sa Majesté s'écarteroit de l'Article secret de l'Alliance avec la Russie, & que par consequent la restitution de Son Altesse Roiale dans ses Etats auroit plus de difficultez, avec d'autres representations, deduites plus amplement dans les Memoires mêmes. L'Envoyé Extraordinaire raporte enfin dans ledit dernier Memoire, que Sa Majesté Imperiale pour d'autant mieux convaincre Sa Majesté de son affection sincere pour la Couronne de Suede, & de son intention pour contribuer à l'Etablissement & aux avantages de ladite Couronne s'offre de concourir avec Sa Majesté l'Impératrice de Russie pour conclurre un nouveau

Traité de subfides, dont l'Ambassadeur Knées Dolgoruki dans la Conference du 3. du mois passé a aussi fait mention, la Russie voulant à cette fin s'engager, moyennant que la Suede s'abstienne de tout nouvel engagement avec la Grande-Bretagne, non seulement de payer annuellement 150000. écus argent de Suede de la somme déjà offerte, mais aussi de les augmenter jusqu'à 200000. par an, sans que de ce côté on s'engage à rien, si non à observer ces Traitez antérieurs & à rejeter toutes propositions y contraires.

Sa Majesté ayant murement réfléchi sur tout ce qui est rapporté ci-dessus n'a pas pu trouver les raisons alléguées contre l'accession au Traité de Hanovre assez fortes pour la convaincre que ledit Traité ne soit purement défensif. Sa Majesté a trouvé qu'il ne tend qu'à une défense mutuelle, & par conséquent à l'offense de personne, si non de celui qui voudroit attaquer quelqu'un des Alliez. Ces sortes de precautions innocentes ont été mises en usage de tout tems, & regardées comme des moyens propres pour la conservation de la tranquillité publique. Comme en plusieurs occasions Sa Majesté Imperiale a donné des preuves éclatantes de son zele pour le maintien d'un bien si précieux, Sa Majesté se flatte d'autant plus, que sadite Majesté Imperiale ne voudra ni ne pourra prendre en mauvaise part l'accession innocente à l'Alliance de Hanovre faite sur les instances amiables des Couronnes de France & de la Grande-Bretagne, que la vûë principale de Sa Majesté en cette occasion a été le maintien du repos de l'Europe & particulièrement celui du Nord.

Nord. Sa Majesté a eu ces mêmes vûes pures & innocentes lorsqu'elle invita, il y a quelque tems Sa Majesté Impériale à accéder à l'Alliance défensive entre la Suede & la Russie, laquelle suivant le sentiment de Sa Majesté ne perd rien de sa vigueur par son accession à celle de Hanovre, ces deux Alliances ne se trouvant nullement contraires; Sa Majesté s'assure, de donner à Sa Majesté Impériale en toutes occasions, des preuves convaincantes, combien elle est fermement résolue de remplir exactement les engagements pris avec Sa Majesté & Sa Majesté l'Impératrice ne Russie, & de donner des marques de l'Estime particuliere & de l'amitié sincere qu'elle porte à Sa Majesté Impériale, & elle espere, qu'étant en bonne intelligence, comme elle est actuellement avec les Couronnes de France & de la Grande Bretagne, il se présentera des occasions où Elle pourra de maniere ou d'autre être utile à Sa Majesté Impériale & à Sa Majesté l'Impératrice de Russie, & leur rendre des offices agreables, desorte que loin de craindre quelque refroidissement dans la confiance dont elle s'est vûë honorée jusqu'à present, Sa Majesté se tient assurée que cette même confiance s'augmentera de plus en plus, sachant bien qu'elle ne donnera jamais de justes raisons pour la faire diminuer.

Sa Majesté se tient très-obligée à Sa Majesté Impériale de l'avis que, par Zèle pour le bien de la Suede, il lui a plû de donner, par son Envoyé Extraordinaire, touchant la Navigation & le Commerce des Sujets de Sa Majesté en Espagne & en Portugal. Ce-

pendant comme Sa Majesté a toujours cultivé une bonne amitié avec les Couronnes d'Espagne & de Portugal, & qu'elle tachera toujours de ne leur donner aucune raison de justes plaintes, aussi ne veut elle pas esperer que lesdites Couronnes fermeront leurs Ports pour les Sujets de Sa Majesté, sur tout si elles veulent considerer que les dommages & pertes qui en pourroient resulter seroient plus prejudiciables à leurs propres Sujets, qu'aux Suedois.

Au reste, Sa Majesté ayant ci-dessus donné les assurances les plus fortes, que son accession à l'Alliance d'Hanovre n'affoiblit aucunement ses engagements avec Sa Majesté Impériale & la Russie, il est évident que Sa Majesté ne veut en aucune maniere déroger à l'Article secret. Par cet Article Sa Majesté s'est obligée, en cas que les bons offices employez pour Son Altesse Royale le Duc de Holstein à l'égard de Schleswig, ne réussissent, de convenir avec Sa Majesté Impériale & les autres Puissances intéressées dans cette affaire des moyens pour la porter à une heureuse fin. Il est notoire que la France & la Grande-Bretagne sont du nombre des Puissances y intéressées. En vertu dudit Article ces Couronnes ne peuvent pas être exclues de ces deliberations, Sa Majesté espere, que Sa Majesté Impériale suivant ses grandes lumieres & sa penetration connue, trouvera Elle même, que par l'accession à l'Alliance de Hanovre & une bonne correspondance avec ces deux Puissances, Sa Majesté sera en état de contribuer avec plus de succès, qu'elle n'a pu faire jusqu'à present, aux avantages de Son Altes-



Altesse Royale le Duc de Holstein, lesquels Sa Majesté aura toujours fort à cœur.

Sa Majesté ne peut au reste se dispenser de temoigner à Sa Majesté Impériale la plus sincere reconnoissance, de sa bienveillance pour le Royaume de Suede, & de ses intentions louables à vouloir contribuer au bien & aux avantages dudit Royaume. Et Elle regarde comme une preuve singuliere de l'amitié & des bonnes intentions de Sa Majesté Impériale pour Elle, les offres que son Envoyé Extraordinaire a faites par l'Ambassadeur de Russie au Protocole des Conferences, de vouloir concourir avec l'Imperatrice de Russie à un nouveau Traité de Subsidés. Comme Sa Majesté de son côté aura un soin particulier de convaincre en toutes les occasions Sa Majesté Impériale de son intention sincere d'entretenir inviolablement, & d'affermir la bonne intelligence qui regne entre Elle & Sa Majesté Impériale, aussi bien que de remplir de tous points ses engagements: aussi espere-t-elle fortement, que Sa Majesté Impériale persistera dans les sentimens favorables qu'Elle a temoignez, & cela d'autant plus, que Sa Majesté n'est entrée, & n'entrera jamais dans aucun engagement, qui pourroit en quelque maniere que ce soit, être contraire à ceux, où elle se trouve envers Sa Majesté Impériale. Sa Majesté assure le Sieur Comte & Envoyé Extraordinaire de sa bienveillance Royale.

D. N. VAN HOPKEN.

Les Ministres Russiens avoient eu de longues

gues conferences dans lesquelles ils joignirent de grosses offres à toutes les raisons que leur fournissoient les circonstances ; surquoi l'on publia la pièce suivante qui fit assez de bruit, & qui répond assez à son titre.

*Lettre instructive sur les affaires du Nord,  
& particulièrement sur l'accession de la  
Suede au Traité de Hanovre.*

**J**E ne suis pas surpris, Monsieur, que dans votre Province, où l'on ne peut avoir que des connoissances & des informations superficielles des affaires presentes, on se declare avec tant de chaleur pour ou contre notre accession au Traité de Hanovre. Dans un Etat libre chacun croit avoir le droit, & assez de lumieres pour prononcer sur les incidents les plus grands & sur les affaires les plus importantes ; & tel qui ne voit le dehors des Cours que par les yeux du gazetier, ou des gens preoccupez, decide souvent avec plus de suffisance des mesures qu'elles ont à prendre, que d'autres qui sont au timon des affaires, ses prejugez lui paroissent des principes incontestables, & ses conjectures des demonstrations mathematiques.

Mais je suis encore dans un plus grand étonnement, de voir ici, que des personnes très-éclairées, qui ont assez de connoissance des interêts des Cours étrangères, tant à l'égard de leur propre País que par raport aux autres Puissances, puissent se méprendre dans le

le choix de ce qui pourroit être le plus à l'avantage de la Suede. L'évidence de l'alternative est telle, qu'on ne peut pas même balancer, à moins qu'on n'ait à combattre des préjugés & des vûes dont je sai que vous êtes entièrement exempt & auxquelles il seroit à souhaiter que tous ceux qui vont assister aux deliberations de la Diete voulussent une bonne fois renoncer.

Pour vous en convaincre je vais vous exposer avec toute la précision possible les raisons qu'alleguent les deux partis pour la négative ou l'affirmative de l'accession au Traité de Hanovre, & pour soulager votre Mémoire vous trouverez à la fin de chaque objection la réponse qu'on croit y pouvoir faire.

*I. Objection.* \* Notre nation ayant besoin de la Paix pour reprendre des forces, il est à craindre que notre accession au Traité de Hanovre ne nous engage insensiblement dans une guerre, soit qu'elle nous entraîne par degrés dans des plans qu'on nous cache, soit que la Cour de Russie, qui nous a fait assez connoître, qu'elle désapprouve les liaisons que nous prendrions par cette accession avec la France & l'Angleterre, en prenne ombrage.

*Réponse.* Si le repos & la tranquillité de notre Patrie est l'objet véritable de nos souhaits, nous ne pouvons jamais mieux en assurer la durée qu'en accédant à un Traité qui selon sa teneur claire n'a pour but que l'affermissement de la Paix générale établie présentement en Europe. Et nous ne saurions mieux pour-

voir

\* C'est un Suedois qui parle.

voir à notre sûreté qu'en nous liant étroitement & en gardant des mesures avec ces Puissances, qui sont obligées par leurs propres intérêts à ne pas troubler notre tranquillité; & qui en même tems sont en état d'empêcher que d'autres n'y donnent atteinte.

La France, à en juger par les regles de la saine Politique, doit souhaiter, comme elle fait actuellement, de jouir de la Paix pendant l'âge peu avancé de son Roi, & ne songer à des guerres, ni les entreprendre, à moins que de s'y voir obligée par des démarches peu amiables ou suspectes de ses voisins.

L'Angleterre a fait des arrangemens pour acquitter ses dettes contractées dans les guerres précédentes, & comme son commerce florissant est la source la plus abondante de ses richesses, il doit par une suite naturelle faire l'objet principal de ses soins. L'un & l'autre sont le fruit de la Paix & la tranquillité de l'Europe, qui ne peut être altérée, sans que le credit de la nation qui fait une grande partie de la sûreté des fonds publics, s'en ressent.

Ces deux Puissances cependant aussi parfaitement unies qu'elles le sont aujourd'hui par l'intérêt qu'elles y trouvent chacune, se voient en état par leur assiette, par le nombre supérieur de leurs troupes, & par les flotes nombreuses, de tenir en bride tous ceux qui voudroient entreprendre de troubler le calme qui regne à présent en Europe.

Mais supposons contre toute probabilité qu'elles eussent formé des plans, qu'on nous cache, & dans l'exécution desquels on voulut nous entraîner, l'acte de notre accession  
ne

ne regle-t-il par les bornes de nos engagements? Et peut on nous obliger de les passer, quelques avantages que nous puissions y trouver.

Pour ce qui est des ombrages de la Cour de Russie, ils paroissent être bien mal fondés, si elle n'a pour but que le repos & la tranquillité, & si elle a dessein de troubler la paix dans le Nord, pouvons-nous mieux nous en garantir que par l'apui de la France & de l'Angleterre qui sont sans contredit les Puissances les plus capables de la maintenir, & qui y ont le plus d'intérêt? Au reste sommes-nous absolument obligez de choisir des amis au gré de la Russie? ou veut elle s'arroger sur nous le même droit que le Peuple Romain s'arroyoit sur ses Alliez? A quel titre pretendrait-elle plus de déférence de nous que de la Cour de Prusse, qui tout alliée qu'elle lui est de longue main, s'est portée, sans qu'on y ait trouvé à redire, partie principale contractante du même Traité, auquel on pretend trouver mauvais que nous accedions? Si la Cour de Russie a pû acceder au Traité de Vienne, sans nous consulter & sans nous en donner communication, (sans doute parce qu'elle y a trouvé ses avantages) quelle raison legitime peut-elle avoir de se formaliser de notre accession, si nous y trouvons les notres? A moins qu'elle ne nous croie tenus de suivre aveuglement la route qu'elle a bien voulu nous tracer.

*II. Objection* L'accession au Traité de Hanovre fournira à la Russie un pretexte specieux de defiance, dont elle pourra se servir pour envahir la Finlande, ravager derechef nos côtes, & porter dans le cœur de notre Royaume une Guerre dont les suites pourront être dange-

reuses pour notre Gouvernement & pour notre liberté.

*Reponse.* Il est évident par la reponse à l'objection precedente que l'accession au Traité de Hanovre, ne donne aucun sujet legitime d'ombrage à la Russie contre la Suede, puis qu'elle n'a d'autre vue en serrant ce nouveau noeud, que d'affermir son repos & celui de l'Europe, mais si la Russie veut y chercher un pretexte pour envahir la Finlande, & executer certains desseins qu'on se dit assez hautement à l'oreille par tout le Royaume, & qui tendent à la destruction de notre Gouvernement & de la liberté, en manquera-t-elle quand elle en voudra trouver, & qu'elle se sentira en état de les executer contre la Suede? Quelque claire que puisse être l'eau qui coulera de nos sources, ne nous accusera-t-elle pas toujours de l'avoir troublée? Pourons-nous alors espérer de trouver notre sureté dans notre complaisance, quelque aveugle qu'elle puisse-être? Nous garantira-t-elle mieux à l'avenir, qu'au commencement de l'année passée (tems auquel il n'étoit pas encore question de l'accession au Traité de Hanovre) des entreprises, que le grand armement à Petersbourg devoit alors executer, & que les sages representations de notre Ambassadeur, jointes aux opositions vigoureuses du Senat de Russie rompirent pour notre bonheur? Ce Senat a été refondu depuis, comme il est connu: On a fait encore de pareils armemens cette année, on a reçu d'étranges avis de toutes parts du veritable dessein de la Russie, dont on auroit peut-être senti les effets, si la flotte Angloise ne fut venue les arrêter. En y faisant la moindre reflexion,

flexion, n'avons-nous pas la meilleure raison du monde de nous assurer les secours des Puissances intéressées à notre conservation & attentives aux démarches d'un voisin, qui est sorti de ses justes bornes.

D'ailleurs supposé que la Russie nous menace d'une pareille invasion, en cas que nous accedions à l'Alliance de Hanovre, sa Puissance est-elle aujourd'hui si redoutable que notre nation, avertie qu'elle est d'un tel dessein, s'en laisse intimider? Une nation qui a donné tant de preuves de sa valeur qui se voit sur pied un nombre respectable de belles troupes, & qui est presque chargée d'Officiers expérimentez? Il est incontestable que l'Empire Rus sien a perdu beaucoup de son premier lustre & de sa vigueur depuis la mort de l'Empereur Pierre; & ceux qui ont vû, comme l'on dit, le dessous des Cartes, sont fortement persuadez, que l'Imperatrice, à moins que d'être seduite par les Conseils dangereux de certaines personnes, qui sacrifieroient toute la Russie pour parvenir à leurs fins, n'éloignera jamais l'élite de ses troupes, qui ont établi son regne & qui en font toute la sureté, & n'exposera point ces mêmes troupes, ou plutôt elle même, au fort incertain des armes, sur tout tant qu'elle aura sujet d'apprehender la realité des secours que la Suede pourra se promettre de la part de la France & de l'Angleterre par son accession au Traité de Hanovre, nonobstant les insinuations mal-fondées que l'on oppose à cette realité.

*III. Objection.* En cas que la Suede soit attaquée, quel secours peut-elle se promettre des Puissances aussi éloignées que la France & que  
l'An-

l'Angleterre, & ne sera-t-elle pas engloutie avant que la nouvelle qu'elle ait été attaquée puisse arriver à Paris ou à Londres.

*Reponse.* La Suede pour faire tête à la Russie, en cas qu'elles s'avilât de nous attaquer, n'a besoin que d'argent & de forces maritimes. L'éloignement n'a empêché jusqu'ici ni l'une ni l'autre des Couronnes alliées de remplir leurs engagements par rapport au secours d'argent, & le climat temperé de l'Angleterre permet à ses flottes de paroître dans la Baltique pour secourir ses Alliez, avant même que celle de Russie puisse sortir de ses Ports. Mais posons en fait que la flotte Angloise soit retardée; le Royaume de Suede n'est pas une conquête que l'on puisse faire d'emblée, il est au moins autant en état qu'au tems de Gustave de se garantir du joug des étrangers, pourvu que la trahison & la lacheté, dont notre Nation n'a pas été taxée jusqu'ici, ne soient pas le fruit monstrueux de notre desunion déplorable & fatale, qui pourroit donner occasion à nos ennemis & les enhardir dans leurs desseins de nous surprendre.

*IV. Objection.* Quand même la France & l'Angleterre seroient en situation de nous secourir, savoir si la France, dont l'amitié envers nous n'a pas été toujours sincere (témoin ce qui s'est passé aux Traitez de Westphalie & de Nimègue) remplira exactement ses engagements; si la flotte Angloise agira avec plus de vigueur qu'en 1719. Et si elle est capable de garantir nos Côtes des galeres Russiennes.

*Reponse.* Quelque inviolables qu'on pretende devoir être les engagements des Souverains

&c



& des Etats, l'on a cependant remarqué que leur propre intérêt a été de tout tems comme le Thermometre infallible de leur bonne foi & de leurs promesses, lequel a monté ou baissé, selon que leurs Alliances ont reçu quelques degres plus ou moins de chaleur des evenemens du tems, ou du changement des affaires. Si pour ne nous pas mecompter, nous nous reglons sur ce Principe, nous pouvons être assurez, que tant que la France & l'Angleterre (ainsi que nous l'avons fait voir ci-dessus) auront intérêt de maintenir la Paix en Europe, & à faire subsister un contre poids au Traité de Vienne, nous pouvons, dis-je, être assurez, que les secours dont on conviendra avec elles, seront réels, & que notre accession au Traité de Hanovre sert de pretexte à la Russie de nous attaquer, elles se presseront de les fournir si promptes & si vigoureux, que nous ne pourrions pas être fachez d'avoir été si injustement insultez. Nous pouvons même supposer probablement que ce même intérêt des deux Couronnes subsistera & nous garantira long-tems la solidité de leurs engagemens, puisqu'elles doivent apprehender que les liaisons étroites, que la Cour de Russie a prises aujourd'hui avec celle de Vienne, ne se perpetuent & ne se fortifient encore, quand le grand Duc où le jeune Czarowitz Neveu de Sa Majesté Impériale & Catholique montera un jour sur le Trône.

Il est certain qu'au Traité de Westphalie nous aurions pû obtenir des avantages plus considerables, si la France avoit voulu sacrifier ses intérêts aux nôtres, ou peut-être si nous avions voulu tenir bon nous-mêmes, vû  
les

les Armes victorieuses que nous avions à la main lors du dit Traité, mais il faut avouer en même tems que la Suede auroit obtenu bien moins alors, si elle n'avoit pas été relevée par le secours de la France après la grande défaite de Nordlingen. Pour ce qui est des sacrifices peu considérables que nous fûmes obligées de faire par les Traitez de Nimegue & autres de la même Epoque, qui nous firent rentrer dans toutes nos Provinces d'Allemagne, si nous en rendons la France responsable, elle seroit aussi en droit de nous reprocher que l'emploi que nous avions fait des subsides immenses qu'elles nous payoit alors, ne répondoit pas à son attente, & que notre armée honteusement surprise & défaite à Fehr-Bellin, n'avoit agi ni selon le plan, ni avec la vigueur dont on étoit convenu.

Mais puisque les exemples doivent décider dans cette rencontre, pourquoi passe-t-on sous silence les secours genereux que cette même France donna au feu Roi Charles XII. de glorieuse memoire. La triste situation où nous étions, lui rendoit notre amitié très inutile, & l'épuisement où la France se trouvoit après avoir soutenu une guerre très-onereuse, augmentant le prix de son assistance, mettoit dans le plus beau jour la sincérité de son amitié pour la Suede.

Quant à l'Angleterre, on lui impute d'autant plus ouvertement & hardiment tous nos derniers malheurs pour la rendre odieuse, que la moindre partie de notre nation est peu instruite à fonds des moindres circonstances de ce qui s'est passé alors. On nous les cache soigneusement pour sauver notre propre turpitude,

tude, d'où est venu que le peuple, outré du ravage cruel que les Russes ont commis sur nos côtes, en a jetté toute la haine sur les Anglois, ne pouvant se vanger sur les véritables auteurs de leurs souffrances. Il a plu aux Russes & à leurs adherens de nous fortifier dans cette persuasion & pour faire diversion à la haine immortelle que leur conduite devoit graver dans nos Cœurs, ils ont répandu à cette occasion des discours artificieux & remplis de malignités sur la conduite de l'Amiral Anglois, qui, quelque peu fondés qu'ils puissent être, ont fait d'autant plus d'impression que les esprits du Peuple étoient déjà prevenus & aigris contre les Anglois. On auroit dû autrement tenir ces insinuations Russiennes pour suspectes, d'autant que les Russes se sont tellement acharnez contre l'Angleterre qu'on peut aisement en conclure qu'ils trouvent cette Couronne un peu trop dans leur chemin, & que par conséquent ils ne seront pas bien aise que la Suede s'attache à elle & à ses Alliez.

*Mais venons au fait.*

1. On accuse la flotte Angloise de s'être arrêtée dans le Sund dans le tems qu'elle auroit pû faire diligence pour venir couvrir nos côtes contre les Russes. 2. Qu'elle n'a pas rempli notre attente ni les promesses que l'Angleterre nous avoit faites de nous aider à reprendre sur les Moscovites nos Provinces perdues, 3. l'on veut que l'Amiral Anglois ébloui par les presens considerables de nos ennemis n'ait pas executé ses ordres.

Sur le premier Point les Anglois font voir que quoiqu'ils ne fussent point tenus d'envoyer lui de faire agir leur flotte en notre faveur  
qu'a-

qu'après la Ratification du Traité fait alors avec eux, leur flotte mit néanmoins à la voile du Sund, pour venir à notre secours avant même la signature dudit Traité, de sorte que bien loin d'être responsable des ravages que les Russes firent sur nos côtes, dont notre lenteur à conclure ledit Traité fut cause, & non le prétendu retardement de leur flotte; ils soutiennent d'avoir sauvé la Suède d'un bouleversement general, par leurs secours hatif, dont le feu Empereur de Russie est tombé d'accord, ainsi qu'ils le pourront prouver en tems & lieu par des preuves incontestables.

Sur le second Point, ils rapellent non seulement la teneur dudit Traité qui ne contient pas ces amples promesses que bien des gens ont crû nous y être faites, mais ils prétendent encore que comme leur flotte n'étoit qu'auxiliaire, & que ses operations dependoient de la decision de l'Amiral Suedois, ce n'est pas à elle que l'on doit s'en prendre, si les flottes ont negligé les occasion que l'on croit avoir eu de bien faire, & si celle d'Angleterre agit avec moins de vigueur qu'elle n'auroit pû. Ils font encore voir par les Memoires de l'Amiral Norris, pour concerter les operations de la campagne suivante, & par les reponces qu'on y a fait de notre part, que nous étions encore irresolus sur l'exécution du plan agréé pour chasser les Russes. Effectivement quand nous nous retraçons les actes de ce tems-là, nous ne pouvons pas nous empêcher de convenir, que nous ne nous sentions point de cette vigueur si necessaire pour des entreprises de cette nature, mais que fatiguez d'une guerre fan-

glante

glante & fatale, nous nous reposions presque entierement de la reprise de nos conquêtes sur nos amis, pendant que nous nous livrions aux premieres douceurs de la paix.

Pour ce qui est du trait empoisonné qu'on a lancé contre l'Amiral Norris, il est part d'une main trop tremblante pour pouvoir porter coup. Mr. F \* \* \* auroit dû mieux soutenir son propre honneur mis en compris par le Memoire du Ministre d'Angleterre, & ne point se battre en retraite, s'il avoit voulu attaquer avec succès celui de l'Amiral Norris, si cet Amiral s'est laissé corrompre, il faut necessairement accorder que ses ordres étoient bons & dans les formes, mais qu'il n'y a pas obéi. La consequence qui s'enluit ne sera pas peut-être non plus du goût de F \* \* \*, & de ses adherens; car si les ordres de l'Amiral Anglois étoient tels qu'il les faut absolument supposer, en soutenant qu'il a été corrompu, on n'a rien à reprocher à la Cour d'Angleterre, à moins que les Russes ne s'avisent d'avancer de nouveau que la Cour d'Angleterre avoit sous main demandé au Czar de corrompre l'Amiral Norris; de sorte que par la connexion même des circonstances, il paroît que sous une accusation aussi bien que sous l'autre, il y a plus de malice & de mechanceté cachée, que de verité, dans le dessein de noircir l'Angleterre, de faire naître & entretenir une forte méfiance contre elle. Il est certain, que dans l'année 1719. lorsque nous conclumes le Traité avec l'Angleterre, nous faisons plus de reflexion sur cette Couronne, comme le parti le plus fort dans l'Europe, moiennant la celebre Quadruple Alliance, par

laquelle elle étoit si étroitement liée avec la France, la Hollande & l'Empereur des Romains, & nous aurions immanquablement recouvré par le moien de notre Alliance avec l'Angleterre, la plus grande partie de ce qui nous a appartenu du côté de la Russie, si la Cour de Vienne avoit voulu alors en faire cause commune avec l'Angleterre & la France comme on s'y attendoit de tous côtés, & si l'Empereur des Romains y avoit voulu entrer, non-seulement en reconnoissance du Royaume de Sicile, que lesdites Couronnes venoient alors de lui remettre entre les mains, mais aussi à cause de l'interêt que lui & d'autres Puissances de l'Europe doivent avoir à assister la Suede, & à renfermer la Russie dans ses anciennes bornes, pour la conservation de l'équilibre dans le Nord. Si la Cour Imperiale s'étoit jointe, tout auroit peut-être été fini dans une seule Campagne; mais quelques instances & remontrances pressantes que l'Angleterre & la France, de même que les Ministres de Suede firent à Vienne, tout a été en vain, jusques-là même que lors que l'Angleterre demanda les Troupes auxiliaires stipulées entre elle & l'Empereur par un Traité particulier \*, on les lui refusa sous pretexte qu'on n'étoit pas sûr du côté des Turcs. Par cette conduite la Cour Imperiale fit voir qu'elle n'avoit pas fort à cœur ni le retablissement de la Suede, ni la conservation de l'équilibre dans le Nord; & l'on trouva que cette même conduite fut le commencement de cette jalousie d'Etat, qui regne presentement entre ces deux Puissances.

\* Conclu à Londres en 1719. par le Comte de *Voltaire*.

Puissances de l'Europe. Par ces raisons la France ne trouvant pas raisonnable de s'engager dans des troubles & des difficultez dans le tems d'une minorité, pendant que l'Empereur se tenoit tranquille, quoiqu'il eut les mains libres, l'Angleterre par conséquent se trouva seule, & ne pouvoit absolument prendre sur elle tout le fardeau de la Guerre, ni rien entreprendre avec quelques apparences de succès. A juger donc sainement, si l'on veut parcourir sans prevention les affaires de ce tems selon leurs veritables circonstances, on trouvera que ce n'a pas été par la faute de l'Angleterre que nous avons si peu profité de son Alliance en 1719., & si l'on ne veut attribuer nos malheurs à la situation fatale des conjonctures, il faut au moins partager le blâme avec une autre Cour, comme on vient de le faire voir.

Au reste, à juger de l'avenir par le passé, notre Histoire depuis Charles-Gustave nous oblige de compter l'Angleterre pour un de nos plus solides Alliez, & la veritable pierre-de-touche de la bonne foi des Princes. L'intérêt nous assure avec certitude de celle de cette Couronne independamment de ce que nous avons démontré ci-dessus sur ce point, & des apprehensions que l'Angleterre pourroit avoir de perdre une des plus fortes branches de son commerce, si le feu Empereur de Russie avoit mis à execution son projet de faire passer le Negoce de Perse & d'Asie par la Russie. La situation delicate où se trouve aujourd'hui l'Europe, & les événemens qui pourroient troubler sa tranquillité, rendent notre amitié d'autant plus necessaire à la France & à l'An-

gleterre, que nous sommes situez, en voulant même rester entierement tranquilles, de maniere à pouvoir tenir en échec les Puissances qui pourroient concourir à une fin si funeste; car si la France & l'Angleterre, qui en veillant à la tranquillité publique, ne sauroient perdre de vûë, ni abandonner les affaires du Nord, avoient des affaires sur les bras de ce côté-là, il est évident que les Puissances, dont on vient de parler, auroient beau jeu dans le Sud.

Mais ceux qui veulent semer si artificieusement parmi nous la desiance contre la France & l'Angleterre, & nous obliger de nous abandonner à la bonne foi des Russes, quel exemple ont-ils à produire qui puisse nous y engager? Notre Histoire ancienne & moderne est remplie de faits memorables de la foi Grecque, dont l'orthodoxie ne s'est pas même dementie, ainsi qu'on le verra en tems & lieu dans ces dernieres années. Nos voisins, la Pologne & le Dannemarc, tremblent encore quand ils se souviennent du peril que leur trop grande confiance dans l'Alliance Rusienne leur a fait courir.

Il ne nous resteroit donc qu'à examiner si la Flotte Angloise est suffisante pour garantir nos Côtes contre les insultes des Galeres Rusiennes, mais l'exemple de cette année ne nous laisse aucun doute sur ce point, & cette demonstration Phisique vaut mieux que tous les raisonnemens qu'on étale pour prouver le contraire. Car quelque bon vent qu'il ait soufflé pour faire prendre le large à la Flotte que la Cour de Russie nous avoit si souvent assuré devoir sortir, pour éprouver la contenance de



l'Escadre Angloise , leurs Galeres & leurs Vaisseaux ne l'ont jamais trouvé assez favorable pour se montrer, quoiqu'ils eussent plus d'une raison qui les engageât à donner quelque chose au hazard.

Aussi s'est-on jetté sur ce que l'Angleterre se laissera de faire la dépense d'envoyer tous les ans une Escadre dans la Mer Baltique. Mais outre qu'une partie de ces Gardes-Côtes, dont l'entretien est couché sur l'état ordinaire, suffit pour former cette Escadre, on ne peut pas douter que l'Angleterre ne veuille soutenir cette dépense, quoiqu'elle fut extraordinaire, vû qu'elle perdrait le fruit de celle qui a déjà été faite, au moins jusqu'au tems que la Suede se trouvera en état de ne plus craindre la Marine Rusienne.

*V. Objection.* Si la Suede se croit assez appuyée pour ne pas s'allarmer du danger qui la menace , elle devrait au moins sacrifier son accession au Traité de Hanovre , aux riches esperances qu'on nous fait entrevoir de la part de la Russie, & qu'aucune offre, que la France & l'Angleterre nous pourroient faire , ne sauroit balancer. Elles ne peuvent non plus être prises pour de faux apas , puisque l'Impératrice veut contribuer elle même aux moyens de pouvoir faire agir nos forces en nous fournissant 300. mille Roubles , subside que l'Ambassadeur Rusien doit avoir ordre d'augmenter jusqu'à un million de Roubles payables dans trois années, c'est à-dire trois cens & quelques trente mille par an. Il n'est pas non plus naturel que l'Impératrice de Russie agisse avec tant de confiance , si elle n'avoit pas une intention sincere d'exécuter en tems & lieu les desseins

qu'elle a formé pour le bien de la Suede & de Son Altesse Royale.

*Reponse.* Jusqu'ici les grands avantages qu'on a repandu sourdement nous être destinez, ressembloit aux fleurs que la palingenesie des Chimistes fait sortir de leurs cendres, & qui s'évanouissent aussi-tôt qu'on y touche. Y a-t-il personne, qui puisse assurer avec verité, d'avoir vû à cet égard la moindre certitude, que la politique doit exiger dans des cas de cette importance? Il est vrai que l'integrité & la capacité de l'Ambassadeur que nous avons eu à la Cour de Petersbourg, à la foi duquel on doit avoir confié cet important mystere, vous repond de cette existence, mais depuis que le plus experimenté de nos Ministres, & le plus rompu dans les intrigues se trompe aux caresses & aux fausses confidences d'une certaine Cour, & nous endormit par ses assurances fatales, nous ne devons pas être blâmez d'être mieux sur nos gardes, & d'exiger de certaines sûretés que la prudence la moins défiante doit demander dans des occasions de cette nature.

Cependant posons en fait que les dispositions de l'Imperatrice dans cette rencontre soient des plus sinceres, & qu'elle soit résolue de donner toutes les assurances qu'on pourroit raisonnablement demander, il est toutefois incontestable qu'elle ne se résoudra jamais à les remplir, qu'autant qu'elle pourra envisager l'établissement de sa Famille. De ce principe, qui regne dans toutes les mesures, suit une consequence naturelle que, vû les differens cas qui peuvent arriver, elle ne se resou-

refoudra jamais à mettre ses projets en execution pendant sa vie.

La Princesse sa fille ainée peut deceder avant Son Altesse Royale, ou Son Altesse Royale avant la Princesse, sans avoir laissé de posterité: voudroit-elle alors s'être depouillée uniquement pour l'amour de la Suede, de tout ce qu'elle a de plus precieux, & se reposer du sort de la Princesse cadete, & peut-être du sien, sur la reconnoissance d'une Puissance étrangere, quelque redevable qu'elle lui pût être? Voudroit-elle même independamment de ces événemens descendre de ce faite de grandeur si flateuse, sacrifier à sa tendresse pour sa fille sa propre sureté, & s'exposer à des revers presque inevitables, quelque bien concertées que puissent être les mesures qu'elle croiroit avoir prises.

Ce n'est donc qu'après sa mort que nous pourrions esperer de jouir de ces avantages incomparables, mais qui chargera-t-elle de ses dernieres volontez? Sera ce l'Empereur des Romains, qui à interêt que son neveu en montant sur le Trône de Russie, conserve l'Empire dans son entier, sans quoi il ne pourra tirer de lui aucune utilité, outre que d'ailleurs, par la situation de ses Etats, il est trop éloigné pour remplir, quand il 'y seroit disposé, les promesses dont il se seroit chargé? Sera-ce la Republique de Pologne, ou le Roi de Prusse? Celle-là a vû de tout tems avec douleur les bijoux dont il s'agit entre nos mains, & celui-ci ne pretendroit pas moins en recompense de sa garantie, que d'avoir une part considerable au gâteau? Ou sera ce enfin le nouvel Empereur de Russie? Respec-

ra-t-il les dispositions d'une Princesse dont la memoire ne peut lui être agreable par plus d'un endroit, & content de la plus vaste portion, se desistera-t-il tranquillement de celle qui donne à la Russie toute la consideration qu'elle a en Europe? En attendant un avenir si douteux, pour ne pas dire impossible, & qui tout au moins est un bien éloigné, nous devons être toujours dans la dependance de la Cour de Petersbourg : nous devons regler toutes nos demarches, nos mesures & nos conseils selon son bon plaisir ; nous devons entrer dans tous ses desseins & ses vûes, autrement nous serons menacez à chaque moment de perdre l'esperance de ces avantages qu'on nous fait entrevoir, outre que cette Cour trouve son interêt à nous tenir en suspens par ce leuge, tant qu'elle pourra, afin de nous avoir toujours à sa devotion. Par la même raison elle pretend que nous renoncions à l'accession du Traité de Hanovre, afin qu'il n'y ait point d'autres Puissances sur laquelle nous puissions nous reposer, ce qui seroit nous priver de cette independance dans laquelle Dieu & la Nature nous ont établis, & que nous ne sournons observer que par notre accession au Traité de Hanovre, qui affermit la base de notre bonheur, le repos, la tranquillité & l'independance de nos Conseils, & de tout le reste. Negligerons nous donc les offres de la France & de l'Angleterre, qui peuvent & veulent bien nous mettre en état de profiter de toutes les occasions & conjonctures, & de nous gouverner par nous mêmes.

En un mot qu'on ne nous detourne point  
de

de notre veritable route par des feux follets, & que l'Imperatrice de Russie nous fasse connoître l'affection qu'elle nous porte, non par de belles paroles & de vaines promesses, mais par des realitez. Si pour commencer, elle nous promet seulement Wibourg, il nous fera aisé de porter la France & l'Angleterre à nous garantir un present si considerable, mais pour n'obmettre rien qui puisse servir d'éclaircissement, nous allons examiner de plus près ces grands avantages pretendus, en quoi ils consistent, de quelle nature ils sont, & comment ils peuvent être mis en execution.

On pretend donc que l'Imperatrice de Russie voyant qu'elle ne sauroit se maintenir à la longue sur le Trône, songe à tems à s'affurer d'une retraite en Suede, en nous mettant prealablement en possession de toutes, ou de la plûpart des Places & Provinces que la Russie nous a ôtées; que dans cette vûe elle demande que la Finlande soit renforcée par un nouveau Corps de Troupes transporté de Suede pour être à portée de prendre possession des Villes & des Pais qui nous seront rendus un jour.

C'est le discours qu'on se dit ici à l'oreille. Or on auroit de la peine à s'imaginer que cette Princesse y eut jamais songé, vû que c'est une chose si extravagante, si delicate, ou même si dangereuse pour elle, qui est la Regente du Pais, qu'on doit s'étonner de ce qu'on lui attribue une telle offre; on a d'autant moins de raison de croire, ou même de regarder comme probable, qu'elle ait serieusement un pareil dessein, qu'au moins parmi

nous il est public, au lieu que les desseins de cette nature doivent être tellement cachez, avant qu'on frappe le coup, que personne n'en fache la moindre chose, excepté les Souverains même, & quelques-uns de ceux qui doivent les mettre en execution. Personne de sensé ne peut s'imaginer que la Nation Russe y consente, mais plutôt qu'elle seroit fort choquée d'un tel dessein, non seulement à l'égard de l'Imperatrice, mais aussi par raport à nous, que cette Nation auroit lieu de regarder, comme tachant de lui ôter des Provinces, que nous lui avons non seulement cédées, mais encore garanties; ce qui seroit le véritable moyen de l'irriter contre nous, en quoi on n'a pû réussir jusques-ici. Si donc par une telle conduite nous avons offensé & éloigné de nous la France & l'Angleterre, en refusant l'offre de nous admettre dans l'Alliance de Hanovre, qui pourrions-nous appeler après à notre secours? Il seroit trop grossier de nous vouloir imaginer que la Nation Russe, ou ceux d'entré eux qui sont portez pour les intérêts de la patrie, n'en auroient pas le vent, attendu que le bruit de ce grand secret court parmi nous d'un bout du Royaume à l'autre. Une marque certaine qu'elle en a déjà été avertie, c'est que depuis peu on a défendu publiquement à Wibourg sous de grandes peines de dire ou de débiter que l'Imperatrice, ou qui que ce soit, ait dessein de livrer la Ville & la Forteresse de Wibourg. Il se peut qu'il y ait de certaines gens qui tachent de nous porter à y prêter l'oreille, afin de se servir ensuite de ce moyen pour irriter la Russie contre nous; la chose est fort embarrass-

barrassante & fort delicate, & il faut que nous y allions bride en main, afin qu'il ne nous arrive point comme au chien dans la Fable, qui saisit l'ombre & laisse échaper le corps. Comme c'est une extravagance que de s'imaginer que l'Imperatrice de Russie songe à de tels desseins qui ne seroient que trop hazardés, tant pour elle à les faire proposer ou insinuer, que pour nous à y prêter l'oreille; il est d'autant plus étonnant qu'il se trouve parmi nous des gens qui tachent de nous faire accroire que cette Princesse travaille actuellement à de pareils projets, & qu'ils se donnent toutes les peines du monde pour nous les faire goûter. Mais puisqu'ils ont une aparence flatueuse qui impose à plusieurs bonnes gens, jusqu'à y ajouter foi, nous en allons examiner de plus près les circonstances, & en attendant que nous en soyons mieux instruits, nous les regarderons, non comme une véritable proposition de l'Imperatrice de Russie, mais comme un artifice concerté pour nous détourner des engagemens que la France & l'Angleterre nous offrent, afin que nous soyons obligés de nous jeter tête baissée entre les bras de la Cour de Russie.

En passant on ne sauroit s'empêcher de remarquer que cette même espece de gens, qui d'ailleurs font sonner si haut la Puissance de l'Imperatrice de Russie, le respect & l'autorité qu'elle a dans ses Etats, de même que l'affection que ses Sujets lui portent, dont on voit l'effet par ses flottes & ses armemens maritimes, & par la consideration que toute l'Europe lui marque, que ces mêmes gens, dis-je, representent d'un autre côté les affaires si dé-

la-

labrées, qu'elle seroit obligée de fuir hors du Pais avant un an. Il ne leur coûte rien d'asfortir des propos si contradictoires, pourvû qu'ils aillent à leur but, & il faut qu'ils n'ayent point grande opinion des Sujets & des Habitans de la grande Russie, pour s'imaginer qu'ils passeront ainsi sur tout indifferement.

La raison pour laquelle des gens simples parmi nous trouvent ce conte de leur goût, est qu'il leur est agréable, & peut-être parce qu'ils s'imaginent qu'il est aussi facile de ceder & de livrer à des Etrangers des Villes & des Provinces entieres, qu'il est aisé parmi des particuliers de transporter un billet de Banque, une maison en ville, un bien de campagne; le possesseur d'un tel billet, d'une telle maison, ou d'un tel bien en peut disposer librement & en faire ce qu'il veut sans être responsable à personne. Un Souverain peut bien quelquefois, quand on lui a donné le pouvoir, legitimelement disposer à son gré de l'administration & des affaires de l'Etat, mais il ne peut jamais, suivant les principes fondamentaux du Gouvernement Civil, donner ni le Royaume, ni une partie, sans violer les Droits des Sujets. Nos faiseurs de projets repliqueront, sans doute, que ce n'est pas notre affaire de nous mettre en peine de quel Droit l'Imperatrice fasse ces cessions, pourvû que la Suede y gagne, mais supposé qu'on passe encore sur ce scrupule, il est certain que la Nation Russe a droit de s'en prendre à celui qui prend aussi-bien qu'à celui qui donne illegitimement, de forte qu'il faut bien prendre de la circonspection par raport aux principes, suivant lesquels on



on agit, il faut voir premierement s'il est possible de s'emparer de ce qu'on offre, & après comment s'en conserver la possession.

De quelle maniere, par qui, & quand fera-t'on l'ouverture de cette belle offre? Rejetterons-nous donc l'engagement avec la France & l'Angleterre avant que nous entendions quelque chose de clair & de net de l'autre côté? N'apreterions-nous pas bien à rire, si cet en-fantement de montagne ne produisoit qu'une souris? N'aurions-nous pas bien pris nos mesures, si nous avions par avance éloigné de nous ces deux Couronnes.

L'Ambassadeur Russe qu'on attend, traitera-t-il sur cette affaire? Il apportera peut-être bien de l'argent, & beaucoup de propositions, comme on a vû depuis peu en un autre endroit dans notre voisinage, mais s'il vient pour toucher un mot sur ces offres, c'est sur quoi on laisse à faire reflexion.

Poursuivons maintenant, & voyons ce que nos Troupes de renfort, demandées selon le projet, feront en Finlande. Elles prendront, dit-on, possession des Places & des Pais qu'on nous livrera; mais sachons donc quelle Place & quelle partie du Pais l'Imperatrice de Russie nous fera livrer en premier lieu? On dit qu'elle fera sortir les Garnisons des Forteres-ses afin que nos Troupes y entrent. Cela dependra aparament du Gouverneur, du Com-mandant, ou de la Garnison de chaque Place, qu'il faut auparavant corrompre, autrement il n'est gueres probable qu'ils obeissent aux ordres de l'Imperatrice. Le Commandant de Riga sera sans doute le premier qui en sortira, mais comment suposer que nos Troupes de  
ren-

renfort marcheront de Finlande au travers de l'Empire & de toute la Livonie plus de soixante mille de chemin pour prendre possession de Riga, & que les Russes ne s'y opposeront pas avant qu'elles puissent y arriver, malgré la volonté & les ordres de l'Impératrice. La Garnison de Riga sera-t-elle sortie avant l'arrivée de nos Troupes, ou non ? Si elle sort la première, le Roi de Prusse pourroit prendre possession de la Ville aussi-tôt que nous, & peut être s'oposeroit-il à nos Troupes, cette Place n'étant pas moins à sa bienveillance qu'à la notre. D'ailleurs un Gouverneur qui se sera laissé corrompre par l'Impératrice du Russie, ne prendra-t'il pas aussi de l'argent du Roi de Prusse ou de la Pologne ; Si la Garnison Russe reste dans la Place jusqu'à l'arrivée de nos Troupes, & que le Gouverneur ait changé de sentiment, que deviendra le projet ? Mais, objectera-t'on, nos Troupes pourront être transportées à Riga par Mer. Alors il seroit mieux & plus commode de les faire passer plutôt de Suede que de Finlande, il en est tout de même par rapport à Revel. De sorte donc que tout l'avantage qu'on pourroit se promettre de ce Projet & de cette Armée de renfort en Finlande, seroit de se mettre en possession de Wibourg & de Petersbourg, mais nos Troupes qui sont déjà cantonnées ne pourroient-elles pas en faire autant ? Car si nous sommes en état de prendre possession des Fortereses qu'on doit nous livrer, nous le sommes aussi pour y envoyer des Troupes de renfort, le cas existant. Il y a encore une autre réflexion à y faire, c'est-à-dire, si cette évacua-

cuation pourra se faire tout à la fois ou non. Si elle se fait tout à la fois, comme cela se devoit, quoique cela ne soit presque pas praticable, alors nos Troupes dans le voisinage de Petersbourg n'y sauroient contribuer que de peu ou de rien. Si l'évacuation ne se fait pas tout à la fois, mais de maniere qu'on livre premierement une place, & après cela une autre, n'a-t-on pas raison d'aprehender que les Russes s'apercevant d'une pareille trahison, ne prennent des mesures qui nous fassent manquer l'évacuation des autres Places? Outre cela, quelle contenance croit-on que le Roi de Prusse & la Republique de Pologne tiendront à tout cela? Apparemment que ces Puissances regarderont avec indifférence que nous nous remparions de la Livonie, & qu'elles resteront tranquilles, pendant que nous ferons une telle convention avec l'Impératrice de Russie, ou qu'elle la mettra en execution: on s'en raporte à tout homme droit, & qui aime sa Patrie, si la Suede peut d'aucune façon trouver en tout cela sur quoi se reposer avec sûreté, ou si toutes ces belles offres, ces grandes & riches esperances cachées, dont on nous veut repaître, ne sont pas du vent & des châteaux en l'air, de sorte que celui qui y ajoute foi, & qui fait fond là-dessus, a ou en vue quelque étranger hors du Royaume, ou est plus simple qu'un Hottentôt.

Après tout, supposons que par ce moyen nous recouvrions nos Provinces, soit en entier ou en partie, ne faudra-t-il pas toujours combattre pour nous y maintenir? Il n'y aura plus d'assistances à attendre de la part de l'Im-  
pera-

peratrice de Russie, car après une telle démarche les affaires y seront ruinées; & on peut voir par ce que ci dessus, à quoi il faut s'attendre de la part de l'Empereur des Romains, de la Prusse & de la Pologne, que pourroit faire la Suede seule sans argent, sans flotte & sans magasins, contre la grande Puissance de la Russie, & contre l'appetit des autres voisins qui tacheroient de profiter d'une telle occasion? Au contraire quelle assistance sûre n'aurions-nous pas de la France & de l'Angleterre, qui ont un si grand intérêt & seront bien aises de voir qu'il se presente une conjoncture de faire ravoir à la Suede ce qui lui appartient de ce côté-là: nous en avons déjà allégué les raisons, savoir pour l'avantage de leur Commerce, & pour remettre l'équilibre dans le Nord, de même qu'afin qu'il ne revienne pas trop d'avantage à l'Empereur, si le jeune grand Duc en remontant sur le Trône de Russie, gardoit tout ensemble. Ne voyons nous pas clairement que l'Alliance que les deux Couronnes nous offrent, nous est très nécessaire, que nous ne saurions nous en passer, & que par toute sorte de raisons ces pretendus avantages cachez ne pourroient être mis en execution avec la moindre fureté, pour le Royaume de Suede, que par l'assistance de ces Couronnes; de sorte que sans avoir besoin de beaucoup de paroles, & sans un grand détail, il est clair comme le jour, que non seulement l'Imperatrice de Russie peut bien compatir avec notre accession au Traité de Hanovre, d'autant que par cet engagement la Suede ne peut, ni ne veut entrer en quoi que ce soit qu'on puisse croire avec raison

raison defavantageux à l'Imperatrice de Russie, mais que nous ne saurions jamais que par ces engagements avec la France & l'Angleterre, obtenir l'exécution de ces grandes promesses & de ces preuves d'amitié qu'on nous fait entrevoir de si loin de la part de l'Imperatrice de Russie, à laquelle nous souhaitons & espérons nous mêmes de pouvoir un jour parvenir. Puis donc que les avantages secrets n'empêchent point que nous n'osions accepter l'offre d'engagement plus étroit avec lesdites Couronnes, c'est une maxime infaillible & une vérité incontestable que nous ne saurions mieux pourvoir à notre repos & à notre sûreté que par ces mêmes engagements. Car en cas que l'Imperatrice se soutienne, & que la Puissance de la Russie qui est si proche & si dangereuse, reste unie & entiere, nous n'aurions pas tant à craindre étant appuyez par des Alliez si puissans, que si nous nous jettions entre les bras de la Russie seule. Dans les affaires d'Etat où il s'agit du bonheur de tout un Royaume, ou de toute une Nation, il ne faut admettre aucune sûreté, à moins qu'on ne puisse la voir évidemment, & pour ainsi dire, y toucher: de simples paroles, & du papier ou du par chemin ne suffisent pas, puisqu'on ne peut s'y fier qu'autant qu'on a le pouvoir en main, pour tenir l'autre en échec. Un Etat si foible, qui se trouve entre deux Parties puissantes, a grand intérêt de les ménager également, de se les conserver, & de les balancer l'une par l'autre, afin d'éviter, s'il est possible, de donner sujet à l'un d'eux de se lier contre cet Etat, de sorte que si la Russie ne se montre pas favorable pour nous,

en accedant à l'Alliance de la France & de l'Angleterre, nous les avons à notre secours & *vice versa*. De plus si l'Imperatrice ne se soutient pas, nous ne pourrions tirer d'avantage d'aucune occasion ou changement qui arriva de ce côté-là, sans l'assistance de ces deux Couronnes. On demande pourquoi l'Imperatrice s'opose à notre accession au Traité de Hanovre? on aura de la peine à alleguer d'autres raisons, sinon que cette Allié ne permettra jamais à la Cour de Russie de gouverner si absolument en Suede qu'elle a fait auparavant, lorsque nous pourrons nous reposer sur quelqu'autre que sur l'Imperatrice. Pour mettre cette verité encore plus dans son jour; comme nous avons déjà vû que si la Cour de Petersbourg n'a autre chose à proposer à la Suede, & que si cette esperance cache de grands avantages, dans le dessein de nous détourner d'une Alliance plus étroite avec la France & l'Angleterre; il faut voir aussi ce que la Cour de Russie gagneroit par elle-même, si ces grandes offres reussissent. C'est ce que nous verrons aisement en examinant à quoi nos Troupes de renfort, qu'on insiste devoir être au plutôt transportées en Finlande, sont proprement destinées, & il nous paroitra encore plus clairement qu'on a plutôt en vûe l'avantage de la Cour Russe que la moindre utilité pour la Suede. Il faudra pour le corps de renfort au moins dix mille hommes, outre les Troupes qui sont déjà cantonnées en Finlande. Suivant ce projet ces Troupes devront rester là & attendre le tems qu'on trouvera convenable pour leur livrer quelques Fortereses ou autres, ainsi qu'on

qu'on vient de dire, mais on a déjà dit quand & comment cela pourra se faire. En attendant la Cour de Russie gagne cela, qu'à l'occasion de l'arrivée de cette nouvelle armée en Finlande, elle se fait respecter comme si ces Troupes étoient prêtes pour le service de l'Impératrice afin de reprimer tous les desordres, qui par hazard pourroient naître au dedans de la Russie: en contenant les mecontents cachez, elle sera fortifiée de plus en plus dans son administration, & n'aura plus besoin de s'assurer une retraite, quand croit-on que le tems viendra qu'elle nous livre quelques-unes de ces Places, suivant l'offre si souvent mentionnée? Plus nos Troupes resteront en Finlande, moins y aura-t-il d'apparence à son exécution. Pourquoi veut-on donc nous éblouir ainsi, & en faire accroire aux Habitans du Royaume, puisque nous trouverions même au bout du compte, qu'au contraire, sans savoir ce que nous faisons, enfliez de grandes esperances, nous aurions aidé de la manière la plus efficace à soutenir une Puissance trop redoutable pour nous, & du côté de laquelle le cœur du Royaume est sans défense? Mais sans se contenter de ces raisons, on pretend encore que la Suede rejette les engagements avec la France & l'Angleterre: afin que ces deux Puissances choquées de notre refus, se lient plus étroitement avec le Danemarck, & que nous nous reposions d'autant plus sur la Russie, que nous nous jettrions absolument entre les bras qu'elle nous tend, & que nous lui tendions même tranquillement le col. Si l'Impératrice de Russie a raison de chercher son propre affermissement la Suede a-t-elle moins de droit

de chercher sa sûreté, vers laquelle le bon sens nous dirige, non du côté d'où provient notre danger, mais de celui dont nous pouvons tirer des ressources pour nous en garantir, & du côté des Puissances qui nous font voir une intention droite & sincère, en ce qu'elles ne demandent pas de nous que, pour l'amour d'elles, nous donnions atteinte à notre amitié avec la Russie, comme cette dernière Cour fait à leur égard. Pour revenir au projet de la nouvelle armée de Finlande, outre que la Cour de Russie en sera plus affermie qu'auparavant, non-seulement sans aucun avantage pour la Suede, mais plutôt à son grand danger; il y a encore cette reflexion à faire: si la Cour de Russie voyant cette armée si près d'elle ne pourra pas, pour s'assurer d'elle, employer le même moyen dont elle pretend s'être servie à l'égard de l'Amiral Norris. Ceux qui connoissent les foiblesses du cœur humain, peuvent le mieux juger jusqu'où une si grande tentation pourroit aller, & en même tems, s'il convient à la sûreté du Royaume, que la Suede s'expose à un pareil cas. Car si un tel malheur arrivoit, & que la mer fut libre, comme elle sera en cas que la France & l'Angleterre soient rebutées, on peut s'imaginer aisement le danger que nous courrons par les promenades de la Flotte Rus-sienne, qui sera d'autant plus grande, que les Troupes au dedans du Royaume seront diminuées, & que celles qu'on aura envoyées au dehors seront peut-être corrompues & achetées, si la tentation est si forte du côté des voisins, & qu'ils ayent assez de pouvoir en main, on ne peut pas dire que ce soit être trop  
soup-



soupçonneux que de conseiller que le Royaume soit sur ses gardes, afin qu'il ne tombe pas dans un cas si périlleux.

Pour ce qui regarde le million de Roubles qu'on dit que la Cour de Russie offre, personne ne fait encore au juste, combien il en vient, mais cette somme sera apparemment comme un appas, pour nous faire mieux goûter les autres conditions, c'est-à-dire les refus de l'Alliance avec la France & l'Angleterre, & la nouvelle Armée en Finlande. Nous pouvons juger par ce qui est dit ci-dessus, si nous pouvions prendre cet argent, sans prejudicier à la sûreté du Royaume, & s'il nous en reviendra quelque utilité, ou si l'on ne veut pas plutôt acheter de la Suède même, les fers & les chaînes qui lui sont destinées, jusqu'à ce que, par ces desseins artificieux, on soit parvenu à nous mettre hors d'état de nous faire craindre, & que l'on puisse même manquer aux promesses pecuniaires qu'on nous aura faites.

*VI. Objection.* Ce n'est pas seulement la Russie que nous éloignons de nous par l'accession au Traité de Hanovre, mais nous risquons encore de perdre l'amitié de l'Empereur Romain, dont la sincérité a paru au Traité de Stockholm, & à laquelle nous sommes redevables des obstacles que la Cour d'Angleterre & de Prusse ont trouvé à l'égard de l'investiture des conquêtes que ces Puissances ont faites sur nous. Qui nous répondra même que la Cour de Vienne justement jalouse de nos liaisons avec la France & l'Angleterre ne sacrifie au Roi de Prusse

se le reste de la Pomeranie pour le detacher du Traité d'Hanovre.

*Reponse.* L'Amitié de Sa Majesté Imperiale & Catholique ne nous est pas indifferente, mais elle ne doit pas prevaloir sur ce que nous devons à nous même, ni nous faire choquer les Puissances qui sont interessées à nous assister, qui sont situées plus près, & plus en état que toute autre de le faire contre ceux qui voudroient ou qui pourroient troubler le repos dont nous jouissons. Si notre accession au Traité de Hanovre dont le but est la paix & la tranquillité generale en Europe, bleissoit la Cour de Vienne, elle seroit soupçonnée avec raison que son Traité avec l'Imperatrice, qui a mis toutes les autres Cours en mouvement, cache des desfeins dont l'accession y pourroit être prejudiciable, & qui renverseroit notre grand principe, qui est la durée de notre repos. C'est à l'invitation que les Puissances contractantes du Traité d'Hanovre nous ont faites, & non à l'attention que la Maison d'Autriche prête à nos affaires delabrées, que nous devons son accession subite à notre Traité de Stockholm avec la Russie, nous la lui avons demandée jusques là inutilement pendant plusieurs années, & nous y aurions toujours rencontré les mêmes froideurs, si les mesures que ces deux Couronnes ont eu sujet de prendre, ne lui avoient donné une chaleur de reverberation; Aussi n'est-ce pas la sensibilité de cette même Maison pour nos pertes en Allemagne, qui en retarde les investitures pour les Rois d'Agleterre & de Prusse,

Prusse , mais il faut l'attribuer à l'ancienne politique de la Cour de Vienne & à la conduite qu'on a remarqué qu'elle a tenu en tout tems à l'égard des autres Cours, dont les principes sont de tirer en longueur les affaires qu'on lui remet pour être décidées selon les loix & les constitutions de l'Empire, & de faire languir après ses moindres faveurs , qu'elle fait valoir pour la plupart au delà de leur juste prix , afin de tenir dans la dependance le plus long-tems qu'elle peut, ceux qu'elle croit ne s'en pouvoir passer.

Si la Suede n'avoit pas des preuves incontestables de la jalousie de cette Cour par rapport à notre établissement en Allemagne depuis la Paix de Westphalie , qui nous mettoit en état de soutenir avec vigueur la Religion protestante contre les atteintes qu'on a voulu si souvent lui donner , nous n'aurions qu'à nous ressouvenir de sa contenance dans les tems qu'on nous depouilla en dernier lieu de ces dernieres Provinces, nous avions beau alors implorer la justice du chef suprême de l'Empire contre l'oppression de nos ennemis, les secours de l'Angleterre dont la Cour de Vienne alloit avoir besoin, pour garantir ses Etats en Italie, la rendirent sourde à nos clameurs. Ces faits detruisent les préjugez que la conservation du reste de notre Pomeranie depend principalement de l'amitié de l'Empereur pour nous & de notre deference pour lui. Ils nous pourroient plutôt faire apprehender que si la Cour de Vienne peut se prêter à l'agrandissement du Roi de Prusse pour ses vûes & l'attirer dans son parti par l'appas de ce reste de notre Pomeranie ,

nie, qu'elle n'ait plus de Scrupule de se servir de cette amorce séduisante pour la tenter qu'elle en a eu d'engager le Roi de Danemarck dans le Traité de Vienne par l'offre de la garantie pour le Duché de Sleswick; en ce cas pouvons-nous nous assurer mieux de la Cour de Prusse & la mettre hors de tentation de prêter l'oreille à des offres pareilles, qu'en accédant au Traité de Hanovre, en vertu duquel nos possessions en Allemagne seront garanties par des Puissances qui non-seulement sont en état de nous y maintenir, mais encore en ont la volonté & y sont intéressées.

*VII. Objection.* L'Accession au Traité de Hanovre est incompatible avec les engagements que nous avons pris avec la Russie par l'Article secret du Traité de Stockholm, par rapport à l'affaire de la restitution de Sleswick en faveur de son Altesse Royale & pouvons-nous abandonner avec bienveillance les intérêts d'un Prince qui se voit dépouillé du plus beau morceau de ses Etats en haine de l'attachement qu'il a eu pour nous.

*Reponse.* L'incompatibilité qu'on trouve à présent entre le Traité de Stockholm & notre accession au Traité de Hanovre, est fondée sur le sens trop étendu qu'on donne à celui-là, & sur des conséquences peu suivies qu'on donne à celui-ci. La Suede selon les intentions de ses Etats n'a jamais pris sur elle par l'article secret du Traité de Stockholm des obligations plus fortes que de vouloir employer les bons Offices & prendre avec d'autres Puissances des mesures amiables pour effectuer la restitution du Duché de Sleswick.

Elle

Elle n'a même pu s'engager plus avant sans contrevenir directement à son Traité de Paix avec le Dannemarck. Les déclarations que les Ministres de Suede, en consequence des intentions de nos Etats, ont fait dans les Cours étrangères, alarmées par le faux sens qu'on avoit donné à ce même Article du Traité de Stockholm, n'ont pas été équivoques & n'ont pas dû flâter la Russie que nous pourrions entrer dans ses vues. Puis donc que la France & l'Angleterre garantissent au Dannemarck le Duché de Sleswick, & qu'il est dit en termes exprès dans ledit Article secret du Traité de Stockholm, que ces Puissances garantes concourront avec nous dans l'affaire de la restitution de Sleswick, & puis qu'outre cela ces Couronnes ont le plus de poids auprès du Roi de Danemerck; que chaque homme droit & impartial juge donc, si nous ferons mieux valoir nos bons offices, auprès de la France & de l'Angleterre en accédant au Traité de Hanovre, ou en refusant d'y entrer? Naturellement nous devons croire, que par les liaisons que nous allons fortifier avec ces Puissances, nous les porterons plus aisément à prendre à cœur des intérêts de Son Altesse Royale, & à rendre le Danemarck plus traitable, sur tout s'il plaisoit à Son Altesse Royale de seconder nos instances par des manieres, convenables & des menagemens nécessaires, plutôt que de tâcher de nous engager dans les mesures qui exposent le repos, dont le Royaume a tant de besoin, & le remettent en danger d'être troublé.

De plus, quel prejudice notre accession au

Traité de Hanovre porte-t-elle aux intérêts de Son Altesse Royale? y a-t-il la moindre question du Duché de Sleswick, y a-t-il quelques-unes des Puissances contractantes, à qui nous en garantissons la Possession? Mais le Roi de Dannemarck, dira-t-on, accedera dans la suite au même Traité & nous serons obligez alors de lui garantir cette conquête. Ne depend il pas de nous d'entrer ou de ne pas entrer dans l'accession du Danemarck; & en le recevant, ne sommes nous pas les maîtres d'excepter le Sleswick de la garantie generale? ne pourrions-nous pas même alors trouver des occasions de menager les intérêts de son Altesse Royale & d'engager le Danemarck à la satisfaire. Developons une partie du mystere. On nous impute d'abandonner les intérêts de Son Altesse Royale, lors que nous ne voulons pas les preferer à ceux de notre patrie, quand nous refusons de donner tête baissée dans des projets mal dirigez, & quand nous craignons d'exposer le Royaume pour l'amour de Son Altesse Royale aux suites aussi funestes qu'inevitables d'une Guerre très-hazardeuse. Cette verité paroît dans toute son évidence, en reflechissant que ceux qui se dechainent le plus contre ladite accession, la trouvent eux-mêmes très-avantageuse pour le Royaume, pourvû que la satisfaction de Son Altesse Royale y soit stipulée. Ce ne sont pas les avantages de la Suede qui font leur point de vue, mais les intérêts d'un Prince, qui quelque cher qu'il nous puisse être, ne doivent point l'emporter sur ceux de notre Patrie. La conservation de soi-même est la premiere maxime de la Loi naturelle. Il nous est

est ordonné d'aimer notre prochain comme nous-même, mais il n'est pas dit que nous devons l'aimer au delà, ainsi l'amour raisonnable de nous-même a la preference, & celui qui risque ce qui est à lui pour un autre, sans y être obligé, ou se charge de plus qu'il ne sauroit porter, passe dans le monde pour un homme imprudent & peut-être pis. Si un particulier pêche contre ce principe, il en souffre seul, ou peu de gens avec lui, s'il a famille; mais si une nation entiere y contrevient, des milliers de Sujets s'en ressentent. Pour cette raison le principe de la conservation de soi-même impose une obligation dans l'administration des affaires publiques, de l'observer exactement, puisque ceux qui tiennent les Renes, sont obligez, non seulement de pourvoir à leur propre droit & à leur propre sûreté, mais aussi à ceux d'une Nation qui leur a confié son salut.

Il est vrai que ceux qui tâchent de nous persuader de prendre si hautement le parti du Duc de Holstein, prétendent nous persuader qu'ils insistent là-dessus, de crainte que cette étincelle ne cause tôt ou tard un embrasement general dans le Nord: mais outre que cette crainte n'est pas tout à fait fondée, puisqu'il dependra de nous d'y prendre part ou non: doit-on mettre le feu à une maison parce qu'elle en peut être consumée un jour? Nous engagerons-nous sans necessité dans une Guerre avec nos voisins, parceque quelqu'un s'imagine que nous y ferons enveloppez un jour, peut être quelques années après? Communement on est persuadé par les principes de la politique que quand on a du tems  
on

on trouve bien des remedes, & que les choses peuvent être menées à une bonne issue quoiqu'il ne se puisse d'abord, au lieu que des conseils violents & précipitez n'aboutissent qu'à des malheurs. Mais posons en fait que, vû l'impossibilité d'engager les Puissances contractantes du Traité de Hanovre à se charger directement de la satisfaction de Son Altesse Royale, nous voulussions rejeter l'invitation qu'elles nous ont fait d'accéder au Traité & prendre au contraire des mesures avec la Russie pour obliger le Danemarck à rendre le Duché de Sleswick, sommes-nous persuadés même probablement, qu'elles pourroient réussir ? Et n'exposons-nous pas le Royaume à des dangers auxquels nous ne pouvons penser sans frémir ? Examinons la possibilité de cette entreprise qu'on nous fait si aisée & les suites de l'engagement qu'on veut nous faire prendre. Si l'armée de Russie destinée pour contraindre le Danemarck passe la Mer à la faveur de nos côtes, elle trouvera indubitablement au passage les flottes Danoise & Angloise; qu'elle risque le combat & le perde, ou quelle trouve salutaire de l'éviter, elle cherchera également nos Ports pour se mettre à couvert. N'est-il pas très-naturel de croire que le Danemarck & ses Alliez viendront les y chercher, & qu'ils transporteront chez nous une Guerre d'autant plus funeste, que nous n'aurions pas moins à craindre nos amis que nos ennemis ? Certainement la politique la plus bornée trouveroit à redire que nous reçussions dans notre País des gens plus forts que nous ne sommes, sur tout dans ce tems de division qui regne malheureusement



sement parmi nous & que nous ne nous exposassions au sort du serpent de la fable qui donnant retraite dans son trou au porc épic, fut à la fin obligé de le lui abandonner tout entier; si d'ailleurs l'armée Rusienne prend sa route par terre, avant qu'elle puisse arriver sur les Frontières d'Allemagne, le Danemarck & ses Alliez auront eu le tems d'assembler la leur, capable non-seulement de lui faire tête, mais de l'aller attaquer même à moitié chemin. Qu'elle ait quelque échec, ou qu'elle évite d'en venir aux mains, notre Pomeraine servira encore de retraite, & sera à la merci d'amis ou ennemis au hazard même de nous en voir pour jamais depouillez.

Mais que les Armées Russiennes ayent des succès plus heureux, ce voisin sera-t-il plus facile à notre égard dans la prospérité que pendant que les affaires étoient encore douteuses? N'avons-nous pas à craindre que cette Puissance enflée alors de sa supériorité, ne s'en serve pour avancer les esperances tardives & incertaines de ceux qui l'auroient mise en mouvement?

Quiconque a les yeux ouverts, & veut s'en servir, ne voit-il pas assez où l'on bute, savoir à faire de la Suede le Theatre de la Guerre, & à jeter tout en confusion, au hazard peut-être de notre liberté? Il est certain que de quelque côté que la chance tourne, les flottes alliées toujours supérieures à la notre & à celle de Russie, tiendront nos Ports bloquez. Que deviendra alors notre Commerce & notre Navigation, qui recommence si heureusement à revivre & à fleurir? Nos Négocians ne seront-ils pas alors obligez de des-

pareil-

pareiller avec regret leurs Vaisseaux, & forcez, comme il est arrivé ci-devant, d'abandonner ces avantages aux étrangers? Quelle difficulté ne trouverons-nous pas de debiter le produit de nos Moines qui fait la meilleure partie de notre Capital & la base la plus solide de notre Commerce. N'est-il pas évident que les difficultez, qui resultent d'une interruption de Commerce, aviliront le prix de nos métaux & des autres produits du País, & rencheriront les autres denrées étrangères dont nous avons besoin? Les Russes apparemment donneront du debit aux nôtres chez eux; qui au lieu d'en prendre de nous comme par le passé jusqu'à la concurrence de 30000. Schipponds par an font si bien valoir à present leurs propres Mines, que non-seulement ils n'ont presque plus besoin de notre fer ni de notre cuivre, mais qu'ils en fournissent, déjà une bonne partie à l'étranger, de sorte que nous avons lieu d'aprehender que la complaisance que nous avons, contre l'exemple des autres nations, de les instruire avec soin dans nos Mines, ne nous devienne un jour fatale. Que feroit-ce, si dans le tems que nous serons embarrassés des produits de notre País, une mauvaise recolte nous obligerait d'avoir recours à l'abondance de nos voisins? Ne serions-nous pas alors réduits au plus grand embarras, & à la misere même, si les flottes alliées empêchoient qu'on ne nous apportât du bled, comme il arriva en France en 1710. lors qu'on y souffrit une grande famine.

L'établissement de nos Manufactures si avantageux au Royaume par tant d'endroits, peut-il subsister avec l'interruption de notre  
Com-

Commerce? Ne faut-il pas que nous tirions des païs étrangers une grande partie des matieres crues dont nous avons besoin pour les soutenir.

La Scanie, le Halland, & toutes nos Provinces qui cotoient la Norwegue, nous sont-elles moins cheres que la Finlande, en ont-elles moins à craindre du Dannemarck & de ses Alliez que celle-ci de la Russie?

Pouvons-nous croire être mieux en etat de faire tête à plusieurs Puissances formidables, secondez que nous serons d'une seule, dont les secours, plus ils seront puissans, plus ils nous allarmeront? Ou est-il plus raisonnable de nous flater de pouvoir prêter le collet à une seule Puissance soutenus que nous serons de plusieurs autres, qui quelque considerable que leur assistance puisse être, ne donneront aucune apprehension ni à notre gouvernement ni à notre liberté?

Au reste si la perte que le Duc de Holstein a souffert dans le Sleswick vient de ce qu'il a pris parti dans notre derniere Guerre l'on ne sauroit la mettre sur notre compte ni nous en demander reparation. Les Ministres de Holstein se sont mêlez de cette affaire sans que l'on le leur ait demandé, & en persuadant le Comte de Steenbock d'y faire marcher son armée, ils nous ont fait malheureusement perdre cette armée, la seule ressource qui pouvoit sauver nos Provinces d'Allemagne, dont la perte fut une suite de celle de cette même armée; Outre qu'on peut rapporter tous les derniers malheurs de la Suede à la Maison de Holstein, qui en faisant bâtir de grandes Fortereses donna occasion à la Ligue entre le Dannemarck,

nemarck, la Russie & la Pologne, qui fit éclater la dernière Guerre. Depuis Charles Gustave, que nous avons épousé toutes les querelles de la Maison de Holstein contre le Danemarck, notre complaisance pour cette même Maison n'a pas peu servi à nous mettre toujours à dos ce Voisin, & à nous engager dans des dépenses continuelles & excessives.

Voilà les raisons les plus solides que les deux parties alleguent contre & pour l'accession au Traité de Hanovre dont j'ai crû vous devoir faire part. Pour celles que les Politiques de la Basse Cour débitent dans leurs tripots, elles sont aussi dignes de leur génie qu'elles le sont peu de votre attention. Vous verrez aisément en les examinant que les deux partis prétendent aller à la même fin, mais qu'ils tiennent des routes bien différentes, dont l'une paroît un chemin battu & aisé; l'autre un sentier où l'obscurité embarrasse le voyageur, & l'oblige de s'abandonner à un guide, qui, saisi de peur, n'est guères propre à l'assurer.

Vous trouverez en faisant le parallèle de ces deux routes que l'une établit notre sûreté sur notre complaisance pour la Cour de Russie, l'autre sur l'appui des Puissances que leur propre intérêt rend attentives à notre propre conservation, & qui sont en état de nous secourir. L'un veut que nous choisissons les Russes pour nos amis de cœur, & que nous concertions entièrement nos mesures avec les leurs, en brusquant la France & l'Angleterre, l'autre trouve que nous aurions tort de quitter des anciens Alliez dont nous avons éprou-

éprouvé si souvent l'assistance, pour nous jeter entre les bras d'une Puissance nouvelle, mal affermie & incertaine dans ses desseins par rapport aux differens événemens qui les doivent regler. L'un paroît effrayé du voisinage de la Russie, & nous montrant la Finlande envahie, veut que nous prenions le conseil de la peur, & que nous en fassions le principe de nos démarches, l'autre prévoit & balance les dangers qui nous menacent, tant du Levant que de l'Occident, il travaille à nous mettre une bonne fois à couvert de ces appréhensions, qui nous rendent incapables de rien entreprendre, & croit ne pouvoir mieux assurer notre repos qu'en faisant cause commune avec des Puissances qui regardent la paix de même que nous, comme le moyen de tenir en bride ceux qui voudroient la troubler. Celui-là rend les secours, de tout autre Puissance que la Russie, incertains & équivoques. Celui-ci regarde l'assistance qu'elle nous voudroit fournir, comme très-funeste.

Si nous suivons l'un, nous aurons le plaisir de nous repaître des riches aparances, qu'on nous presente, quoiqu'elles soient très-éloignées: si nous écoutons les avis de l'autre, nous trouverons des avantages peut-être moins éblouissans, mais presens & solides.

L'on veut que nous menagions soigneusement l'eau du Danube pour éteindre le feu qui se pourroit prendre chez nous, pendant qu'il ne fait point de cas de celle de la Mer qui est à notre porte; l'autre croit devoir s'assurer preferablement de celle-ci, sans néanmoins boucher la source de celle là. L'un enfin fait

marcher d'un pas égal les intérêts de Son Altesse Royale, & le bonheur & la paix, & la sûreté de notre chere patrie, & fait dependre la plus grande partie de notre bonheur, de la restitution du Duché de Sleswick; & l'autre croit ne devoir pas s'écarter des intentions des Etats, ni exposer tout le Royaume par une tendresse desordonnée pour procurer la satisfaction de Son Altesse Royale, en suivant des plans impraticables dans leur execution, ruineux s'ils échouent, & dangereux pour notre liberté & notre Gouvernement, s'ils reussissent. Au reste aucun des deux partis ne doit pretendre d'être crû sur sa parole, il faut que les faits qu'ils avancent, soient fondez sur des preuves à produire, mais ils ne peuvent tous deux exiger de nous avec justice que nous en decidions sans examiner les pieces sans prevention, & sans nous livrer aux prejuges, qui quelques principes qu'ils puissent avoir, étouffent souvent, ou alterent au moins l'amour & la tendresse que nous devons à notre Souverain, à notre chere Patrie, & à notre posterité.

C'est à peu près dans le même tems qu'il se repandit des copies d'un projet attribué au Comte de Bassewitz pour pacifier le Nord & regler les intérêts non-seulement du Duc de Holstein Götterp, mais encore ceux de la Suede, de la Russie, & de l'Electeur de Hanovre, voici cette piece, qui, puisque ce Comte se trouve premier Ministre, est importante en ce qu'elle expose son sisteme.

*Projet attribué au Comte de Bassewitz  
pour la pacification du Nord, du  
15. Nov. 1726.*

## ARTICLE PREMIER.

**L**A Czarinne presentement regnante, regnera & gouvernera seule l'Empire de la Russie avec un pouvoir absolu & une autorité souveraine jusqu'à la fin de sa vie, à moins que de son propre mouvement, elle ne voulut resigner & conferer la regence de l'Empire à son successeur.

II. La Personne qui succedera à la presente Czarinne, après son décès ou sa resignation volontaire sera le Jeune Gr. Duc Pierre Alexiewitz, fils du defunt Prince Alexis Petrowitz, & à lui succedera sa posterité legitime.

III. Comme il n'y a nulle aparence que les Russies consentent jamais au demembrement de leur Empire, le Duc de Holstein les connoissant à fond sur cet Article, quelque justes que fussent les pretensions des Enfans du feu Czar du moins sur les Provinces conquises par ce monarque, lesdits Enfans du dernier Czar laisseront à leur Neveu le Jeune Grand Duc la tranquille possession de l'Emp. Russien, & se contenteront de la seule jouissance des domaines dependans du Cercle d'Oesel, d'Estonie & de Livonie avec les revenus de la Douane de Riga.

IV. Dès que le Grand Duc sera parvenu à l'âge de se marier, on lui choisira une Epouse dans la Maison de Lubeck.

V. En cas qu'il plut à Dieu de retirer de ce Monde le Grand Duc sans qu'il laisse d'Enfant legitime, l'Empire de la Russie passera à la Princesse Anne Epouse du Duc de Holstein & à leurs Enfans, toute fois avec cette restriction expresse, que celui des Enfans de cette Princesse qui sera Roi de Suede, ne pourra pas être Czar, le Duc de Holstein connoissant aussi sur cet Article le sentiment des Russes.

VI. La Princesse Anne venant à mourir sans laisser d'Enfans pour lui succeder, ce sera la Princesse Elizabeth, seconde fille de la Czarinne regnante, à qui l'Empire tombera en partage & à sa Posterité après elle.

VII. Rien ne revenant plus au veritable interêt du Roi de Prusse que l'expulsion des Hanoveriens du Pais de Bremen, & cette expulsion étant devenue une affaire, dont le repos de l'Europe, particulièrement la Paix de l'Empire depend absolument, on pourra porter le Roi de Prusse à favoriser cette expulsion tant désirée & à s'employer aussi efficacement à rendre le Roi de Dannemarc traitable, tant sur sa separation d'avec le Roi d'Angleterre que sur la satisfaction que le Roi de Dannemarc doit donner au Duc de Holstein; le Duc de Holstein disposera la Czaritze non seulement à consentir qu'il y ait en Courlande un Duc de la Maison de Brandebourg, mais même il la portera à prêter main forte pour l'y établir & l'y maintenir *contra quoscumque*.

VIII.



VIII. On donnera en mariage à ce Prince de Brandebourg Duc de Courlande, la Princesse Natalie fille du feu Czarowitz.

IX. Le Duc de Holstein considerant les grands avantages qui en resulteroient, si l'on pouvoit disposer le Roi de Prusse à cooperer à la reduction du Roi de Dannemarc, en cas qu'il n'y eut point moyen de lui faire entendre raison par des voyes amiables, & à l'expulsion des Hanovriens hors du Pais de Bremen, il s'est avisé d'un autre expedient pour captiver le Roi de Prusse, s'il est possible, sur quoi Sa Majesté Impériale sera contente & son Altesse Royale aura de fortes raisons pour n'en point user autrement.

X. Mais si l'on decouvroit de la defection dans le Roi de Prusse, ou qu'il ne voulut pas agir avec efficace, ni contre le Roi d'Angleterre ni contre le Roi de Dannemarc, ce ne sera pas alors un Prince de Brandebourg qui aura avec la Princesse Natalie la Courlande, mais le Prince Adolfe d'Eutin aura alors l'un & l'autre.

XI. Comme le Prince Menzikoff ne verra pas peut-être de bon œil l'execution de tous les Articles precedens, le Duc de Holstein pour l'apaiser & lui calmer l'esprit par raport à certaines apprehensions que l'élevation du Grand Duc sur le trône de la Russie lui pourroit causer, veut bien pour cause du bien public consentir à ce que le fils de Menzikoff puisse épouser une de ses Nieces, sœur de l'Evêque de Lubeck, ce Prince devenant ainsi le Beaufrere du futur Empereur de la Russie, cette Alliance & les grandes charges qu'elle ne manqueroit pas de lui procurer, lui feront toujours faire u-

ne grand figure en Russie, ce qu'on fera, si bien valoir, que Menzikoff, selon toutes les apparences, sera content.

XII. Le Duc de Holstein qui se charge de faire executer par la Czaritze tous les points contenus dans les Articles précédens ayant soin des Interêts des Enfans du feu Czarowitz d'une maniere que l'Emp. ne pourra qu'être content, se croit par là en droit d'espérer que l'Emp. prendra aussi à cœur non seulement son intérêt particulier, mais encore celui de sa Maison selon le sens des Articles suivans, d'autant plus que l'Emp. s'est formellement engagé \* à faire le premier & a promis de faire l'autre, sinon en tout, suivant le contenu desdits Articles suivans, du moins en grande partie.

XIII. Cependant comme il y a lieu de douter que le Roi de Dannemarc se porte à satisfaire le Duc de Holstein à moins qu'il n'y soit forcé par la voye des armes, & la véritable intention de Son Altesse Royale étant de donner à l'Emp. & à la Czaritze le moins d'embaras qu'il sera possible; le Duc de Holstein regardant aussi le Roi de Dannemarc comme un Prince dont l'amitié lui pourra être d'une grande utilité dans ses autres vues, tant par rapport à la Suède qu'à l'expulsion des Hanoveriens hors du Pais de Bremen.

XIV. A ces causes & autres encore le Duc de Holstein veut bien gagner sur soi & sur son droit d'abandonner au Roi de Dannemarc le Duché de Sleswick & de faire la paix avec ce  
Roi

\* Ainsi ce qui suit supplée à ce qui nous manque ci-dessus Page 165. & est apparemment la substance de cette Convention secrète.

Roi aux conditions suivantes. Le Duc de Holstein laissera au Roi de Dannemarck à perpetuité la partie Ducale du Duché de Sléswik, excepté seulement les Isles qui y appartiennent, lesdites Isles retournant toutes au Duc, & le Roi de Dannemarc se chargera aussi de payer les dettes qui sont à la charge de ce Duché. L'équivalent qui reviendra au Duc pour la perte de ce Patrimoine & de sa Souveraineté (qui véritablement n'a point de prix) consistera.

1. Dans la cession des Isles mentionnées.
2. Dans celle des Comtez d'Oldenburg & de Delmenhorst exemptes de dettes, libres & franches.
3. Dans la concession Royale que la Communion Holsatienne soit abolie.
4. Que le droit Royal sur la succession de Ploen puisse aussi passer dans la Maison Ducale.
5. Que l'Evêché de Lubeck puisse passer pour jamais dans la Maison Ducale : tout cela ensemble ne valant pas seulement les  $\frac{2}{3}$  de Revenus du Duché de Slésvick Ducal, sans parler de la Souveraineté qui y est annexée.

XV. Si le Roi de Dannemarc veut s'obliger d'être sincèrement favorable au Duc de Holstein dans ses vûes par raport à la Suede tant pour lui-même que pour toute la Maison Ducale, le dessein de la Maison Ducale étant d'assurer la succession en Suede à l'Evêque de Lubeck au deffaut des propres descendans, le Duc de Holstein s'engagera de son côté que dès qu'il se verra bien établi sur le Trône de Suede, il cederà à son Cousin l'Evêque de Lu-

beck tout son Pais Patrimonial, de sorte qu'il n'y aura pas un pouce de terre du Pais de Holstein uni à la Suede.

XVI. L'expulsion des Hanoveriens du Pais de Bremen étant une affaire de laquelle le repos de l'Empire & du Nord depend absolument, il est par consequent necessaire qu'elle se fasse sans faute, & si le Roi de Dannemarc y veut prêter la main, ou pour le moins n'y être pas contraire, ni s'opposer à ce que Bremen étant joint aux Comtez d'Oldenbourg & de Delmenhorst soit par la grace de l'Empereur erigé en Electorat en faveur de la Maison Ducale, & le cas venant à exister que l'Evêque de Lubeck & sa posterité legitime en ligne directe heritera cet Electorat & la Couronne de Suede, alors la partie Ducale même demeurera en propre à la Maison Royale.

XVII. Si le Roi de Dannemarc n'est point disposé à quitter l'Alliance de la Grande-Bretagne ni à faire son accommodement avec le Duc de Holstein aux conditions contenues dans le present projet, (ces conditions faisant le veritable *Ultimatum* de ce que le Duc de Holstein n'accordera jamais pour avoir la Paix avec le Dannemarc) il ne veut point être tenu aux offres susdits, mais se reservant toujours ses pretensions, il les poussera au point d'une satisfaction pleine & d'un dedomagement entier.

XVIII. Le Duc de Holstein venant à mourir sans posterité, si les Suedois reçoivent alors pour leur Roi la Personne de l'Evêque de Lubeck & qu'ils assurent la succession à ses descendans, en ce cas & pas autrement le Duché de Bremen, y compris les Comtez d'Olden-

denbourg & Delmenhorst seront annexés à la Couronne de Suede.

XIX. Le Duc de Holstein prend la liberté de recommander à cette occasion les intérêts du President de son Conseil le Comte de Bassowitz pour la Comté de Barmstad.

Les deux pieces qu'on vient de lire mettent au fait de plusieurs circonstances particulieres nous pourrions ajouter ici que les Etats de Suede étant alors assemblez, on y reconnut sans peine deux partis, ou pour mieux dire deux factions; l'une que l'on nomma des *Holsteniens*, & qui étoit la plus foible & l'autre des *Patriotes*. Le Comte de *Horn* Marechal de la Diette réputé le Chef de ce dernier parti, fut exposé à mille avanies de la partie qui a du dessous de vomir tout son fiel contre celui qui triomphe. Cette assemblée des Etats dura très-long-tems, on y mit sur le tapis plusieurs affaires très-importantes; le vieux Comte de *Willing*, Sénateur qui s'étoit rendu recommandable dans le Cercle de Basse Saxe pendant la dernière Guerre, fut une victime que cette assemblée immola au bon ordre & au bien public; les Comtes de *Tessin* & de *Cederhielm* Sénateurs payerent cher leur attachement à la Maison de Holstein, enfin tout se passa dans cette illustre assemblée avec un ordre, un secret & une intégrité peu connue dans d'autres Pais. Le Comité secret aiant travaillé avec application à l'affaire de l'accession, en fit le rapport suivant.

*Raport du Comité Secret des Etats de  
Suede touchant l'Accession au Traité de  
Hanovre.*

**E**Ntre les affaires importantes qui ont été confiées au Comité Secret, tant en vertu du Reglement de la Diete, que par des Instructions particulieres; ledit Comité a examiné avec toute l'attention possible les Propositions Secretes faites par Sa Majesté aux Etats, touchant l'invitation amiable qui a été faite à Sa Majesté & à la Couronne de Suede, de la part des Alliez de Hanovre, pour entrer dans ce Traité.

On a vû non-seulement nos Voisins, mais aussi la plupart des Puissances de l'Europe, fort attentifs au denouement d'une Affaire si delicate, & dont l'importance a été la principale cause qu'on a fait l'ouverture de cette Diete plutôt qu'à l'ordinaire.

D'autant qu'il a plû à Sa Majesté, en cette occasion, de demander l'Avis & le Conseil de ses Fideles Etats, sur un Point qui concerne si fort le Bonheur de ce Royaume; & que Sa Majesté espere que les Etats regarderont cette marque de sa confiance en Eux, comme un temoignage éclatant de son tendre soin & de sa vigilance pour le Bien du Royaume: ledit Comité, pour être d'autant plus en état de pouvoir se declarer avec fondement sur cette importante Affaire, a examiné les Protocoles du Senat touchant les affaires Etrangères, depuis la Diete de 1723; l'Avis de la Chancel-  
lerie

lerie Royale; les Rapports & les Correspondances Secrets des Ministres, les Conférences avec les Ministres Etrangers; leurs Memoires, & autres Pieces qui pouvoient donner quelques éclaircissémens; & ayant vû par-là les Raisons de part & d'autre, il les a pesées avec tout le soin & toute l'exactitude imaginable.

Ledit Comité a aussi examiné avec beaucoup d'attention, tous les precedens Traitez de la Couronne avec l'Empereur des Romains, la Russie, l'Angleterre, & le Dannemarc, & le rapport qu'ils pouvoient avoir avec celui de Hanovre; afin d'être d'autant mieux en état de juger, s'il s'y rencontroit quelque obstacle, & quelle sûreté la Suede pouvoit y trouver, soit dans la Conjoncture presente, ou par rapport à l'avenir; & si ledit Traité pouvoit procurer quelque avantage plus considerable.

En quoi ledit Comité a eu principalement en vûe la conservation du Repos en Europe, & particulièrement dans le Nord; & de lever tous les obstacles qui pourroient s'y rencontrer, parmi lesquels on peut regarder l'Affaire du Sleiswick comme la principale pierre d'achoppement.

Le Comité Secret, après avoir examiné le tout mûrement, a trouvé que l'Alliance de Hanovre est purement défensive, & qu'elle ne tend en aucune maniere au prejudice de qui que ce soit, excepté de ceux qui voudroient exciter des Troubles en Europe: Que par conséquent, ceux qui aiment la Paix & le Repos, ne peuvent s'en plaindre avec justice. D'où il s'ensuit sans réplique, que ledit Traité, par rapport aux Conditions auxquelles la Sue-

Suede y entre, ne peut en aucune maniere être regardé comme oposé à ses precedentes Alliances avec d'autres Puissances; d'autant plus, que notre Traité d'Alliance conclu en 1720. avec l'Angleterre, qui à tous égards est plus fort que le present, ne fut pas regardé par l'Empereur de Russie comme incompatible avec celui qu'il conclut avec la Suede en 1724.; mais, au contraire, on declara expressément par le XVI<sup>me</sup>. Article de cette Alliance avec la Russie, que ces deux Traitez pouvoient en tout sens subsister ensemble, puisque le premier n'étoit que Defensif.

Il est donc vilible, que ce qui en ce tems-là n'avoit pas été trouvé prejudiciable à l'Amitié & à l'étroite Union entre la Suede & la Russie, ne peut à present être regardé autrement: Aussi avons-nous déclaré expressément dans notre Acte d'Accession, que par cette Alliance on ne s'écarte en aucun Point de celles que la Suede peut avoir faites auparavant avec d'autres Puissances, lesquelles resteront en tout tems dans leur force.

La Tranquilité & la Sureté du Royaume, dans l'épuisement où il se trouve actuellement, ne peuvent, après la benediction de Dieu, trouver un plus ferme Appui que dans l'Alliance avec des Puissances qui ont avec nous un intérêt commun, & dont en cas de besoin, on peut attendre un Secours suffisant.

On peut encore ajouter, que par cette Accession, qui tend à l'Honneur du Royaume & au maintien de la Religion Evangelique, nous conserverons non seulement la Confiance que les Puissances Protestantes ont mise en nous;



nous ; mais nous pourrons aussi , par notre bonne intelligence avec la France & avec les Puissances Maritimes, faire fleurir notre Commerce, qui est l'unique moyen par lequel on puisse retablir notre Royaume, & le relever de l'abaissement où il se trouve ; sans compter que par cette Alliance, la Suede a stipulé de plus grands Secours , & divers autres avantages, que par le Traité conclu en 1720. avec l'Angleterre.

Quant à l'affaire qui concerne le Sleswick, on regarde l'Accession de Sa Majesté au Traité de Hanovre, comme le moyen le plus efficace pour faire éclater la sincere disposition de Sa Majesté envers Son Altesse Royale le Duc de Holstein, & remplir en même tems les Engagemens contractez par l'Alliance avec la Russie, sans agir contre la Paix conclue avec le Dannemarc, fortifié par les Garanties les plus puissantes : Au lieu que Sa Majesté, en rejetant cette Accession, seroit frustrée des moyens d'employer efficacement ses bons offices en faveur de Son Altesse Royale.

Voilà les Motifs que l'on peut manifester : les autres, qui sont encore plus puissans, ont trop de relation avec divers Secrets d'Etat, & trop de liaison avec les Interêts des Puissances Etrangères, pour que le Serment & les Instructions du Comité Secret puissent permettre de les exposer au jour.

Toutes ces considerations ont engagé le Comité Secret à conseiller à Sa Majesté, notre très-gracieux Roi, d'accepter l'offre obligeante & amiable des Couronnes de France & de la Grande-Bretagne, & d'entrer dans le  
Trai-

Traité Defensif conclu à Hanovre entre lesdites Puissances, sous certaines modifications & restrictions, que ledit Comité a trouvé à propos d'y ajouter pour la plus grande sûreté du Royaume. Le Comité Secret n'a pû se dispenser de communiquer ce que dessus aux Louables Etats du Royaume, par le présent Rapport.

Dieu seul, qui prevoit & dirige toutes choses, tient en sa main les Cœurs des Rois, & les fait agir selon sa Sagesse incompréhensible pour la punition ou pour le bonheur des Peuples: Ainsi, tout ce que le Comité Secret peut faire en cette occasion, c'est d'affirmer en vérité & sur le Serment qu'il a prêté, que suivant la connoissance qu'il a pû avoir de l'état des affaires, il est convaincu en conscience, que ce pas qu'il a eu l'honneur de conseiller à Sa Majesté en toute humilité, est tel qu'aucune des Puissances voisines de la Suede n'en peut être alarmée avec fondement, ou en concevoir la moindre inquietude; d'autant qu'on n'a aucun dessein de se departir des Alliances conclues auparavant avec Elle, lesquelles on observera toujours religieusement.

On a aussi lieu d'esperer, que le Royaume de Suede pourra par là se voir en état d'augmenter l'étrôite Confiance avec tous ses Voisins, par des marques visibles d'Amitié; & procurer, par la Paix & l'Union, ses Interêts, & parvenir à son But; comme aussi, avec la benediction de Dieu, prendre de si justes mesures dans l'interieur du Royaume, que ses Amis puissent s'en promettre un Secours confide;

l'idée & avantageux, & que les Ennemis, en cas d'attaque, y trouvent une forte & vigoureuse résistance & défense.

Le Tout-Puissant, qui connoît parfaitement l'innocence de nos vûes, veuille y repandre ses bénédictions, & réunir tous nos Cœurs, pour y travailler unanimement & conjointement, afin que la Foi & l'Amour entre nous s'entredonnent la main, que la Paix règne dans nos Murs, & que la Prospérité soit dans nos Palais!

*Etoit Signé de la part du Comité Secret.*

AWED HORN, *Marechal de la  
Chambre de la Noblesse.*

TORTS RUDGEN, *Orateur du  
Clergé.*

J. BOSTRUM, *Orateur de la  
Bourgeoisie.*

A STOKHOLM, le 26.

*Mars. 1727.*

Ce rapport & l'approbation des Etats furent présentés au Roi par une députation des quatre Ordres à la tête de laquelle étoit le Comte de Horn Marechal de la Diète, dont il exprima les sentimens dans la Harangue suivante.

S I R E.

Le Comité Secret ayant donné connoissance aux Etats du Royaume, par son fidelle Rapport du Mercredi 26. de ce mois, de l'invitation amiable des Alliez de Hanovre, pour engager Sa Majesté & la Couronne de Sue-  
de

de à entrer dans le Traité qu'ils ont conclu ensemble; lesdits Etats ont vu avec beaucoup de joye, qu'il a plû à Sa Majesté, en consideration d'une affaire si delicate & d'un si grand poids pour le Royaume, d'avancer la tenue de la Diete; de mettre sa confiance aux Etats; de leur communiquer les Propositions secretes qui concernent une affaire si importante; & de demander la-dessus leurs fideles avis & sentimens.

Ledit Comité declare aussi dans son Rapport, qu'ayant pesé mûrement & soigneusement toutes les Raisons pour & contre, il s'est enfin déterminé à conseiller à Votre Majesté, en toute humilité, d'accéder à cette Alliance defensive, moyennant certaines Modifications, Reserves, & autres Conditions avantageuses que le Comité secret a trouvé à propos d'y ajouter pour la sureté du Royaume.

Les Etats du Royaume ayant d'ailleurs été informez, que le Comité Secret, en delibérant sur cette importante affaire, s'est fait communiquer les éclaircissmens necessaires des Protocoles du Senat, touchant les affaires étrangères; les Avis de la Chancellerie Royale; les Rapports & Correspondances secretes des Ministres; les Conferences tenues avec les Ministres Etrangers, & leurs Memoires; de même que d'autres Actes qui y ont du rapport: ils se conforment entierement au Resultat du Comité Secret dans cet affaire, & declarent qu'il merite la louange qu'il s'est acquis justement, tant pour le present que pour l'avenir: ils esperent aussi que cet Alliance, par la benediction de Dieu, tendra à la Satisfaction, à l'honneur & à la sureté de

de Votre Majesté & du Royaume, qui sont à toujours inseparables; & qu'elle nous procurera les heureux fruits, que Votre Majesté & tout bon Suedois en esperent & en attendent.

Dans cette occasion, les Etats du Royaume ne peuvent se dispenser de remercier très-humblement Votre Majesté, de la confiance qu'Elle a bien voulu leur temoigner, en les convoquant pour deliberer sur ce Point important; desirant de tout leur cœur, qu'il plaise au Tout-Puissant de repandre ses benedictions sur les Deliberations salutaires & avantageuses de la presente Diete, de preserver la Personne Sacrée de Votre Majesté & notre chere Patrie de tous dangers imprevis, & d'unir nos cœurs par un lien parfait & sincere de concorde, afin de travailler unanimement & de tout notre pouvoir, au bien & à la sûreté commune, à la gloire du Nom de Dieu, au bonheur & à la prosperité de Votre Majesté & de la Patrie.

Sa Majesté qui étoit dans le Senat repondit à ce discours,

„ Nous avons en tout tems regardé cette  
„ affaire comme necessaire & avantageuse  
„ pour nous & pour le Royaume; mais pour  
„ plus grande certitude, Nous avons jugé à  
„ propos de demander là-dessus l'avis des E-  
„ tats. Nous sommes joyeux d'apprendre,  
„ que leurs sentimens se raportent si bien avec  
„ le Notre: Nous les remercions de leurs bons  
„ & fideles Conseils, & louons le soin & la  
„ sagesse que le Comité secret a montré en  
„ cette occasion; esperant que ce renouvel-  
„ *Tome III.* V *lement*

lement d'Amitié avec les Couronnes de France & d'Angleterre, tendra, par la benediction de Dieu, à l'honneur, à la sûreté, & à l'avantage de Nous & de notre Royaume. Nous prions les Deputez d'assurer les Etats du Royaume de notre faveur & bienveillance, & de les feliciter de notre part sur cette heureuse decision.

Cette importante affaire ayant été decidée, le Roi de Suede jugea à propos de donner aux Ambassadeurs de Russie une reponse qu'ils pussent envoyer à leur Cour, & dans laquelle Sa Majesté fit connoitre ses veritables intentions à l'Imperatrice. Voici cette Reponse.

*Reponse du Roi de Suede aux offres & Propositions de la Cour de Russie.*

SA Majesté ayant oui le raport de ce qui s'est passé dans les Conferences avec Mr. l'Ambassadeur de Russie, & s'étant fait lire son Memoire, a pris le tout en consideration, & suivant l'intention droite & sincere qu'elle a, de persister dans une amitié perpetuelle & inebbranlable avec Sa Majesté l'Imperatrice de la Grande Russie elle a ordonné qu'il soit déclaré à son Ambassadeur Extraordinaire en reponse aux propositions que ledit Sieur Ambassadeur lui a fait à plusieurs reprises au nom de la part de Sa Majesté l'Imperatrice sa Maitresse.

Le temoignage public, que Sa Majesté l'Imperatrice vient de donner à Sa Majesté &

à la Couronne de Suede de son amitié & consideration en lui envoyant une Ambassade solennelle, & en choisissant pour cette fonction une personne de distinction & un Ministre de longue experience, n'a pû qu'être très-agreable à Sa Majesté Suedoise, & à toute la Nation: Sa Majesté l'ayant regardé avec raison comme une preuve antenrique de la sincere intention de Sa Majesté l'Imperatrice, de cultiver avec soin, & d'affermir de plus en plus la bonne intelligence, qui subsiste entre Leurs Majestez & leurs Etats, également salutaire aux Peuples de part & d'autre, & qui ne sauroit manquer de les rendre heureux en les faisant jouir paisiblement des fruits d'une longue paix après une Guerre fatale & ruineuse.

C'est dans la même vûë, & pour s'assurer la jouissance d'un bien si precieux, que Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede se sont empressez de prevenir Sa Majesté l'Imperatrice par une pareille mission solennelle, d'abord après son élévation sur le Trône de Russie, & de relever par cette demarche l'éclat du commencement de son Regne.

En cultivant d'un côté avec tant de soin l'amitié de la Russie, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede ont jugé que de l'autre il étoit également necessaire & conforme à leurs interêts, aussi-bien qu'à la justice, de menager les autres Puissances, ses Amis, dont l'intention & les mesures tendent au même but, à savoir, au maintien de la tranquillité publique dans l'Europe, & particulièrement dans le Nord.

C'est ce qui a fait que Sa Majesté le Roi &

la Couronne de Suede n'ont pû se dispenser d'écouter favorablement l'invitation amiable que les Puissances alliées du Traité de Hanovre lui ont fait faire d'y vouloir accéder & d'entrer sur cela avec elles pour en parler, jugeant avec raison, & après une discussion exacte & meure, qu'en cela elles ne faisoient rien qui blessât le moins du monde les Traitez & engagemens avec la Russie.

Cependant Sadite Majesté le Roi, & la Couronne de Suede ont appris contre toute attente, que Mr. l'Ambassadeur de Russie, bien loin de goûter ces sentimens, & ces vûes si équitables & pacifiques, n'a pas seulement continué à faire toutes sortes de Remontrances pour détourner S. M. & la Couronne de Suede, de cette accession, mais la representa même *comme une contravention manifeste aux Traitez & d'un dessein formé de rompre la bonne intelligence & l'amitié avec la Russie.*

Mais il plaise à Monsieur l'Ambassadeur de considerer que les Traitez de 1721. & 1724. qu'il allegue, sont des Traitez de Paix & d'amitié, dont le but étant sans contredit la conservation de la tranquillité publique, toute convention tendant au même but n'y sauroit être contraire. Sa Majesté ayant fait examiner long tems & avec soin celui de Hanovre, bien loin d'y trouver le *caractere de reprobation*, dont Mr. l'Ambassadeur l'a bien voulu charger, n'y a remarqué qu'un dessein formé & bien suivi d'assurer la Paix à l'Europe contre des attentats qui pourroient un jour la troubler, elle ne trouve point la moindre raison de soupçonner les Puissances alliées d'un dessein contraire.



La mesintelligence qui dure encore entre les Cours de Russie & de la Grande-Bretagne est une autre raison de laquelle Mr. l'Ambassadeur tâche d'interer que tous nouveaux engagements entre la Suede & cette derniere Couronne seroient contraires à ceux dans lesquels la Suede se trouve avec la premiere. Sa Majesté & la Couronne de Suede sont bien fachez de voir continuer ces brouilleries, & souhaiteroient de pouvoir contribuer à leurs compositions amiables, mais Mr. l'Ambassadeur conviendra lui-même que la Couronne de Suede ne sauroit participer à des differens qui ont pris naissance dans ces tems malheureux de Guerre, dont Mr. l'Ambassadeur a bien voulu lui-même faire mention, au contraire elle voudroit plutôt en pouvoir effacer pour jamais la triste Memoire, en satisfaisant à l'obligation qu'elle s'est imposé elle même par l'amnistie generale. Si Sa Majesté Britanique a envoyé l'Eté passé une Escadre dans la Mer Baltique, elle s'est expliquée elle-même sur le sujet de cet envoi envers S. M. l'Imp.

On a donné sur cela d'abord au Ministre de Sa Majesté l'Imperatrice Monfr. le Comte Gallowin une declaration réelle & positive, & on est persuadé que cette circonstance doit convaincre Mr. l'Ambassadeur de la conduite innocente de la Suede. Se reposant avec une entiere confiance sur la foi des Traités, elle croyoit n'avoir rien à craindre des armemens considerables qui se faisoient de part & d'autre, bien loin d'armer à son tour.

Il a plû à Monsieur l'Ambassadeur d'aller un plan qu'on lui communique, mais cette Piece sans date ne peut point servir de

preuve aux consequences qu'il lui plût d'en tirer, elle paroît être plutôt une invention de quelque esprit malin attentif à répandre des semences de defiance & de desordres. Bien loin d'entrer dans de telles vûes, suposé qu'il y en eut de pareilles, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede seroient les premiers à s'y opposer de toutes leurs forces.

Avec quel fondement peut-on donc le soupçonner *du dessein de vouloir contrevenir manifestement aux Traitez de Paix & d'Alliance avec la Russie.*

Qu'on parcoure d'un bout à l'autre les Annales du tems passé, on y verra toujours la Suede occupée à se defendre avec courage, à secourir genereusement ses Amis & Alliez, les uns dechirez par des soulevemens intestins, & attaquez par des voisins avides, les autres oprimez par raport à ce qu'il y a de plus precieux au monde, à savoir la Religion & la liberté.

Enfin on allegue comme un argument demonstratif des desseins violens des Alliez de Hanovre, les stipulations qu'ils font pour avoir certains corps de Troupes à leur solde en payant des subsides.

Jamais on n'a mis en doute encore, qu'il ne soit permis de s'armer pour sa propre defense. La precaution & la prudence le demandent. Tous les Souverains de l'Europe exercent ce Droit, sans qu'on les soupçonne pour cela de mauvais dessein.

Et si de pareils soupçons devoient avoir lieu, quel jugement la Suede n'auroit-elle point sujet de faire?

Par ce qu'on vient de dire, on ne doute aucune-

cunement que Mr. l'Ambassadeur ne soit suffisamment convaincu de la compatibilité de l'accession de la Suede au Traité de Hanovre, avec les engagements où elle se trouve avec la Russie, lesquels elle aura toujours soin de garder religieusement.

Sa Majesté ayant fait examiner, & peser avec la dernière exactitude pendant plusieurs mois, tous les articles & clauses de ce Traité, n'y a rien trouvé que d'innocent & conforme aux regles d'une juste defense. Ce n'est qu'après un examen si long & si meur, qu'elle s'est déterminée à y accéder, ayant trouvé aussi desobligeant qu'injuste de refuser une invitation si amiable faite par deux puissantes Couronnes de l'Europe, & qui ont été ses Alliez de tout tems.

L'accession s'est faite à des conditions qui laissent les Alliances & Conventions enterieures dans leur entiere vigueur, & la marque au coin de l'impartialité, qui est le vrai caractère des Alliances defensives, imaginées pour le bonheur & la tranquillité du genre humain.

On n'a point negligé pendant cette longue Negociation les interêts de Son Altesse Royale Mr. le Duc de Holstein, & de disposer les Couronnes de France & de la Grande Bretagne à les prendre à cœur.

On a même poussé les instances aussi loin qu'il a été possible; Sa Majesté a lieu d'espérer d'en voir les effets, lorsque par ce nouveau noeud d'amitie on aura gagné la confiance de ces Puissances, & que Son Altesse Royale voudra bien s'approcher d'eux, pour une fin si desirable & salutaire.

Ainsi bien loin que cet événement doive

donner le moindre sujet d'ombrage à Sa Majesté l'Imperatrice, & moins encore; comme il a plu à Mr. l'Ambassadeur d'avancer, la déterminer à se croire dégagée à son tour de l'obligation de ces Traitez & contrainte de pourvoir à sa sûreté, & à sa défense.

On espere qu'elle comprendra aisement l'innocence de cette Accession, & qu'elle voudra bien persister dans les bons sentimens d'amitié & d'affection, que Sa Majesté a temoigné jusqu'ici pour la Suede.

On l'espere de son équanimité aussi-bien que de sa prudence, & que la surprise & le soupçon incapables de troubler le repos des grandes ames, ne seront point admises à inquieter la sienne.

Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, bien loin de songer de troubler le repos de ses voisins, tacheront uniquement de le conserver par tout, & avec tout le soin possible, & gardant une conduite ferme & irréprochable, elles ne donneront jamais de juste sujet à leurs amis de se plaindre de l'infraction des Traitez & Conventions de leur part. Au reste Sa Majesté a une reconnoissance parfaite & sincere par raport à la bonne intention que Sa Majesté l'Imperatrice a bien voulu faire paroître à cette occasion, pour l'avancement du bien & des interêts de la Suede. L'offre qu'elle lui a fait faire par Monsieur l'Ambassadeur de vouloir bien concourir avec Sa Majesté Imperiale & Romaine à un Traité de Subsidés, est une preuve convaincante de son amitié; & comme Sa Majesté ne manquera pas de faire tous ses efforts à pouvoir en toute occasion convaincre de plus en plus Sa Majesté l'Im-

l'Imperatrice, du soin & du dessein qu'elle a d'entretenir inviolablement, & d'affermir de plus en plus la bonne intelligence qui subsiste entre elle & Sa Majesté l'Imperatrice & pouvoir satisfaire en tout à ses engagements; Sa Majesté est de même entièrement persuadée qu'il plaira à Sa Majesté l'Imperatrice de persister dans ses sentimens qu'elle a bien voulu lui faire declarer. Sa Majesté n'est point entrée, ni n'entrera jamais dans aucun engagement, qui pourroit en quelque maniere être contraire à ceux dans lesquels elle se trouve déjà avec Sa Majesté l'Imperatrice.

Monsieur l'Ambassadeur, comme Ministre zélé pour les intérêts communs, est prié de vouloir bien faire un fidele raport à Sa Majesté l'Imperatrice sa Maitresse, de ces sentimens vrais & justes de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, & de l'assurer de l'intention sincere & constante qu'elles ont d'entretenir l'amitié avec Sa Majesté Imperiale & la Russie, sans permettre que les nouveaux engagements y donnent la moindre atteinte, ni qu'ils deviennent la *source d'une infinité de troubles & de desolation*, au contraire la suite naturelle, selon toutes les aparences, en fera une longue paix dans ces quartiers, avec un Commerce non interrompu & florissant.

Comme le Rapport du Comité secret avoit été approuvé des Etats, du Senat & du Roi, la conclusion de cette Accession fut enfin fixée au 14. Mars V. S. que l'Acte ou Convention cy-jointe fut signée par les Ministres de France & de la Grande-Bretagne, & par les Commissaires Suedois.

*Acte d'Accession de la Couronne de Suede  
à l'Alliance de Hanovre.*

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE'.

**N**Otoire soit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir. Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Prusse, par leurs Ministres, de vouloir bien accéder à l'Alliance défensive que Leurs Majestez ont conclue à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles separez y joints, lesquels, aussi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'ensuit.

## F I A T I N S E R T I O.

Et Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede étant toujours disposé à concourir à un but si salutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agreable, a muni de son Pleinpouvoir en forme due, ses Commissaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancellerie soussignez, pour entrer en conference avec les soussignez Ministres de Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour negocier & convenir de l'accession de

de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dresser & signer un Acte formel. Lesdits Commissaires & Ministres Plenipotentiaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en conference, & ayant produit leurs Plenipouvoirs de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent, que Sadite Majesté, ses Heritiers & Successeurs accedent pleinement à l'Alliance defensive conclüe à Hanovre, & ci-dessus inserée de même qu'aux trois Articles separez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majesté & la Couronne de Suede, en vertu de cette Accession, se joignent & s'associent, comme Partie principale contractante, à Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande Bretagne & très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant lesdites Majestez, leurs Heritiers & Successeurs, conjointement & separement, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauses, comprises dans ledit Traité d'Alliance defensive. & ses trois Articles separez, & de fournir, quand le cas d'Alliance existera, un secours de trois mille hommes d'Infanterie, & de deux mille hommes de Cavalerie, conformément aux obligations du Traité, le tout de la maniere & aussi fidelement, comme si Sa Majesté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale contractante avec les susdits Serenissimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leurs dites Majestez conjointement ou separement les Articles Conditions exprimées dans cette Alliance defensive, & ses Articles separez.

Leurs Majestez les Serenissimes Rois de la  
Gran-

*Grande-Bretagne & Très-Chrétien admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suede au susdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles separez, qui s'y trouvent joins, comme partie principale contractante; déclarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestez, leurs Heritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & separement, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede toutes les conditions & Clauses contenues dans ladite Alliance defensive & ses Articles separez.*

*Cet Acte d'Accession sera approuvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede & de Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la Signature du present Acte, ou plutôt si faire se peut.*

*En foi de quoi Nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé ce present Acte, & y avons aposé les Cachets de Nos Armes. Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an 1727.*

## ARTICLES SEPARE'S.

*Quoique par l'Acte d'Accession & d'admission, signé ce jourd'hui Sa Majesté & la Couronne de Suede accèdent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne des exceptions & Articles qui suivent.*

I. Comme l'Alliance defensive, conclue à Hanovre le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la  
paix



paix & la tranquillité de l'Europe, & particulièrement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité ni Conventions avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits, Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette accession, mais resteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majestez déclarent en même tems, qu'Elles sont dès-à present, & seront toujours dans la ferme Resolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidelement tous les engagements pris par le present Traité d'Accession & ses Articles separez & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune maniere, sous pretexte des Traitez & engagements antérieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede n'ayant point presentement des possessions hors de l'Europe, se réservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant temoigné, qu'ils souhaiteroyent de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du present Traité d'Accession dans des Pais trop éloignez, il est convenu entre les Parties contractantes, que le cas du present Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille hommes stipulé

*stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Vaisseaux conformément à ce qui est réglé dans ledit Traité d'Hanovre.*

*IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par rapport aux Actes mentionnez dans le cinquieme Article du Traité d'Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptez & approuvez par les Etats de l'Empire de la maniere accoutumée.*

*V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent, qu'Elles accèdent aux deux derniers Articles separez du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenue envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.*

*Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, horsmis celles qui sont nommement comprises dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à present, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien s'entrepromettent reciproquement, de ne point entrer à l'insçu l'un de l'autre, & sans un concours mutuel, dans aucun engagement avec quelque autre Puissance qui puisse être contraire ou invalider en quelque maniere ce Traité, ces Articles separez & secrets.*

*VII. Leurs Majestez Suedoise, Britannique & Très-Chrétienne sont convenues & s'entrepromet-*

mettent reciproquement, que si en haine du present Traité, ou sous quelque autre pretexte également injuste, Elles venoient à être attaquées, troublées ou infestées, conjointement ou séparément par quelque Puissance que ce fut, Elles feront cause commune contre l'agresseur, qu'Elles se secourront & s'entre aideront mutuellement, de bonne foi & de la maniere la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'excuser sous le pretexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse être.

## ARTICLE SECRET.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour temoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du present Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consecutives, la somme de cinquante mille livres sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussi-tôt que les arrangements necessaires pour cela pourront être faits; le troisieme, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dont on est convenu  
par

par l'Acte de la presente accession, encore un corps de sept mille hommes d'Infanterie, & trois mille hommes de Cavalerie, pour être employez là où le cas d'Alliance le rendront necessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne requerront le service de ces dix mille hommes, ils seront à leur solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle solde, aussi-bien que ce qui regarde les recrues & autres circonstances, qui en dependent, seront alors réglées par une Convention particuliere, Sa Majesté le Roi de Suede se reservant le droit de rapeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & eminent le rendra necessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles separez & secrets auront la même force, que s'ils avoient été inferez de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jour-d'hui, ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foi dequoi nous, en vertu de nos Plenipouvoirs respectifs, avons signé les presens Articles separez & secrets. Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an 1727.

Pendant cette longue Negociation en Suede, le Comte de Camilly Ambassadeur de France & le Lord Gleonarchy Ministre de la Grande-Bretagne à la Cour de Dannemarck ne travaillerent pas avec moins d'aplication & de fruit à faire entrer cette Couronne dans les vûes de l'Alliance qui unissoient leurs Maîtres. On peut croire que Sa Majesté Danoise ne manquoit pas de disposition à pancher de ce côté-là, tout l'y attiroit, il sembloit même

me que pour se mettre à couvert des menaces continuelles des Russiens & des Ministres de Holstein, elle auroit pû ne pas attendre une invitation. Néanmoins cette Negociation fut longue & difficile pour deux raisons principales, 1. parceque la garantie des Droits respectifs stipulée dans l'Alliance ne pouvoit s'accorder avec les demêlez que cette Couronne avoit avec quelques Membres de l'Alliance; & que quelques-uns de ces Membres ne pouvoient sans contrevenir à d'autres Traitez garantir à Sa Majesté Danoise des choses contraires aux Traitez d'Altena & de Travendaël. 2. Parcequ'en changeant l'accession en une Convention ou Traité particulier entre le Roi de France & de la Grande-Bretagne & le Dannemarck, celui-ci trouvoit un intérêt réel dans de gros subsides qui demanderent une longue discussion. Enfin la chose fut terminée à la satisfaction mutuelle par une convention, par laquelle Sa Majesté Danoise s'engage à avoir sur pied un certain nombre de Troupes au service des deux Couronnes & de leurs Alliez, moyennant certains subsides stipulez. De cette maniere on évita de parler de restitutions & autres Articles scabreux, mais sur lesquels le Dannemarck a la garantie des mêmes Couronnes par des Traitez antérieurs. Quoiqu'il en soit, dès le moment de la signature de cette Convention, la Couronne de Dannemarck fut considérée comme de l'Alliance de Hanovre.

Le Landgrave de Hesse-Cassel se conduisit à peu près comme Sa Majesté Danoise, non que ce Prince, ne fût volontiers entré dans une Alliance, dont la Religion étoit un Article

garanti, mais Son Altesse Serenissime aiant été invité formellement par l'Empereur à accéder à l'Alliance de Vienne, même avec des offres considerables, & n'ayant pas jugé à propos d'accepter ce parti, il lui sembla qu'il ne lui convenoit plus d'accéder à l'Alliance opposée, ainsi il se contenta de la Convention suivante, qu'il fit avec le Roi d'Angleterre.

*Convention entre le Roi de la Grande-Bretagne & le Landgrave de Hesse-Cassel du 12. Mars 1726.*

**A**près que la Declaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Hesse-Cassel, eut été acceptée & approuvée à Cassel le 25. Janvier 1726., par Son Altesse Serenissime; Sa Majesté Britannique aiant approuvé les Conditions spécifiées dans la susdite Declaration, a ordonné à son principal Secrétaire d'Etat & Conseiller Privé le Vicomte Thownshend Souffigné, d'entrer en Negotiation avec le Ministre de Sadite Altesse Serenissime, le Major-General Diemer, & de dresser une Convention en dûe forme sur le pié de ladite Declaration, qui aiant conféré ensemble là-dessus, sont convenus au nom du Roi & du Landgrave susdits, des Articles suivans.

**ART. I.** Son Altesse le Landgrave de Hesse-Cassel tiendra prêt pour le Service de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, savoir 8000. Fantassins & 4000. Chevaux: lequel Corps sera employé, lors que Sa Majesté le requerra, dans

dans tous les lieux où il sera besoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Defensive, conclue à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sadite Altesse n'a pas presentement un Corps de 12000. Hommes effectifs sur pié, Elle sera obligée de lever immédiatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle sera aussi tenue à maintenir à ses propres fraix ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux ans entiers, pour être toujours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sadite Majesté le requerra pendant ledit tems.

III. Le Ministre dudit Landgrave aiant représenté que Sadite Altesse, son Maître, pour rendre ledit Corps complet, comme il est mentionné ci-dessus, seroit obligée de lever au-delà de 3000. Fantassins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plupart des Cavaliers qui n'en sont pas pourvus; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, en considération de la très grande dépense que ledit Landgrave est obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers susdits, & pour l'entretien dudit Corps pendant le tems qu'il ne sera pas employé dans son Service, payera audit Landgrave la Somme de 125000. livres sterling, en deux Payemens; savoir 72000. livres après la Ratification des presentes Conventions, & 50000. livres au mois de Fevrier 1727.

IV. Mais en cas. que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut besoin dudit Corps de Troupes avant ledit mois de Fevrier, Sa Majesté passera à Son Altesse le Landgrave

ladite Somme de 50000. livres sterling, pour le moins deux mois avant que lesdites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque lesdites Troupes entreront au service de Sa dite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, elles seront sous son Commandement & entierement à sa disposition pour être employées là où la nécessité de ses affaires & le cas de l'Alliance Defensive, conclue à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subsidés, le Payement & l'Entretien des susdites Troupes, lorsqu'elles seront prises au service de Sa dite Majesté, comme il est dit ci-dessus, le tout sera réglé sur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Février 1702.

VII. S'il arrivoit que Sa dite Altesse le Landgrave fut attaquée ou inquiétée en haine d'avoir fourni le susdit Corps de Troupes, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'assister puissamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou molestation.

VIII. Cette Convention sera ratifiée, & la Ratification d'icelle sera échangée de part & d'autre, aussi-tôt qu'il sera possible, après la Signature des Presentes.

En Temoignage de quoi nous les Ministres dudit Roi & dudit Landgrave, étant suffisamment autorisez à ce sujet, avons signé la presente Convention & aposé les Cachets de nos Armes. Fait à Westmunster le 12. Mars 1726.

(L.S.) TOWENSHEND. (L.S.) DIEMAR.



Pendant toutes ces Négociations, les Puissances armoient de part & d'autre, comme si les deux Alliances principales n'avoient pour but que d'allumer la Guerre d'un bout à l'autre de l'Europe, pendant que l'on ne cessoit de crier des deux côtez que chaque Alliance n'étoit que défensive. Les grosses remises que l'Espagne fit à Vienne, & les mesures que l'on prit dans cette dernière Cour pour augmenter les Troupes Imperiales, firent juger à la France, à la Grande-Bretagne & leurs Alliez, qu'il étoit de la prudence de se mettre sur leurs gardes. On savoit que l'Espagne n'étoit pas en état de faire long-tems ces dépenses excessives, sur-tout si la source de ses Tresors étoit pour quelque tems interrompue: c'est ce qui fit prendre le parti au Ministère Britannique d'envoyer une Escadre dans les Mers de l'Amérique pour empêcher la Flotille ou les Gallions de passer en Europe. Ceux-ci étoient à *Porto-Bello*, celle-là à la *Havana*. L'Amiral Hosier, qui commandoit l'Escadre Angloise, se posta à *Bastimentos*, d'où il bloqua tellement les Gallions, que les Espagnols craignant quelque entreprise, les déchargèrent; & en transportèrent les Tresors à travers les terres jusques à *Panama*, où certainement ils n'avoient rien à craindre d'une Escadre Angloise. L'Amiral Anglois ne se contenta point de ce Blocus, il fit une manœuvre si adroite, soit en detachant de tems en tems quelques-uns de ses vaisseaux, soit en en postant d'autres sur la route de la Flotille, que celle-ci resta aussi comme bloquée dans le Port de la *Havana*.

Quand la nouvelle de la destination & de la

conduite de cette Escadre Angloise fut arrivée à Madrid, on ne manqua point de crier \* avec justice, du moins en aparence, que les Anglois avoient les premiers déclaré la Guerre. Ceux-ci se defendirent, en faisant voir que bien loin de là, leur but n'étoit que de l'empêcher en ôtant à l'Espagne & à ses Alliez les moyens d'exécuter le dessein qu'ils avoient conçu de la commencer, & que leur conduite devoit être considérée comme celle d'un homme qui ôteroit à un furieux les armes dont il pouroit blesser ou assassiner quelqu'un pourroit on dire que cet homme fut l'ennemi de ce furieux? On peut voir tout ce que dirent les Anglois pour justifier leur conduite dans un Ecrit qui a pour titre, *Motifs de la conduite de la Grande-Bretagne*, que le Ministère fit composer par le Docteur *Hoadley*, Evêque de Salisbury, & que l'on a publié en François presqu'en même tems.

Les Gallions ne purent donc revenir en Europe, mais l'Amiral *Castagnetta*, que le Roi d'Espagne envoya à la Havana, trouva le moyen, après avoir assemblé quelques Vaisseaux de Guerre pour son Convoi, & fait plusieurs feintes pour tromper la vigilance des Anglois, qui avoient une Escadre sur les Côtes de Galice & de Portugal, de ramener la Flotille toute entiere dans les Ports de Biscaye, des Asturies, de Galice & d'Andalousie.

Pendant que cela se passoit, le Parlement d'Angleterre ouvrit ses Seances. Toute l'Europe

\* Voyez le Mercure Historique mois de Janvier 1727. Art. d'Espagne, où se trouvent les Attestations & Déclarations que l'Espagne, publia alors sur ce sujet.

rope étoit attentive à ce qui s'y passeroit. On fait que, sur tout depuis le commencement de ce siècle, les Harangues des Rois de la Grande-Bretagne à l'ouverture du Parlement, sont considérées comme des especes d'Oracles touchant la situation generale des affaires de l'Europe; celle-ci devoit exposer à la Nation, & en même tems aux yeux de l'Europe entiere les sentimens des Alliez de Hanovre & leurs dispositions par raport à l'Alliance de Vienne: voici comment Sa Majesté Britannique s'en expliqua.

*Harangue du Roi George à son Parlement;  
du 28. Janvier 1727.*

MY LORDS ET MESSIEURS,

**J**E vous informai l'année passée des Traitez de Paix & de Commerce conclus entre l'Empereur & le Roi d'Espagne: cette soudaine & incomprehensible Union ayant d'abord donné de justes motifs de soupçons & d'inquietude aux Puissances voisines de l'Europe; ce qui s'est passé depuis dans ces deux Cours, & leurs Traitez Secrets d'Alliance offensive, conclus sans doute à peu près dans le même tems, ont jetté les fondemens d'une Puissance aussi formidable qu'exorbitante, & sont si directement contraires aux interets & Privileges les plus chers & les plus précieux de notre Nation, qu'il faut Nous résoudre, ou à Nous soumettre sans resistance à la Demande positive & injuste, que fait le Roi d'Espagne, que Nous lui rendions *Gibraltar*; &

que nous consentions paisiblement que l'Empereur jouisse d'un Commerce étendu qu'il a usurpé : ou bien il faut prendre le parti de Nous mettre en état de Nous faire Nous-mêmes justice, & de défendre nos Droits incontestables, contre les Engagemens reciproques dans lesquels ils sont entrez, au mépris & en violation de la Foi publique, & des Traitez les plus solennels.

J'ai aussi reçu de differens endroits des avis, sur lesquels je puis entierement compter, qu'on est convenu par un des Articles des Engagemens Secrets, de mettre le Pretendant sur le Trône de la Grande-Bretagne. Si le tems fait connoître que le Sacrifice du Commerce de cette Nation à une Puissance, & de *Gibraltar* & de *Port-Mabon* à une autre, a été le Prix & la Recompense des efforts qu'on doit faire pour contraindre ce Royaume à se soumettre à un *Pretendant Papiste*, quelle indignation cela ne doit il pas allumer dans tout *Anglois Protestant* ?

Ces Unions dangereuses ne se renfermoient pas dans cette Partie de l'Europe, mais elles s'étendoient aussi jusques dans la Moscovie; & si notre Flote n'étoit arrivée à tems dans ces mers-là pour empêcher cette Cour d'exécuter les Desseins qu'Elle avoit formez contre quelques-uns de ses Voisins, on se seroit frayé un chemin à l'invasion de ces Royaumes, & on auroit donné de puissans Secours pour favoriser toute entreprise qu'on auroit pu faire d'un autre côté.

Une pareille situation d'affaires ne m'a pas permis, ni à mes Alliez, entre lesquels on a toujours vû regner la plus parfaite Harmonie.

nie, Union & Concert, de demeurer les bras croisez, & de ne pas faire attention à notre propre sûreté, aussi bien qu'à la Cause commune de l'Europe, C'est ce qui a obligé le Roi Très-Chrétien de faire de grandes Depenses l'année dernière, pour augmenter ses Troupes; & les Etats Generaux, convaincus du danger present, ont non-seulement accédé au Traité d'Alliance defensive, signé à Hanovre, mais ont aussi pris de bonne heure de fortes Resolutions pour une augmentation extraordinaire de leurs Forces, tant par Mer que par Terre. L'accession de la Couronne de Suede est si prochaine, & les Négociations avec le Dannemarck sont si avancées, que Nous avons tout lieu d'en attendre un heureux succès, aussi bien qu'à de bons effets.

Je suis persuadé que cette exposition succincte de la presente situation des affaires, m'assurera non seulement l'appui & le secours de mon Parlement, pour travailler à ce grand & necessaire ouvrage, conjointement avec mes Alliez; mais qu'elle justifiera aussi les mesures qui ont été prises jusques ici, & les Depenses qui ont déjà été faites.

On c'est servi de la confiance que vous me témoignâtes l'année passée, pour l'avantage du Public; & comme le principal Article de la Depense où l'on a excédé, a tombé sur la Marine, parce qu'on a été obligé d'équiper & de mettre en Mer trois Escadres considerables, je suis persuadé que la necessité de ce Service, & la Gloire qui revient à la Nation Angloise de l'Equipement de ces Escadres, suffiront pour le justifier aussi long tems que nos Amis avoueront avec plaisir, & nos

Ennemis avec chagrin, qu'ils ont vû & ressenti les Effets de la Puissance de la Nation Angloise.

Il ne faut pas s'étonner que les Princes engagés dans ces Entreprises, soient si vivement touchés de voir qu'on a empêché la réussite de leurs Projets. Le Roi d'Espagne, qui depuis quelque tems n'attendoit qu'une occasion favorable pour faire éclater la haine qu'il a pour Nous, devenu impatient par les Traverses qu'il a essuyées, ne peut plus déguiser cette haine : il vient d'ordonner à son Ministre qui reside ici, d'en partir incessamment, laissant un Memoire qui differe peu d'une Declaration de Guerre, dans lequel il demande encore, & insiste sur la restitution de Gibraltar : il ne nie pas son Traité d'Alliance Offensive, ni ses Engagemens pour le soutien de la Compagnie d'Ostende : il veut que je rapelle mes Escadres, que sa conduite m'a nécessité d'envoyer aux Indes Occidentales, aussi-bien que sur les Côtes d'Espagne, & attache à cette Condition la continuation de la Correspondence entre les deux Couronnes : & suposant que c'est exercer actuellement des hostilités, que de laisser mes Flottes dans ces Mers, il menace d'employer toute sa puissance pour les repousser par la force.

Non content de ces menaces, de ces insultes, & de ces infractions faites aux Traitez, le Roi d'Espagne fait aujourd'hui des préparatifs pour attaquer & assiéger, Gibraltar ; & pour executer cette Entreprise, ou pour couvrir un autre dessein, il a assemblé un grand Corps de Troupes dans le voisinage de cette Place. Mais comme l'état present où se trouve la

Gar-

Garnison avec les renforts que j'ai ordonné d'y faire entrer, me donne peu de lieu d'appréhender, & aussi peu à mes Ennemis d'espérer qu'ils réussiront dans cette Entreprise. Les avis certains que j'ai, qu'on est présentement dans la Résolution d'envahir ces Royaumes en faveur du Pretendant, par un Embarquement qui se doit faire sur les Côtes d'Espagne, me donnent sujet de croire, que quoi qu'il puisse arriver qu'ils entreprennent le Siège de Gibraltar, les préparatifs immenses qu'on fait publiquement, & que l'on avoue être faits pour l'exécution de ce dessein, sont principalement destinés à amuser le Monde, & à mieux cacher l'Invasion méditée, qui, comme je suis informé très-certainement qu'on en est convenu depuis quelque tems, doit être le premier pas, & le commencement de la Rupture préméditée depuis long-tems.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES  
COMMUNES.

Ces considérations vous doivent si bien faire connoître à tous notre commun danger, & combien il est prochain, & je ne doute point que cela ne vous inspire tout le zèle imaginable, & que vous ne vous portiez avec promptitude & de bon cœur à la levée des Subsidés nécessaires pour la défense de notre Patrie, & pour accomplir les Engagemens, dans lesquels nous sommes entrez avec nos Alliez. J'ai ressenti trop de contentement du bonheur de mon Peuple, lorsque je l'ai vû jouir d'une Paix entière, & qu'il y avoit tout lieu de s'attendre que ni cette Paix, ni leur prospérité

té ne seroient point interrompues, pour n'être pas sensiblement touché de ces nouvelles agitations, aussi bien que de la nécessité où je me trouve de demander de plus grands Subsidés à mes Peuples, & qu'ils me mettent en état d'augmenter mes Forces par Mer & par Terre, selon que l'exigence présente des affaires le requiert.

J'ordonnerai qu'on mette devant vous le Calcul des Sommes qui seront jugée convenables, & les Traitez que j'ai fait avec les Princes étrangers, pour avoir des Troupes étrangères à ma Solde; & comme la Dépense, dont le soin me fut confié l'année passée d'une manière particuliere n'est pas allée à une Somme considerable, & que l'utilité publique peut exiger qu'on fasse encore de pareils Services, j'espere que vous aurez la même confiance en moi.

C'est avec un extrême plaisir que je vois le tems si proche, où l'on doit faire une augmentation si considerable au fonds destiné pour l'aneantissement des Dettes publiques. Que tous ceux qui souhaitent la Paix & la Tranquillité de mon Gouvernement ayent la satisfaction de savoir, que nos presens Besoins n'interrompront en aucune manière le progrès d'un Ouvrage si considerable, & qu'on continuera d'acquitter par degres les Dettes de la Nation. C'est pourquoi j'espere que vous aurez soin qu'on applique incessamment la produit de ce Fonds aux usages pour lesquels on l'a si sagement trouvé, & auxquels il est presentement affecté.



## MY LORDS ET MESSIEURS.

Je n'ai pas eu la pensée de faire aucunes Acquisitions, pour augmenter aucune Partie de mes Domaines: J'ai donné tous mes soins, & me suis uniquement appliqué à conserver & maintenir les Droits & Privileges incontestables de mon Peuple. C'est pourquoi toutes les Mesures que j'ai prises, n'ont été que pour la Défensive, & pour empêcher le Mal qu'on Nous vouloit faire: Mais comme aujourd'hui il n'est plus possible d'en demeurer-là, il n'y a que de vigoureuses Résolutions, & beaucoup de diligence à les executer, qui puissent réellement faire cesser les Dangers dont nous sommes environnez. Quelque hazardeuses & desesperées que puissent paroître les Entreprises projetées contre Nous, cependant, puisque vous êtes assurez qu'elles sont résolues; Je suis persuadé que cela suffira pour vous mettre en état d'y résister, & les faire échouer.

Si le maintien d'un juste Equilibre de Puissance en *Europe*; si la défense des Possessions de la *Grande-Bretagne*, qui sont d'un avantage infini à notre Commerce, & qui en font la sûreté; si soutenir & maintenir ce Commerce contre de dangereuses & injustes Usurpations; en un mot, si l'établissement présent, la Religion, les Libertez & Proprietez d'un Peuple *Protestant*, sont encore des Motifs dignes des soins & de l'attention d'un Parlement de la *Grande-Bretagne*, Je n'ai pas besoin d'en dire d'avantage, pour porter mes loyales & fideles Chambres du Parlement à fai-

334      *Recueil Historique d'Actes,*  
faire les Efforts necessaires pour la defense de  
tout ce qui leur est cher & estimable en ce  
Monde.

Cette harangue fut accompagnée de la publication de l'Écrit, dont nous avons déjà parlé, & qui avoit pour titre RECHERCHE DES MOTIFS sur lesquels est fondée la conduite de la Grande-Bretagne par rapport aux affaires de l'Etat present de l'Europe. Les deux Chambres approuverent la conduite de la Cour & du Ministère en toutes ses parties. Quelques semaines après le Ministre de France à Ratisbonne reçut ordre de sa Cour de faire à la Diete une declaration formelle des vûes & des sentimens du Roi son Maître & de ses Alliez, pour detruire les insinuations qui se repandoient de tous côtez comme si les Alliez de Hanovre se dispoient à troubler la tranquillité de l'Empire. Voici la Declaration que ce Ministre remit au Directeur de la Diete.

*Declaration du Roi de France à la  
Diete de l'Empire , le 26. Fe-  
vrier 1727.*

„ LE Ministre de France a reçu ordre du  
„ Roi son Maître, de declarer à la Diete  
„ Generale de l'Empire, que quoique Sa Ma-  
„ jesté ait lieu de croire que la droiture de  
„ ses intentions pour le maintien de la Paix,  
„ & en particulier pour la tranquillité du Corps  
„ Germanique soit parfaitement connue, Sa  
„ Majesté ayant appris neanmoins qu'on affecte  
„ de rendre ses desseins suspects, Elle a jugé  
„ à

» à propos d'en faire une Declaration précise  
» & solennelle par son Ministre à *Ratisbonne*  
» Souffigné, afin qu'ils ne puissent être igno-  
» rez, de personne, & pour dissiper aussi les  
» allarmes qu'on a voulu exciter sur les pre-  
» paratifs qui se font dans son Royaume, ainsi  
» que dans plusieurs Etats des Puissances ses  
» Alliez.

» Tout le Monde fait les Motifs qui ont  
» porté Sa Majesté à conclure des Traitez a-  
» vec d'autres Puissances, & c'est un effet na-  
» turel de la prevoiance que tout Prince doit  
» avoir pour la Sureté de ses Etats, lors qu'il  
» voit se former des Nuages au dehors, ca-  
» pables d'en alterer le repos & la tranquil-  
» lité: Mais Elle declare aujourd'hui, com-  
» me Elle l'a déjà fait en plusieurs autres oc-  
» casions, que ces Traitez sont purement De-  
» fensifs, & qu'ils ne tendent uniquement qu'au  
» maintien de la Paix de l'*Europe*.

» Il est vrai que dans un de ces Traitez, Sa  
» Majesté s'est rendue Garante du 5. & 6. Ar-  
» ticle de celui de *Munster* en faveur des *Etats*  
» *Generaux*: Mais il est notoire, que la Ga-  
» rantie de ces Articles ne regarde ni directe-  
» ment, ni indirectement le *Corps Germani-*  
» *que*, & par conséquent il n'y a aucun In-  
» terêt.

» Sa Majesté est donc persuadée, que les  
» Electeurs, Princes & Etats de l'*Empire*, ne  
» prendront aucune part à une Querelle qui  
» leur est absolument étrangere: Et Elle a  
» bien voulu leur declarer, comme Elle le  
» declare aujourd'hui, par son Ministre à *Ra-*  
» *tisbonne* Souffigné, qu'Elle est bien éloignée  
» de songer à enfreindre le Territoire de l'*Al-*  
» *lema-*

„ *Allemagne*; qu'Elle Employera au contraire;  
 „ quelque chose qui puisse arriver, tous ses  
 „ soins & toute son attention, à ce que le  
 „ Territoire de l'*Allemagne*, aussi-bien que  
 „ les Droits, Privileges, & tranquillité des  
 „ Membres du *Corps Germanique*, n'en souf-  
 „ frent aucune atteinte. Sur laquelle assu-  
 „ rance Elle desire qu'on compte; comme sur  
 „ une Parole Royale & inviolable: Esperant  
 „ en même tems de l'Equité du *Corps Germa-*  
 „ *nique*, qu'il voudra bien repondre de son cô-  
 „ té à la pureté & la droiture des Intentions  
 „ de Sa Majesté, par les mêmes Sentimens &  
 „ les mêmes dispositions.

„ Le Roi ayant appris aussi qu'on repand le  
 „ bruit que son Ambassadeur à la *Porte* solli-  
 „ cite secretement les Turcs de prendre des  
 „ Resolutions contraires au Repos de l'*Em-*  
 „ *prie*, Sa Majesté declare formellement, que  
 „ c'est une calomnie, & que son Ambassa-  
 „ deur à *Constantinople* n'a fait, ni a eu ordre  
 „ de faire, directement ni indirectement, aucu-  
 „ ne demarche semblable.

„ Sa Majesté declare enfin, par son Mini-  
 „ stre à *Ratisbonne* Souffigné, qu'Elle obser-  
 „ vera fidelement les Traitez de *Westphalie*  
 „ dont Elle est Garante, & qu'Elle sera tou-  
 „ jours prête à en donner des assurances plus  
 „ precises à chacun de ceux qui pourroient la  
 „ desirer, soit par raport à leur Interêt person-  
 „ nel, soit pour l'Interêt commun de tout le  
 „ *Corps Germanique*.

(Signé,)

DE CHAVIGNY.

Le

Le Ministre de Mayence qui avoit reçu cette declaration ne l'eut pas plutôt examinée, qu'il fit difficulté de la porter à la dictature publique, qu'il n'en eut reçu l'ordre de la Cour de Vienne, ce contre-tems irrita celle de France & avant que la declaration eut été dictée publiquement, elle fut distribuée sous main à tous les Membres de la Diete, & enfin elle fut dictée.

Peu de tems après le Ministre Britannique reçut ordre d'en faire une semblable & il porta celle ci au Directeur de la Diete.

*Declaration du Roi de la Grande-Bretagne  
à la Diete de l'Empire.*

**L**E Serenissime & Très-Puissant Roi de la Grande-Bretagne, mon Maître, le Prince du Monde le plus Clement, a ordonné au Soussigné Ministre de Sa Majesté, en la presente Diete, de delivrer ce Memoire à vos Excellences & Seigneuries, pour leur exposer :

Que quoique Sa Majesté se soit flattée, que la justice de ses Conseils & de ses Entreprises, pour la Paix de toute l'Europe, & sur-tout pour le Repos du Corps Germanique, devoit être assez connue depuis long-tems, & qu'Elle n'ait jamais crû devoir en douter ; cependant, Elle apprend qu'il y a des Gens, qui, sans la moindre ombre de verité, travaillent de tout leur pouvoir à rendre suspects & inutiles ses justes Efforts, & l'équité de ses Con-

seils , par le mauvais tour qu'ils tâchent d'y donner.

Sur ces Considerations, Sa Majesté a jugé à propos de confirmer, par le present Memoire, l'integrité de ses Intentions , & d'en faire de nouveau une Declaration entiere & solemnelle, pour dissiper ces Soupçons que certaines Gens mal-intentionnez, par une Interpretation sinistre, & par une maniere inouie de raisonner, tâchent de repandre sur les preparatifs de Guerre qui se font, tant dans ses Etats, que dans ceux des autres Princes Confederez, pour la sûreté publique de toute l'Europe, & pour leur conservation particuliere. Il est de la Prudence & de la Vigilance de tout Prince prevoyant de se tenir sur ses gardes, & de songer à sa Sûreté, dans un tems où il voit s'élever des Orages qui pourroient fondre sur ses Etats, s'il n'employoit tous ses soins pour les prevenir, & pour en detourner l'effet.

Sa Majesté declare donc, par le present Memoire, comme Elle l'a déjà fait tant de fois, que les Alliances qu'Elle a contractées en dernier lieu avec d'autres Puissances, sont des Alliances purement Defensives, & qu'elles n'ont d'autre objet que la Conservation publique de toute l'Europe.

Il est bien vrai, que dans l'un de ces Traitez, Sa Majesté Royale a pris sur Elle, la Garantie des Articles V. & VI. de la Paix de Munster, en faveur & pour l'avantage des Etats Generaux des Provinces-Unies de Pais-Bas. Mais personne n'ignore, que, comme ces Articles ne regardent ni directement  
ni

ni indirectement le Corps Germanique, ils n'ont rien de commun avec ses intérêts particuliers.

Sa Majesté se persuade donc, que les Princes & les Etats de l'Empire ne se meleront en aucune façon d'une Affaire qui leur est entièrement étrangere, & qui ne les interesse en rien: Et Sa Majesté veut bien leur declarer, comme Elle leur declare aujourd'hui, par son Ministre Souffigné, qu'Elle est si éloignée de vouloir rien entreprendre contre la Paix & la tranquillité de l'Allemagne, qu'Elle fera au contraire tous ses efforts, pour que les Etats d'Allemagne ne souffrent aucun dommage ou prejudice dans ces Tems malheureux, & dans la facheuse Conjoncture des affaires, & qu'Elle emploiera tous ses soins & son pouvoir, pour empêcher que les Droits, les Privileges & la Liberté du Corps Germanique ne se trouvent enveloppez dans les tristes suites de cette fermentation, qui rend la situation des Affaires si perilleuse. Sa Majesté souhaite que l'on regarde cette Declaration comme une Parole Royale & inviolable, & Elle attend de l'équité reconnue du Corps Germanique, qu'il repondra à la droiture des Intentions de Sa Majesté.

Cependant, comme le Roi mon Maitre à apris, qu'il y avoit des Gens qui ont osé affurer publiquement, que son Ambassadeur à la Porte Ottomane avoit sollicité les Turcs, & les avoit voulu engager à prendre des mesures contraires à la Paix de l'Empire d'Allemagne, Sa Majesté declare expressement & solennellement, par ce Memoire, que ces bruits doivent être regardez comme des Ca-

l'omines, & que son Ambassadeur à Constantinople n'a rien fait de pareil, ni eu ordre de le faire.

(Signé)

LE HEUP.

Le Directeur n'eut point la peine de dicter ce Memoire-ci ; car dans ces entrefaites le principal Commissaire Imperial reçut de Vienne le Decret Imperial suivant, qui fut d'abord porté à la Dictature publique.

*Decret Imperial adressé à la Diete de l'Empire, & dicté le 17. Mars*

1727.

**S**elon les Ordres de Sa Majesté Impériale, Son Altesse le Prince Froben Ferdinand, Landgrave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg & de Wirtemberg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de Sa Majesté Impériale, & son Principal Commissaire à la presente Diete de l'Empire, doit declarer à cette Assemblée des Conseillers, Envoyez, & Deputez des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire.

Soit notoire, tant au dehors qu'au dedans de l'Empire, que Sa Majesté Impériale, depuis son Avenement à la Couronne jusqu'à ce jour, a eu pour unique but de tous ses soins & de toutes ses demarches, de maintenir non-seulement dans l'Empire, notre chere Patrie, mais



mais encore dans tout le Monde Chrétien , la Paix , la Tranquillité , l'Union , & le Bonheur ; jusques-là , que pour y parvenir , non contente de faire diverses avances & offres , Elle a sacrifié ses propres Etats & ses fidèles Sujets , sans rien épargner de tout ce qui étoit en son pouvoir : sur quoi Elle s'en rapport au témoignage de Dieu , à qui rien n'est caché , & se console dans l'esperance que tout le monde desintéressé lui rendra la même justice.

Cependant , on ne peut plus ignorer ce que quelques Puissances Chrétiennes , tant de l'Empire que du dehors , ont entrepris pour troubler la Paix publique , & introduire une sorte de Puissance , dont l'Europe n'a peut-être jamais entendu parler : & qui ne sauroit être que très-dangereuse à la Constitution de l'Empire : Ces pratiques , ces menées , tant découvertes que secrètes , se continuent avec tant de vigueur , qu'on en voudroit inutilement dérober la connoissance au Public ; de même qu'on dissimuleroit en vain tout ce que Sa Majesté Impériale a fait au contraire , pour prévenir un si grand mal par ses soin , sa patience , & sa prevoyance.

Que pour diverses raisons d'Etat très-importantes , Elle se soit fait jusqu'à présent un scrupule de s'opposer aux Intrigues peu amiables & aux Desseins cachez , qui pourtant sont devenus publics , de ceux qui sont mal-intentionnez pour Elle , pour son Auguste Maison , & pour le Repos & la Prosperité du St. Empire Romain ; qu'Elle fut plutôt résolue d'attendre jusqu'aux dernières extremités , en conservant toujours la mo-

deration & une sincere disposition à la Paix ; & qu'enfin, Elle ait cherché à dissimuler ces demarches autant qu'Elle a pû ; les choses en sont pourtant venues à ce Point, que dans toutes les Frontieres de l'Empire, jusqu'aux Pais-Bas Autrichiens qui en sont un Fief, & particulièrement sur le Rhin & la Moselle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire on a fait & on continue de faire des preparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hostilitez contre Sa Majesté Impériale, & troubler le Repos de l'Allemagne, sans pretexte ni necessité.

C'est dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé à Sa Majesté Impériale le Memoire delivré depuis peu à la Diete par Mr. de Chavigny, Ministre de France, dans lequel on decouvre clairement, par quelles fineses, par quels artifices, & à quelle occasion on pretend separer le Chef de l'Empire d'avec ses Membres, & cela par un Nom metaphorique, indecent, inusité ; diviser le Corps Germanique d'avec Sa Majesté Impériale, par un Stile dont on ne s'est jamais servi ; représenter le Cercle Imperial de la Basse-Bourgogne comme un Etat Etranger, auquel les autres Cercles n'ont point d'Interêt ; suggerer les mêmes sentimens touchant les Fiefs de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces situées en Pais Etranger, quoique sous la Protection de l'Empire ; renverser les uns par les autres, endormir pour quelque tems les Etats au delà & en deçà des Alpes ; & par ce moyen, rendre inutiles les soins Paternels que Sa Majesté Impériale prend

prend en faveur des Cercles , à cause du Danger pressant , quoiqu'on gardant toute la modération nécessaire : Car on sait d'ailleurs que le Traité de-Bade doit subsister dans toute sa force , & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Ainsi , à quoi bon cette nouvelle assurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain , dans les Provinces qui en relevent & dans les Pais respectifs , pour le maintient de cette Paix , sans quoi on est déjà en Repos & en Sûreté , & sans quoi on y demeureroit constamment ?

Comme une telle demarche de quelques Electeurs & Etats sera sans doute regardée par tous les Patriotes bien intentionnez , comme indecente , dans le fond & dans la maniere , dommageable à la chere Patrie , & tendante à la destruction & au bouleversement de l'Union Germanique ; Sa Majesté Imperiale s'assure que les Electeurs , Princes & Etats leurs Conseillers , Envoyez & Deputez , & generalement tous les bons & vrais Allemands auront à cœur les importantes suites des Conjonctures presentes , & qu'ils prendront en consideration dans cette occurrence , de quelle maniere Sa Majesté Imperiale est offensée en sa Personne , en son Honneur & en sa Dignité , entr'autres dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne ; étant traité de Perturbateur de la Paix generale , & d'Infraction des Traitez , d'une maniere inouïe entre des Têtes Couronnées , & entre des Puissances qui ne sont point en Guerre : Et le Traité d'Alliance avec l'Espagne , quoi-

que purement dans les termes d'une simple Alliance defensive, est travesti en un Traité de Ligue Offensive, comme si Sa Majesté Imperiale avoit effectivement traité en faveur du Pretendant, pour le mettre sur le Trône d'Angleterre.

C'est pourquoi Sa Majesté Imperiale s'est trouvée necessairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remontrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloise, qu'à toutes les Nation Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien sont mal fondées les imputations contenues dans ladite Harangue. On doit les regarder comme une suite du Traité conclu à Herrenhausen en 1725., & si Sa Majesté Imperiale, par sa Moderation naturelle & son amour pour la Paix, ne l'a pas encore deféré à l'Assemblée de l'Empire, Elle n'a pas laissé de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prevenir tous ces maux : Puisque dans cette vue, Elle a fait touchant le Commerce d'Ostende, toutes les offres imaginables, pour finir Chretienement & amiablement toutes les mesintelligences dont il étoit l'occasion, ou plutôt le pretexte; quoi-qu'Elle fut engagée & obligée, non seulement d'établir, mais encore de soutenir de toutes manieres ce Commerce, comme il est suffisamment démontré dans les Ecrits publiez sur ce sujet: D'autant que c'est une chose qui saute de soi même aux yeux d'un chacun, que les Pais-bas, qui sont incontestablement l'avant-Mur de l'Empire, & même en font une partie considerable, ne sauroient sans le Commerce être d'une utilité essentielle à l'Empire; sans compter que ce que  
Sa

Sa Majesté mettroit en doute, & suspendroit à présent, contre toute équité & contre le Droit des Gens, ne seroit pas seulement prejudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviguer & de commercer, mais encore ne pourroit être dans la suite que funeste à d'autres Puissances.

Outre cela, Sa Majesté Imperiale pour parvenir au but mentionné ci-dessus de la conservation de la Paix, ne s'est pas contentée de faire declarer, il y a long-tems, aux Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, qu'Elle vouloit s'obliger de ne laisser aller ses Vaisseaux en aucun Pais ou Loge, comme on les appelle, où les Negocians Hollandois fussent établis, comme cela n'est pas non plus encore arrivé jusqu'à présent de sa connoissance; Elle a de plus fait savoir, qu'Elle consentoit de limiter l'envoi des Vaisseaux au nombre de Quatre, y compris ceux qui seroient destinez pour Chine, où l'on fait, à n'en point douter, que les Sujets des Etats Generaux ne trafiquent point.

Sa Majesté Imperiale a plus fait encore : au mois de Septembre de l'année dernière, Elle fit proposer en France un Acte d'assurance de ne se point attaquer de part ni d'autre, afin de detourner les Hostilités, & pendant cet intervalle regler l'Affaire d'Ostende, & ce qu'il reste à negocier entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, & en même tems, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on est à la verité convenu, mais qui ne sont pas encore accomplis. Ces

moyens, quoi qu'on y eut donné lieu de l'autre part, ont été regardez comme non acceptables.

Sa Majesté Imperiale ne se rebutant point pour cela, a consenti à une entière Suspension dudit Commerce d'Ostende pour 3. ans, & a offert de condescendre, sans delai à un Congrès d'ailleurs peu convenable, en partie pour rompre le cours des Hostilitéz déjà commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyenner une bonne intelligence Chrétienne. Tout cela n'a produit jusqu'à present aucun fruit: mais du moins on en peut voir clairement & reconnoître, que le Roi de la Grande-Bretagne n'a point d'autre but que d'attaquer Sa Majesté Imperiale; d'entamer l'Autorité qu'Elle tient de Loix & des Reglemens de l'Empire, & (ce qui en est necessairement inseparable) le repos interieur & exterieur de l'Empire, d'une maniere irreguliere & très-dangereuse; par la suite de porter, sans sujets, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maison Archiducale possede comme Fiefs de l'Empire, dans ses autres Royaumes & Etats Hereditaires; de renverser effectivement le Systeme interne de l'Empire, au prejudic de ses Obligations & des Sermens qu'il a prêté comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Alliance ruineuse, par le Traité de Herrenhausen, d'autres Membres de l'Empire & des Puissances Etrangères, contre les Constitutions de l'Empire & la teneur formelle de la Paix de Westphalie; d'y interesser les Etats Generaux des Pro-

Provinces-Unies, sous prétexte du Commerce d'Ostende, que Sa Majesté Impériale consent néanmoins & est prête de terminer à l'amiable ; & sous ce même prétexte, & sous celui d'un prétendu Dessein & Traité fait avec la Couronne d'Espagne en faveur du Pretendant, tirer de la Nation Angloise, qui d'ailleurs est sincèrement & notoirement affectionnée à Sa Majesté Impériale, un consentement pour de grosses Sommes, destinées uniquement à servir à l'ambition du Roi & à ses mauvais desseins ; d'exciter & d'attirer du Nord sur l'Allemagne toutes sortes de malheurs, de détacher la Couronne de Suede du Traité qu'Elle a fait avec Sa Majesté Impériale, pour affermir le Repos du Nord, & particulièrement de l'Allemagne ; & ce qui est encore le plus horrible, de tâcher depuis la Conclusion du Traité de Herrenhausen jusqu'à présent, tant par soi-même que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonstances, d'animer la Porte Ottomane contre Sa Majesté Impériale : ce qui ne peut que jeter dans un très-grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majesté Impériale s'assure avec une entière confiance, que les Electeurs & Etats, leurs Conseillers, Envoyez & Deputez, conformément à leur prudence accoutumée, à leur zèle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidélité & à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires présentes, & aideront à contribuer tout ce qui peut servir à maintenir la Personne, l'Honneur & la Dignité de Sa Majesté Impériale outragée, à  
sou-

soutenir la gloire du S. Empire & de ses Membres, à entretenir le Repos & la Prosperité des Pays & Provinces qui en relevent comme on a dit: afin que l'on conserve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union au-delà & en deça des Alpes, aux Pais-Bas & dans le Nord, que l'on repousse toute violence étrangere; que l'on procede selon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le Repos interne & l'essence du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on fasse tout ce qui sera avantageux pour resserrer la liaison intime entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majesté Impériale conformément aux obligations attachées à sa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à son Election, & des Constitutions de l'Empire est résolue de contribuer tout ce qui sera en son pouvoir pour la défense & l'avantage de tout l'Empire, & de prendre toutes les mesures convenables, afin de pourvoir le mieux & le plus solidement qu'il est possible à la sûreté de sa Personne offensée, à celle de l'Empire, & de ses Royaumes & Etats Hereditaires: ce qu'elle ne fait pourtant que dans la vûë du Repos public, de la Prosperité & de la sûreté du S. Empire en general, & de chacun de ses Membres en particulier.

*Signé,*

FROBEN FERDINAND, Prince  
de Furstenberg.

A Ratisbone le 17. Mars 1727.

En



En même tems que ce Decret fut expédié de Vienne on envoya ordre au Resident Palm à Londres de présenter à Sa Majesté Britannique le Memoire suivant auquel étoit jointe une lettre du Comte de Zinzendorff à ce Resident, qui rendit l'un & l'autre publics.

*Memoire du Resident Palm présenté à  
Sa Majesté Britannique le 13.  
Mars 1727.*

S I R E,

SA Majesté Impériale & Catholique, mon Maître, ayant été informée de la Harangue faite par Votre Majesté aux Etats de la Grande-Bretagne présentement assemblez en Parlement, y a vû avec la dernière surprise, que Votre Majesté ait pû se laisser induire, d'y toucher certaines choses, dont les unes sont finistrement interpretées, les autres très-éloignées de l'intention de Sa Majesté Impériale & Catholique, & que d'autres enfin (ce qui la touche bien plus sensiblement) quoique destituées de tout fondement, ayant neanmoins pû être, d'une maniere jusqu'à present inouïe, énoncées du Trône Royal à toute la Nation, comme des Faits certains & indubitables. Car pour ce qui regarde la Paix conclue à Vienne avec le Roi d'Espagne, qui est ce qui ne s'étonneroit pas au dernier point de voir, que la même Paix qui n'a autre base & fondement que la Quadruple Alliance de Londres, & les autres faites avec Votre Majesté, & pour l'obtention de laquelle Elle même a travaillé,

vaillé, & soutenu conjointement avec ses Alliez une Guerre si sanglante, si longue & si glorieuse, puisse maintenant être allégué par Votre Majesté pour un juste motif de plainte, & que ses Ministres s'en soient fait un pretexte dans toutes leurs Negociations en divers endroits du Monde, au plus grand prejudice de l'Empereur, de l'Empire, & de la Tranquillité publique, & qu'enfin la même Paix ait pû être exposée avec une si grande passion contre l'Empereur & le Roi d'Espagne a la Nation Britannique, & taxée même comme une violation des Traitez & de la Foi publique?

Pour rendre cette Paix plus odieuse, l'on se plaint aussi du Traité de Commerce fait avec l'Espagne, qui quoiqu'il ne contienne que les avantages reciproques & legitimes des Sujets de part & d'autre, conforme aux Droits des Gens, & aux Coutumes des autres Nations amies, & qui d'ailleurs, tant par rapport à la situation des Pais respectifs, que par la nature même de Commerce, ne peut causer aucun prejudice à la Nation Britannique, ni blesser en nul point les Traitez faits avec Elle: de sorte que pour peu qu'on veuille l'examiner avec un esprit sincere & épuré de tout dessein d'exciter la Nation, on n'y trouvera aucun sujet de le croire offensif, ou prejudiciable aux Interêts d'une Nation, que Sa Majesté Impériale & Catholique aime & estime tant, comme celle de la Grande-Bretagne, & dont les Assistances & glorieux Exploits ne s'effaceront jamais de sa memoire.

L'autre Classe contenant des choses destituées de fondement, concerne principalement  
cette

cette Alliance imaginaire, qui dans la Harangue est appelé *Offensive*, & qu'on y suppose avoir été contractée contre Votre Majesté entre l'Empereur & le Roi d'Espagne: Supposition dont l'insubstistance se prouve non-seulement par la Convention, *de se mutuo non offendendo*, offerte il y a peu de tems par Sa Majesté Imperiale & Catholique, mais aussi par le propre *Traité d'Alliance & d'Amitié* conclu avec la Couronne d'Espagne, & communiqué dans toute son étendue, quand il a été nécessaire, à Votre Majesté, puisqu'il ne contient pas une seule parole, d'où l'on puisse inferer la moindre ombre, en apparence d'*Alliance Offensive*; sur quoi l'on s'en remet au jugement de tout le monde.

L'autre partie de cette position, ajoute à la premiere certains Articles Secrets en faveur du Pretendant, dont Votre Majesté, assure avoit reçu des avis certains, & par lesquels on doit être convenu de l'élever au Trône de la Grande-Bretagne. En quelle vue, pour quel sujet, & à quel dessein ces avis fondez sur de faux bruits, ont-ils été exposez à la Nation Britannique? c'est ce qui peut être facilement compris, non-seulement de Sa Majesté Imperiale & Catholique, mais aussi des personnes vulgaires. Cependant, comme la Foi, la Dignité inviolable & l'Honneur de ces grands Princes, ne souffrent pas que des assertions de cette nature, qui ne sont appuyées sur aucune verité, soient néanmoins exposées du Trône Royal à toute une Nation & à tout le Monde; Sa Majesté Imperiale & Catholique m'a expressément ordonné de déclarer à Votre Majesté & à tout le Royaume, qu'elle s'en

s'en trouve vivement offensée, & d'affurer sur sa Parole Imperiale, qu'il n'y a nul Article Secret nulle Convention qui contienne ou qui puisse prouver quelque chose de semblable.

Mais pour que les desseins secrets & cachez sous cette conduite jusqu'à present inouïe, soient mis dans un plus grand jour, on doit remarquer, que l'on a choisi exprès le tems auquel on traitoit à Pais de moyens d'accommoder amiablement les Differens survenus, auxquels Sa Majesté Imperiale & Catholique n'a donné aucune occasion; ce qui prouve assez, combien Sa Majesté Imperiale est portée au maintien de la Paix, & combien elle est religieusement attachée à l'observation de ses Alliances.

Touchant ce qui est ajouté ensuite, à l'égard du Siege de Gibraltar, sur lequel neanmoins l'on veut faire entendre qu'il y a d'autres desseins cachez, il paroît que les Aggressions & Hostilitez notoirement commises aux Indes & ailleurs contre le Roi d'Espagne, au mepris des Traitez, auroient pû donner une juste occasion d'en former l'entreprise; & quant aux pensées & aux Engagemens de Sa Majesté Imperiale & Catholique sur ce point, la Communication du Traité susdit suffit pour faire connoître ce qui en est.

Pour ce qui est du Commerce d'Ostende, dont les justes raisons, reconnues enfin par le Roi Catholique, l'ont portée à vouloir le favoriser, sans y être obligé par aucun Traité, les moyens d'accommodement proposez à la Haye & ailleurs, & en dernier lieu à Paris, pour prevenir que cet innocent moyen de sub-  
venir

venir & pourvoir à la Sureté de la Barriere du Pais-Bas, ne devint un obstacle à la conservation de l'Amitié des Voisins, sont suffisamment connus.

Tout ceci étant sans replique, la Verité offensée, l'Honneur & la Dignité de Sa Majesté Imperiale & Catholique exigeoient, que l'on en fit une exposition publique à Votre Majesté, au Royaume de la Grande-Bretagne, & à toute la Terre, afin qu'on en reconnût la justice, avec laquelle Sa Majesté Imperiale & Catholique demande la reparation qu'on lui doit, proportionné à l'injure très-sensible qui lui a été faite par toutes ces imputations.

*Lettre du Comte de Zinzendorff au Sr. Palm, Resident Imperial à la Cour Britannique : de Vienne le 28. Fevrier 1727.*

M O N S I E U R,

**S**A Majesté Imperiale & Catholique a jugé, qu'il étoit indispensable de vous envoyer, sur la Demarche qu'on vient de faire là où vous êtes, un Memoire dans la Depeche ci-joint, que vous aurez à presenter au Roi de la Grande-Bretagne, & de le publier ensuite, pour qu'il soit connu à toute la Nation, en attendant qu'on réponde aux deux Ecrits publiez avant l'ouverture du Parlement : On voit bien que la susdite Harangue n'a été faite que pour exciter la Nation à une Rupture & Guer-

re ouverte contre l'Empereur & l'Espagne, & pour faire approuver au Parlement les mesures si prématurées & onéreuses, que le Gouvernement a prises pour des vûes particulieres & trop connues, qu'on se soit servi non-seulement des inductions & pretextes tout-à-fait insubstans, mais qu'on a osé même avancer pour des faits incontestables des faussetez manifestes, ce qui ne s'est jamais vû parmi les Puissances qui se doivent du respect les unes aux autres, même dans les Guerres les plus outrées; ce qui doit faire presumer que le Roi dont la Bouche Sacrée doit être un Oracle de Verité, ne peut qu'avoir été abusé lui-même, par les suggestions & faux rapports de ceux qui ont l'honneur de posséder la Confiance, & qui croient avoir intérêt de soulever par-là & le Souverain & la Nation, pour leurs vûes & conservation particuliere, sans égard à l'honneur de la Majesté du Trône, & aux maux qui en peuvent revenir à leur Patrie & à toute l'Europe.

Pour cet effet, ils établissent entr'autres pour base & pour un fait averé, à leur dire, un Article positif dans le Traité d'Alliance entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, pour remettre le Pretendant sur le Trône de la Grande-Bretagne, & pour envahir ce Royaume à force ouverte, & cela peu de jours après que le Ministre Plenipotentiaire du Roi Catholique, dans un Memoire présenté au Nom Sacré de son Maître, après son depart de Londres, desavoua publiquement, & de la maniere des plus authentiques, ces imputations; ce qui prouvoit de soi-même aussi le desaveu de l'Empereur, puisque l'Article imputé re-  
garde

garde également les deux Puissances, & que l'une dans un même Traité ne peut rien avoir stipulé sans l'autre; outre que passé six mois l'Empereur & le Roi d'Espagne, sur les premiers bruits de ces fausses suppositions, ont proposé pour les apaiser, un Acte formel de *non offendendo* pour tous les Alliez de l'un & de l'autre côté, qui auroit entièrement pu rassurer les Possessions tranquilles de chacune des Puissances Contractantes, tant du Traité de Vienne que de celui de Hanovre, jusques à ce que par un Traité commun on eût pu lever & assoupir tous les Grifs de part & d'autre; mais cela inutilement, par les mêmes vûes de ceux qui ont mieux aimé prévenir l'effet pacifique de ces justes intentions par les agressions & voyes de fait.

L'on fait de plus, & il est notoire par la communication solennelle faite au Roi de la Grande-Bretagne du Traité de Paix conclu à Vienne entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, que le Traité de Quadruple Alliance, fait à Londres le 2. d'Août 1718., a été posé pour base immuable de leur Paix, & tous les Articles de ce Traité confirmez & corroboréz comme s'ils y avoient été inferez de nouveau. Comment donc pouvoit-on suposer, & donner même pour un fait averé, que par un autre Traité secret, signé le même jour, on ait établi des Conditions, & pris des Engagemens tout oposez?

Cela ne peut s'avancer sans une insulte, & une injure des plus énormes faites à la Majesté des deux Puissances Contractantes, qui sont en droit d'en demander une Reparation & une Satisfaction éclatante & convenable de

l'atrocité de l'outrage, qui interesse également leur Honneur & la bonne Foi, que l'on doit toujours respecter parmi les Souverains.

Mais si ceux qui veulent s'aider par de telle retorsions controuvées, & se sauver du blâme de leurs mesures precipitées & tumultuaires, croient prévoir que cette même conduite insoutenable necessiteroit à la fin l'Empereur & le Roi d'Espagne, de repousser la force par la force, & de se garantir par tous les moyens que Dieu leur a mis en mains, des maux dont on les menace, & des insultes & des agressions dont on a actuellement usé contre eux, jusques à vouloir associer même la Porte Ottomane à ces desseins inouïs; ils ne devroient au moins pas donner pour des faits averez & precedez, ce qu'ils ont sujet d'aprehender à l'avenir d'une Guerre, à laquelle ils auront forcé eux mêmes ces deux Puissances pour leur juste defense.

Elles esperent néanmoins encore de la Bonté Divine, & de la sagesse des personnes moins prevenues & emportées, que l'on fera des réflexions plus mûres & serieuses pour le rétablissement amiable de la Tranquillité, & pour éviter à toute l'Europe les maux d'une Guerre suscitée par des motifs frivoles & insubstants, qui ne peut tendre qu'à la destruction des Sujets, de leur Bien & de leur Commerce.

Leurs Majestez, l'Empereur & le Roi d'Espagne, souhaitent ardemment le bien de la Paix, & de garder une fidelité exacte à tous leurs Traitez avec tous leurs Alliez; mais comme le Contract mutuel ne peut subsister qu'aussi long-tems qu'il n'est enfreint de l'au-  
tre



tre part, les maux de la Rupture, s'il en arrive autrement, ne doivent être imputez qu'à ceux qui auront été les Auteurs de ces infractions.

J'ai ordre exprès de l'Empereur, de vous écrire ceci en son nom, pour que vous soyez en état de détruire les faussetez & calomnies avec lesquelles on a chargé les Hauts Contractans du Traité de Vienne, dont le but n'a été que de faire leur Paix sans lésion de personne. Je suis, &c.

*A Vienne ce 20. Fevrier 1727.*

Les suites de ces Declarations, Memoires, Lettres, &c. raportées depuis la pag. 327. furent que Mr. *Palm* reçut ordre de sortir de Londres & d'Angleterre, & les Ministres de la Grande-Bretagne & de Hanovre furent traités de la même maniere à Vienne & à Ratisbonne. Les Esprits parurent fort aigris de part & d'autre, & l'on travailla plus sérieusement que jamais aux preparatifs de la Guerre, d'autant plus que l'Espagne avoit rompu la Paix avec la Grande-Bretagne, en assiegeant *Gibraltar* dans toutes les formes, sous les ordres du General Comte de las Torres, qui avoit ouvert la tranchée devant cette Forteresse le 22. Fevrier.

Le Marquis de *Pozzo Bueno*, Ambassadeur du Roi d'Espagne à la Cour Britannique, étoit parti de Londres dès le commencement de l'année, après avoir remis entre les mains de Milord Newcastle, Secrétaire d'Etat, une Lettre, dont Sa Majesté Britannique parle dans sa Harangue sous le nom d'une *Declaration de Guerre*. C'étoit une Reponse ou plu-

plutôt une Refutation d'une longue Lettre du Colonel Stanhope au Marquis de la Paz, qui peut à son tour passer pour un Manifeste de la Nation Britannique. Voici ces deux Pieces.

*Lettre de Monsieur Stanhope au Marquis de la Paz. De Madrid le 15. Novembre 1726.*

## MONSIEUR,

**A**Yant envoyé à ma Cour la Lettre que vous me fîtes l'honneur de m'écrire le 30. Septembre dernier, en réponse à mon Mémoire du 24. du même mois, j'ai reçu ordre du Roi mon Maître de vous témoigner sa surprise sur le contenu de cette Lettre, & l'extrême chagrin qu'il a de voir, qu'après que Sa Majesté s'est expliquée si clairement & d'une manière si ouverte sur les raisons qui l'ont portée à faire ces Armemens de Mer, dont le Roi d'Espagne s'étoit plaint; Sa Majesté Catholique au lieu d'une réponse directe, claire & satisfaisante, que Sa Majesté attendoit sur les divers Articles de mon Mémoire, se soit laissé déterminer, à éluder une réponse, & à avoir recours à des avis venus des Indes Occidentales pour s'exempter de donner la satisfaction qui lui avoit été demandée.

Comme le Roi a un desir très sincere & ardent de maintenir la bonne correspondance avec l'Espagne, il auroit souhaité de tout son cœur que la conduite de Sa Majesté Catholique dans cette occasion, ne l'eut pas mis dans  
l'in-

L'indispensable nécessité de l'exposer dans son véritable jour, & avec toutes les circonstances, par rapport à Sa Majesté, depuis l'établissement de l'étroite union qui subsiste entre l'Empereur & l'Espagne. Par le recit simple & tout nud de ce qui s'est passé, il paroîtra évidemment que Sa Majesté Catholique, depuis le tems qu'Elle est entrée dans des Engagemens avec la Cour de Vienne, n'a attendu qu'une occasion favorable pour rompre avec Sa Majesté, pour attaquer ses Etats, & pour tâcher de placer le Pretendant sur le Trône de la Grande-Bretagne.

Les Traitez de Vienne ne furent pas plutôt conclus, que le Duc de Ripperda prit la liberté de tenir publiquement des discours menaçans, & de faire des reflexions de la manière la plus insolente sur Sa Majesté & sur les Alliez. J'en fis mes plaintes, mais, bien loin que Mr. de Ripperda reçut la moindre réprimande à cette occasion, une partie de ce qu'il avoit avancé fut en même tems confirmé par la demande peremptoire de Gibraltar, contenue dans la Lettre que le Marquis de Grimaldo m'écrivit le 13. Juillet 1725., par ordre du Roi d'Espagne. Il étoit déclaré formellement dans cette Lettre, que *la continuation de l'Alliance & du Commerce d'Angleterre avec l'Espagne, dependoit absolument de la restitution de Gibraltar.* Cette declaration fut confirmée par le discours que la Reine me tint elle-même, dans une audience que j'eus peu de tems après de Leurs Majestez Catholiques.

Il ne peut y avoir de preuve plus forte de l'approbation que Leurs Majestez Catholiques

ont donnée à la conduite de Mr. de Ripperda, que les grands honneurs auxquels Elles l'éleverent, & l'entiere confiance qu'Elles mirent en lui, à son retour à Madrid; Et ce qu'il avoit déclaré à Vienne, par raport à Gibraltar, fut verifié; en sorte que depuis ce tems-là on prit des mesures pour confirmer ce qu'il y avoit dit aussi, savoir, *que le Roi seroit chassé de ses Etats & le Pretendant placé sur le Trône de la Grande-Bretagne.* Pour cet effet, une personne de distinction, avec qui ce Ministre avoit fait une connoissance la plus intime, pendant son séjour à Vienne, fut envoyée de Rome à Madrid, avec des Lettres de Creance du Pretendant, & eut de frequentes conferences avec les Ministres d'Espagne, qui, conjointement avec lui, formerent des projets pour envahir les Etats de Sa Majesté. Et, pour executer ce dessein, on fit des preparatifs conformes à ces projets, & l'on envoya un Corps de Troupes sur les Côtes de Gallice & de Biscaye; & les Bâtimens qui ont été depuis envoyez d'Espagne aux Indes Occidentales, aussi bien que les Vaisseaux de Guerre Russiens qui étoient alors en Espagne, devoient servir au transport de ces Troupes. Car, quoiqu'il vous ait plu de soutenir que les Vaisseaux Moscovites n'avoient entrepris ce voyage que pour trafiquer, cependant Sa Majesté a aujourd'hui entre les mains des preuves incontestables, qu'ils ont été équippez aux depens des Adherens du Pretendant, & envoyez exprès de Moscovie, pour s'en servir dans une expedition contre Sa Majesté; & c'est par cette raison qu'ils furent envoyez de Cadix à St. Andero, afin d'y être prêts  
pour

pour cette expedition. Rien n'a empêché l'exécution de cette entreprise, que les vigoureuses Résolutions du Parlement, & les préparatifs qui a mis Sa Majesté en état de faire pour s'y opposer.

A l'égard de l'Alliance secrète offensive dont Mr. de *Ripperda* me fit la decouverte l'Hiver passé, non-seulement à moi, mais aussi à l'Ambassadeur de *Hollande*; quoiqu'il vous plaise d'appeller cette decouverte une fausse confiance, cependant on en laisse le libre jugement à toute personne impartiale, qui voudra seulement remarquer, que celui qui avoit déclaré à deux Ambassadeurs, qu'il y avoit réellement une Alliance secrète offensive, étoit actuellement Premier Ministre de Sa Majesté *Catholique*, qui l'avoit honoré de son entière confiance, que c'est lui qui avoit fait lui-même les Traitez de *Vienne*, & qui par conséquent savoit mieux, que qu'il que ce soit, la vérité de ce qu'il disoit aux Ministres de deux Puissances considérables, à qui il donnoit audience; & qu'il n'a jamais nié d'avoir fait une telle declaration, lorsque l'on en a parlé publiquement; qu'il n'a jamais été desavoué en cela par le Roi son Maître, qui l'a continué long-tems après dans son Ministère, avec la même confiance & la même autorité; en un mot, que cette decouverte d'un Traité secret offensif n'a jamais été alleguée pour une des causes de sa disgrâce.

L'établissement que l'Empereur a fait d'une Compagnie des *Indes-Orientales* à *Ostende*, qui porte le Commerce de cette Ville aux *Indes-Orientales*, en violant les Articles V. & VI. du Traité de *Munster*, & de divers autres Traitez

qui subsistent actuellement, est un acte offensif auquel la *Grande-Bretagne* & la *Hollande* ont eu & ont encore le droit de s'opposer par la force de leurs Alliez, pour s'y opposer avec d'autant plus de succès. Il paroît que ç'a été la pensée de Sa Majesté Catholique, par les représentations reiterées faites aux Mediateurs par ses Ministres au Congres de *Cambrai*; aussi bien que par le Memoire que le Marquis de *Pozzobueno* presenta à Londres le 16. Avril 1724. Dans ce Memoire il avance entre autre choses, que, si après tout ce qui a été représenté à Sa Majesté Impériale de la part des *Etats Généraux* des *Provinces-Unies*, secondé de la maniere la plus forte par les *Hauts Alliez*, la cession des *Pais-Bas* venoit à être confirmée par l'*Espagne*, sans se réserver expressement le Droit exclusif sur la navigation aux *Indes en general*, & sans exception, la consequence seroit, que les *Etats Généraux* seroient fondez en droit à demander satisfaction à l'*Espagne*, pour avoir fait par là une grande infraction au *Traité de Munster*: & de plus étant hors d'état de jouir des effets dudit *Traité* à cet égard, ils seroient dégagés de l'obligation reciproque de s'abstenir de la navigation aux *Indes Espagnoles*. Ainsi Sa Majesté Catholique regardoit alors l'établissement de cette Compagnie, comme une chose si contraire à la foi des *Traitez*, qu'Elle insista fortement que cette affaire fût portée au Congres, pour faire en sorte que ladite Compagnie fût abolie.

Cette demande est d'autant plus digne d'observation, que Sa Majesté Catholique la fit de son propre mouvement, & qu'Elle envoya le

suf.

susdit. Mémoire tout dressé au Marquis de Pozzobuono, comme ce Ministre le declare lui-même au commencement de sa lettre au Duc de Newcastle, datée du 16. Avril 1724. Dans cette même lettre qui accompagnoit le Mémoire, le Marquis de Pozzobuono dit entre autres choses. *Que Sa Majesté a résolu de solliciter d'autant plus les Puissances Mediatrices, qu'Elle est persuadée qu'elles y sont également intéressées. Dans cette vue elle a trouvé à propos de m'ordonner de représenter en son nom ces allegations bien fondées, & d'avoir l'honneur de faire des instances auprès de Sa Majesté Britannique, pour la porter à envoyer des ordres à ses Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai, afin qu'ils insistent avec ceux de Sa Majesté, sur l'abolition de ladite Compagnie, & que de concert ils s'opposent à son établissement, comme étant préjudiciable, & d'une si pernicieuse conséquence à ses intérêts, aussi-bien qu'à ceux des Puissances Mediatrices.*

L'indulgence que la Grande-Bretagne & la Hollande ont eue jusqu'à présent, pour ne point employer des moyens de force dans cette occasion, ne peut, ni ne doit être interprétée comme un abandon de leur Droit, puisque leur patience dans une affaire où elles sont si essentiellement intéressées, n'est provenue que de leur moderation & d'un desir de tenter toutes les autres voies, avant que d'en venir à de pareilles extremitez. Cependant, ces deux Puissances ont été si éloignées d'acquiescer à l'établissement de cette Compagnie, qu'elles ont fait souvent de tortes représentations sur ce sujet à la Cour Imperiale, & en dernier lieu à celle d'Espagne. Comment donc Sa Majesté Catholique a-t-Elle pu accorder sa protection

rection à cette Compagnie, & lui ceder des Privileges dans le Commerce, contre ses Traitez avec la *Grande Bretagne* & la *Hollande*, jusqu'à declarer même sa Resolution pour la soutenir dans tout événement. C'est pourtant ce qui paroît clairement par la reponse que Sa Majesté *Catholique* me fit, lorsque je souhai-tois de savoir, si, en cas que l'Empereur ne voulut point consentir à une proposition pour ajuster cette affaire, que le Roi d'*Espagne* avoit lui même trouvée raisonnable, Sa Majesté *Catholique* voudroit alors se desister de soutenir l'Empereur dans cette pretention. La reponse du Roi d'*Espagne* fut, *Qu'il ne pouvoit pas dire cela, parce qu'il devoit s'en tenir à ses engage-mens avec l'Empereur.* Cette Resolution de Sa Majesté *Catholique* est aussi évidente par sa lettre aux États Généraux, & par la declaration que le Marquis de *St. Philippe* fit en *Hollan-de*, *Que Sa Majesté Catholique regarderoit tout ce qui seroit entrepris contre le Commerce d'Ostende, comme fait à Elle même.* Sa Ma-jesté *Catholique* ne pouvoit faire une declara-tion de cette nature dans aucune autre vuë, que celle de forcer la *Grande Bretagne* & la *Hollande* à se soumettre à l'Empereur sur ce sujet, ou dans l'intention d'en venir à une Rupture avec Sa Majesté: Car le Roi d'*Espa-gne* devoit prévoir facilement, que dès le mo-ment qu'il étoit entré dans des engagemens si offensifs avec l'Empereur, pour le maintien de ce Commerce, l'*Angleterre* & la *Hollande* au-roient le même Droit d'agir, & de demander du secours à leurs Alliez contre l'*Espagne*, qu'elles avoient auparavant contre l'Empereur seul.



Le refus que l'on a fait de laisser entrer dans les Ports d'*Espagne* aucun Vaisseau de l'Elcadre commandée par le Chevalier *Jean Jennings*, quoique cet Amiral eut donné auparavant les plus grandes assurances aux Gouverneurs de tous les Ports devant lesquels il a paru, qu'il y venoit comme Ami, & avec des intentions pacifiques, & l'enlèvement violent du Duc de *Ripperda* de ma Maison, sont des infractions manifestes des Traitez & du Droit des Gens. Ces infractions, de même que la violence faite au Consul du Roi à *St. Sebastien*, en le forçant de sortir de cette Ville & d'aller à *Salamanque*, sans aucun ombre de raison, dont le motif sans doute étoit d'empêcher qu'il n'eut aucune connoissance des préparatifs qu'on faisoit dans ces Quartiers-là contre Sa Majesté, ne peuvent être regardées autrement, que comme des Actes d'hostilitez reiterez. A quoi il faut ajouter, comme une nouvelle preuve d'hostilitez commises contre les Alliez de Sa Majesté, l'ordre qui fut donné le 4. Octobre 1729. aux Vaisseaux de guerre *Hollandois* qui étoient dans le Port de *Cadix*, d'en sortir dans l'espace de 24. heures, sans aucune raison pour justifier cette violence. Le Gouverneur déclara de plus, qu'il avoit des ordres pour ne permettre à l'avenir à aucun Vaisseau de guerre *Anglois*, ou *Hollandois* d'entrer dans ce Port.

A l'égard de ce que vous avancez dans votre susdite lettre de l'argent distribué par ordre du Roi en *France*, en *Hollande*, en *Suede* & en *Prusse*, Sa Majesté est dans un étonnement extraordinaire de voir que le respect dû à des Puissances d'un tel rang & d'une si grande con-

fide-

sideration en *Europe*, n'a pas été capable de les mettre à couvert d'une si injuste & si indigne diffamation; & il n'est pas concevable, comment ont peut se servir d'une calomnie si basse, pour répondre aux représentations que j'ai faites au sujet des remises que *l'Espagne* a faites publiquement à la Cour de *Vienne*, que l'Ambassadeur de l'Empereur a sollicitées ouvertement, & qu'il a demandées comme des subsides.

Pour ce qui regarde la conduite de l'Amiral *Hoxer* aux *Indes Occidentales*, dont vous vous plaignez dans votre lettre, Sa Majesté n'ayant reçu aucun avis de pareilles actions de cet Amiral dont on se plaint, ne peut rien dire sur ces faits; mais Elle s'étonne de voir que la Cour d'*Espagne* fasse des plaintes de cette nature, lorsque, malgré les fréquentes représentations que j'ai faites, elle n'a pas trouvé à propos de mettre fin aux brigandages & aux hostilités ouvertes, qui depuis quelque tems ont été commises presque tous les jours par les *Espagnols* dans ces Quartiers-là, ni de donner au Roi la moindre satisfaction des dommages causez à ses Sujets par la violation de tous les Traitez: Dommages en si grand nombre & si considérables, que ce traitement de la part de Sa Majesté Catholique auroit suffisamment justifié les mesures les plus vigoureuses que le Roi auroit pu prendre, pour les repa-  
rer. Et certainement, quoiqu'en envoyant une Escadre aux *Indes Occidentales* sous le commandement de l'Amiral *Hosier*, on ait eü en vue de protéger le Commerce & les Effets des Sujets de Sa Majesté; cependant, comme cette Escadre doit rester dans ces Mers, il est  
aisé

aisé de concevoir que la conduite de l'Amiral *Hofier* à l'avenir doit être réglée sur celle de l'*Espagne*.

Par ce recit veritable & impartial de ce qui s'est passé entre les deux Corps, il paroîtra, non-seulement combien l'on fait tort au Roi mon Maître, mais aussi combien grande a été sa moderation & son amour pour la Paix, en s'abstenant de temoigner son ressentiment de ces infractions notoires des Traitez, des dangereux projets formez contre sa Personne, & ses Etats, & des hostilitéz commises contre ses Sujets; ce qui certainement lui donnoit un plein droit de se servir non seulement de tout le pouvoir que Dieu a mis entre ses mains, mais aussi de recourir à ses Alliez pour être prêts à remplir leurs engagemens avec lui; ce que la présente conduite & les declarations de la Cour d'*Espagne* rendent inevitable.

Mais, comme Sa Majesté, par un desir sincere de conserver la Paix publique, s'est jusqu'à présent contentée de se mettre en état de defense, en faisant par Mer des armemens qui puissent réellement garantir ses Sujets & ses Etats de toute insulte & entreprise, & prevenir l'exécution de tous les desseins & projets qui menaçoient la sureté & les intérêts de ses Royaumes & de ses Alliez, aussi-bien que la tranquillité générale de l'*Europe*; Sa Majesté *Catholique* peut être assurée, que, si Elle est disposé à donner satisfaction & faire réparation à Sa Majesté & à ses Alliez, & qu'Elle veuille faire cesser toutes les justes raisons de leurs plaintes & de leurs apprehensions, & renouveler l'ancienne bonne correspondance &

con-

confiance avec Sa Majesté & ses Alliez ; Sa Majesté, conjointement avec eux, est encore disposée de son côté à faire tout ce qui peut contribuer au retablisement de cette bonne correspondance qu'Elle a toujours souhaitée, & souhaite encore de conserver & maintenir entre les deux Couronnes de la *Grande-Bretagne* & d'*Espagne*.

Voilà exactement, *Monsieur*, ce que j'ai eu ordre du Roi mon Maître de répondre à votre susdite lettre du 30. Septembre dernier.

Je suis, &c.

GUIL. STANHOPE.

*Lettre du Marquis de Pozzobueno au  
Duc de Newcastle. Londres  
le 1. Janvier 1726.*

MY LORD,

LE Roi mon Maître, après avoir vû & été pleinement informé du contenu de la Lettre que Mr. *Stanhope* écrivit le 25. de Novembre à Mr. le Marquis de la Paz, a bien voulu m'ordonner d'y répondre en cette Cour, Article par Article, pour éviter toute ulterieure équivoque.

En m'acquittant donc des ordres de Sa Majesté, j'aurai honneur de dire à Votre Excellence, que le Roi mon Maître ne peut pas comprendre la raison de la surprise de Sa Majesté *Britannique*, que Mr. *Stanhope* exagere dans la lettre, lorsqu'on l'informe du contenu de celle de Mr. le Marquis de la Paz du

30. Septembre dernier, étant certain que Sa Majesté Britannique ne pouvoit pas ignorer les ordres qu'Elle avoit donnez à l'Amiral Hosier, lorsqu'Elle le fit partir avec une Escadre de Vaisseaux de guerre pour les Mers des Indes; en conséquence desquels on doit croire, que ledit Amiral a executé les hostilités dont il s'agit, qui sans doute ont précédé, & sont antérieures aux plaintes que Mr. Stanhope fit dans son Memoire au Roi mon Maître le 24. Septembre. De sorte que Sa Majesté Britannique n'avoit aucun motif d'être surprise, & qu'au contraire, Elle ne devoit pas s'attendre à autre chose, si ce n'est que le Roi mon Maître se plaindroit hautement, & demanderoit satisfaction d'une infraction de Paix aussi claire, & des hostilités aussi manifestes, dès qu'il en auroit connoissance, particulièrement ayant été pratiquées dans un tems que Sa Majesté se reposoit entierement sur la bonne foi des Traitez qui subsistent avec l'Angleterre; puisque le Roi mon Maître n'avoit pas la moindre disposition, ni donné aucun ordre à ses Ministres & Commandans aux Indes, contraires aux Traitez, pour la continuation du Commerce qui y est permis & accordé, ni prévenu par des hostilités & des insultes reciproques à celles qui ont été pratiquées, & auxquelles on ne s'attendoit pas de la part de ladite Escadre; comme cela est démontré très clairement par la livraison amiable & volontaire du Vaisseau de permission, qu'on fit à Porte bello à l'Amiral Hosier, quoiqu'à la rigueur ce Vaisseau devoit avoir attendu que les Gallions fissent voile pour l'Espagne.

Sur les plaintes qui avoient aussi été précédentes.

demment exposées dans la Représentation de Mr. Stanhope du 24. Septembre, & qu'on a proposée comme une explication claire & distincte des raisons qui obligerent le Roi d'Angleterre à envoyer & à faire paroître en différentes Mers des Armemens si considérables ; quoique Mr. le Marquis de la Paz eût déjà répondu pleinement, & démontré son insuffisance & le peu de fondement, néanmoins, j'ai ordre de satisfaire encore plus précisément sur ce Point, dans l'étendue de la présente Réponse, sur les Articles relatifs à ce sujet.

Repondant au second Article de la Lettre de Mr. Stanhope, je dois assurer, que le Roi mon Maître n'a rien plus à cœur, ni ne souhaite rien davantage, que la Paix & la Tranquillité de ses Etats & de toute l'Europe ; & qu'en conséquence, il accepteroit avec la satisfaction la plus accomplie, les protestations que Sa Majesté Britannique fait d'une ardeur sincère de conserver la Paix & bonne intelligence avec la Couronne d'Espagne, s'il étoit possible de combiner des expressions si amiables, avec des insultes & des hostilités commises en pleine Paix.

Pour ce que dit Mr. Stanhope dans son troisième Article, des discours menaçans que peut avoir tenu le Duc de Ripperda à Vienne, on ne peut nullement rendre responsable Sa Majesté, de ce que ledit Duc (dont le génie prompt & violent est d'ailleurs si notoire,) peut avoir dit dans la ferveur d'une conversation ; peut être aussi, qu'il y a eu des gens assez mal-intentionnez, qui y auront ajouté des choses de leur propre invention.

Mais à l'égard de ce qu'on déclara alors à  
Mr.

Mr. Stanhope de vive voix & par écrit; que la bonne correspondance & amitié avec l'Angleterre dependoit absolument de la prompte restitution de Gibraltar; je ne puis me dispenser de le confirmer de nouveau à V<sup>otre</sup> excellence par ordre du Roi mon Maître, comme une Declaration fondée en toute justice, insistant sur cette restitution, après que le Roi de la Grande-Bretagne sur ce Point eût donné, comme il donna, une promesse positive; outre qu'aussi, d'un autre côté, la concession que Sa Majesté avoit faite précédemment de cette Place s'est trouvée annullée à cause des infractions commises dans les conditions, avec lesquelles on promit que la Garnison Angloise resteroit dans la possession de Gibraltar; puisque, contre toutes les protestations faites, elle a non-seulement étendu les Fortifications, en excédant les limites prescrites & stipulées: mais qui pis est, que contre la teneur expresse & littéraire des Traitez, elle reçoit & admet les Juifs, & les Maures, de la même maniere que les Espagnols, & autres Nations confondues & mêlées, contre notre sainte Religion, sans parler des fraudes & contrebandes continues qui s'y font, au grand prejudice des Revenus de Sa Majesté.

Mr. Stanhope, dans le 4<sup>me</sup>. Article de sa lettre, parle encore de nouveau du Duc de Ripperda. Surquoi je repete, que quoique Sa Majesté eût trouvé à propos de récompenser ce Ministre des Emplois de sa Royale confiance, lorsqu'il retourna de Vienne à Madrid, en vûe d'une Paix que le Roi mon Maître souhaitoit, & qu'il avoit conclue à sa satisfaction; il n'est pas dit pour cela, que Sa Majesté doive

repondre de ses discours, & des intrigues vaines & étrangers du même Duc, qui induisirent enfin Sa Majesté, non seulement à le déposer de ses Emplois, mais aussi à s'assurer de la Personne d'un Ministre aussi dangereux que coupable.

Quant au Duc de Wharton, denoté par l'Anonyme qui vint de Rome, c'est un fait notoire & ferme, que le Roi mon Maître, par sa religieuse & scrupuleuse délicatesse, n'a jamais voulu admettre ce Seigneur, comme toute sa Cour en est témoin, & qu'il n'a rien voulu savoir du contenu de ses lettres de créance, ni des projets, avec lesquels on suppose que ce Duc fut dépêché & envoyé de Rome à Madrid; sans qu'on puisse tirer à conséquence par aucune chose, qu'il ait eu quelque conversation avec le Duc de Ripperda, par ce qui est déjà dit du peu de réflexion que l'on y faisoit, si toutefois c'est cela que Mr. Stanhope prétend donner à entendre, par les Ministres du Roi avec lesquelles le susdit Duc de Wharton doit avoir traité & conféré.

Sa Majesté ignore de même ce que l'on veut inferer des Vaisseaux Moscovites, sur lesquels Mr. Stanhope revient à la charge dans sa lettre, ni quelle intelligence, ni relation ils peuvent avoir eue avec les Ennemis du Gouvernement de Sa Majesté Britannique; ne sachant autre chose, si ce n'est qu'ils entrèrent & sortirent des Ports d'Espagne sur le même pié que les fréquentent les Vaisseaux marchands des autres Nations.

Il est très certain, que dans cet intervalle de tems, on équipa des Vaisseaux de guerre, & qu'on fit marcher des Troupes sur les Cô-



tes de Cantabries & de Gallice, parceque le Roi mon Maître se trouva obligé d'ordonner ces dispositions, en consequence des avis sûrs qu'il reçut des Armemens maritimes que l'on preparoit avec tant de diligence en Angleterre; n'étant pas naturel que Sa Majesté laissât ces Côtes, les plus voisines de l'Angleterre, entièrement decouvertes, & les Chantiers de St. Andero exposez à être attaquez ou brulez une autre fois.

Mr. Stanhope, dans l'Article 5<sup>me</sup>. continue ses Discours sur la confidence que le Duc de Ripperda lui fit, comme aussi à l'Ambassadeur de Hollande, Mr. vander Meer, d'une Alliance offensive avec l'Empereur. Sur quoi je dois repondre, que quoique le Roi mon Maître ne se soit point expliqué sur cette matiere, neanmoins on a refuté & repoussé d'abord la fausseté d'une telle declaration à la Cour Impériale, en assurant le Ministre Anglois à Vienne du contraire, & à la Cour même de Londres, par le Ministre de l'Empereur qui y reside actuellement.

Au reste, si le Roi mon Maître ne separa point, & n'éloigna point d'abord le Duc de Ripperda de ses Emplois, & s'il n'allegua pas la fausse declaration d'un Traité secret & d'une Alliance defensive pour une des causes de sa disgrâce, il eut des raisons fondées pour ne le point faire, dont Sa Majesté ne se croit pas obligée de donner connoissance au Public.

Pour ce qui est de la Compagnie d'Ostende, dont la matiere est le contenu des Articles 6., 7. & 8. de la Lettre de Mr. Stanhope, dans lesquels on assure, sans en donner aucune

preuve, que la Navigation & le Commerce que ladite Compagnie fait dans les Indes-Orientales, sont des infractions & violations des Articles 5. & 6. du Traité de Munster & de plusieurs autres qui ont suivi & y sont relatifs; il est notoire que, Sa Majesté Impériale souhaita toujours d'entrer dans quelque Accommodement raisonnable sur le Commerce de ladite Compagnie, & qu'Elle en fait encore actuellement des ouvertures à la Cour de France, Le Roi mon Maître ayant offert sa Mediation, dans le dessein d'apaiser les oppositions & les disputes qu'on manifestoit contre cette Navigation, les Etats Généraux des Provinces-Unies ne voulurent point admettre l'offre de Sa Majesté; déclarant, sans aucune reserve, au Ministre de l'Empereur à la Haye, qu'on n'écouterait & qu'on n'admettrait aucune Proposition de la part de Sa Majesté Impériale, sans qu'avant toutes choses l'Ostroi accordé à la Compagnie d'Ostende ne fût révoqué. Ainsi, si cette Compagnie a été, comme le dit Mr. Stanhope, un achopement à la Paix, ce fut la République qui le mit. Au reste, si Sa Majesté fit entendre qu'Elle étoit d'un sentiment contraire à ladite Compagnie, dans le tems qu'Elle étoit en Guerre & en inimitié avec l'Empereur, on ne doit pas trouver étrange ni nouveau, qu'Elle ait changé d'opinion, après avoir fait la Paix, & s'être unie avec Sa Majesté Impériale, par des liens d'une amitié la plus sincère. C'est de quoi les Traitez de Paix nous fournissent à chaque pas des exemples, & dans ces derniers tems on n'a pas chancelé ni mis en doute, pour parvenir au bien de la Paix & de la Tranquillité, de disposer,

poser, non pas d'un simple Commerce, mais bien des Royaumes & des Etats entiers.

Pour ce qui est d'avoir refusé la permission d'entrer dans les Ports d'Espagne aux Vaisseaux de l'Amiral Jennings, & d'avoir tiré & extrait par force le Duc de Ripperda, deux points que Mr. Stanhope a touchez ensemble dans les Articles 9. & 10. en les exagérant comme des infractions manifestes aux Traitez & au Droit des gens, & qu'on ne pouvoit les regarder que comme des actes d'hostilité, de même que la violence qu'on a faite au Consul de la Nation Angloise à St. Sebastien, en le forçant d'en sortir & d'aller à Salamanque; ajoutant à tout ceci, pour une preuve des hostilités pratiquées contre les Alliez de Sa Majesté Britannique, l'ordre donné pour faire sortir du Port de Cadix les Vaisseaux de guerre Hollandois, & de ne point permettre à l'avenir l'entrée à aucun Vaisseau de guerre d'Angleterre & de Hollande: Sa Majesté m'a ordonné d'y répondre par ordre.

Premierement; que le refus d'entrer dans les Ports aux Vaisseaux de guerre du Commandement de l'Escadre de l'Amiral Jennings, étoit très-justement fondé, dans le silence que le même Amiral, aussi-bien que Mr. Stanhope, quoique requis, observerent sur l'arrivée, la destination, & les desseins de ladite Escadre: Intentions que les plus grandes Puissances n'ont jamais pratiquées avec aucun Etat Souverain le moins considérable, & ainsi on ne pouvoit éviter de concevoir des soupçons violens & des craintes; puisque les assurances pacifiques & amiables données par l'Amiral Jennings aux Gouverneurs des Ports,

qui n'ont point d'autorité d'en faire jugement, de les admettre, ni de s'y confier, pouvoient tout au plus tenir lieu en certain cas inopinez, & dans des occasions où à la vûe d'un danger évident d'un Vaisseau qui imploreroit l'abri du Port, les Gouverneurs pourroient choisir le parti convenable; mais quant à l'Escadre des Vaisseaux de guerre, qui notoirement avoient été équipéz & envoyez avec des Troupes de débarquement, de dessein connu & premedité, de telles assurances particulieres aux Gouverneurs pour entrer dans les Ports, sous le pretexte frivole de faire de l'eau & prendre des provisions de bouche, après si peu de jours qu'elle étoit sortie de ses propres Ports, sont plus que soupçonneuses, & pourroient être injurieuses entre deux Puissances qui se trouvent en Paix, & qui ont actuellement leurs Ministres dans leurs Cours respectives, par le moyen desquels on pouvoit, & on devoit envoyer une Declaration franche de la destination & des desseins d'un tel Armement: même avant que l'Amiral Jennings eut paru sur les Côtes d'Espagne.

Et à l'égard de l'extraction du Duc de Ripperda, le Roi mon Maître manifesta, plus qu'il n'y croyoit être obligé, à tous les Ministres étrangers qui se trouvoient alors à sa Cour, les motifs & les circonstances de ce pas incontestable à son Droit & à son Autorité Royale, de sorte qu'on ne le peut considérer comme une infraction du Droit des gens, dès que Sa Majesté eut déclaré, après qu'une pleine connoissance & avis du Conseil Royal de Castille eut precedé, que le Duc de Ripperda

perda étoit criminel de Leze Majesté, & par conséquent incapable de jouir d'aucune immunité ni azile, quel qu'il pouvoit être.

Touchant la pretendue violence avec laquelle Mr. Stanhope dit qu'on a forcé le Consul que Sa Majesté Britannique destinoit pour St. Sebastien, pour le faire sortir & se retirer à Salamanque, Mr. Stanhope fait fort bien qu'aucun Consul, de quelque Nation qu'il soit, n'est admis sans que prealablement il ait obtenu le consentement & la Cedula d'approbation du Roi, même dans les Ports où il y a des Conseils établis, moins dans celui de St. Sebastien. Outre la raison susmentionnée, il y en a une autre encore plus forte, puisque ni la Nation Angloise, ni aucune autre n'ont jamais joui du droit, ni obtenu l'usage d'avoir un Consul dans la Province de Guipuscoa. Ainsi, non-seulement on ne doit pas trouver étrange qu'on ait refusé l'admission d'un tel Consul, qu'on lui ait ordonné de se retirer ailleurs, mais aussi Sa Majesté pouvoit avec justice se ressentir, que dans cette occasion on allegue la même chose qu'on a faite en d'autres, d'avoir déjà ordonné l'exclusion aux Consuls de la Nation Angloise, dans ce même Quartier, & que l'on lui presente encore le même Papier.

Ce que finalement ajoute Mr. Stanhope sur l'ordre donné à Cadix, pour faire sortir de ce Port les Vaisseaux de guerre Hollandois, & de ne point permettre l'entrée à aucun Vaisseau de guerre Anglois, ni Hollandois, a eu, & a une justification entiere dans ce qui est déjà agité ci-dessus, en parlant des Vais-

seaux de l'Escadre commandée par l'Amiral Jennings; & les Etats Generaux ne doivent pas être surpris de cette nouveauté; étant si naturel qu'ils soient traitez sans aucune difference des Anglois, après leur accession au Traité de Hanovre.

Mr. Stanhope dans l'Article 11. de sa Lettre, s'échauffe & s'explique avec quelque passion sur ce que Mr. le Marquis de la Paz, lui insinua dans sa Lettre du 30. Septembre dernier à l'égard de l'Argent distribué en Hollande, en Suede & en Prusse, & n'étant pas une chose nouvelle & indigne qu'un Prince, ou un Etat, donne ou recoive de l'Argent pour égaler les services qu'on se rend les uns aux autres, on ne peut pas croire que Mr. le Marquis de la Paz ait eu l'intention d'en blâmer Mr. Stanhope, ni de s'en plaindre par ordre du Roi son Maître; mais seulement de répondre à Mr. Stanhope sur le compte qu'il voudroit demander à Sa Majesté, de la part du Roi de la Grande-Bretagne, touchant les subsides envoyez à l'Empereur.

Lorsque Mr. Stanhope dit à Mr. le Marquis de la Paz, dans l'Article 12., que respectivement à la conduite de l'Amiral Hosier dans les Indes Occidentales, il ne pouvoit pas donner réponse, parceque Sa Majesté Britannique n'avoit pas encore reçu aucun avis sur la moindre chose de celles qui donnerent sujet à la plainte du Roi mon Maître; il ne se souvenoit pas apparemment de ce qu'il avoit dit au Marquis de la Paz le 23. Octobre, la Cour étant à St. Lorenzo el Real, qu'il il avoit reçu ordre par un Extraordinaire, de  
com-

communiquer à Sa Majesté les opérations de l'Escadre commandée par l'Amiral Hotier dans les Indes, lequel ne s'étoit pas pressé de le faire, sachant que le Roi mon Maître en étoit déjà informé à droiture. Ainsi, on ne peut pas bien concevoir par quelle raison Sa Majesté Britannique a été si surprise de ce que l'Espagne forme des plaintes de cette nature.

Le Roi mon Maître, à plus juste titre, doit être surpris de ce que l'on pretend justifier des hostilités si éclatantes par le pretexte de n'avoir pas fait justice sur les plaintes reiterées de Mr. Stanhope, par rapport à tous les Vaisseaux Anglois, comme on l'exagere, avoir été pris & pillés par les Garde-Côtes de Sa Majesté dans les Indes; étant évident, qu'on n'a pas encore vu aucun cas spécifié de pareilles prises.

Ce qui est certain, c'est que les Vaisseaux Anglois & d'autres Nations, qui ont été attaqués & pris dans ces Mers, étoient de contrebande & de prise, à cause du Commerce illicite qu'ils pratiquoient ou tâchoient de pratiquer dans les Indes. Les endroits seulement où ils ont été rencontrés & pris, est une preuve suffisante d'une Navigation défendue par la teneur des Traitez. Ainsi il est nécessaire de se persuader, que le séjour de l'Amiral Hotier dans les Indes n'a d'autre but, que de protéger le Commerce défendu & de contrebande, & si contraire à ce qui a été si solennellement stipulé & traité.

Pour ce qui est du Commerce tacite & permis, Sa Majesté a laissé jouir jusqu'à présent la Nation Angloise en toute liberté des avan-  
tages

tages & preferences notoires, avec lesquels le Roi mon Maître l'avoit distinguée de toutes les autres Nations, quoique de ce côté-là on ait abusé de ce benefice, en l'y étendant beaucoup au delà des concessions stipulées. Le jour ulterieur de l'Escadre Angloise dans ces Mers, sera donc une continuation des hostilités volontaires & autorisées par Sa Majesté Britannique, & comme telles le Roi mon Maître les regarde déjà & les regardera.

Après tout ce qui a été dit, il ne reste seulement qu'à faire comparaison de la force que des pretextes mendiez & des soupçons sans fondement peuvent avoir, à la vûe des hostilités réelles & positives, desquelles on nous menace encore. Par cet examen, on pourra faire un jugement de la sincerité & impartialité de ce qui a été exposé par Mr. Stanhope. Toutes les Personnes raisonnables & indifférentes connoîtront & conviendront, que le Roi mon Maître est celui qui se trouve attaqué contre toute raison & justice, & qui experimente déjà actuellement des prejudices si notoires, par l'embaras qu'on a mis à la Foire de Panama, & au retour de ses armemens, de la Flote & des Gallions; en quoi la Nation Angloise même, avec toutes les autres qui sont interessées dans le Cours de ce Commerce, souffrent, conjointement avec les Sujets de Sa Majesté, les grands dommages qui resultent de ce reardement & de ces secours.

Le Roi mon Maître se trouve justifié devant Dieu, & devant les Hommes, pour repousser ces injures & hostilités avec toute la force que la Bonré & Providence Divine lui



a mise en main , & en droit de requerir de ses Alliez les secours auxquels ils se sont engagés.

Sa Majesté , qui n'a pas avec moins d'ardeur & de sincérité que ses Alliez, toujours souhaité la Paix & la Tranquillité de l'Europe , seroit satisfaite des expressions avec lesquelles Mr. Stanhope conclut sa Lettre , sur les mêmes desirs & inclinations de Sa Majesté Britannique , toutes les fois que les paroles auroient quelque raport avec les faits.

Le Roi mon Maître proteste & assure de n'avoir jamais fait , ni cherché de faire aucun tort à la Nation Angloise , & que tous les desseins qu'on lui suppose contre Sa Majesté Britannique & ses Domaines, sont inventez, & sans sa connoissance: Mais Sa Majesté declare aussi en même tems, que dans l'état violent où les choses sont à la fin reduites par le Ministère d'Angleterre. Elle ne veut, ni ne peut écouter aucune Plainte , Instance , ou Accommodement , pendant que Sa Majesté Britannique sera avec les armes à la main dans les Royaumes de Sa Majesté , comme Elle l'est effectivement avec une Escadre sur les Côtes & Mers d'Espagne , & une autre dans celle des Indes, & que l'on continue dans les susdits Royaumes les hostilités , comme on l'en menace , par le séjour ulterieur de l'Escadre Angloise dans la Mer de l'Amerique ; particulièrement lorsqu'il est notoire , que pour renforcer la même Escadre , on apprête quatre autres Vaisseaux de Guerre en Angleterre , & deux autres pour celle qui est dans les Mers & sur les Côtes d'Espagne. J'ai  
l'hon-

382      *Recueil Historique d'Actes* ,  
l'honneur d'être avec la considération la plus  
parfaite, &c.

MY LORD,

DE VOTRE EXCELLENCE ,

*Le très-humble & très-  
obéissant Serviteur ,*

DE POZZO-BUENO.

Quelqu'animez que parussent les deux Partis, les Nonces du Pape à Paris, à Vienne & à Madrid, ne cessoient de travailler à éteindre le feu de cette discorde qui menaçoit toute l'Europe ; ils eurent la gloire que ce fut par leur canal que furent faites les premières propositions d'accommodement , qui avoient été inspirées d'ailleurs, mais ceci est encore un mystère qui ne peut être dévoilé. Quoiqu'il en soit , le Nonce Grimaldi fut le premier qui rompit la glace à Vienne. Voici comme la chose se passa le dernier de Decembre 1726.

Mr. de Richelieu se rendit chez M. Hamel Bruyninx Envoyé Extraordinaire des Etats Généraux des Provinces-Unies pour l'avertir que le Nonce Grimaldi devoit se rendre chez lui dans une heure, & qu'il l'avoit prié d'engager Mr. Hamel Bruninx de s'y trouver, ayant à leur confier une affaire de la dernière importance. On peut croire quel fut l'étonnement du Ministre Protestant de se voir invité à une Conférence par le Ministre de Sa Sainteté. Il convint avec Mr. de Richelieu de la manière dont ils se conduiroient en tout ce qu'ils  
pu-

purent prévoir ; & Mr. de Richelieu étant retourné à son Hôtel, Mr. l'Envoyé l'y suivit de près : à peine y fut-il arrivé que Mr. le Nonce se fit annoncer , lorsqu'il fut entre , ces trois Ministres s'assirent , & Mr. Grimaldi commença ainsi : *Le Pape regardant comme très dangereux pour l'Europe en general & pour lui en particulier , la Guerre qui menace toute l'Europe , sur tout pour peu qu'elle s'étendit jusques sur l'Italie , ainsi que l'on a plus d'une raison de le craindre , raisons que sans doute vous n'ignorez pas , Messieurs ; Sa Sainteté a employé ses bons offices il y a déjà bien du tems à cette Cour & à celles de France & d'Espagne , & s'est donné beaucoup de peine pour la prévenir en remédiant aux principaux Grieffs qui pourroient y donner lieu ,*

Ici le Nonce s'arrêta , & dit aux deux Ministres „ qu'il ne pouvoit continuer qu'ils ne „ lui donnassent parole d'honneur de ne rien „ reveler de ce qu'il leur proposeroit , à qui que „ ce soit de la Cour de Vienne , ni à ceux de „ la Ville , où qu'il ne continueroit pas , leur „ laissant au reste la liberté d'en faire part comme ils le jugeroient à propos aux premiers „ Ministres de leurs Maîtres”. L'Ambassadeur de France lui repondit , que la confiance qu'il vouloit leur faire , ne pouvoit que les flater infiniment , mais que si elle consistoit en quelques propositions qui exigeassent qu'on les communiquât au Ministre d'Angleterre & à l'Ambassadeur de Leurs Hautes Puissances \* qui se trouvoit à Vienne , ils aimoient mieux  
ne

\* Mr. Calkoen , Ambassadeur de Leurs Hautes Puissances à Constantinople , étoit alors à Vienne.

ne pas entendre les propositions, puisque les Alliez de Hanovre étoient si intimement unis, & leurs interêts si inséparables, qu'ils devoient éviter toute occasion de donner aux uns & aux autres le moindre sujet de mecontentement ou de defiance.

Le Nonce repondit, „ qu'il comprenoit „ bien cela, mais que ce qu'il y avoit à leur dire n'étoit pas une proposition qui put passer par d'autre canal, que c'étoit une simple confidence pour leur instruction particuliere, & à laquelle il s'interessoit fort personnellement qu'elle fut secrete, ne pouvant avoir en d'autres, qu'il ne connoissoit pas, la confiance qu'il avoit en eux”. Ils insisterent encore, mais voyant qu'il ne vouloit point s'expliquer, ils lui promirent tout ce qu'il vouloit, & il continua ainsi :

*Le Commerce & la Navigation d'Ostende sont considerez comme un des principaux Grieffs qui pourroit donner lieu à la Guerre, à cause de l'Octroi que l'Empereur a donné à une Compagnie pour trafiquer aux Indes: ce que les Alliez de Hanovre pretendent que l'Empereur n'est pas en droit de faire, puisque cet Octroi est contraire aux Traitez de Munster. Le Nonce du Pape qui étoit à Paris m'a mandé que depuis la dernière declaration faite à l'Espagne de la part de la France \* & de l'Angleterre, il voyoit moins d'esperance que jamais de rien avancer à cette Cour par les instances du Pape, pour prevenir la Guerre & porter par le moyen de la*  
*Fran-*

\* Par une Lettre de Mr. de Morville du 7. Octobre & une autre du 11. Novembre 1726. à Monsieur Maffei Nonce de Pape à Paris.

France les autres Alliez de Hanovre à une Négociation pour un accommodement, à moins que l'Empereur ne donnât au préalable de lui-même une déclaration sincère, sur les conditions de la quelle on put faire quelque fond, & qui fissent esperer que les Alliez de Hanovre voudroient les écouter & preter l'oreille à un pour parler dans la vûe de parvenir à un accommodement tant sur l'Article d'Ostende que sur les Grieffs communs aux Alliez de Hanovre, qui paroissent souffrir moins de difficultez. J'ai proposé la chose à cette Cour-ci Continua-t-il, sans pouvoir pendant un long-tems en obtenir cette déclaration, „ sous pretexte que, puisqu'on avoit rejettté „ ou plutôt refusé d'entendre tant d'offres & „ de propositions pour en venir à une Confe- „ rence amiable, puisque l'Angleterre avoit „ déjà commencé les hostilitéz contre l'Es- „ pagne, & que les Alliez de Hanovre avoient „ pris la resolution de faire la Guerre à l'Em- „ pereur & à l'Espagne, il étoit vraisemblable que toutes tentatives seroient infructueu- „ ses & par consequent que l'Empereur se „ prostitueroit encore plus par là qu'il ne „ réussiroit. Mais après bien de remontrances, ajouta-t-il, & avoir insisté sans me rebuter pour obtenir un oui ou un non, pour faire reponse à Mr. Maffei, j'ai enfin obtenu de l'Empereur une déclaration que voici. Sur quoi il leur dicta les Articles ci-joints, qu'ils écrivirent & lui relurent ensuite, afin de prevenir toute équivoque.

*Articles proposés par le Nonce du Pape à  
Mrs. de Richelieu & Hamel-Bruyninx,  
le 31. Decembre 1726.*

I. **D**E fixer un tems convenable, pour examiner & pour mettre dans tout son jour cette Question, si la Charte & le Commerce d'Ostende sont contraires aux Traitez, & sur tout à celui de Munster, ou non?

II. Que durant ce tems-là, la Navigation d'Ostende aux Indes sera entierement suspendue, à l'exception des Vaisseaux qu'on attend de ces Pais-là.

III. Si le premier Point ne peut être réglé dans le terme marqué; savoir, si la Charte est contraire aux Traitez, ou non? de deux choses l'une, ou l'on en pourra prolonger le tems, ou toutes les Parties pourront rester sur le pied qu'elles étoient?

IV. Mais si l'on trouve que ledit Commerce soit contraire aux Traitez, l'Empereur ne fera aucune difficulté d'y renoncer pour toujours, conformément auxdits Traitez.

La Cour Imperiale semble même disposée à remettre cette Affaire à l'Arbitrage de Juges desintéressés, & à se soumettre à ce qu'ils en décideront.

Ces Propositions furent envoyées aux Etats Generaux des Provinces-Unies, qui, après les avoir examinées, repondirent, qu'ils étoient d'opinion que le Projet d'accommodement, tel qu'il a été proposé à Mr. Hamel-Bruyninx  
par

par le Nonce du Pape à Vienne , n'est ni suffisant , ni acceptable, à moins qu'on ne le rende plus clair & plus intelligible: Parce que,

I. Une plus ample discussion du premier Point , savoir, si le Commerce d'Ostende est contraire aux Traitez, ou non? est tout à fait inutile, puis que c'est une matiere qui a déjà été épuisée par les Ecrits pour & contre; & qu'un nouvel Examen de cette Question ne pourroit qu'aigrir les Esprits.

II. A l'égard du second, tous les Vaisseaux de la Compagnie d'Ostende sont, ou dans les Indes, ou en chemin pour y aller ou revenir: Ainsi, la Suspension proposée, avec une exception des Vaisseaux que l'on attend de retour de ce Pais-là, ne seroit pas une véritable Suspension du Commerce, dont on doit se desister, mais plutôt une confirmation; puisqu'en assurant à la Compagnie d'Ostende le retour de ses Vaisseaux, cela leur donneroit l'occasion de revenir plus richement chargés.

III. Quant à la Prolongation de la Suspension, dans le sens qu'on la propose elle ne peut être considérée que comme une prolongation de l'incertitude d'une Decision.

IV. Le contenu de cet Article dependant de l'integrité de Sa Majesté Imperiale, dont la Republique ne doutera jamais, il reste à souhaiter que l'Empereur veuille s'en laisser convaincre, comme ils l'esperent de son Equité reconnue.

Conclusion. Par tout ce qui est venu de la Cour Imperiale, les Deputez n'ont jamais pu remarquer, que l'Empereur fût porté à remettre cette Clause à la Decision de Juges impartiaux.

*D'ailleurs, ce seroit compromettre au Droit qu'il regardent comme suffisamment établi.*

Ces Remarques furent approuvées des Rois de France & de la Grande-Bretagne ; mais cette premiere ouverture fraya le chemin à d'autres ; ce qui donna occasion aux Alliez de Hanovre de s'en expliquer à leur tour en proposant à la Cour de Vienne un Projet de Preliminaires qu'ils nommerent leur *Ultimatum*, & que voici.

*Premier Ultimatum des Alliez de Hanovre  
proposé à la Cour Imperiale.*

I. **I**L y aura une suspension de l'Octroi d'Ostende, & de tout Commerce des Pais-Bas Autrichiens aux Indes, pendant un tems raisonnable, comme pourroit être le terme de dix années.

II. Tous les Privileges de Commerce en Europe & aux Indes seront remis à tous égards sur le même pied qu'ils étoient precedemment, & les Privileges dont les Nations Angloise, Françoisse, & les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies jouissoient, ne souffriront aucune atteinte ou diminution, mais au contraire le Commerce desdites trois Nations sera retabli en tout comme il a été avant l'année 1725.

III. Tous autres Droits & Possessions quelconques demeureront dans le même état & sur le même pied qu'elles sont établies & réglées



glées par les Traitez d'*Utrecht*, de *Bade*, & de la *Quadruple Alliance*.

IV. Pour remplir plus parfaitement l'objet qu'on se propose, ni l'Empereur ni l'Espagne, ni leurs Alliez, ni les Alliez d'Hanovre n'agiront point par voye de fait, & ne contribueront, ni directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce puisse être, à rien qui puisse troubler l'état actuel du Nord & de la basse Allemagne.

V. Ces Articles une fois convenus, toutes hostilités quelconques cesseront : on laissera librement revenir des Indes les Vaisseaux Ostendois qui sont partis, & dont les noms seront compris dans un état, qui en sera donné par la Cour de Vienne; on laissera de même revenir librement les Gallions en Espagne, & Sa Majesté Catholique de son côté en usera de la même manière qu'il en a été usé dans les tems libres, tant par rapport aux effets des Gallions, que par rapport à ceux de la Flotille qui est revenue.

VI. Il ne sera fait aucun tort, trouble ou préjudice à qui que ce soit en haine du Traité de Paix signé à Vienne entre l'Empereur & l'Espagne du 30. Avril 1725., comme aussi en haine du Traité signé à Hanovre le 3. Septembre de la même année, entre Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique & le Roi de Prusse; y compris l'accession de leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies; lesdites Parties Contractantes s'engageront même de se joindre pour s'opposer à quiconque feroit quelque chose de contraire au présent Art. VI. & prendre

ensemble des mesures en tel cas pour la réparation.

Après plusieurs Conseils & Conférences, à quelques-unes desquelles le Duc de Richelieu & Mr. Hamel Bruyninx furent admis, au lieu de répondre directement à ces Articles, pour des raisons que l'on comprendra aisément, la Cour Imperiale jugea à propos d'envoyer à Paris les contre-propositions suivantes pour être communiquées au Roi de la Grande-Bretagne & aux Etats Generaux des Provinces-Unies.

*Articles Preliminaires proposez par la Cour de Vienne aux Alliez de Hanovre.*

I. IL y aura entre les Puissances qui signeront ces Articles, une cessation de toutes hostilités, tant par Mer que par Terre, & par conséquent le Siege de Gibraltar sera suspendu du jour que la Ratification de ces Articles Preliminaires sera soussignée du Roi d'Espagne, & cette affaire, en quel état qu'elle puisse être, au tems de la Ratification de ces Articles Preliminaires, sera discutée au Congrès.

II. Ce Principe établi, le Commerce des Espagnols aux Indes se fera tranquillement comme du passé, les Gallions reviendront en toute sûreté, & la Flotte Angloise, qui pourroit être encore dans les Mers des Indes & devant Porto-Bello, se retirera dès qu'elle en aura reçu les ordres, lesquels seront dépêchez  
imme-

immédiatement par Sa Majesté Britannique, dont Sa Majesté Très-Chrétienne fera garante. Les effets des particuliers se trouvant sur la flotille, arrivée dernièrement de la Havana en Espagne & appartenants à différentes Nations, seront remis fidelement, après que les Gallions, détenus encore à Porto-Bello, seront revenus, & que la Flotte Angloise se sera retirée des Mers des Indes : Si cependant lesdits Gaillons perissoient en chemin par quelque naufrage, ce cas là n'empêcheroit pas la restitution desdits effets se trouvant sur la flotille. Et à l'égard des Flottes Angloises, Hollandoises ou Françoises, qui pourroient être vers les côtes d'Espagne, ou vers celles des Etats de Sa Majesté Imperiale & Catholique, elles auront à se retirer au tems que cette presente Cessation d'Hostilitez commencera, & ne pourront rien entreprendre contre elles ou leurs Vaisseaux, ni directement ni indirectement.

III. Cette cessation generale des Hostilitez ne subsistera que pendant 6. mois à compter du jour que le Congrès, qui se propose, sera formé.

IV. Le Congrès, ne durera aussi que 6. mois, pendant lequel tems les Puissances qui y interviendront, conviendront de l'abolition, ou pour le moins d'une suspension de l'Octroi de la Compagnie d'Ostende pendant un tems raisonnable, comme pourroit-être par exemple celui de sept ans; & on laissera librement & en toute sureté revenir des Indes à Ostende, tant que le Congrès ou bien la suspension durera, des Vaisseaux Ostendois qui sont partis

devant la susdite cessation, & dont les noms seront compris dans un état qui en sera donné de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique & les Vaisseaux, qui pourroient peut-être avoir été pris seront rendus de bonne foi.

V. Les Traités de Paix d'Utrecht & de Bade, de même que celui de la Quadruple Alliance, seront respectivement le fondement sur lequel la Négociation proposée se doit faire; & pour ce qui est du Commerce, il sera établi comme il a été stipulé par le Traité de Commerce fait à Utrecht entre l'Espagne, la Grande-Bretagne & les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas: s'il avoit néanmoins des difficultez Ulterieures ou posterieures, à l'égard dudit Commerce, elles seront discutées au susdit Congrès.

VI. Le Congrès s'assemblera sans delai, dans deux mois, à compter du jour que ces Articles auront été acceptez & signez par les Puissances respectives.

VII. Le Congrès se tiendra à Aix la Chapelle.

VIII. Les Plenipotentiaires qui seront nommez, ne pourront y avoir que 2. Gentilshommes, 2. Pages, & six gens de livrée, pour être plutôt prêts à s'y rendre, & pour éviter toute superiorité, & de luxe & dépense.

IX. Ils n'observeront aucun Ceremonial, & s'en tiendront à ce qui fut réglé dans le dernier Congrès de Cambrai, pour éviter toutes les difficultez de preface, avec liberté pourtant de protester, ainsi que chacun le jugera à propos.

X. Les

X. Les Princes recommanderont respectivement à leurs Plenipotentiaires d'éviter tout embarras qui pourroit allonger ou troubler le Congrès.

XI. En cas que quelqu'une des Puissances respectives exerçât, pendant les 6. mois quelque hostilité, toutes les autres se joindront contre elle, pour en poursuivre la réparation.

XII On est convenu d'inviter les Puissances du Nord d'envoyer leurs Ministres à ce Congrès pour y terminer à l'amiable les différens qu'elles pourroient avoir respectivement; & pendant la durée dudit Congrès, l'Empereur s'engage, de sa part, à suspendre tout Acte d'Hostilité, directement ou indirectement, tant par Terre que par Mer, selon les termes établis dans ces presens Articles.

La Cour de France voyant celle de Vienne en train de pour parler, ne jugea pas à propos de laisser refroidir le feu qu'elle faisoit paroître, ainsi sans se donner le tems de consulter ses Alliez, dont elle connoissoit les sentimens; elle dressa une reponse à ce contre-projet, assurée qu'elle étoit de n'en être pas dementie, & en attendant l'approbation de ses Alliez elle envoya à Vienne la reponse suivante.

*Second Ultimatum des Alliez de Hanovre  
communiqué à Sa Majesté Imperiale par  
le Roi Très-Chrétien le 9. Mai 1727.*

SA Majesté Très-Chrétienne, après avoir  
meurement réfléchi tant sur les dernières  
propositions contenues en six Articles faites à  
Vienne en son nom & en celui de Sa Majesté  
Britannique & de leurs Hautes Puissances,  
que sur le contre-projet envoyé à Paris, &  
communiqué par le Sieur de Fonseca au nom  
de l'Empereur, Sa Majesté Très-Chrétienne  
voulant montrer à toute l'Europe, combien  
elle est disposée à entrer dans tous les moyens  
convenables de parvenir à une pacification ge-  
nerale, & connoissant aussi dans ses Alliez le  
même éloignement de la Guerre, mais con-  
siderant d'un autre côté, combien les lon-  
gueurs pourroient être prejudiciables à cet es-  
prit de paix, qui paroît égal dans toutes les  
parties respectives, elle a bien voulu expliquer  
ses sentimens particuliers par la voye du Duc  
de Richelieu, son Ambassadeur à Vienne, se  
reservant, comme elle y est obligée, de les  
communiquer ensuite à ses Alliez, en cas  
qu'ils soyent aprouvez de Sa Majesté Impe-  
riale & qu'elle veuille bien donner pouvoir  
au Sieur Baron de Fonseca de les signer à Paris  
en son nom, ou en tel autre lieu, & par tel-  
le autre personne qu'elle jugera à propos, &  
pour cet effet Sa Majesté Très-Chrétienne croit  
que le Congrès proposé par Sa Majesté Im-  
peria-

periale ne peut convenir dans le moment present, tant parce qu'il ne pourroit remedier assez-tôt aux obstacles qui peuvent troubler la Paix, que parce que les Conditions, dont la proposition du Congrès est accompagnée, ne paroissent pas suffisantes, pour calmer les esprits, & prevenir toutes les occasions d'une rupture. C'est dans ces vues que Sa Majesté Très-Chrétienne croit, qu'en donnant quelque extension, & une plus ample explication aux 6. Articles envoyez à Vienne le 26. du mois de Mars dernier, pour lever des difficultez énoncées dans le Contre-Projet, & pour entrer, autant qu'il est possible, dans les vûes de Sa Majesté Imperiale, il ne sera peut-être pas difficile de convenir des Conditions Preliminaires pour parvenir à une Conciliation & en consequence on pourroit demeurer d'accord.

I. *Que comme Sa Majeste Imperiale consent par le IV. Article du Contre-Projet que les Puissances respectives, qui interviendroient dans le Congrès prealablement proposé, seroient tenues de convenir de l'abolition, ou pour le moins d'une suspension de l'Océroi de la Compagnie d'Ostende pendant un tems raisonnable, comme pourroit être par exemple celui de 7. ans, il sera stipulé par le present Article Preliminaire, qu'il y aura une suspension de l'Océroi susdit de la Compagnie d'Ostende & de tout Commerce des Pais - Bas aux Indes, pendant l'espace de 7. ans.*

II. *Que tous les Privileges du Commerce tant en Europe & en Espagne, qu'aux Indes, dont les Nations, tant Françoisse qu'Angloise, & les Sujets des Etats Generaux jouissoient precedemment, soient remis sur le même pied, & retablis*  
comme

comme ils avoient été reglez par les Traitez antérieurs à l'année 1725.

III. Que tous autres droits & Possessions quelconques demeureront dans le même état, & sur le même pied, qu'elles ont été établies & réglées par les Traitez d'Utrecht & de Bade, & celui de la Quadruple Alliance.

IV. Que les Puissances du Nord seroient invitées & priées par leurs Alliez respectifs, de ne point recourir aux voyes de fait, mais à entrer au contraire dans tous les moyens raisonnables de parvenir à une pacification & qu'en attendant la tenue du Congrès, dont il sera parlé ci-dessus, dans lequel tous les differens respectifs pourront être discutez, les Alliez des Traitez de Vienne & d'Hanovre ne contribueront directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit, à aucune voye de fait, qui puisse troubler l'état actuel du Nord & de la Basse-Allemagne, mais s'engageront au contraire à agir de concert, pour faire cesser les hostilités, s'il en survenoit quelque une.

V. Que ces Articles une fois convenus & signez, toutes hostilités quelconques, s'il y en avoit de commencées cesseront; qu'on laissera librement revenir des Indes les Vaisseaux Ostendois, qui sont partis devant ladite cessation, & dont les noms seront compris dans un état, qui en sera donné de la part de Sa Majesté Imperiale; que les Vaisseaux qui pourront avoir été pris, seront rendus de bonne foi, & qu'on laissera revenir librement les Gallions en Espagne, dans la persuasion certaine où on est que Sa Majesté Catholique en usera par rapport aux effets desdits Gallions & de la Flotille, ainsi qu'il en a toujours été usé dans tous les tems libres. Qu'en consequence l'Escadre Angloi-  
se.



se commandée par l'Amiral Hosier, se retirera de devant Porto-Bello, & de tous les autres Ports de l'Amerique, appartenans à Sa Majesté Catholique, qu'il reviendra même en Europe, pour ne plus donner aucune inquietude aux sujets de Sa Majesté Catholique dans les Indes, & que la Commerce des Anglois à l'Amerique se fera comme il se faisoit auparavant, que pareillement les autres Escadres Françoises, Angloises & Hollandoises, qui pourroient se trouver vers les côtes d'Espagne, ou celles des Etats de Sa Majesté Imperiale au tems que cette présente cessation des hostilités commencera, s'en retireront le plutôt qu'il sera possible, pour ne point donner d'ombrage, ni d'inquietude aux habitans desdites Côtes, & qu'elles ne pourront rien entreprendre contre elles, ni directement ni indirectement.

VI. Que la cessation d'hostilités ci-dessus durera autant que la suspension de l'Octroi de la Compagnie d'Ostende, c'est-à-dire l'espace de 7. années, pour pouvoir pendant ce tems-là, travailler solidement à une Conciliation & Pacification generale.

VII. Que s'il arrivoit, sous quelque pretexte, que ce fut, quelque trouble ou hostilité, soit en Europe ou dans les Indes, depuis la signature des presents Preliminaires, elles se joindroient ensemble, pour faire reparer de concert le dommage ou prejudice, qu'auront souffert leurs dits sujets respectifs.

VIII. Que si ces Articles ci-dessus sont acceptez & signez, il sera assemblé le plutôt qu'il sera possible un Congrès à Aix la Chapelle, ou dans une des autres Villes proposées par Sa Majesté Imperiale, dont on conviendra aussi bien, que du tems où il devra être indiqué, dans lequel toutes  
les

*les Puissances Contractantes pourront demander, que leurs Droits ou pretentions respectives soient examinées & discutées.*

Les Articles 8. 9. & 10. du Contre-Projet, sont si propres à faciliter & à accélérer tant la tenue dudit Congrès, que l'heureux succès des deliberations qui y seront unanimement acceptez.

La communication qui fut faite de ce projet par le Duc de Richelieu fut accompagnée d'une declaration que si l'on n'y repondoit definitivement & Cathégoriquement dans un mois; Sa Majesté Très-Chrétienne & ses Alliez prendroit ce silence comme une rupture de toutes Negociations. On tint le 11. une Conference à Luxembourg chez le Comte de Sinzendorff à laquelle le Ministre de France & celui des Etats Generaux assisterent. Le soir même ces Ministres en eurent une seconde avec le Prince Eugene de Savoye & le Duc de Bournonville qu'ils presserent d'engager Sa Majesté Imperiale à prendre une Resolution. On leur fit entendre que la suspension du Commerce d'Ostende pour 7. ans ni les autres Articles qui concernoient Sa Majesté Imp. n'arrêtoient point cette affaire si Sa Maj. Imperiale n'avoit des engagements avec les Cours d'Espagne, de Russie, &c. & qu'il étoit dur d'exiger de Sa Majesté ce que les Alliez de Hanovre ne voudroient pas faire, savoir de disposer des interêts de ses Alliez sans les consulter; que la Flotte Angloise étant prête d'entrer dans la Mer Baltique, on ne pouvoit savoir ce qu'elle entreprendroit contre les Russiens;

fiens; qu'on ne pouvoit prévoir quel seroit le succès du Siege de Gibraltar; que Sa Majesté Catholique reclamoit sans cesse la promesse faite au Duc d'Orleans & par son canal de rendre cette Forteresse à la Couronne d'Espagne; sous ces divers pretextes la Cour Imperiale se retranchoit à entreposer ses bons offices à Madrid & à S. Petersbourg. Les Ministres de Hanovre dissiperent toutes ces objections, & le 15. après une nouvelle Conference tenue à Luxembourg en presence des Ministres de l'Alliance de Hanovre, la Cour Imperiale suivant toujours son même plan, après avoir reçu une espece de Carte blanche de la Cour d'Espagne, renvoya à Paris de nouvelles propositions qui ne diferoient de l'*Ultimatum* des Alliez de Hanovre qu'en ce que les mêmes choses n'étoient pas exprimées de même.

*Troisième Projet de Preliminaires proposé par la Cour de Vienne, signé à Paris le 31. May 1727. par les Ministres de l'Alliance de Hanovre.*

I. SA Majesté Imperiale & Catholique n'ayant d'autre but que celui de contribuer à la tranquillité publique de l'Europe, & voyant que le Commerce d'Ostende avoit causé des inquietudes & des ombrages, consent qu'il y aura une suspension de l'Octroi de la Compagnie d'Ostende & de tout Commerce des Pais-Bas aux Indes pendant l'espace de sept ans,

II. Tous

re cesser les hostilités, s'il en survenoit quelqueune.

V. Que ces Articles étant signez, toutes hostilités quelconques, s'il y en avoit de commencées, cesseront, & à l'égard de l'Espagne, huit jours après que ces dits Articles signez auront été remis à Sa Majesté Catholique; Qu'on laissera librement revenir des Indes les Vaisseaux Ostendois qui sont partis avant ladite cessation, & dont les noms seront compris dans un Etat, qui en sera donné de la part de Sa Majesté Imperiale; Que les Vaisseaux, qui pourront avoir été pris, seront rendus de bonne foi avec leurs Cargaisons, & qu'on laissera revenir librement les Gallions en Espagne, dans la persuasion certaine où l'on est, que Sa Majesté Catholique en usera par rapport aux effets desdits Gallions & de la Flotille, ainsi qu'il en a toujours été usé dans tous les tems libres: Qu'en conséquence, l'Escadre Angloise, commandée par l'Amiral Hosier, se retirera le plutôt qu'il sera possible de devant Porto-Bello & de tous les autres Ports de l'Amerique appartenans à Sa Majesté Catholique; Qu'il reviendra même en Europe avec son Escadre, pour ne plus donner aucune inquietude aux sujets de Sa Majesté Catholique dans les Indes: & que le Commerce des Anglois à l'Amerique, se fera comme il se faisoit auparavant selon les Traitez: Que pareillement les autres Escadrons François, Anglois ou Hollandois qui pourront se trouver vers les côtes d'Espagne, ou celles des Etats de Sa Majesté Imperiale, au tems que cette présente cessation d'Hostilités commencera, s'en retireront le plutôt qu'il sera possible, pour

ne point donner d'ombrage ni d'inquietude aux habitans desdites côtes ; & elles ne pourront rien entreprendre contre elles, ni directement ni indirectement.

VI. Que la cessation des Hostilitez ci-dessus mentionnée durera autant que la suspension de l'Octroi de la Compagnie d'Ostende, c'est-à-dire, l'espace de sept ans, pour pouvoir pendant ce tems-là travailler solidement à une Conciliation des interêts reciproques & une pacification generale.

VII. Que s'il arrivoit sous quelque pretexte que ce fut, quelque trouble ou Hostilité, soit en Europe, ou dans les Indes depuis la signature des presents Preliminaires entre les sujets respectifs des Puissances contractantes, elles se joindront ensemble, pour faire reparer de concert le dommage ou prejudice qu'auront souffert leursdits sujets respectifs.

VIII. Que si les Articles ci-dessus sont acceptez & signez il sera assemblé dans quatre mois de tems, à compter du jour de la signature de ces Articles Preliminaires, un Congrès à Aix la Chapelle \*, dans lequel les Droits respectifs de toutes les Puissances Contractantes, & celles qui y sont invitées, seront examinez, discutez & terminez.

IX. Les Plenipotentiaires qui seront nommez, ne pourront y avoir que deux Gentilshommes, deux Pages & six Gens de livrée, pour être plutôt prêts à s'y rendre, & pour éviter toute superiorité de luxe & de depense.

X. ils n'observeront aucun Ceremonial, & s'en

\* Ceci a été changé depuis à la priere de la Cour de France, & Cambray a été agréé pour le lieu du Congrès.

s'en tiendront à ce qui fut réglé dans le dernier Congrès de Cambrai, pour éviter toutes difficultez de preſeance ; avec liberté pourtant de proteſter, ainſi que chacun le jugera à propos.

XI. Les Princes recommanderont reſpectivement à leurs Plenipotentiaires, d'éviter tout embaras qui pourroit allonger ou troubler le Congrès.

XII. La Ratification de ces Articles Preliminaires ſe fera en deux mois , à compter du jour de la ſignature ou plutôt, ſ'il eſt poſſible.

Comme ces propositions ne diferoient du precedent *Ultimatum* que par l'addition des Articles qui concernent la Police du Congrès, Sa Maieſté Très-Chrétienne qui avoit reçu l'approbation de ſes Alliez, & qui deſiroit autant qu'eux la conſervation de la Paix & de la tranquillité, fit d'abord declarer à Mrs. Walpole & Boreel qu'elle jugeoit qu'on devoit ſigner ces Preliminaires & comme le dernier étoit malade, la ſignature ſ'en fit chez lui.

Mais dans tout ceci l'Eſpagne n'avoit point paru, l'Empereur, comme nous l'avons déjà remarqué, avoit eu ſoin de ſes interêts. Comme il n'y avoit point de Miniſtre Eſpagnol à Paris, on trouva l'expedient de faire ſigner à Vienne un Inſtrument ſemblable à celui que les Miniſtres de l'Empereur, de France, de la Grande-Bretagne & de Hollande avoient ſigné à Paris, afin que le Duc de Bournonville ſignat de même avec les Miniſtres de l'Empereur, de France & de Hollande qui étoient à Vienne; Mais comme Mr. de St. Saphorin ne ſe trouvoit plus à Vienne, d'où il avoit été

obligé de se retirer, on eut recours encore à un autre expédient, ce fut d'envoyer avec l'instrument des Preliminaires, un *Acte obligatoire* de Mr. Walpole qui joint à la signature qu'il venoit de faire à Paris pouvoit suppléer au défaut d'un Ministre Britannique à Vienne. Voici cet Acte avec l'attestation des trois Ministres presens, & les Lettres qu'il écrivit sur ce sujet au Duc de Richelieu & à Monsieur Hamel Bruyninx

*ACTE obligatoire des douze Articles Preliminaires, signé par Mr. Walpole, à Paris le 31. de May 1727.*

COMME les Ministres, qui ont signé ce jourd'hui les Articles Preliminaires, ont considéré, que n'ayant pas ici un Ministre de Sa Majesté Catholique, ni à Vienne un Ministre de Sa Majesté Britannique, il étoit impossible, en suivant les formes ordinaires, de donner aussi-tôt, qu'il seroit à desirer, la dernière main aux Actes, qui seroient obligatoires entre Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Catholique, je soussigné, pour remédier à cet inconvenient, ai, en vertu de mes Plein-pouvoirs, signé seul un Acte pareil à ceux qui ont été signez ce jourd'hui, lequel est compris ci-dessous.

FIAT INSERTIO.

(Signé)

(L.S.) H. WALPOLE.

En

EN vertu de mon Plein-pouvoir susdit ; je declare, que cet Acte ainsi signé par moi seul sera obligatoire pour le Roi de la Grande-Bretagne mon Maître envers Sa Majesté Catholique comme s'il avoit été signé avec un Ministre de Sadite Majesté Catholique ; bien entendu, que Son Excellence le Duc de Bournonville en remettrait aussi un signé de lui, pareil au présent Acte, lequel seroit de même obligatoire envers le Roi mon Maître, promettant qu'il sera remis dans le terme marqué par le 12. des Articles Preliminaires, une Ratification du Roi de la Grande-Bretagne pour être échangée contre celle de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

En foi de quoi, j'ai signé la presente Declaration, & y ai fait apposer le Cachet de mes armes. Donné à Paris ce 31. de May, l'an de grace 1727.

(Signé)

(L.S.) H. WALPOLE.

*N*Os infra scripti Ministri Plenipotentarii Suae Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis, Suae Sacrae Majestatis Christianissimae & Celsorum ac Potentium Statuum Generalium Foederati Belgii, testatum facimus, verum esse quod supra, Domini Walpole, Sigillum & Signaturam, cujus omnes una fuimus testes, in cujus fidem hoc testimonium manu

Cc 3

Nostra



*Nostra subscripsimus, Sigillisque Nostris communivimus.*

*Actum Parisiis eodem ultimo Maji 1727.*

( Signatum )

( L. S. )	( L. S. )	( L. S. )
<i>Marcus Baro de</i>	<i>Flauria de Mor-</i>	<i>Boreel.</i>
<i>Fonseca.</i>	<i>ville.</i>	

*Lettre de Monsieur Walpole au Duc de Richelieu, en date du premier Juin 1727.*

**P**OUR accelerer, autant qu'il m'est possible; l'entiere Conclusion, d'une affaire, qui doit retablir & affermir la paix de la Chrétienté, en faisant cesser les divisions entre les Puissances, & en retablissant entre elles une bonne & parfaite harmonie tant desirée, on est convenu ici d'envoyer à Votre Excellence la Copie des Actes signez, afin que vous & Monsieur Bruyninx puissiez signer des Actes pareils avec Monsieur le Duc de Bournonville, puisqu'il n'y a présentement à la Cour de S. M. Très-Chrét. aucune personne autorisée par le Roi d'Espagne, ni à Vienne aucun Ministre du Roi mon Maître; pour suppléer à ce manquement des Ministres, on a dressé un Instrument, que j'ai signé seul, & on y a joint une Declaration, par laquelle je promets & me fais fort, en vertu de mon Pleinpouvoir, que cet Instrument ainsi signé par moi sera obligatoire pour Sa Majesté, envers le Roi d'Espagne

gne de même maniere, que s'il avoit été signé conjointement avec un Ministre de Sa Majesté Catholique, & que conformément à cela Sa Majesté en fournira la Ratification, dans le tems marqué par les Articles Preliminaires, bien entendu que Monsieur le Duc de Bournonville de son côté signe & delivre à Votre Excellence un pareil Acte de la part du Roi d'Espagne qui soit pareillement obligatoire pour Sadite Majesté Catholique envers le Roi mon Maître.

Je joins ici cet Acte avec une Declaration des Plenipotentiaires de l'Empereur, du Roi Très-Chrétien & des Etats Generaux des Provinces Unies, par laquelle ils certifient, que ledit Instrument est signé de ma main & Cacheté de mon Cachet; En cas que Monsieur le Duc de Bournonville s'en contente & qu'il consente de mettre entre les mains de Votre Excellence pour m'être envoyé pareil Acte obligatoire pour Sa Majesté Catholique envers le Roi mon Maître, alors, Monsieur, Vous aurez la bonté de lui remettre le mien, lorsqu'on signera & fera l'échange des Instrumens à Vienne, entre Votre Excellence & le Duc de Bournonville, aussi bien qu'entre lui & Monsieur Hamel Bruyninx; mais en cas que, contre toute attente, Monsieur le Duc de Bournonville ne veuille accepter mon Acte, & delivrer un pareil de son côté, Votre Excellence verra par la depêche de Monsieur le Comte de Morville, qu'on est expressement demeuré d'accord ici, qu'en tel cas, ni vous, ni Monsieur Bruyninx ne signerez aucune chose avec Monsieur le Duc de Bournonville, d'autant qu'il paroitroit fort étrange, & qu'il n'est nullement con-

venable, que les Ministres des Alliez du Roi mon Maitre signent & concluent la Paix avec l'Espagne, tandis qu'aucun Ministre de Sa Majesté ne signeroit point la Paix avec cette Couronne. C'est pourquoi on est convenu, que si Monsieur le Duc de Bournonville refuse de vous remettre le susdit Acte obligatoire envers le Roi mon Maitre Votre Excellence & Mr. Bruyninx differerez toute signature avec les susdits Plenipotentiaires de l'Empereur jusqu'à l'arrivée d'un Plenipotentiaire du Roi mon Maitre, qui ne tardera point à se rendre à Vienne sur les instances que j'en ai déjà faites à ma Cour par un Exprès.

On est de plus convenu ici d'un commun accord, que si en ces entrefaites & avant qu'on fut instruit de ce qui se seroit passé à Vienne à cet égard, le Roi d'Espagne envoie à Monsr. le Baron de Fonseca un Plein-pouvoir, ou que Sa Majesté autorise quelqu'autre personne pour signer de sa part ici, en ce cas nous signerons tous de nouveaux Instrumens avec le susdit Plenipotentiaire d'Espagne.

*Lettre de Monsr. Walpole à Monsr. Hamel - Bruyninx, en date du 1. de Juin 1727.*

M Y L O R D.

**J**E prends la liberté de vous informer, apprehendant que l'indisposition de Monsieur Boreel l'ait empêché de le faire, que Monsieur  
de

de Morville, lui & moi signames & échangeames hier au soir ( dans la Maison de Monfr. Boreel ) les Instrumens des Articles Preliminaires, conformément au dernier plan, qui est venu de Vienne. C'est avec bien du plaisir, Monsieur, que je vous felicite aujourd'hui de l'heureux succès de cette importante affaire, à laquelle vous avez eu tant de part: Je profite en même tems de cette occasion, pour vous remercier des attentions que vous avez eues, & de l'interêt que vous avez pris pour ce qui concernoit le Roi mon Maître, durant cette Negociation. La Copie ci-jointe d'un papier, qui a raport à un Instrument, que j'ai signé seul pour être échangé avec pareil Instrument de la part du Duc de Bournonville, & l'Extrait d'une Lettre que j'écris à Monsieur le Duc de Richelieu par le même Courier, qui vous rendra celle-ci, vous informeront amplement de tout ce que nous avons fait dans l'assemblée que nous avons tenue pour signer, & de ce dont on est convenu de tous côtez devoir être fait à Vienne, pour mettre le plutôt qu'il sera possible la dernière main à cette grande affaire, par la signature du Plenipotentiaire de Sa Majesté Catholique, qui se doit faire avec les Plenipotentiaires de tous les Alliez en même tems: vû l'étroite union qui subsiste si heureusement entre le Roi mon Maître & Leurs Hautes Puissances, aussi-bien que celle qui nous unit les uns & les autres avec Sa Majesté Très-Christienne; Je ne doute point, que vous n'agissiez conformément à ce qui a été réglé & arrêté ici d'un commun consentement, & en presence de Monsieur le Baron d'Effon-seça, aussi-bien que de tous nous autres.

J'ai l'Honneur d'être avec tout le respect imaginable.

MONSIEUR,

*Votre Très humble & Très-  
obéissant Serviteur*

(Signé)

H. WALPOLE.

*A Paris le 1. Juin 1727.*

Aussi-tôt que l'on eut reçu ces pieces à Vienne l'on tint une conference chez le Prince Eugene de Savoye le 13. de Juin, qui dura depuis 6. jusqu'à 10. heures du soir. On s'y échaufa beaucoup de part & d'autre; d'abord le Duc de Bournonville pretendit dresser en Espagnol *l'Acte obligatoire* semblable à celui de Mr. Walpole, contre lequel il devoit être échangé, & l'on eut bien de la peine à l'engager à se desister de cette pretension sans exemple. Le Duc de Richelieu eut son tour lorsqu'on fit la lecture des Plein-pouvoirs, & il se recria fort sur le preambule inusité de celui du Duc de Bournonville qui contenoit un long detail des causes des Brouilleries presentes, detail que les Alliez de Hanovre ne pouvoient approuver, comme contenant plusieurs faits en dispute; cet inconvenient étoit d'autant plus grave qu'on ne pouvoit y remedier qu'en envoyant un exprès à Madrid chercher un autre Plein-pouvoir, ce qui auroit fait perdre du tems; outre les difficultez qui pouvoient en resulter, ainsi Mr. de Richelieu passa au Duc de Bournonville son Plein-pouvoir & celui-ci renonça à son Acte Espagnol.

On proposa ensuite quelques remarques sur la maniere étrangere & inusitée de cette signature qui étoit faite en partie à Paris, en partie à Vienne, en deux places & en deux tems differens, quoique d'un même Acte, en sorte qu'on pourroit dire que l'une ne seroit que la Copie de l'autre. Ainsi on convint unanimement que tant pour remédier à cette informalité qu'au contenu peu convenable du Plein-pouvoir Espagnol ; quoique l'on tint pour bonne & valable la presente signature, on en feroit une nouvelle à Vienne ou à Paris, aussi-tôt que l'on y pourroit avoir ensemble des Plenipotentiaires des cinq Puissances contractantes. Après cette resolution, le Duc de Bournonville signa un Acte obligatoire parallele à celui de Mr. Walpole & le Prince Eugene, le Grand Chancelier, le Duc de Richelieu & Mr. Hamel-Bruyninx en soussignerent l'attestation. Ensuite les Ducs de Bournonville & de Richelieu signerent un Instrument des Preliminaires, & le Premier en signa après cela un autre avec Mr. Hamel-Bruyninx. Aussi-tôt tous ces Actes furent envoyez en Original à Paris, à Madrid & à la Haye.

L'Echange des Ratifications se fit dans le tems marqué, entre l'Empereur, la France, la Grande-Bretagne & les Etats Généraux ; mais l'Espagne après avoir suspendu ses hostilités contre Gibraltar, ayant formé quelques difficultez tant sur la restitution de quelques riches Vaisseaux, que sur la distribution des effets de la Flotille, ni la France ni les Etats Generaux n'ont point voulu échanger leurs Ratifications contre celles d'Espagne, que  
con-

conjointement avec la Grande-Bretagne leur Alliée. Ces demelez & la negociation à laquelle ils ont donné lieu serviront d'introduction à notre quatrieme volume.

Conformement aux Preliminaires, l'Empereur ayant été requis d'ordonner à sa Compagnie des Indes du Pais-Bas de donner une Liste des Vaisseaux qui devoient revenir des Indes pendant la suspension, le Comte de Konigsegg-Erps presenta à Leurs Hautes Puissances le Memoire ci-joint pour accompagner cette Liste.

*Memoire du Comte de Konigsegg-Erps  
& Liste des Vaisseaux d'Ostende,  
du 30. Août 1727.*

#### HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

**A**Yant été enjoint de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique aux Directeurs de la Compagnie Impériale des Indes établie aux Pais-Bas Autrichiens de former une Liste exacte, & authentique des Navires de ladite Compagnie partis d'Ostende vers les Indes, & qui ne sont pas encore de retour, ils ont formé celle-ci jointe, contenant le nombre de 12. Vaisseaux ou Navires, & l'ont certifiée par l'aposition du sceau de la Compagnie & la Signature de 3. de leurs Directeurs le Srs. de Prét, Malkamp, & de Koning, en date du 12. de ce mois. C'est sur l'ordre exprès de Sa Majesté Impériale & Catholique que son soussigné Envoyé

voqué extraordinaire à l'honneur de remettre à Vos Hautes Puissances la susdite Liste, en exécution de l'Article V. des Préliminaires signées à Paris & à Vienne.

(Signé)

KONIGSEGG-ERPS.

Fait à la Haye ce 30.

Moût 1727.

*Liste des Vaisseaux de la Compagnie Impériale des Indes, partis d'Ostende vers les Indes, qui ne sont pas encore de retour sçavoir.*

5. Navires-partis le 25. Fevrier 1726.

Navires.	Capitaines.
La Paix.	Philippe Perrenot.
L'Esperance.	Nicolas Carpentier.
Le Lion.	Jaques Larmes.
Le Tigre.	Michel Pron - Haert.
L'Aigle.	Jean de Wael.

2. Navires-partis le 24. Novembre 1725.

Le Charles VI.	Laurens de Meynne.
L'Archiduchesse	
Marie Elifabeth.	Michel Caiphas.

3. Navires-partis le 30. Janvier 1727.

La Concorde.	Gille Ryngaet.
Le Marquis de Prié.	Guillaume Brouwer.
Le St. Antoine de	
Padoue.	Jean van Brakel.

1. Na.



1. Navire parti le 7. Juin 1727.

La Ste. Anne. Mathieu Clynkaert.

1. Navire parti le 14. Juin 1727.

Le St. Joseph. Daniel Petres.

Du tems de feu Mr. le Marquis de Prié & des Armemens particuliers, ce Ministre a donné quelque fois un passeport en blanc au Sr. *Hume* ( qui est à présent le Directeur General de la Factorite de Bengale ) pour s'en servir au cas qu'il trouvât à acheter quelques Vaisseaux, & les faire venir en Europe & comme ledit *Hume* pourroit avoir fait la même chose pour le comte de la Compagnie, on le met ici pour Memoire. Nous Directeurs de la Compagnie Impériale des Indes établie aux Pais-Bas Autrichiens declaron la Liste de 12. Navires denommés ci-dessus être veritable. Fait au Bureau General de la Direction, à Anvers ce 21. Août 1727.

( Signé )

*Jacomo de Pret.*

*Jacob Maelkamp.*

*Louis François de Koning.*

Voici par surabondance une Liste plus particularisée de tous les Vaisseaux que la Compagnie a envoyés aux Indes depuis la concession de son Octroi jusqu'à présent, & qui fait voir comment ce Commerce augmentoit d'année en année.

*Liste*

*Liste des Vaisseaux envoyés aux Indes depuis l'établissement de la Compagnie d'Ostende.*

**L'**Année 1724. les Directeurs ont envoyé trois Vaisseaux, sçavoir.

*L'Empereur Charles*, Capitaine Michel Caïfaes monté de 30. pieces de Canon, destiné pour Bengale, mais peri dans la Riviere du Gange.

*L'Imperatrice Elisabeth*, Capitaine Balthazar Rose, Monté de 28. pieces de Canon, destiné pour la Chine.

*L'Aigle*, Capitaine Nicolas Charpentier, monté de 25. pieces de Canon, destiné pour la Chine; ces deux sont revenus.

L'Année 1725. sont partis d'Ostende trois Vaisseaux pour les Indes.

*Charles VI.* Capitaine Jacques de Winter, monté de 36. pieces de Canon, destiné pour Bengale.

*L'Imperatrice*, Capitaine Clerc, monté de 34. pieces de Canon pour la Chine.

*Le Marquis de Prié*, Capitaine Andrée Vlaerdering, monté de 36. pieces de Canon, destiné pour la Chine.

Ces trois Vaisseaux sont revenus.

L'Année 1726. sont parti cinq Vaisseaux d'Ostende pour les Indes.

*Le Lion d'Or*, Capitaine Jacques Larme, monté de 36. pieces de Canon destiné pour la Chine.

*L'Aigle*, Capitaine Jean de Wael, monté

té de 34. pieces de Canon, destiné pour la Chine.

*La Paix*, Capitaine Philippes Perrenot monté de 36. pieces de Canons, destiné pour Bengale.

*L'Esperance*, Capitaine Nicolas Charpentier, monté de 34. pieces de Canons, destiné pour Bengale.

L'Année 1727. sont partis quatre Vaisseaux pour les Indes.

*L'Archiduchesse Elisabeth*, Capitaine Michel Caiffaes, monté de 32. pieces de Canon, destiné pour Bengale.

*Charles VI.*, Capitaine de Meynne, monté de 28. pieces de Canons, destiné pour Bengale.

*La Concorde*, Capitaine Ryngaet, monté de 36. pieces de Canon, destiné pour la Chine.

*Le Marquis de Prié*, Capitaine Guillaume Brouwer, monté de 26. pieces de Canons, destiné pour la Chine.

Le St. *Antoine de Padoue*, la St. *Anne*, & le St. *Joseph*, partis aux mois de Mai & de Juin, ne sont que des fregates d'avis envoyez sur la côte de Bresil & sur la route des Vaisseaux que l'on attend de retour, pour leur porter des ordres conformes à la situation où étoient alors les affaires.

Voici le Cereimonial réglé dans le premier Congrès de Cambrai auquel les Preliminaires renvoyent pour le second Congrès qui y a été transferé, après que l'on étoit convenu qu'il feroit tenu à Aix-la Chapelle.

*Ceremonial & Police du Congrès de Cambray.*

**L**E 20. du mois d'Avril 1724. on convint des Articles suivans pour prevenir tout ce qui pourroit retarder la signature des Traitez, & les Ministres Plenipotentiaires en ont envoyé des copies à leurs Cours, pour y être approuvez.

ARTICLE PREMIER.

On est convenu unanimement, que pendant le Cours de cette Negociation, on n'observera aucun Ceremonial, & que les Plenipotentiaires s'assembleront sans aucune distinction par rapport au rang.

II. Ceux de l'Empereur & du Prince regnant en Espagne, signeront seuls leur Traité de Paix particuliere.

III. Ceux de Sa Majesté Imperiale & du Roi de Sardaigne en feront autant, par rapport aux points qui seront ajustez entre eux.

IV. Ceux de France & de la Grande-Bretagne ajouteront au bas de ces Traitez particuliers, *que ces Traitez ont été negociez, conclus & signez sous la Mediation de Leurs Maitres.*

V. Ils declareront en même-tems, *que leur Mediation cesse du jour de la signature de ces Traitez.*

VI. On tiendra prêt pour le même jour un Acte, dans lequel seront inferez mot à mot :

& confirmez de nouveau, le Traité de la grande Alliance, l'accession à cette Alliance, & les deux Traitez mentionnez ci-dessus, moyennant que dans ces deux Traitez entre l'Empereur & l'Espagne & le Roi de Sardaigne il n'y ait rien de prejudiciable au Traitez entre la France & la Grande-Bretagne.

VII. Les Ministres de toutes les Puissances intéressées à la Quadruple-Alliance, la signeront comme parties Contractantes, & comme garants les uns envers les autres de tout ce qui a été stipulé & réglé jusqu'à présent, suivant le Traité de Londres.

VIII. On fera autant d'actes ou Instrumens de la même teneur qu'il sera nécessaire pour les Puissances, qui signeront alternativement.

IX. Les Ambassadeurs de l'Empereur, suivant leur rang, signeront les premiers ces Actes d'Instrumens, & ceux des autres Puissances dans l'ordre observé à la Haie \* lors de la signature de l'accession du Prince regnant en Espagne.

#### *Reglement de Polite.*

**N**ous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Sacrée Majesté Très-Chrétienne & sa sacrée Majesté Britannique, comme Rois Mediateurs : savoir faisons que tous les très illustres & très-Excellents Seigneurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires, qui se trouvent aux Conférences qui se tiennent ici pour la paix, ont d'un consente-

\* Voyez la page 306. du Tom. I.

sentement unanime approuvé la proposition que nous avons faite de quelques Reglemens à observer touchant la Police, & qu'ensuite d'une meure deliberation; & de l'avis de tous, on est demeuré d'accord des Articles qui suivent.

I. Les Plenipotentiaires viendront aux Conférences touchant les affaires publiques, chacun avec un Gentilhomme, un Secretaire, 2. Pages, 4. Valets de Pié: Et s'ils veulent 2. Valets à la mode Hongroise, appelez communement Heiduques, à côté du Carosse; Leur suite en cette occasion ne pourra en nulle maniere être plus nombreuse.

II. Toutes les Conférences se tiendront sans Ceremonie, en sorte que les Plenipotentiaires s'asseoiront à une table ronde, où il n'y aura ni hats ni bas bout, & ils s'y placeront à mesure qu'ils entreront ensemble indistinctement & sans rang.

III. Les Carosses se rangeront devant la Maison de Ville, dans l'ordre qu'ils arriveront, laissant cependant assez de place pour que ceux qui viendront après, puissent commodement aborder & se ranger, en sorte qu'il reste toujours un passage suffisant entre les Carosses & ladite Maison de Ville.

IV. On empêchera les querelles de part & d'autre entre les Cochers & autres Domestiques, auxquels il sera même ordonné de se traiter & recevoir reciproquement avec douceur & honnêteté, & d'être disposez à se rendre mutuellement toute sorte de secours & de service en toute occasion.

V. Lorsque deux Carosses se rencontreront dans des endroits trop étroits pour passer l'un

& l'autre en même tems, loin de disputer à qui prendra le dessus, ou à qui des deux passera le premier, & de causer ainsi de l'embaras, les Cochers seront obligez au contraire, d'ouvrir & de faciliter reciproquement le passage, autant qu'il leur sera possible; & celui qui aura été le premier averti de la difficulté, s'arrêtera & fera place à l'autre, s'il paroît qu'il le puisse faire plus facilement de son côté.

VI. Dans les promenades tant dedans que dehors la Ville, on observera la coutume établie entre ceux qui s'y rencontrent, de conserver la droite chacun de son côté: la même chose s'observera dans les Rues & les Chemins publics, & generalement par tout où cela se pourra commodement sans la moindre contestation ou affectation de preface.

VII. Les Pages, les Valets de pié & generalement tous les gens de livrée, ne porteront ni Bâtons ni Epées, ni armes à feu, quoiqu'elles fussent couvertes & cachées, ni enfin aucune autre sorte d'armes, tant dans la Ville qu'aux promenades: Il leur sera outre cela defendu d'être dehors aux heures avancées dans la nuit, à moins que ce ne soit par ordre exprès de leur Maitre; enforte qu'on n'en puisse trouver aucun se promenant par la Ville ou ailleurs à des heures indues: Ceux qui y contreviendront, seront punis severement, comme il plaira à leur Maitre d'en ordonner.

VIII. Lorsque le Domestique de quelqu'un des Plenipotentiaires aura été convaincu de quelque crime, capable de troubler la tranquillité publique, après l'examen prealable de  
l'affai-

l'affaire, que chaque Ministre se reserve à l'égard de ses Domestiques, le Plenipotentiaire, à qui il appartiendra, renoncera à son droit de le punir lui-même, & en le depouillant de protection ou privilege, fera en sorte, qu'il soit remis entre les mains du juge du lieu, où le delit aura été commis, soit à la Ville, soit ailleurs, & demandera même qu'il soit procédé contre le coupable suivant les loix établies: Et dans le cas où le Magistrat ou la garde trouveroient quelqu'un en flagrant delit, ou faisant quelque chose capable de troubler la tranquillité publique, il leur sera permis de s'en saisir, & même de le mettre en prison, quoiqu'ils le reconnoissent pour être Domestique ou de la suite de quelque Plenipotentiaire, jusqu'à ce qu'ils puissent en avertir son Maître; ce qu'ils seront obligez de faire aussitôt & sans retardement; après quoi on fera ce que le Plenipotentiaire ordonnera, soit qu'il desire qu'on retienne son Domestique dans des Prisons, ou qu'on le relâche.

IX. Si quelque Domestique d'un Plenipotentiaire faisoit insulte ou querelle à quelque Domestique d'un autre Plenipotentiaire, l'agresseur sera aussitôt remis au pouvoir du Maître de celui qui aura été attaqué, qui en fera justice, comme il le jugera à propos.

X. Tous les Plenipotentiaires feront defendre très-severement à tous leurs Domestiques, tant Gentilshommes & Pages qu'autres, d'avoir entr'eux aucunes querelles ni démêlez: & s'il s'en decouvroit, nonobstant ces defenses, quelqu'un qui fut assez hardi pour se mettre en état d'en sortir par la voye des armes, il sera à l'instant chassé de la Mai-



son du Plenipotentiaire, & même de la Ville, sans aucun égard à ce que pour son excuse il pourroit alleguer, soit de l'exccès de l'affront qu'il auroit reçu, ou de ce qu'il auroit été attaqué le premier.

XI. Les Plenipotentiaires s'entrepromettent reciproquement de ne point recevoir à leur service aucun Domestique qui aura été chassé par son Maitre.

XII. Si quelque Plenipotentiaire souhaite de faire punir quelqu'un de ses Valets par la prison, on le mettra à sa priere, pour un certain tems, dans la prison publique, & il y sera nourri aux depens du Plenipotentiaire.

XIII. Tout ce que dessus, dont on est convenu d'un commun accord, pour la Police & le bon ordre de cette assemblée, ne pourra être allegué pour exemple, ni tirer à consequence en aucun autre lieu, tems ou Conjoncture différente, & personne n'en pourra prendre avantage, non plus qu'en recevoir prejudice en aucune autre occasion. *Donné à Cambrai le 7. Avril 1725.*

( *Signé* )

(L. S.) DE BARBERIE DE  
ST. CONTEST.

(L. S.) ROTEMBOURG.

(L. S.) POLWARTH.

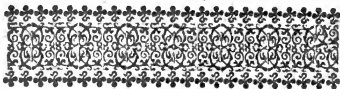
(L. S.) WITHWORTH.

Nous mettrons ici des Bornes à ce Volume, mais, ce ne sera qu'après avoir fait remarquer à nos lecteurs qu'ils ne doivent rien nous attribuer de tout ce que nous avons rapporté

porté dans ce Recueil, où nous n'avons prétendu faire que le Personnage d'Historien, & s'il s'y trouve quelques traits qui pourroient déplaire à quelqu'un, il est aisé de voir par le cours de la narration, de qui ils partent : par exemple tout ce qui est dit Pages 4, 5, & 6. de l'introduction, est le Raisonnement du Ministère Anglois qui dirigeoit les choses au Congrès d'Utrecht & le ressort de toute sa conduite, cet exemple seul suffit pour expliquer les autres endroits du même genre que l'on pourroit trouver ailleurs.

Voici un troisième Suplement nécessaire.






## SUPPLEMENT

A U

## T O M E III.



 A plûpart des Traitez conclus depuis quelques années renferment des Reglemens de succession ou des Renonciations à des Etats garantis par les Puissances contractantes. Les plus interessantes sont les Renonciations de l'Espagne, celles de l'Empereur, & le Reglement de la succession aux Etats de la Maison d'Autriche, & comme ce dernier article sur tout est important, dans la conjoncture presente, que l'auguste Maison se trouve sans Heritier Mâle, il est aparent que le Congrès ne se finira pas sans que l'on parle de cette riche & importante succession, sur tout la plûpart des Puissances de l'Europe ayant temoigné leurs inquietudes, aux bruits qui ont couru d'une Negociation entamée dès le tems du Duc de Ripperda pour marier l'Infant Don Carlos avec

*Négociations, Mémoires & Traitez.* 425  
avec l'Archiduchesse Caroline Ainée. C'est ce  
qui rend intéressant les pieces qui ont quelque  
raport direct ou indirect à ces affaires.

*Sanction Pragmatique & Loi perpetuelle à  
l'égard de la regle & ordre de succes-  
sion, & union indivisible de tous les  
Roïaumes, Provinces, & Etats here-  
ditaires de Sa Majesté Imperiale &  
Catholique; à Vienne le 6. de Decem-  
bre 1724.*

Charles par la grace de Dieu Empereur  
des Romains, toujous Auguste, Roi  
d'Allemagne, de Castille, de Leon, d'Arra-  
gon, des deux Siciles, de Jerusalem, d'Hon-  
grie, de Boheme, de Dalmatie; de Croatie,  
d'Esclavonie, de Navarre, de Granade, de  
Toledo, de Valence, de Galice, de Major-  
que, de Seviles, de Sardaigne, de Cordue,  
de Corfique, de Murele & de Jean, des Al-  
garbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles  
de Canarie, & des Indes Orientales & Oc-  
cidentales, des Isles de terre ferme, de la Mer  
Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bour-  
gogne, de Lothier, de Brabant, de Lim-  
bourg, de Luxembourg, de Gueldres, de  
Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole  
de Wirtenberg, de la haute & basse Silesie,  
d'Athenes & de Neopatrie, Prince de Suabe;  
Marquis de St. Empire, de Burgau, de Mo-  
ravie, de la haute & basse Lusace, Comte  
d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Ty-  
rol,

rol, de Barcelone, de Ferrete, de Cybourg, de Gorice, de Rouffillon & de Cerdagne; Landgrave d'Alsace, Marquis d'Oristan & Comte de Geceano; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli, & de Malines &c.

Savoir faisons à tous & chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres se sont donnez par un effet de tendresse paternelle, & par une prevoyance de sagesse, beaucoup de soins, pour établir dans nôtre Auguste Maison une regle & forme de succession pour y être à perpetuité immuablement suivie & observée par toute leur posterité de l'un & de l'autre sexe, dans tous les événemens, que la providence divine pourroit faire naître dans la suite des tems. Que l'Ordre pour cette Succession dans toute l'étendue de nos vastes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en general qu'en particulier & en toutes inseparablement a été introduit & fixé, pour en empêcher les demembrements & la division entre les Heritiers de nôtre Auguste Maison. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. nôtre très-honoré Bisayeul de glorieuse Memoire par son Testament de 10. de May 1621. confirmé par ses Codiciles de 8. Août 1635. a réglé l'ordre de succession entre les Archiducs ses fils & leurs descendans Mâles par forme de Fidei commis pepetuel, appelé communement Majorat, en ordonnant, que les filles renonçassent à l'Heredité, & se contentassent de leur dot, sauf toutes fois leur droit de retour: que le même Ordre a été suivi par feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur

gneur & Pere, de glorieuse Memoire, lequel comme Chef de notre Auguste Maison; & seul en droit de disposer, de ses Royaumes & Provinces Hereditaires, a établi le même Majorat *par le partage, qu'il fit le 12. de Septembre 1703.* entre notre très-cher & très-aimé frere l'Empereur Joseph d'heureuse Memoire, alors Roi des Romains, & Nous, de tous ses Royaumes & Etats situez tant en ses Pays, que dans la Monarchie d'Espagne, & dans les dependances d'icelle, & converti ledit Ordre de succession en un vrai droit de primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de sûreté il ajouta à ce Traité de Très-solemnels pactes de succession, ou de famille, qui furent acceptez & confirmez par serment des parties contractantes de part & d'autre & dans lesquels, après que l'on eut réglé & clairement expliqué l'Ordre, qui se devoit observer entre ledit Empereur Joseph notre Frere & nous, & nos descendans, ou celui des deux, qui survivroit à l'autre & sa posterité, dans la maniere de succeder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Espagne, & les pais, qui la composent, a été aussi principalement convenu & disposé; que les *Hoirs mâles* tant qu'il y en aura, exclueront les femelles à perpetuité; & qu'entre les Mâles, l'ainé excluera aussi tous les autres Freres puinez de toute l'heredité; de sorte que la succession à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils soient, demeurera toute entiere, & en indivise attachée inseparablement à l'ainé des Mâles, selon l'Ordre de la primogeniture; dans lesquels

suf-

suidits pactes & conventions de succession a été aussi disposé & réglé la maniere, dont les Archiduchesses se doivent succeder au défaut des Mâles, si le cas y échoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaise. Après la mort de l'Empereur Joseph notre très-cher & très-aimé Frere, étant aussi devenu l'unique successeur & Heritier, tant de notre propre Chef, que par le droit du sang, & en vertu des dispositions faites par nos Augustes Ancêtres de tous les Royaumes & Etats Hereditaires de par deça; & Nous, nous en trouvant aujourd'hui le seul Maître absolu, avons, par notre declaration & disposition publiée le 19. Avril 1713. en presence d'un grand nombre de nos Conseillers d'Etat intimes, Gouverneurs; ou Presidens de nos Provinces, & de nos autres Ministres, renouvelée non seulement le droit de primogeniture, déjà si fortement établi & enraciné dans notre Auguste Maison; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puissance, & selon l'exigence, de l'état de nos affaires érigé en forme de pragmatique sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce droit de *primogeniture & de succession* plus clairement établi par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguste Maison, & au défaut d'iceux étendu en la maniere aux Archiduchesses: Nous avons déclaré en des termes intelligibles & exprès, qu'au défaut des Mâles la succession échoira, en premier lieu aux Archiduchesses nos filles, en second lieu aux Archiduchesses nos Nieces, filles de Notre Frere; & en troisieme lieu aux Archiduchesses nos Sœurs, & enfin à tous les Heritiers descen-

cen-

cendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas Elles gardent entre Elles l'Ordre de succession lineale, tel qu'il est marqué dans notre susdit Reglement, lequel se trouve entierement conforme à celui, qui a été établi pour les Mâles, selon *le rang de la primogeniture* & succession lineale. En consequence & en execution de cette Sanction, la Serenissime Archiduchesse Marie-Josephe, née Princesse Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, à present Epouse du Serenissime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non-seulement, avant ses noces déclaré d'adhérer & d'accepter les pactes de famille, le Droit de primogeniture déjà établi dans notre Auguste Maison; & le susdit Ordre prescrit pour la succession lineale, confirmant son acceptation par son acte de renonciation formelle, & par son serment, mais Elle l'a aussi ratifié par semblable serment, qu'Elle a reiteré après son mariage, & avec Elle le Serenissime Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie, Electeur de Saxe, son Beau-Pere, comme aussi le Serenissime Prince Royal & Electoral son mari ont reconnu, & se sont obligez, par serment solennel en termes formelles d'observer ledit droit de Primogeniture, & le susdit Ordre de succession. C'est aussi en conformité desdites dispositions que dans les mêmes par une declaration & stipulation également solennelle, il a été réservé à cette Serenissime Archiduchesse & à ses Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur droit de succéder aux Royaumes de ses Ayeuls, & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la naissance & la regle établie,

arri-



arrivant le défaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaise jamais. La même chose a été observée ensuite avec la Serenissime Archiduchesse, Marie-Amelie, née Princesse Royale d'Hongrie, de Bohême, & des deux Siciles, Epouse du Serenissime Prince Electoral de Bavière, laquelle a pareillement avant ses nœces déclaré d'adhérer & d'accepter les pactes de famille, le droit de Primogeniture déjà établi dans notre Auguste Maison & le susdit Ordre prescrit pour la succession lineale confirmant son acceptation par son acte de renonciation formelle & par son serment, l'ayant de même ratifié par semblable serment, qu'Elle a reiteré après son mariage & avec Elle le Serenissime Electeur de Bavière, son Beau-Pere, comme aussi le Serenissime Prince Electoral son Mari ont reconnu & se sont obligez par serment solennel en termes formels, d'observer ledit droit de Primogeniture, & le susdit Ordre de succession, en consequence des predites dispositions par une declaration & stipulation pareillement solennelle; il a été dans le même tems réservé à cette Serenissime Archiduchesse & à ses descendans de l'un & de l'autre sexe leur droit de succéder aux Royaumes de ses Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la Naissance & la regle établie, arrivant le défaut d'Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaise. Et considerant qu'il est très-important pour la sûreté, repos & tranquillité de nos Provinces Hereditaires, que Nous possedons dans les Pais-Bas, que ledit ordre & regle de succession indivisible de tous nos Royaumes & Provinces Hereditaires

taires situées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit droit de Primogeniture établi dans notre Auguste Maison soient reçus, introduits, établis & promulgués dans nos dites Provinces des Pais-Bas, pour sanction pragmatique & Loi perpetuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi soit derogé à celle touchant la succession du Prince desdites Provinces établie dans nos Pais-Bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle Memoire, notre Predecesseur, par sa pragmatique sanction du 4. Novembre 1549. reçue par chacun de leurs Etats dans leurs assemblées & jusques à present y restée en vigueur, & à toutes coutumes de nos dites Provinces pour autant seulement, que lesdites sanction & coutumes ne seroient pas conformes aux susdits Ordres & regle de succession, lesquelles en tous autres cas seront entretenues & observées comme du passé. Nous avons fait communiquer & proposer ce que dessus aux Etats respectifs de nos Provinces desdits Pais-Bas, afin qu'ils voulussent se conformer à cette pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Reglement de succession indivisible, & tous les Etats ayant sur ce meurement deliberé dans leurs respectives Assemblées & spécialement reflechi au bien & aux avantages, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y sont unanimement & volontairement conformez, & ont, en tout respect & soumission & avec une extreme reconnoissance, accepté la susdite pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Reglement de succession & union indivisible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au

qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de succession à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'union indivisible de tous nos Pais & Etats Hereditaires, consentant de plus à la derogation de la Sanction pragmatique, établie au mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquieme, de glorieuse Memoire, en tant qu'elle n'est pas conforme à notre susdite Sanction pragmatique, concernant la succession à la Souveraineté desdits Pais-Bas, & Nous ont supplié très-instamment, de faire publier notre dite pragmatique Sanction & Edit perpetuel, afin qu'il soit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires à toujours observé en Loy irrevocable & inalterable, ainsi qu'il en conste par les actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrez. Nous après grande & meure deliberation, de l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine General de nosdits Pais, & oui sur le tout notre Conseil suprême établi auprès de notre Personne Royale pour les affaires des mêmes Pais, avons, conformément à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Pais-Bas & à leur requisition, de notre certaine science, autorité & puissance absolue, qui peut Nous competer comme souverain Prince & Seigneur desdits Pais, ordonné; statué & decreté, ordonnons, statuons & decretons par ces presentes la susdite pragmatique Sanction, Reglement de succession & union indivisible de tous nos Etats, tant au

dehors

dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable dans nosdits Pais-Bas, & qu'en consequence d'icelles la succession de toutes nos Provinces héréditaires de nosdits Pais, *en une masse & indivisiblement*, échoira doresnavant, selon le dit droit de Primogeniture & Ordre de succession lineale, & restera à nos Descendans Mâles tant qu'il en aura aucun : & *au défaut de ceux-ci*, ce que Dieu ne veuille, aux Archiduchesses nos Filles, toujours suivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, sans les pouvoir jamais partager ; & qu'au défaut de tout Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, descendans de Nous, le Droit Héréditaire de toutes nosdites Provinces échoira aux Princesses Filles de nôtre Frere l'Empereur Joseph, de glorieuse Mémoire, & à leurs descendans, de l'un & de l'autre Sexe, selon ledit Droit de Primogeniture ; & qu'arrivant l'extinction de ces deux lignes, ce Droit héréditaire sera entierement réservé aux Princesses nos Sœurs & leurs descendans légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & successivement à toutes les autres lignes de l'Auguste Maison, à chacune selon le Droit de Primogeniture & suivant le rang qui en resultera, & ce nonobstant le Reglement & ancienne Loi, touchant la succession de Prince desdits Pais-Bas, établie dans lesdits Pais par la pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquième, du quatrième Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes coutumes d'aucunes de nos dites Provinces, auxquelles, pour les causes & considérations susdites avons de notre dite autorité & pleine

puissance derogé & derogeons, en ce que la susdite Sanction & Coutumes ne seroient conformes à notre présente disposition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & soient entretenues & observées.

Si donnons en mandement à notre dit Conseil d'Etat établi dans nos Pais Bas, President & Gens de notre grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil de Brabant, Gouverneur, President & Gens de notre Conseil à Luxembourg, Chancelier & Gens de notre Conseil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg, Faulquemont & Daelhem & d'autres nos Pais d'outre Meuse, President & Gens de notre Conseil en Flandres, grand Bailly, President & Gens de notre Conseil de Namur, Bailly de Tournay & du Tournesis, Presidents & Gens de nos Chambres des comptes Ecoutettes de Malines, & à tous autres nos Justiciers, Serviteurs, Vassaux & Sujets, présents & à venir & chacun d'eux en son regard, que cette notre présente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction pragmatique ils retiennent & observent & fassent retenir & observer inviolablement & à toujours pour Loi perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours souveraines & desdits de nos comptes à l'enterinement de ces dites présentes, & les faisant enregistrer pour l'entier accomplissement d'icelles au tems à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'au Vidimus desdites présentes, depêché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foi soit ajoutée par tout, où il en aura besoin. Car ainsi Nous plait-il. Et afin que ce soit chose ferme & stable

stable à toujours, Nous avons signé ces dites présentes de nôtre main & à icelles fait mettre nôtre grand Seel. Donné en nôtre ville & Résidence Imperiale de Vienne en Autriche le sixième jour du mois de Decembre, l'an de grace mil sept cent vingt-quatre, & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Espagne le vingt deuxieme, & de Hongrie & de Boheme aussi le treizieme.

C H A R L E S,

Prince de Cordonna Ps. Vt.

(L.S.) *Par ordonnance de Sa  
Majeste,*

A. F. D E K U R Z.

*Renonciation \* de la Serenissime Archiduchesse Marie Joseph, Epouse du Prince Royal & Electoral de Saxe, Frederic Auguste &c.*

**N**OS Maria Josepha, Hungariæ, Bohemiæ nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducissa Austriæ, agnoscimus & profitemur pro nobis, nostrisque Posteris, Heredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque potest, notum, testatum-

\* Celle de l'Archiduchesse Marie Amalie de présent Electrice de Baviere est la même, mutatis mutandis.

tatumque facimus tenore præsentium ad perpetuam rei memoriam.

Postquam Serenissimus ac Inviçtissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nomis sectus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex: Archi-Dux Austriæ, &c. Colendissimus Dominus Patruus noster, nos pro paterna plane in nos cura, ad amicam petitionem Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Friderici Augusti, Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuanæ, Ducis Saxonæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschalli & Electoris &c. perdilecto Sux Majestatis Regiæ Serenissimo Principi Domini Friderico Augusto, Principi Regio Poloniæ & Lithuanæ ac Electorali Saxonæ &c. Accedente imprimis nostra voluntate & consensu, annuente & suadente quoque Serenissima & Potentissima Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac perdilectissima Domina Genetrice nostra, obtenta prævia dispensatione S. Sanctissimi Patris Domini Clementis XI. Romanæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 17. Junii anni 1719. in Sponsam & futuram Conjugem adpromisit: Porro in Tractatu desuper habito inter cetera id primo loco actum disertisque verbis cautum provisumque fuerit, ut Nos intuitu istius matrimonii, juxta ac præviè utrinque placitum ac conventum fuit, antecedentur ad nostrum consensum & nuptias, juxta regulas successionis primogenialis in Augusta Domo jam dudum radicatæ, sed quæ

ab

ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro, glor. mem. in suo die 10. Maji 1621. confecto Testamento, conditisque desuper die 8, Augusti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem successionis inter heredes suos Masculos dilucidata magis ac firmitus stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna a Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invictissimo Principe & Domino, Domino Leopoldo, Rom. Imperatore, colendissimo Avo nostro, inter Filios suos, Serenissimos quoque & Potentissimos, tunc respective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successive Romanorum Imperatores, colendissimos & per dilectissimos nostros Genitorem & Patrum die 12. Septembris 1703. ipsis scientibus, volentibus, stipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante descendentes extensa, ac deinde die 19. April. anno 1713. convocatis ad id Sux Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliariis Status arcani, regnorumque ac provinciarum ejusdem Cancellariis uberius explicatâ & publicata in publicum & perpetuum Serenissimæ Domus Austriacæ pactum, quin in Legum fundamentalem & sanctionem pragmaticam abiit, omnibus nostris juribus, actionibus, quæ vel quas in regna, ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majestate Cæsarea nunc feliciter regnante possessas, vel de jure quomodocunque ad se spectantes competere Nobis nostrisque olim Posteris atque Heredibus utriusque cum masculini tum feminini sexus, quacunque demum de causa, possent, in favorem & commodum



non solum universorum Masculorum è dicta Augusta domo legitime oriundorum Archiducum, sed & in præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiduciissarum à Sua Majestate Cæsarea hodie gloriose imperante progenitarum & deinceps nasciturarum Earumque posteritatis ac Heredum pariter utriusque tam feminini quam masculini sexus, solemniter renunciemus, cedamus & abdicemus: Quod nos ad majorem Dei O. M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majestate Cæsarea Regio Catholica in præsens possessiæ ac deinceps possidendæ perpetuis retro temporibus indivisibiliter ac inseparabiliter inter se penes unum eundemque heredem juxta successionis ordinem stabilitum, unitæ permaneant, ordinationibus, institutis ac dispositionibus præfatis, præsertim verò declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die 19. Aprilis anni 1713. uti supra, promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur rite pleneque edoctæ, de consilio, voluntate & assensu prædicti Serenissimi Principis Regii Electoralis, dilectissimi Sponsi Nostri, annuente quoque & consentiente Serenissimo & Potentissimo Domino Rege & Electore, Ejusdem Genitore, ( prout ex Instrumento eorum ratificationis, tum ex Mandato procuratorio diffusius constat ) ex certa nostra scientia animoque bene deliberato omnibus juribus, prætensionibus, actionibus & rationibus, quæ Nobis sive jure sanguinis & nativitatis, sive ex usu & observantia olim in Augusta Domo usitata, sive etiam ex pacto præallegato, de die 12. Septembris

bris anni 1703. five alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte farâ Majestate Sua Cæsareâ, colendissimo Domino nostro Patruo, actu in præsens possidentur aut possideri de jure possent ac deberent, competunt aut competere possent, spontè, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione, callidave persuasione aut metu, etiam reverentiali inductæ pro Nobis nostisque Posteris omnibus heredibus tam masculini quam feminini sexus cesserimus & renunciaverimus, prout iisdem vigore præsentium de consensu uti supra in optima & amplissima juris forma, animo deliberato ac spontaneo, ultro cedimus renuntiamus & abdicamus: Idque non solum in favorem, commodum & prælationem Posteritatis & Heredum masculorum, quos numerosos Majestati Suæ a Deo precamur, verum & feminarum Archiducissarum à Majestate Sua jam progenitarum & deinceps nasciturarum, omniumque earum Posterorum, Heredum & Successorum utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, aded ut quandiu ex his Majestatis Suæ descendantibus Proles aliqua five masculina five feminina quocunque demum gradu supervixerit, neque Nos neque Filii, Posteri & Heredes nostri, neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam successionem aut succedendi jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum, illarumve partem, licet minimam, ut Potestate lineæ Cæsareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici & in ea descendantibus maribus & feminis jure Primogenituræ in infinitum inseparabili-

ter & indivisibiliter affectas, prætendere velimus, possimus aut debeamus; declarantes ac serio profitentes, quod Nos prælibatum in Augusta Domo receptum, avitæque providentia stabilitum & per supra citatam declarationem obfirmatum magisque delucidatum Primogenituræ jus, nec non præscriptum in eacum maribus tum feminis succedendi ordinem linealem, ceu normam & legem fundamentalem ejusdem pro Nobis nostrisque posteris & heredibus utriusque sexus respicere, tenere, observare eique firmiter inhærere, nec ut contra ejusdem tenorem & dispositionem à Nobis vel ab Hæredibus & Posteris nostris cujuscunque sexus sint, aut à quovis alio nostro aut illorum nomine; quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas irritas, vanas, invalidas & injustas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quin potius obtestamur atque etiam sacrosanctè pollicemur, quod si unquam (quod absit) aliquam vel aliquod ex dictis ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultro Nobis deferri, aut Nos ad aliquam seu eorum aliquod à quocunque, qualicunque demum sub prætextu aut colore vocari aut sollicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus pernitionis, faque consilia ac molimina, perpetuo constanterque rejecturas, nedum illis aures, assensum, opem, vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo successori unius alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impensuras, atque adeo eâ dote in ipso matrimo-

nii nostri contractu Nobis assignata, cæterisque apparatus ac ornamentis, quibus statui Nostro convenienter elocabimur, à modo contentas Nos pleneque pro omnibus juribus, actionibus ac prætensionibus cujuscunque nominis sint, quæque Nobis ex qualicunque demum causâ, ut suprà competere possint, satisfactum Nobis esse declaramus, quo usque nempe Proles unius alteriusque Sexûs à Suâ Majestate Cæsareâ Regio Catholicâ procreatæ ac deinceps procreandæ, earumve Posterî & descendentes pariter utriusque sexûs in vivis superabunt.

Quod si verò (quod Deus æternum prohibeat) omnis utraque tam foeminini quàm masculini sexus proles à Suâ Majestate progenitæ vel deinceps procreandæ una cum omni earum posteritate pariter masculina & foeminina extingui ac prorsus deficere unquam accideret; in eum casum, qui nobis aditum ad capeffendam paternam avitamque hæreditatem, vel ex ipso Primogenituræ instituto, præsertim verò vi præcitatæ Declarationis de die 19. mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in eâ successionis linealis ordinem recluderet, Nobis nostrisque posteris & descendentibus tam maribus quàm foeminis jus omne omnesque actiones ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex jure Dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præsentium solemnissimè & plenissimè per expressum reservamus, ita ut quæ facta à Nobis est pro posteritate Suzæ Majestatis Cæsareæ utriusque sexûs tam foeminini quàm masculini renunciatio, illa tunc & in eo casu ceu non facta aut

Ec 5

pro-

pro non emissa haberi, neque obſtare ea Nobis, hæredibus aut poſteris noſtris maribus ſeu fœminis, aut ullum ad ſucceſſionem obicem facere poſſe cenſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de iis duntaxat hæredibus & poſteris noſtris maſculis ſeu fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu profitentur, cùm omnes, qui alicui alteri, quam Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ eſſent, ab omni ſupradictâ ſucceſſione ex nunc in perpetuum pro excluſis & inhabilibus habendi ſint, prout & eos eaſque pro perpetuo excluſis & inhabilibus hiſce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac renunciatione velut in illâ minimè comprehenſas eas hæreditates, quas nobis par latus maternum ſeu aliundè quam ex Auguſtâ Domo fortè obvenire continget: quo autem iſthæc noſtra renuntiatio majorem vim atque vigorem plenamque firmitatem ac robur ſuum obtineat, Nos deſponſata Maria Joſepha Archiduciſſa, de voluntate, auctoritate & aſſenſu præſatorum Noſtrorum reſpectivè colendiſſimi ac dilectiſſimi Sponſi, Domini Friderici Auguſti Principis Regii & Electoralis jam Majoris facti ac quodad hunc actum à patriâ poteſtate emancipati, nec non Suæ Regiæ Majeſtatis Domini Friderici Auguſti Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniz & Saxoniz Electoris, Patris & futuri noſtri Soceri hanc ipſam renunciationem pro Nobis noſtrisque Poſteris, hæredibus & ſucceſſoribus in tantum ſponte abſque ullâ vi aut perſuaſione, ex certâ ſcientiâ in finem ac intuitum, uti præmiſſum eſt

est, deliberatè fecimus, verum & pro Nobis dictisque nostris Posteris, hæredibus & successoribus coram Deo ejusque curiâ cœlesti sacrosanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce renunciationis Instrumento ejusque Articularis, punctis & clausulis continentur, & in eo ex antiquis ordinationibus, pactis & dispositionibus, præsertim verò ex declaratione supra sæpius repetitâ & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ renunciationis & respectivè acceptationis allegata, clarè deducta, provisâ, stipulatâ ac promissa sunt, & propediem in universis Sux Cæsaræ Regiæque Catholicæ Majestatis Regnis & Provinciis ceu lex fundamentalis, sanctio pragmatica ac pactum Augustæ Familiæ promulgabuntur, sincerè, fidelitè ac accuratè observaturas, neque iis ullâ ratione, viâ aut modo, sive directè sive indirectè, contraventuras, sed & neque admissuras esse, ut iis à quocumque alio sub qualicumque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Josepha, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiducissa Austriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris hæredibus, posteris ac successoribus, quod hocce renunciationis & respectivè adhæSIONIS Instrumentum Nobis jam prælectum & à Nobis propriâ manu subscriptum, in omnibus punctis, articulis & clausulis fideliter observare debemus & velimus. Ita Deus nos adjuvet, sine maculâ concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum

Deum omnipotentem sic deposito gravissimo juramento in vinculo verbi ac honoris nostri promittimus, quòd absolutionem à summo Pontifice, sive a quocunque alto sub qualicunque prætectu excogitabili nec petituræ ipsæ, neque etiam ultro oblatam unquam simus accepturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argutia aut restricto mentalis, sed & neque exceptiones ullæ juris & facti, eæ in specie, quæ desumi possent ex capite renunciationis & juramenti iuvalidi, læsionis ultra demidium, metûs reverentialis, coactionis vel doli rei aliter gestæ quàm scriptæ, ignorantia, observantia antiquæ Legum vel Consuetudinum Regnorum & Provinciarum : postremum nec illa beneficia & indulta, sexui fœminino à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Josepha Archiducissa peculiariter, distinctim pleneque instructæ ac certioratæ extitimus, quibus aded omnibus & singulis aliisque ejusmodi quâcunque industriâ & ingenio excogitabilibus suffragiis, oppositionibus & exceptionibus, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa de assensu & auctoritate, ut suprâ, ex certâ nostrâ scientiâ animoque deliberato, ultro jurato renunciavimus & nun in virtute emissi juramenti denuò quàm solemnissimè renunciamus, sincerè, remoto omni dolo.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis Instrumentum à Nobis desponsata Maria Josepha, Regiaque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Sicilia

læ Principiffa, Archiduciffa Auftriæ propriis manibus fubfcriptum, & appreffo noftro figillo munitum atque firmatum fuit, Viennæ die decimâ nonâ menfis Augufti anno poft Chriftum incarnatum millefimo feptingentefimo decimo nono.

(L. S.) MARIA JOSEPHA.

*Acceffion & Confirmation de la Renonciation précédente, par le Prince Roial & Electoral de Saxe, Frederic Augufte, &c.*

**N**Os Fridericus Auguftus Dei Gratiâ Regius Poloniæ & Lithuanix ac Electoralis Princeps, Dux Saxonix, Juliaci, Clivix ac Montium, nec non Angrix & Weftphaliæ, Landgravius Thuringix, Marchio Mifnix, ut & fuperioris & inferioris Lufatiæ, Comes Princeps Hennebergenfis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominus in Ravenftein, Notum teftatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerfis: Cùm Deo propitio factum fit, ut Sereniffimus & Potentiffimus ac Inviçtiſſimus Princeps ac Dominus Carolus, Divinâ favente clementiâ electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus, femper Auguftus, Germanix, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriufque Siciliæ Rex, Archidux Auftriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis.

&c.



&c. pro protestate & auctoritate, quâ pollet;  
 de voluntate & adfensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Domine Amaliæ colendissimæ tunc temporis Sponsæ, nunc Conjugis nostræ Genetricis, Nobis per dilectissimam suam ex Fratre Neptem Serenissimam Domnam Mariam Josepham, Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiducissam Austriæ, &c. &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die 10. Augusti a. c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ diserte Lege & conditione, ut Dilectio sua pro summâ centum millium florenorum Rhenensium dotis nomine eidem in Contractu matrimoniali constitutis, statutoque tempore numerandæ; omni paternæ avitæque successionis & hæreditatis juxta morem in inclytâ Domo Austriaca jam dudum receptum, & subindè per pacta ac subsequentes declarationes, & in specie per declarationem die 29. Aprilis 1713. vim legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obvenientem ac propediem in oranibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sux Majestatis Consare Regio-Catholicæ promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solemnî renunciet, ipsa verò id non modò Viennæ sub die 19. Augusti a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuanicæ stabuli Præfesto, Regiæ Sux Majestatis Poloniæ Campi-Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo, & arcani Consilii Bellici Præfide, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, scientibus & consentientibus Nobis

ante

ante consummationem matrimonii actu præstiterit, sed & eandem renunciationem hîc Dresdæ hodierno die infrâ scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & apromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

*(Inseratur Renunciatio à Serenissimâ Archiducissâ Mariâ Josephâ facta)*

**Q**UOD Nos Fridericus Augustus Regius Polonizæ & Lithuanizæ ac Electoralis Princeps, istam à Dilectione suâ perdilectissimâ Coniuge nostrâ ita factam, iteratamque Renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissâ lege, pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu, & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuisse profiteamur pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus, promittentes & caventes Nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclytâ Domo Austriacâ inter masculos jam dudum receptas, & subindè per pacta & receptiores declarationes Nobis apprimè cognitâs, ad fœminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statu-

statutum, quàm quoad stabilitatem in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Suâ Majestate Cæsareâ Regio-Catholicâ in præsens possessarum aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam, probatamque habere, semperque habituros, neque ullâ in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præsentibus manibus nostris subscriptas sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. mensis Octobris anni 1719.

(L.S.) FREDERICUS AUGUSTUS,  
R. P. P. & L. E. S.

*Accession & Confirmation de la Renonciation precedente, par le Roi Auguste de Pologne, Electeur de Saxe, &c.*

**N**Os Augustus Secundus, Dei Gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanix, Russiæ, Prussix, Massoviæ, Samogitiæ, Kyovix, Volhinix, Podolix, Podlachix, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniovixque; Dux Saxonix, Juliaci, Cliviæ, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Mareschallus & Elector, Landgravius  
Thu-

Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & superioris & inferioris Lusatiae, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, Notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wittenbergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adfensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominiæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis dilectissimo Filio nostro Serenissimi Principi Domino Friderico Augusto Regio Poloniæ & Lithuaniae, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniae, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & superioris ac inferioris Lusatiae, Comiti Principi Hennebergensi, Comiti Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Domino in Ravenstein, per dilectissimam Suam ex fratre Nepotem Serenissimam Dominiæ Mariam Josepham, Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiducissam Austriæ, &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die decima Aug. a: c. in futuram Conjugem desponsarit, eâ disertè lege & conditione, ut Dilectio sua pro summa centum millium florenorum Rhenensium dotis

nomine eidem in contractu matrimoniali constitutæ, nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ, avitæque successioni & hereditati, juxta morem in inclyta Domo Austriacâ jam dudum receptum, & subinde per pacta & subsecutas declarationes, & in specie per declarationem die 19. Aprilis 1713. vim legis sanctionis pragmaticæ & pacti familiæ perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suxæ Majestati Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solemni renunciaret; Ipsa verò id non modo Viennæ sub die 19. Aug. a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuanix stabuli Præfecto, nostro Campi Mareschallo, secretioris; Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii bellici Præside, Jacobo Henrico Comite à Flemming, sciente ac consentiente dilectissimo Filio nostro Friderico Augusto, Sponso ante consummationem matrimonii actu præstiterit, sed & eandem renunciationem hic Dresdæ hodierno die infra scripto Nobis Rege Augusto, & Filio nostro Principe Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

*(Inseratur renunciatio à Serenissima Archiducissa Maria Josepha, Viennæ facta.)*

**Q**uod Nos Augustus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ &c. Istam à Dilectione

ne

ne Sua perdilectissima Nuru nostra, ita factam iteratamque renunciationem, cui, velut praevia conditioni, ipse matrimonii contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptaverimus, adprobaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce litteris nostris sub praemissa lege, facto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate & adsensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuisse profiteamur, verbo Regio & Electorali pro Nobis Heredibusque nostris ac Successoribus promittentes ac caventes, nos praefatam renunciationem juxta Leges Primogeniturae in inclita Domo Austriaca inter masculos jandudum receptas, & subinde per pacta, recentiores declarationes, Nobis apprimè cognitae, ad feminas diserte extensas, atque vim pacti familiae perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitatem in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac ditionum à Sua Majestate Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore in praesens possessarum, aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam probatamque habere, semperque haburos, neque ullà in re illi unquam contraveni-turos, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam renunciationis acceptationem ejusque perpetuam observationem juramento

firmavimus. Atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas sigilla nostro muniti fecimus. Dresdæ die 1. mensis Octobris anni 1619.

AUGUSTUS, Rex.

G. Comes DE WERTHEN.

B. DE ZECH.

*Confirmation reiterée avec Serment de la Renonciation de la Serenissime Archiduchesse Marie-Joseph.*

CUM in Pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem Dominum Fridericum Augustum Regium Poloniæ ac Lithuanæ, itemque Electoralem Principem, Ducem Saxonæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & superioris ac inferioris Lusatæ, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominum in Ravenstein, & Serenissimam Principem Dominam Mariam Josepham, Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. die 10. Aug. a. c. initis Art. III. & V. conventum & à Regiæ Suxæ Majestatis Poloniæ, Suxæque Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, Magni Ducatus Lithuanæ stabuli Præfecto, Regiæ Suxæ Majestatis Campi Mareschallô, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii bellici Præsîde Jacobo Henrico Comite à Flemming.

ming, vigore specialis mandati promissum fuerit, ut solennem renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & Singulis à Sua Cæsarea ac Regis Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut alias de jure ad eam spectantibus, Regnis hereditariis, Archiducatus, Principatus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine ex veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientes juribus fecit, atque juramento corporali ante consummationem matrimonii Viennæ die 19. præfati mensis Augusti firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Josepha Archiducissa Austriæ hîc Dresdæ præsentè Suæ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc actum specialiter ablegato Ministro, iterare ac denuo juramento firmare, sed etiam Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Augustus secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernicoviæque; Dux Saxonæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Marschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ; ut & superioris & inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdenburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marchiæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravensstein, una cum ante fato Serenissimo Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxonæ Friderico Augusto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque observantiam veterum recentiorumque dispositio-



num divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maji anni 1621. & 1. Augusti anni 1635 nec non Leopoldi gl. m. de dato 12. Septembris anni 1703. præcipue vero & nominatim juxta declarationem à Sua modo feliciter regnante Cæsarea Regio Catholica Majestate, quoad successiōnem ejusque modum & ordinem detinens in Augusta Domo observandum die 19. Aprilis anni 1713. in vim Sanctionis pragmaticæ ac legis perpetuo valitoræ emissam, deponito ad Deum ejusque sanctum Evangelium solenni juramento se obstringere velint ac debeant, jamque à Cæsarea Sua Majestate ad hunc actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius Regius locumtenens, & supremus Burgravius Pragensis Joannes Josephus Comes de Wrybii, huc speciali mandato instructus, missus fuerit.

Hinc Nos Maria Josepha Regia Poloniæ ac Lithuanix nemque Electoralis Saxonix Princeps, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Archiducissa Austriæ &c. ea quæ in supra citata renunciatione ejusque articulis, punctis & clausulis continentur, & in ea antiquis jam allegatis ordinationibus, pactis & dispositionibus, præsertim verò ex declaratione ista 19. April. anni 1703. editâ ceu basi & fundamento nostræ renunciationis allegata, clare deducta, provisa, stipulata, promissa ac juramento die quo supra firmata jam fuerunt, sincere; fideliter & accurate observaturas, neque his ulla ratione, viâ aut modo sive directè sive indirectè contraventuras, neque ut ab iis à quocunque alio, sub qualicunque demùm prætextu aut

colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admissuras esse, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque nostris Heredibus, Posteris & Successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam renunciationem & respectivè adhesionem, cujus instrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. prælectum, & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus punctis, articulis & clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

*Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus  
Evangelium & omnes Sancti.*

**I** Temque Nos Fridericus Augustus Regius Poloniæ & Lithuanicæ, nec non Electoralis Saxoniæ Princeps, istam à per dilectissima Conjuge nostra Serenissima Principe Regia Poloniæ & Lithuanicæ itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Maria Josepha Archiducissa Austriæ &c. factam & à supra nominato Procuratore nostro Comite à Flemming in animam nostram juramenti solennijam Viennæ firmatam renunciationem & adhesionem in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam ad stipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profiteamur, Deoque omnipotenti pro Nobis heredibusque nostris ac successoribus vovemus ac juramus, quod præfatam renunciationem juxta Leges Primogenituræ inclitya Domo Austriaca inter Masculos jam dudum

Ff 4

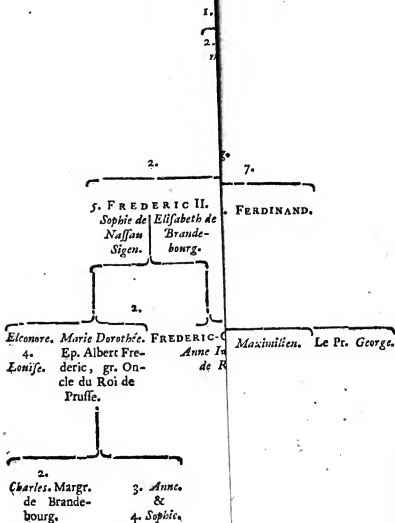
dum

dum receptas, & subinde per pacta & recentiores declarationes nobis apprimè cognitās, ad feminas diserte extensas, atque vim pacti Familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam, in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus ratam, probatamque habeamus, fideliterque observare debeamus & velimus.

*Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus  
Evangelium & omnes Sancti.*

**N**osque Augustus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanix, Dux Saxonix & Elector &c. à Dilectione Sua perdilectissima Nuru nostra Sereniss. Principe Regia Poloniæ & Lithuanix, itemque Electorali Saxonix, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Maria Josepha, Archiducissa Austriæ &c. ita factam à Procuratore nostro Comite à Flemming, nostro nomine Viennæ acceptatam, juramentoque in animam nostram confirmatam, & jam Nobis & perdilectissimo Filio nostro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxonix Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus hic iteratam renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam profiteamur, Deo omnipotenti pro Nobis Heredibusque nostris & Successoribus voventes & jurantes, istam renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subin-





On voit par cette  
du Marggrave *Alber*  
II. & aîné du Duc  
ces de *Hesse-Homb*  
ric II.

les *Kettlers*, les Enfans  
d'Enfant de *Frederic*  
près eux, les Prin-  
de, Sœur de *Frede-*

subinde per dicta & recentiores declarationes Nobis apprimè cognitæ ad feminas diserie extensas, atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam, in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, à Nobis hodierna die solemni Diplomate rati-  
habitam, gratam, probatamque habere nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut à quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus.

*Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus  
Evangelium, & omnes Sancti.*

**I**N fidem hujus reiteratæ renunciationis, adhæſionis & acceptationis instrumentum hoc propriis manibus à Nobis Augusto secundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxoniz &c. Nobis Regio Poloniæ ac Lithuaniz, itemque Electorali Saxoniz Principe Friderico Augusto, & Nobis Regia Principe Maria Josepha, subscriptum figillisque nostris munitum est.

Dreſdæ prima mensis Octobris anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L.S.) AUGUSTUS REX.

(L.S.) FRIDERICUS AUGUSTUS R. P. P. & L. E. S.

(L.S.) MARIA JOSEPHA R. P. P. & L. E. S. & A. A.

*Renonciations de l'Empereur Charles VI. & du Roi d'Espagne Philippe V. dont il est parlé dans l'Article XVIII. du Traité de Vienne Tome II. pag. 222.*

**N**Os Carolus VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiae, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusitiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Fretetis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiae, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post inmaturatione fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis Caroli II. Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam successionibus in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam pene Europam diu, foedeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus, adeo ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis,

his, reque maturè deliberatâ ac discussâ, die secundâ mensis Augusti hujus anni 1718. Londini Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Galliarum Regem Ludovicum XV. sub Tutelâ Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliarum pro tempore Regentis agentem: nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniarum Regem Georgium, Ducem Brunsvico Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi pacificationis, Foederumque Articuli conclusi, signatique fuerint, eo unice collimantes, quo alma pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis firmetur, inter eos verò qui adhuc diffident, quantocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublati è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur; ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus, ad mentem, & normam præcedentium, separationem perpetuam Coronarum Galliarum, & Hispaniarum, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatus possidere debemus, denuo immutabili Legi (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut statò inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere ac alia commoda, & emolumenta Nobis, ac his Principibus, qui istius pacificationis, Foederumque Socii sunt, aut his accedere vellent, asserere, prout latius in dictis conventionum Articulis continetur.

Cum



Cum verò istorum Tractatum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum & Indiarum à Nobis facienda. Quod Nos ob insitum nobis Pacis studium, atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorē, utque omnem à Nobis sinistrae suspitionis ansam removeremus, juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentarios nostros subscribi mandaverimus, scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis & Nationibus, in votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem & abdicationem devenimus, præsertim quod per illam ea quoque, quam Serenissimus & Potentissimus Princeps Phillippus V. Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliae pro se suisque Posteris sub 5. Nov. 1712. in favorem Serenissimi Ducis Aurelianiensis fecit, atque in Hispaniâ in legem abiit, nostræque ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem & effectum sortiatur, pariterque per eum illæ Renunciationes, quas Serenissimus Dux Bituricensis 24. die mensis Novembris 1712. Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianiensis die 19. ejusdem mensis & anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses 11. die mensis Aprillis 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam Lege statuum sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliae & Hispaniæ, in

unam

unam eandemque Personam, nec in unam eandemque lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis induc-  
ti, neve optatissimam Pacem universalem,  
quietemque Europæ, quæ in binâ istâ Renun-  
tiatione consistere censetur, diutius remorare-  
mur, animo deliberato ac maturo consilio,  
vigore præsentium cedimus, abdicamus & re-  
nuntiamus pro Nobis, Hæredibus, Descen-  
dentibus & Successoribus nostris, Maribus &  
Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Ac-  
tionibus & Prætensionibus, quæ Nobis in Re-  
gna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque  
Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajecten-  
ses, & per hos præfato Hispaniarum & India-  
rum Regi concessas, competunt, aut compe-  
tere possent, idque omne jus nostrum in mo-  
do dictum Serenissimum Principem Philippum,  
Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque  
Posteris, Hæredes ac Successores, Mares &  
Fœminas, his verò quomodocunque deficien-  
tibus, in Domum Sabaudicam, juxta præfati  
Tractatûs tenorem, ac in eo statutum succe-  
dendi ordinem, videlicet in Serenissimum mo-  
dernum Sardinia Regem, Ducem Sabaudia,  
Pedemontii Principem, Victorem Amadeum,  
ejusque Filios & Descendentes Masculos ex  
legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus  
Progenie Masculinâ, in Principem Amadeum  
à Carignano, ejusque Filios & Descendentes  
Masculos ex legitimo Matrimonio procrea-  
tos: & deficiente quoque hujus Progenie Mas-  
culinâ, in Principem Emanuele de Sabau-  
diâ, ejusque Filios & Descendentes Masculos  
ex legitimo Matrimonio natos: iisque defi-  
cientibus in Principem Eugenium à Sabaudiâ,  
ejus-

ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharinâ Regis Philippi II. Filiâ oriundos, ex certâ scientiâ spontè librèque harum vigore transferimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis, nostris Hæredibus, Descendentibus & Successoribus nostris omnibus rationibus & juribus, quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocunque, siue jure Sanguinis, siue ex Pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competerè quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes ac statuantes, eam habere vim Legis publicæ & Sanctionis pragmatice, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expressè derogamus, suppletes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, styli, & observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus etiam læsionis enormis & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, spontè, & ex certâ scientiâ, enunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, serio sancteque spondentes, Nos sæpe fatam Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes & Successores in tranquilla & pacificâ possessione dictorum Regnorum esse per-

permissuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos aut molestaturos, quin Bellum, quod ipsis pro revindicandis dicti Regnis à Nobis aut Successoribus nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum, bellum è contra quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si fortè ad hunc Renunciationis nostræ Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini novissimè inito, qui unica basis, regula ac norma hujus nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo nostro Cæsareo Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Successionis, Abdicationis & Renunciationis Instrumento continentur, sanctè, religiosèque observaturos, cum Nos, tum à nostris Posteris & Successoribus Subditisque nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicationis & Renunciationis Actum juramento corporali, à quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petam, aut etiam ultro oblatam admitteremus, tactis SS. Evangiliis in præsentia Testium infracriptorum firmavimus, præsenque Renunciationis Instrumentum manu propria subscriptum Cæsareo Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniae Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo in ip-

so Traſtatu præſcriptis, extradendum. Acta hæc ſunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum noſtrorum Romani ſeptimo, Hiſpaniarum decimo ſexto, Hungarici verò & Bohemici oſtavo.

## CAROLUS.

**N**OS PHILIPPUS, Dei gratiâ Rex Caſtiliæ, Legionis, Ariagoniæ, utriuſque Siciliæ, Hierololymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Galliciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardinia, Cordubæ, Corficæ, Murcia, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, & Mediolani, Comes Habſburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcelonæ, Dominus Biſcayæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquam, poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, durum diuturnumque bellum ortum fit, quod univerſam penè Europam diu fœdeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere Conventus adeò ex integro ſuffecerint, quin recens in Italiâ bellum eruperit, Divinâ bonitate factum eſſe, ut collatis amicis conſiliis, reque maturè deliberatâ ac diſcuſſâ, die ſecundâ menſis Auguſti Anni 1718. Londini inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Gallia Regem Ludovicum XV. ſub Tutela Sereniſſimi Principis Philippi Ducis Aurelianenſis, Regni Gal-

Galliæ pro tempore Regentis agentem, nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvico Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerunt, eo unice collinantes. quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos vero qui adhuc dissident, quantocyus revocetur ac reflorescat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublati è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur: ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Hispaniæ & Galliæ denuò immutabili lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes virium æquilibrium, justaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis Fœderumque socii sunt, aut iis accesserunt, asserere, prout latius in dictis Conventionum Articulis continetur.

Cum verò istorum Tractatum partem constituat renunciatio in Regna, Ditiones & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatus obvenient; abdicationeque universorum Jurium, Regnorum & Provinciârum in Italiâ, quæ olim ad Monar-

chiam Hispanicam pertinuerunt, à Nobis facienda.

Quod Nos op infitum Nobis Pacis studium atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentior, utque omnem à Nobis sinistrae suspicionis ansam removeremus, Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones & Provincias cedere decrevimus, Dictumque Tractatum die 26. Januarii nupere Madriti cum ipsi acceptaverimus, tum à Plenipotentiario nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & die decimâ septimâ Februarii proximè elapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum impendentemque tot Populis & Nationibus, in votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum & Jurium cessionem & abdicationem devenimus, præsertim, quod per Cæsaris in Hispaniarum Indiarumque Regna renunciationem jam ea quoque renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliae pro Nobis nostrisque Posteris sub quinta Novembris Anno millesimo septingentissimo duodecimo in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renunciationes, quas Serenissimus olim Dux Bituricensis vigesimâ quartâ die mensis Novembris Anno millesimo septingentissimo duodecimo, Martii, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die deci-

dicimâ nonâ ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses undecimâ die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuerunt, convalidentur, atque aded perpetuâ & immutabili jam lege statutum sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ & Hispaniæ in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem quietemque Europæ, quæ in binâ istâ Renuntiatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus & renunciamus pro Nobis, Successoribus, Descendentibus & posteris Nostris, Maribus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus & Prætensionibus, quæ Nobis in suprafata Regna, Ditiones ac Provincias à Suâ Majestate Cæsareâ in Italiâ & Belgio in præfens possessa, & vi præfati Tractatûs possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Finalensem à Suâ Majestate Cæsareâ Reipublicæ Genuensi Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cessum, disertè quoque Regna Siciliæ atque Sardinia juxta leges in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaream ejusque Hæredes, Successores ac Posteris perpetuis futuris temporibus, sublato penitus omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ, remanere: Regnum & Insula verò Sardinia ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardinia, Ducem Sabaudia retrocedi



& tradi, reservato in illud, quando Posteritas atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiniae Regis deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniae Reversionis Jure, debeat; idque omne Jus nostrum ad prædicta Regna, Ditiones & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Sua Majestate Cæsareâ possessa & possidenda, in modo dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores ac Posteris, Mares & Foeminas, ex certâ scientiâ, spontè, liberèque harum vigore transferimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis nostrisque Hæredibus, Descendentibus & Successoribus nostris, omnibus rationibus & juribus quæ Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones & Provincias quomodocunque, five Jure Sanguinis, five ex Pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum Ditionum ac Provinciarum in Italiâ & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis, & speciatim ab Ordinibus Regni, quas vulgò *las Cortes* appellant, recipiatur; executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expresse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris & Facti, Styli & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis

ciis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, spontè & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, seriò sanctèque spondentes nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Pòsteros, Hæredes ac Successores utriusque Sexûs in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispaniæ pertinuerunt, atque à Sua Majestate Cæsareâ acturum jam possidentur, vel quæ & quas vi Tractatûs ei cessimus, aut cedere debemus, esse permissuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos aut molestaturos, quin bellum, quod ipsis pro revindican-dis dictis Regnis, Ditionibus ac Provinciis à Nobis aut Successoribus nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum, bellum è contra, quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus, ab iis qui in istam Regnorum, Ditionum ac Provinciarum Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si fortè ad hunc Renunciationis nostræ actum aliquid amplius quàm hîc expressum est, desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini inito, qui unica basis, regula ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus, Verbo nostro Regio promittentes ea omnia quæ in hocce Cessionis Instrumento continentur,

sanctè religiosèque observaturos, tum à nostris Posteris & Successoribus Subditisque nostris esse curaturos observari.

In cujus fidem ; vim , majusque robur , hunc Cessionis & Renunciationis Actum fieri mandavimus , juramento corporali , tactis sanctis Evangeliiis, interposito, à quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam , aut etiam ultro oblatam admittemus. Præsensque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscripsimus, coram infrascripto nostro Statûs Secretario , & ad hunc Actum auctoritate Regiâ Notario Publico creato, Regioque nostro Sigillo munivimus, in presentiâ Festium, scilicet: D. Caroli de Borza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique nostri Capellani & Elemosinarii, D. Restayni Cantelmi Ducis de Popoli, Velleris Aurei insignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, nostrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò *Guardias de Corps* Præfecti; D. Alvari Bazan & Benavides, Marchionis Sanctæ Crucis, Regiæ nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Serenissimæ Regiæ Domûs Moderatoris; C. Ildefonsi Manriquez Ducis del Arco, pariter Regiæ nostræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris, D. Victoris Amadei Ferreri Fiescii Principis de Matserano, insignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac nostrorum Exercituum Generalis Locum tenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Instrumento Sux Cæsareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die

*Négociations, Mémoires & Traitez.* 471  
die vigesima secunda Junii, Anno millesimo  
septingentesimo vigesimo.

(L.S.) PHILIPPUS R.

Les Conclusions que la dernière Diète de Pologne tenuë à Grodno a prises touchant le Duché de Courlande semblent intéresser les Puissances qui ont à cœur la Paix du Nord, c'est pourquoi nous avons jugé à propos de joindre ici les principales Pièces qui concernent cette affaire, après avoir donné une idée de l'état de cette Succession.

„ La Courlande est un ancien Duché qui  
„ autrefois faisoit partie de la Livonie, apar-  
„ tenoit à l'Ordre Teutonique, & avoit séan-  
„ ce dans la Diète de l'Empire, où il est  
„ encore appelé & où il a sa chaise renversée.  
„ Il comprend deux parties, la Courlande  
„ propre & le Semigalle; il est devenu Etat  
„ souverain quoique dépendant de la Pologne,  
„ en 1561. que le Grand Maître de l'Ordre  
„ Teutonique Godhart Kettler renonça à  
„ l'Ordre, & ayant signé & juré à Wilna le  
„ 28. Novembre le Traite nommé les *Pacta*  
„ *subjectionis*, il fut proclamé au nom du Roi  
„ de Pologne Duc de Courlande & de Semi-  
„ galle, mais avec les mêmes droits de Sou-  
„ veraineté qu'il possédoit auparavant, comme  
„ celui de battre monnoye que les Rois de  
„ Pologne n'ont pas, & un pouvoir absolu  
„ dans le spirituel comme dans le temporel  
„ puisqu'il est en Courlande *summus Episco-*  
„ *pus* ou Chef de l'Eglise. Outre cela il fait  
„ les Loix & leve les Taxes avec le consen-  
„ tement des Etats du Pais, en un mot le

„ Duc de Courlande possède ce Duché de la  
 „ même maniere que l'Electeur de Brande-  
 „ bourg possède la Prusse, ce qui paroît par  
 „ les Lettres d'Investiture ; où il est dit, nous  
 „ lui conferons le titre de Duc de la même  
 „ maniere & avec les mêmes Dignitez, Hon-  
 „ neurs & Privileges qui ont été accordez à  
 „ l'Illustre Duc de Prusse.

„ En un mot, pour donner une idée de l'in-  
 „ dépendance de ce Duc, il suffit de remar-  
 „ quer que c'est un *Fief offert* & non *donné*,  
 „ & que le Duc de Courlande a droit de te-  
 „ nir un Ambassadeur à la Cour du Roi de  
 „ Pologne; & voici avec quelle solemnité il  
 „ reçoit l'Investiture par les Ambassadeurs.  
 „ Ceux-ci sont ordinairement reçus à un de-  
 „ mi mille de Varsovie par le premier Sé-  
 „ crétaire d'Etat, dans le Carosse du Roi  
 „ environné des Laquais & des Heidukes de  
 „ la Couronne. Là, après les complimens,  
 „ ils entrent dans le Carosse du Roi dans le-  
 „ quel ils font leur entrée: tous les Ambas-  
 „ sadeurs étrangers, plusieurs Princes & Se-  
 „ nateurs du Royaume leur font un Cortège  
 „ nombreux de leurs Carosses, qui sont pré-  
 „ cedez de la Noblesse & des Officiers du  
 „ Roi à Cheval, & ce Cortège est fermé par  
 „ une Compagnie des Gardes à Cheval.

„ Le jour qu'ils reçoivent l'Investiture, le  
 „ Châtelain de la Couronne & le Secrétaire  
 „ d'Etat vont les prendre à leur Hôtel dans  
 „ les Carosses du Roi, au bruit des tambours  
 „ & des trompettes, arrivez aux degrés de  
 „ la Porte de fer; trois Maréchaux, deux  
 „ de la Couronne & un de Lithuanie portant  
 „ leurs grands Bâtons à la main viennent les

„ rece-

„ recevoir pour les conduire au Trône où le  
„ Roi est assis & les Sénateurs debout à droit  
„ & à gauche: après qu'ils ont prononcé leur  
„ Harangue & reçu des mains du Roi l'Eten-  
„ dard aux Armes du Roi d'un côté & à celles  
„ du Duc de l'autre, ils s'asséioient sur le Trô-  
„ ne & se couvrent en présence du Roi pen-  
„ dant que leurs Gentilshommes sont admis à  
„ baiser la main à Sa Majesté & ensuite ils  
„ sont reconduits à leur Hôtel dans le même  
„ ordre.

„ Voilà la pompeuse Cérémonie qui s'est  
„ observée lorsque le Roi Jean Sobieski don-  
„ na l'Investiture au Duc de Courlande Frere  
„ du Duc Ferdinand à présent regnant. Que  
„ l'on juge & par les circonstances de ces Cé-  
„ remonies & par ce que nous avons dit aupa-  
„ ravant, de la nature de ce Fief & combien  
„ il est distingué des autres. Ajoûtons que  
„ l'on a vu les Ducs de Courlande Media-  
„ teurs entre les Rois de Pologne & leurs En-  
„ nemis comme au Traité de 1636. entre le  
„ Roi de Pologne & la Reine Cristine; qu'ils  
„ font des Alliances avec leurs Voisins com-  
„ me le Duc Jacques qui en fit une avec le  
„ Czar de Russie auprès duquel il tenoit un  
„ Ambassadeur; qu'ils reçoivent des Ambassa-  
„ deurs des Têtes Couronnées; qu'ils peuvent  
„ mettre sur pied 15. à 18. milles hommes,  
„ que ci-devant ils ont eu sur Mer jusqu'à 40.  
„ Vaisseaux, dont 20. portoient depuis trente  
„ jusqu'à 80. pièces de Canons, enfin qu'ils  
„ se disent dans leurs titres, par la Grace de  
„ Dieu Duc de Courlande, &c. que les Rois  
„ de France. les traitent de Cousins, & que  
„ l'Emp. leur donne l'Illustrissime, & la Re-  
„ „ publique

„ publique de Pologne l'Illustrissime & très-Haut.

„ La Famille de Godhard Kettler y a régné jusqu'à présent sous sept Ducs qui sont  
„ Godhard, Frederic I., Guillaume, Jacques,  
„ Frederic II., Frederic Guillaume & Ferdinand. Celui-ci Fils du Duc Jacques &  
„ de Louise Charlotte de Brandebourg, Sœur  
„ du Grand Frederic Guillaume a succédé à  
„ son Neveu qui n'a pas laissé d'enfans de son  
„ mariage avec la Princesse de Russie Anne  
„ Iwanowna, Niece de Pierre le Grand & Fille  
„ du Czar Iwan Alexiewitz. Le Duc  
„ Ferdinand avoit été Regent du Duché depuis la mort de son Frere Frederic en 1698.  
„ jusqu'en 1710. & il succéda à son Neveu en  
„ 1711. dans le tems que les Russiens étoient  
„ maîtres du Duché qu'ils avoient conquis sur  
„ les Suedois, qui s'en étoient rendus les  
„ maîtres avant la Bataille de Pultawa.

„ Le Duc Ferdinand est Catholique Romain & par conséquent peu agréable à ses  
„ Sujets, & il n'a pas d'Enfans, voilà la source des troubles dont la Courlande est menacée & auxquels la Russie est obligée de  
„ prendre part, tant par l'Alliance qu'elle a  
„ avec ce Duché, que par la protection qu'elle doit accorder à la Duchesse Douairière  
„ & par un intérêt de convenance, puisque  
„ ce Duché sert de Barriere, ou plutôt de  
„ rempart à la Livonie par rapport à la Russie  
„ & à la Pologne.

„ Aujourd'hui la Republique de Pologne  
„ prétend réunir absolument ce Duché à la  
„ Couronne, quoique jamais elle n'ait voulu  
„ admettre les Ducs comme Membres de la

„ Ré-

„ République, & elle veut partager la Cour-  
„ lande & le Semigall en Palatinats. C'est  
„ ainsi que la Mazovie, qui étoit un Duché  
„ au moins aussi puissant que celui de Cour-  
„ lande, puisque les Ducs de Prusse, de Cour-  
„ lande, & de Mazovie étoient trois Souverains  
„ égaux relevant de la Couronne; c'est ainsi,  
„ dis-je, que la Mazovie a perdu sa liberté &  
„ ses droits, & que ce Duché, dont les maî-  
„ tres souvent n'ont pas reconnu les Rois de  
„ Pologne, & où on comptoit 40 mille Gen-  
„ tilhommes, n'est plus connu que sous  
„ les noms de trois Palatinats que l'on en  
„ a fait.

„ On me demandera si la race des Kettlers  
„ n'a donc plus d'Héritiers; pour reponce je  
„ renvoye le lecteur à la Généalogie ci-join-  
„ te. Quoiqu'il en soit, la reunion de la Cour-  
„ lande aiant été agitée depuis quelques an-  
„ nées dans la diète de Varsovie & dans celle  
„ de Grodno, & les Etats du Duché de  
„ Courlande craignant les suites de cette réu-  
„ nion & de la division en Palatinats, qui ne  
„ peuvent être que fatales à leur liberté &  
„ sur tout à leur Religion, puisque selon tou-  
„ tes les aparances ces Palatinats ne seroient  
„ jamais conferées à des Courlandois, mais à  
„ des Polonois ou Lithuaniens Catholiques,  
„ ils resolurent de prévenir la résolution que  
„ l'on pouvoit prendre sur cela, & en vertu  
„ des droits qu'ils prétendent avoir d'élire  
„ leurs Ducs comme autrefois; ils on pro-  
„ cédé à l'élection éventuelle d'un Duc pour  
„ succéder à Ferdinand & leur choix est tom-  
„ bé sur le Comte Maurice de Saxe, fils na-  
„ turel du Roi Auguste, en faveur duquel ils  
„ se



„ se sont determinez tant à cause de son me-  
 „ rite , étant un Prince le plus accompli que  
 „ l'on puisse trouver , que pour faire connoître  
 „ à la Republique qu'ils ne cherchoient pas à  
 „ se soustraire de sa protection , puisqu'il est  
 „ apparent que le fils du Roi n'ira pas contre  
 „ les intérêts de son Père; ils ont cru par cet  
 „ expedient aplanir toutes les difficultez , pré-  
 „ venir les plaintes & conserver leurs droits,  
 „ privileges, liberté, & Religion. Mais cet  
 „ expedient n'a pas eu le succès qu'ils en at-  
 „ tendoient; les Polonois ont passé sur toutes  
 „ sortes de considerations, & après avoir con-  
 „ damné cette Election dans la Diète de Grod-  
 „ no, où le Comte Maurice de Saxe fut trait-  
 „ té, ou peu s'en fallut, comme un traître à  
 „ l'Etat , une Commission envoyée en Août  
 „ 1727. dans la Courlande s'y conduisit avec  
 „ tant de dexterité qu'elle obtint des Deputez  
 „ des Etats les Actes de l'Election & de leurs  
 „ engagements avec le Comte Maurice, qui  
 „ fut chassé de vive force du Duché; & les  
 „ Commissaires après avoir cassé de nouveau  
 „ l'élection , ont mis les choses au point que  
 „ la Republique divisera la Courlande en Pa-  
 „ latinats quand elle voudra si quelque voisin  
 „ ne s'y oppose. Voici un Ecrit publié en Po-  
 „ logne sur ce sujet & l'acte solennel de la  
 „ subjection de la Courlande à la Couronne  
 „ de Pologne.



*Questions sur l'Etat de la succession au  
Duché de Courlande & Semigall.*

Q U Æ S T I O I.

**Q**uis Status Regiminis illo casu existente secundum LL. & consuetudines prædictorum Ducatum sperari vel stabiliri possit?

*Responsio.* Hunc præsentem potius tantum continuari quam introduci, nec alium Statibus Curlandicis obtrudi posse; Cum enim 1. Pacta Legem dent contractibus, & olim anno 1561. Status Livoniæ se libere Serenissimo Regi Sigismundo Augusto & inclitæ Reip. Polonorum in genere sequentibus conditionibus subjecerint, ut totius Livoniæ proprie sic dictæ incorporatio immediate Reipublicæ fieret; Curlandiæ vero & Semigalliæ mediate per Regimen Illustrissimorum Curlandiæ Ducum; Idque in Gotthardo tum temporis Ordinis Magistro per pacta Subjectionis principium sumpserit, atque ad præsentia tempora in Celsissima ejus familia per litteras Investituræ continuatum sit, inde sequitur, quod Familia hac decedente, alia & quidem Nationis Germanicæ substitui debeat, nisi 2. Serenissimus Rex & Respublica pactis conclusis velint contrariari atque aliam regiminis Formam contra pacta introducere, quod 3. Serenissimus Rex & Respublica eo minus secundum Jura sibi arrogare & prætereendere possunt, cum sæpe dicti Ducatus sint Feudum oblatum, uti ex allegatis Pactis

per expressa verba luculenter apparet, adeoque non tanquam armis devicta Gens, quæ Leges à Victoris accipere teneatur, sed quæ leges & conditiones subjectionis secum attulit, considerata sit: quia 4. ad Poloniam Titulo lucrativo accesserit, cum altero & quidem maxima pars Livoniæ immediate Regno Poloniæ incorporata sit, atque usque pacta Olivenfia Ao. 1662. manserit, in qua consideratione 5. Gotthardus piæ memoriæ in Testamento suo Mitaviæ die 23. Febr. 1587. condito apud Serenissimum Regem Poloniæ instantiam fecit, ut deficiente stirpe Masculina suæ Familiæ, Regimen prædictorum Ducatum per Magistratum Germanicum Augustanæ Confessionis continuaretur.

Nec obstat 1.) per prædicta pacta Olivenfia Livoniam omissam atque Regno Sueciæ cessam esse, adeoque cessante causa cessare effectum pactorum Subjectionis de anno 1561. namque.

*Resp. 1.* Status Curlandiæ non fuisse in culpa hujus factæ Cessionis Livoniæ per pacem Olivensem, sed injuriam temporum, atque sufficere, quod primis temporibus atque circa Subjectionis Tempus Livonia Reipublicæ revera accesserit, eique sit incorporata.

*Resp. 2.* Quod magna pars Livoniæ, nunc ad differentiam cessæ, Livonia Polonica dicta, Reipublicæ adhuc dum integra permanferit, atque ab inclita Republica usque in hodiernum diem possideatur, præterea forsitan ex gratia divina recuperatio amissæ seu potius cessæ Livoniæ per subsequituram pacem feliciter sperari possit.

Nec

Nec obstat 2.) constitutio de anno 1589. juxta quam decedente præfente Celsissimorum Curl. Ducum stirpe Ducatus Curlandiæ & Semigalliæ immediate Reipublicæ incorporari atque in Palatinatus & Capitaneatus distribuî debeat, namque.

*Resp.* Quod Rex & Respublica in præjudicium Pactorum & Privilegiorum per pacta acquisitorum absentibus Curl. Statibus ex prædictis 5. rationibus nil potuerant concludere, nisi hoc absurdum sequi deberet, quod Reges & respublica contra omnia jura Authoritatem & potestatem prætenderent, pacta publica in fciis & inauditis Interestatis limitare, mutare, imo plane tollere posse.

## Q U E S T I O II.

An subsecutura Ducum Familia præcise ex Germana Natione Augustanæ Confessionis esse debeat?

*Resp.* Quod sic : 1. quia expressa verba pactorum Subjectionis hoc decidunt. 2. Quia contra Dignitatem Equestris Ordinis Curlandici esset, alieno, quam propriæ Nationis Domino subjectum esse. 3. Quia cum alterius Nationis principe, diversi mores in præjudicium præsentium non raro metuendi essent.

Nec obstat in pactis subjectionis, de Principe quod Nationis Germaniæ debeat esse, nil plane, sed saltem de Magistratu id ipsum expressum esse, adeoque etiam Principem alterius Nationis constitui posse, namque.

*Resp.* Secundum Politicos & Publicistas,  
Hh 2 per

per vocem Magistratus in excellentiori significato, semper Supremum Magistratum seu Principem intelligi, quod in pactis Subjectionis per vocem Magistratus eò magis significari inde colligi potest, quia 2. sensus ibidem reperitur negativus, adeoque exclusio omnium Magistratum, præsertim vero Supremi sive Principis exteræ nationis necessario inde colligi possit. 3. Quia si Princeps diversæ Nationis introduci posset, infallibiliter sequeretur, quod contra verba pactorum alius quam Germanicæ Nationis Magistratus in Curlandia esse possit, absurdum autem foret, Principem inter personas Magistratus referri non debere, adeoque in effectu eadem semper manere debeant, cum itaque primus Princeps Nationis Germanicæ sit constitutus, sequitur, quod etiam futuris in æternum temporibus semper tantum Princeps Germanicæ Nationis in Curlandiæ & Semigalliæ Ducatibus esse debeat: quia 5. Exemplo S. Rom. Imperii semper mos ille inter Germanicæ populus jam viguit suæ nationis tantum habere Principes.

### Q U Æ S T I O III.

An Serenissimus Rex, vel Respublica, vel Equestris Ordo novum Principem, & quidem, an ex prædictis tribus quis abdicative, an verò omnes très cumulative eligere & constituere possint?

*Resp.* Ordinem Equestre habere jus & facultatem Principem eligendi & Serenissimo Regi tanquam Domino directo præsentandi i. quia illa consuetudo in Regno Poloniæ per  
li-

liberam Electionem Regum introducta atque Equestris Ordo Ducatus Curlandiæ & Semigalliæ facto suo non possit hoc Privilegio Regni Poloniæ privari. 2. Quia alias totus Equestris Ordo minus haberet Juris, quam pauperimus Nobilis Polonus, cum Rex Poloniæ nemine contradicente adeoque omnibus consentientibus eligi debeat, toti autem Equestri Ordini Princeps etiam nolentibus & contradicentibus omnibus hac ratione obtrudi posset, quia 5. Exemplum liberæ electionis & præsumptionis Serenissimo Regi Uladislao in Celsissimo Duce Jacobo jam dum exstat, cum enim Dux Fridericus nullos Hæredes haberet, Dux Wilhelmus autem tanquam Feloniæ reus cum omnibus Descendentibus mediante Decreto Comitiali à Successione exclusus esset indeque Apertura evidens exstaret, atque Uladislaus sic stantibus rebus intenderet, Feudum Curl. in fratrem tum temporis adhuc Principem Poloniæ Johannem Casimirum devolvere, Status Curl. devota supplicatione & multis rationibus se opposuerunt, atque per suos Deputatos, testantibus actis Archivi, Jacobum, Wilhelmi Filium Uladislao præsentarunt, isque in fundamento prætensi juris Nobilitates Ducatus propter feloniam patris amissos, tanquam feudum novum obtinuit.

Nec obstat, quod hac ratione Serenissimo Regi Poloniæ, tanquam Domino directo summum præjudicium contra communia jura feudalia causaretur, cum Domino directo competat de vacantibus feudis disponere, namque.

*Resp.* Jura feudalia fundari in consuetudinibus

bus Locorum, adeoque cum in ipso Regno Pol. Electio Regis Statibus competat, atque Ordines Ducat. Curl. & Semigalliae in possessione eligendi Ducem per exemplum Ducis Jacobi constituti sint, nullum praedictum Serenissimo Regi inde fieri dici possit, cum tale jus non Regi, sed Statibus competat, atque jam satis magna circa hoc negotium versetur Praerogativa in illo, quod Neoelectus Regi ad investiendum praesentari debeat, indeque Cels. Curl. Duces Feudatarii Principes Regum & Membra Reipublicae in pactis Subjectionis & Investituris nominentur.

#### Q U E S T I O IV

An Statibus Curlandiae & Semigalliae magis conducatur, Electionem novi Principis usque ad existentem casum Aperturae differre, aut illo non expectato ad illam eventualiter progredi?

*Resp.* Quod videatur magis conducere Electionem accelerari, quam differri, 1. cum hac ratione omne periculum avulsionis evitari possit, dum 2. Neoelectus pro interesse suo invigilaret, quia 3. Forsitan etiam exactiones praesentes praecaveri possent, & denique 4. nunc tamquam tempore belli & in turbulento quodammodo Rex Poloniae Statu facilius Ordines jus suum Electionis manutenere possunt, quod pacatis & tranquillis temporibus in fundamento allegatae Constitutionis de an. 1589. ipsis denegaretur, vel ad minimum absque dubio disputaretur.

Nec obstat, quod Cels. Curlandiae Dux adhuc

huc in vivis, sit, adeoque in ejus præjudicium de novo Duce nondum cogitari posse, namque.

*Resp.* Nullum imminere Cels. Duci exinde periculum, salvo ejusdem jure eventualis sit Electio; pari modo uti tempore Friderici Dux Jacobus à Rege Uladislao præsentatione à Statibus facta inauguratus est.

## Q U E S T I O V.

An non magis prodesset Statibus Curl. Reipublicæ immediate incorporari, atque Apertura existente Ducatus Curlandæ & Semigallæ in Palatinatus & Capitaneatus dividi?

*Resp.* Quod equidem Statibus Curl. liberum sit, immediate accedere ad Rempublicam, cum quivis juri pro se introducto renunciari possit: Placere tamen negativam 1. quia omnis mutatio præsertim in LL. fundamentalibus periculosa, & quidem 2. eo magis in præfenti casu, propter periculum Religionis, Libertetis & bonorum; cum experientia in Prussia Regia & Livonia Polonica testetur, quod omnes fere Germanicæ familiæ sint exterminatæ cum Religione Augustanæ Confessionis.

Nec obstat, hac ratione ad instar Nobilitatis Livonicæ secundum ordinationem Livonicam Curl. Nobilitatem. Dignitatem Senatoriam cum voto & Sessione in Comitibus, nec non perceptionem Oeconomiarum Ducalium sperare posse, nec opus habere, Duci subiectum esse, namque.

*Resp.* Talia quidem circa Incorporationem



promissum, sed futuris temporibus raro servatum iri, nisi quod antiquis Incolis extinctis Poloni & Lithuani Jura conclusa melius & securius sit, sub bono Duce antiqua Privilegia conservari, quam cum periculo antiquorum nova acquiri.

## Q U E S T I O VI.

Quis eligendus sit?

*Resp.* Illam difficillimæ quidem videri, sed effectu esse facillimæ resolutionis, commodius tamen discursu quam scriptis dari posse. In genere tamen eligendum videri ex tenore Pactorum Subjectionis Natione Germanum & Augustanæ Confessionis, Principem præterea potentem & vicinum, qui Status Curl. melius quam huc usque factum, tueri posset, imprimis Regi & Reipublicæ gratum, & præsertim si haberi possit, confœderatum, ne Rex & Respublica causas quasdam fundatas Dissensus in præsentatione Ducis allegare possent.

Hæc tamen scripta volanti & simplici calamo requisitionem amicam absque præjudicio cujusvis, salvo melius sententium Judicio, sincera tamen atque absque omni intuitu interesse cujusdam congesta sunt: Majori cum fundamento proponenda, si tempus commodum se offerat.



*Pactes & Conditions auxquelles Gothard Kettler, Maître de l'Ordre Teutonique, soumit la Livonie & la Courlande au Royaume de Pologne, conclues à Wilna le 28. Nov. 1561.*

Sigismundus Augustus Dei gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanix, Russiæ, Prussiæ, Mæsviæ, Samogitiæ Livoniæque Dominus & Hæres; Significamus præsentibus litteris nostris universis & singulis, quorum interest, cum terra Livoniæ nobis ex parte magni Ducatus nostri Lithuanix & vicinitate, & multis partim antiquis partim novis pactis & foederibus devincta & consociata, jam ab aliquod annis immanissimi hostis Moschi crudelibus armis, incendiis & vastationibus propemodum funditus eversa ac desolata esset, ita ut extrema quæquæ illi imminerent, nec quidquam certius esset quam quod ad primam quamque incursionem illius præpotentis hostis illud quod reliquum, tam in Diæcesi Rigenfi quam in terris Magistri Ordinis Teutonici fuerat, similibus cladibus excinderetur & in durissimam servitutem hostilem veniret; quemadmodum jam magna pars propter multarum civitatum, arcium, propugnaculorum amissionem venerat, & ob maximam in omnes partes depopulationem vastitatemque ferro atque igni in eâ allatam & propter quotidianas incursiones magnumque hostis ad ejus reliquias occupandas apparatus ad eam angustiam & difficultatem Ordines illius redacti essent

H h 5

sent, ut nequaquam opibus viribusque propriis statum suum defendere atque à ferâ servitute & crudelitate hostili tueri ac vindicare possent.

Ideo Illustrissimus & Magnificus Dominus Gotthardus Equestris Ordinis Teutonici in Livoniâ Magister, Nobilitas, Civitates, Statusque & Ordines illius universi, dum & omnia domestica consilia sua convulsa, & se ab aliorum præsiidiis præsertim Sacræ Cæsareæ Majestatis & Statuum Romani imperii destitutos animadverterent, à vicino etiam Rege Sueciæ terra marique peterentur, tam suo quàm civitatum aliorumque Ordinum Livoniæ crebris internunciis & litteris præsentem calamitatem & gravissimum periculum nobis exposuissent, multisque precibus opem & auxilium nostrum implorassent.

Nos & commiseratione afflictissimæ Provinciæ & amore totius Reipublicæ adducti, ne & barbarus hostis latius pro suâ libidine in populo grassaretur, dedimus negotium Illustrissimo Principi Domino Nicolao Radziwil, Duci in Olkia, Nischewiz, Palatino Vilnensi, &c. ut iterum in Livoniam properaret, & primo quoque Rigam peteret, ibique tam cum ipso Magistro quam cum illius Ordinibus ac Civitatibus de memoratæ Provinciæ defensionis ratione tractaret. Cumque in illis Tractatibus ab omnibus perspiceretur, nisi communibus viribus tum Polonorum quàm Lithuanorum defensio suscipiatur, non posse potentiam hostilem reprimi, Polonorum verò auxilia, nisi deditio quoque ad Regnum Poloniæ, non solum ad magnum Ducatum Lithuanicæ fiat, nequaquam adduci posse, Tandem

dem ad hunc extremum casum, ut ut sit in rebus desperatis & præsentis periculo expositis deventum, ut in faciendâ deditione statuerunt, eoque nomine communis profectio tam ab ipso Principe prænominato quàm ab Ordinum ac Civitatum Nunciis ad hos susceperetur. Sed quia prædicto Principe aliorumque Ordinum ac Civitatum nunciis ad nos Vilnam venientibus & subjectionem certis conditionibus nobis, Regno Poloniæ, Magno Ducatui Lithuaniae, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæque cæterisque ditionibus nostris, profitentibus, Senatus Poloniæ copiam tunc non habebamus, sine quo subiectio ipsa ex parte Regni ritèque atque commodè peragi non possit, necessariò hujus rei tractationem in nostram in Poloniam profectionem ex parte Regni rejicere nos oportuit.

Ne verò interea, dum hæc ad Senatores & ordines Regni nostri perferuntur atque ibi ab iisdem omnibus approbantur, multis modis afflictâ Livonia, vel in spe dubiâ vel incipiti statu rerum suarum, vel etiam ope destituta & extremæ depopulationi hostili expolita relinquatur, indeque mutatâ voluntate, vel fervitute tyrannicâ, vel alias quantumvis iniquas condiciones subire cogatur, sed ut & illi de indubitatâ ope & prælidio nostro, & nos vicissim de constanti fide & voluntate eorum cèrti simus: Ita tandem post varios multosque Tractatus hoc tempore inter nos & prædictum Principem aliorumque Ordinum ac Civitatum nuncios conventum est, ut ipsâ Livonia ex nunc nobis, ut Regi Poloniæ, magno Duci Lithuaniae, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Domino ac Hæredi subiecta

jecta sit & maneat, dum certi aliquid de approbatione Procerum Regni retulerimus. Quandoquidem verò hoc negotium ad Regni conventum proximè in Masovia futurum, & ad Status & Ordines Regni rejecimus; In eo quidem conventu sanctè promissimus & auctoritate harum litterarum promittimus, ut à Senatoribus cæterisque Ordinibus Regni nostri in Polonia, professæ subjectionis tam Principis prædicti quàm subjectorum suorum in commune seu conjunctim cum Regno Polonia, Ducatu Lithuanie & cæteris Dominiis recipiatur & approbetur, juxta Tractatus hinc nobiscum initos, utque interea Livonia à nobis totis viribus Regni magni Ducatus Lithuanie cum adjunctis omnibus Ditionibus nostris, tum adversus Moschos quàm adversus omnes alios, hostili aliquid illi molientes defendatur & propugnetur, & civitates arcesque amissæ armis reperantur. Si verò præter spem nostram status Regni nostri Polonie in subjectionem istam consentire & ita Livoniam conjunctis viribus, prout conditiones prænominatæ ferunt, defendere nollent, & Livonia à solis Proceribus Lithuanie ad modum præscriptum defensa fuerit, ex tunc prout & nunc magno huic Lithuanie Ducatui incorporata, illique unica esse censeatur.

## ARTICULUS PRIMUS.

Cùm autem in conditionibus Subjectionis illud inter cætera contineatur, quod tam prædictus Princeps quàm subditi & civitates sibi à nobis caveri postularint, ne deditio & subjectionis illa quam nobis ut Regi Polonie, magno Duci

Duci Lithuanizæ, aliarumque Ditionum nostrarum, extremis casibus & periculis adducti obtulerant, apud Cæsaream Majestatem aliasque Imperii Ordines Germanizæ illis damno & fraudi sit: bonâ fide spondemus & recipimus, Nos interea, donec cum Senatoribus quoque Regni de Livonia in fidem & subjectionem recipienda acturi sumus, omnem curam & diligentiam adhibitueros, ut vel per internuncios, vel per litteras nostras Cæsareæ Majestatis aliorumque Imperii Ordinum, imprimis vero Magistri Ordinis Teutonici per Germaniam animi & voluntates ad probandam hujus facti necessitatem, inducantur & flectantur. Quod si id planè confici non poterit, huc tamen totis viribus incumbemus, ne vel Princeps vel subditi ullum detrimentum, tam in honore & famâ quàm in bonis & fortunis ex hac necessariâ deditioe patiantur, nec ullam Imperii proscriptionem aliave gravamina hoc nomine incurrant, vel si incurrerint, nos tamen providebimus ne hoc cuique publicè & privatim fraudi sit.

II. Dedimus præterea fidem, sicut & præsentibus litteris sanctè damus, recipimus atque promittimus, nos tam Principi ipsi quàm civitatibus aliis vel subditis suis, cujuscunque ordinis vel statûs fuerint, liberum usum Religionis cultusque divini & receptorum rituum secundum Augustanam Confessionem in suis Ecclesiis totiusque rei Ecclesiasticæ integram administrationem, sicut eam, hætenus habuerunt, liberè permissuros, nec in ea ullam mutationem facturos, neque ut ab aliis fiat permissuros.

III. Omnia etiam eorum jura, beneficia,  
privi-

privilegia sæcularia & Ecclesiastica, præsertim Nobilium tam simultaneæ investituræ Jus, quàm & libertatem gratiæ in successione hæreditaria ad utrumque Sexum, superioritates per transactiones & plebiscita immunitatesque confirmaturos esse.

IV. Denique & Jurisdictionem totalem juxta leges & consuetudines moresque antiquos.

V. Cum provocatione tamen eorum, qui tam ex Nobilibus quàm civitatibus immediate imperio nostro, vigore, præsentis cum ejus illustritate transactionis abjiciuntur ad Vicegerentem nostrum per Livoniam vel Senatum, Senatores Judices nostros per nos in civitate Rigensi constituendos, eligendos communibus Equestri Ordinis quàm Nobilitatis Livoniæ suffragiis, idque non ex aliis quàm indigenis & bene possessionatis illius Provinciæ Incolis, nempe ex nobilibus Vasaillis & civitatum Senatoribus, Membrorum etiam Ordinis, qui mutato statu totos se huic Provinciæ dederint. Ita tamen ut eisdem Subditis nostris Equestri & civilis conditionis indifferens sit appellatio, prout cuique appellanti provocare visum fuerit. Nempe immediate ad nos, vel mediatè ad Vicegerentem, vel ad Senatum nostrum præfatum. Illi verò qui dicti Principis Magistri Jurisdictioni subiecti & ratione dominiorum ejus subditi erunt, & manebunt. In causis tamen gravibus & maximi momenti licebit Equestri Ordini à Principe suo ad Conventum provincialem terrarum Livoniæ juxta veterem consuetudinem provocare.

VI. Præterea, recepimus, prout præsentibus

His recipimus subditos Provinciæ illius penes Magistratum suum Germanicum relicturos esse, proinde officia, Præfecturas, Præsidatus, Judicatus, Burggraviatus & id genus non aliis quàm nationis & linguæ Germanicæ hominibus ac adeo indigenis collaturos esse, quemadmodum in terris Prussiæ conferre soliti sumus. Et quicquid publicè vel privatim universis & singulis de jure & æquitate competere videtur, vel videbitur, in posterum nostris literis & diplomatibus confirmaturos & approbaturos, nec ullam in prædictis rebus diminutionem, sed potius pro Regiâ nostrâ gratia & beneficentiâ augmentum & accessionem facturos, quemadmodum ex nunc reipsa vigore præsentium Diplomatum confirmamus, approbamus, augemus, ratificamus, attestamur & comprobamus, confirmareque & comprobare quibus hominibus, privatim & publicè nunc & in posterum, quocunque tempore benignè super ea re compellati fuerimus, debemus, ac ad eundem modum in reliquis civitatibus Livoniæ Imperio nostro subiectis officiales nostros constituemus. Durante tamen tumultu bellico, reliquas arces hosti vicinas & periculo expositas indifferenter per cujusvis nationis & linguæ officiales administrabimus, quorum nobis virtus, fides integritasque fuerit spectata; ita tamen ut illi nihil attentent, faciant, jubeant atque mandent, quàm que pro defensione civitatum & arcium facere videbuntur, nisi fortè in nostrum & Reipublicæ damnum vergere quid isti animadverterent, tum ad nos ea de re referant, pro virili satagant ne quid detrimenti ad nos & Rempublicam redundet. Jus autem, jus-



justitiam & potestatem gladii exerceant tam in Cives quàm Nobiles, Magistratus Civitatum atque Arcium Præfecti. Depositis armis & optatâ pace recuperatâ non aliis quàm indigenis natione & linguâ Germanis præfecturas in totâ Provinciâ concedemus.

VII. Illustri Domino Magistro Livoniæ porro cùm ad Equestris Ordinis Consilium & nostram approbationem statum mutaverit, & per conjunctionem affinitatis ad Principum virorum penetrarit amicitiam, quo vicinorum Regum & Principum amicitia suffultus contra hujus Provinciæ hostes eo solidior firmiorque compareat, Ducalem titulum, adinstar Illustris Domini Ducis in Prussiâ, cum omni dignitate, insignibus & privilegiis Ducalibus tribuemus, ita ut Vasallus noster Feudatarusque Princeps sit, quemadmodum ex nunc Illustritatem ejus pro Vasallo nostro Principe suscepimus, habebimus atque habemus.

VIII. A quo vicissim Illustritas ejus certa sit, quamprimum voluntatem Regni nostri Senatorum exploraverimus: aut illi cum Senatu nostri magni Ducatûs Lithuanix supereâ re convenerint, quotam Livoniæ partem à nobis & successoribus nostris in feudum habere tenereque debeat Illustritas sua cum posteris suis ex lineâ masculinâ descendentibus; has arces subsequentes, districtus atque præfidiatus cum jure suæ Illustritati concessimus in feudum atque concedimus, &, (non obstante licet ipsa infeudatio tituli que insignium & honorum solemnibus attributio nunc concedi nequeat; quæ omnia ad nostrum ex Polonia redditum differenda esse diximus) possessio-

sessionem illorum omnium Illustritati suæ assignavimus, contulimus, atque conferimus primum totum illum Tractum Curlandiæ & Semigalliæ incipiendo à falso mari sursum sequendo fluvium Hilgæ ascendendo ad antiquos limites per Radzivilum inceptos & dispositos inter Samogitiam, Lithuaniam & Russiam; & Russiam ab una & Livoniam ab altera parte, versus districtum Polocensem ad Dunam fluvium, descendente vero Duna usque in mare falsum; adeo ut quicquid in istis terminis cis Dunam versus Lithuaniam continetur & ordinem Livoniæ spectabat, nunc & in perpetuum apud Illustritatem suam & ejus hæredes masculos permaneat, quæque ad arcem Duneburgensem ex hac parte Fluminis Dunæ versus Lithuaniam spectarent. Arcem Selburgum cum toto districtu; Curias item, Nobilitatem & omne id, quod videlicet ex hac parte ad arcem Ascherat spectavit, arcem Bausko, Neugut cum iis, quæ ad arcem Kirchholm pertinebant, Arces Mitau, Tuckum, Neuburg, Doblen, Kandau, Alswangen, Schunden, Fravenburg, Zabel: tum & illas arcas, quæ nobis oppignoratæ sunt: Goldingen, Hasenpoth, Durben, Windau, in summa octoginta millium. Arcem vero Grobin in quinquaginta millibus Illustrissimo Principi, Domino Alberto, Marchioni Brandenburgensi in Prussiâ Duce ibidem oppignoratam, & illas quidem summas Illustrati ejus remittimus. Arcem vero Grobin in ære nostro apud ipsum Illustrissimum Dominum in Prussia Ducem eliberabimus, ac dabimus operam, ut ab ipsa oppignoratione primo quoque tempore eliberetur atque in posses-

sione Illustritati suæ tradatur. Ad eundem modum & arcem Bausko ex possessione & usufructu Reverendissimi & Illustrissimi Principis Domini Archiepiscopi Rigensis eliberabimus, & ut ejus possessio ad Festum Paschæ Illustritati ejus tradatur, curaturi sumus; Ex altera verò parte Dunæ solam arcem Dunemundam Illustritati ejus, ad tempora vitæ concedimus.

Pro nobis verò & Serenissimis Successoribus nostris, ratione susceptæ defensionis & aditorum, ac etiam nunc adeundorum multorum periculorum & certaminum, quæ nobis pro Livonia propemodum jam desperatis rebus sumpsimus, totum tractum & omnem reliquam provinciam ultra Dunam vigore præsentis contractus cum Illustritate ejus initi reservamus.

Primum & ante omnia arcem & civitatem Rigensem cum omni, quod in ea antiquitas obtinuit in re, dominio & proprietates meroque & mixto Imperio apud Imperatores Romanos obtento, de quo nobis Illustritas ejus condescendit, illudque nobis resignavit, prout præsentibus resignat, cedit & condescendit, & ab Homagio, quo civitas illa Rigensis Illustritati suæ tenebatur, absolvit, absolvereque & renunciare coram Legato nostro in Civitatem Rigensem per nos ablegando publicè tum & patentibus literis suis, etiamsi civitas illa ei rei adversare velit, aut quomodocunque reclamet, & ab ipso homagio liberos facere, nec non omnia Diplomata ab Imperatoribus Romanis super ea re obtenta nobis tradere tenebitur, eamque sicut & reliqua omnia, quæ sequuntur; potestati, meroque & mixto dominio nostro permit-

permittere; Sicut jam ex nunc harum literarum vigore permisit ac permittit, tanquam scilicet eam civitatem, cujus salute & conservatione salus, & conservatio reliquæ Provinciæ nititur: Ex amissione verò extremum illi Provinciæ excidium, vicinus autem Dominiis nostris præsens, certissimum & indubitatum periculum impendat. In ea demum Civitate Rigenfi & arce, non peregrinum aliquem alienigenum & adventitium ad gerendum Magistratum & alia officia præficiemus, sed ex indigenis Germanicæ Livonicæque linguæ & nationis, & alterum quidem officialem arcis, qui rei militari & præsidiis nostris, alterum vero, qui rebus urbanis Burgravius præsit, ex Senatorio Civitatis illius Ordine per illos deligendo, per Nos autem confirmando, ad exemplum Civitatis Gedanensis, constituemus, qui tam Nobis Polonis, quam Magno Ducatui Lithuanicæ speciali jurejurando obstricti sint.

Sequentes verò civitates & arces, Præsidia-  
tus Præfecturæ, tractus pro nobis cesserunt tam videlicet illæ, quæ adhuc in potestate ordinis permanserunt, ut sunt arces Kircholmia, Asherad, Lunebourg, ad ripas Dunæ sitæ, Rositen, Dutzen, Trikatén, Ermis, Helmet, Karkus, Weissenstein cum tota Jervia, arx & Civitas nova Parnovia, Sahra, Rugia, Burtnek, & Arx & Civitas Wolmaria, Wenden, Wolfard, Arries, Segewalt, Schuien, Jurgenburg, Nithow, Lemborg, Rodempeus, Neumole: Dein & illæ, quæ jam in potestatem hostis pervenerunt, & armis nostris recuperandæ nobis sunt; Videlicet Ducatus Esthoniæ, Episcopatus Dorpatensis, quantum in eo sua Illustritas interesse habet, cum

omnibus Vafallis, Curiis, Fundis & univerfis bonis ad eas ſpectantibus, de quibus omnibus certis perſonis, quæ adhuc ex ordine Teutonico reſtant, nec non conſiliariis & aliis honeſtis viris de Republica Livoniensi bene meritis, pro judicio & arbitrio noſtro ſervato delectu adhibitaque in perſonis proportionem Geometrica, concedemus providebimusque. Munitionibus tamen interim omnibus in noſtra & ſucceſſorum noſtrorum poteſtate reſervatis.

De perſona tamen Illuſtriſſimi Domini Magiſtri ſecus ſtatuimus tanquam de ea, quæ in nos ſingulari fide & obſervantiâ ſemper propendit, præ cæterisque regni noſtri ſe obſervantiſſimam præbuit. Ideo parem gratiam & benevolentiam noſtram illi referre volentes, dignam exiſtimavimus, cui Locum-tenentiſtitulum & prærogativam in arce & civitate Rigenſi concederemus, prout præſentibus concedimus, ut in ea reſideat, Jus & Juſtitiam cum aliis officialibus noſtris adminiſtret, quam ad rem certum ſtipendium annuum illi ſuo tempore concedemus aſſignabimusque.

Præteraque inter cætera & hoc inter nos & Illuſtritatem ſuam convenit, ut per mutationem Episcopatus Curoniensis pro Soneborga arce & Curiis Leal & Hapſel Illuſtriſſimus Holſatiæ Dux Magnus contentetur, quam ad rem noſtram illi recipimus operam, ut cum reliqua Curonia Episcopatu quoque Curoniensi Illuſtritas ejus potiatur.

Neve etiam limitum indiſcuſſorum cum vicinis Illuſtritas ejus controverſiam & difficultatem habeat, pro regia noſtra autoritate curabimus, ut primo quoque tempore fines ad præſcriptum pactorum Potzuolenſium & poſte-

teriorum Vilnensium regantur & certi constituantur in tota illa vicinia limites. Interea verò neutra pars alteri damnum inferat, aut litem & difficultatem moveat.

Cumque tractus Dunæ sursum atque deorsum limites inter nos & Illustritatem ejus constituat, æquitatis ratio postulat, ut medietate Fluvii in piscando & aliis commoditatibus ejus Illustritas perpetuo gaudeat, quæque Insulæ sive mediamnes, sive alteri parti viciniore sunt, apud eandem partem maneant.

Et cum hoc sexennali bello suæ Illustritatis quam etiam Nobilitatis Curonienfis, præcipue vero eorum districtum, qui penes nos manebunt, vires exhaustæ sint, relaxatum Illustritatem suam & Nobilitatem ab oneribus hujus belli, aut saltem ut hoc præstent, aut nitantur, quæ commode pro modulo suo possunt, volumus: alio autem tempore eadem sit ratio, quæ Illustritatis Domini Ducis Prussiæ.

Neve etiam à Gedanensibus & Rigensibus ob æs alienum contractum sua Illustritas molesteretur, Regia nostra intercessione studebimus, ut aut in gratiam nostram sua Illustritas pecunia liberetur, aut non prius, quam commode solvi possit, repetatur, quemadmodum & Vendenfibus, Wolmarienfibus, Penovienfibus ex mera nostra gratia & beneficentia regia in solvendis eorum debitis aliquid opis per subministrationem rei frumentariæ & alterius generis commeatus adferemus.

Monetæ etiam cudendæ facultatem Illustri Domino Magistro concedimus ad pondus & valorem Lithuanicæ, & ut ejus promiscuus & indifferens usus sit, tam in Lithuania quam in Livonia. Volumus attamen, ut ea ex una

parte nostra effigies vel insignia regni & magni Ducatus Litthuaniz, in altera Illustritatis ejus exprimantur.

Si quid porro Illustritati suæ vendendum impignorandum, permutandumve fuerit, super hoc Illustritati ejus libertatem facultatemque concedimus; ita tamen, ut ad nos & Serenissimos Successores nostros de eo primo loco referatur, Nobisque optio detur, si talem oppignorationem ipsi accipere voluerimus: sin minus, tum Illustritati ejus liceat, cui volet.

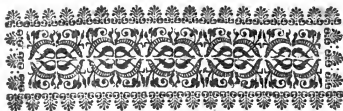
Dabimus etiam operam, quando Ducatus Esthoniæ cum Givitate Revaliensi, vel transactione aliqua juxta; & nomini nostro honorifica, vel per belli rationes recuperetur, ut Illustritati suæ æqua portio vel in bonis vel pecunia concedatur; Sumtibus belli, si hoc nomine, contra Serenissimum Sueciæ Regem infumendi erunt, ante omnia nobis refutis. Tormenta item bellica, quæ nobis ad præsens in cessione arcium & civitatum relinquuntur, bello confecto, pro ratione quantitatis qualitativæ à nobis restituantur. Judæis vero nulla per totam Livoniam Commercia, vectigalia, teloniave ullo unquam tempore concedemus. Curabimus etiam, ut interea temporis, dum à Magno Ducatu nostro Litthuaniz absumus, & negotium subjectionis in Polonia ex Parte regni tractamus, Livonia necessariis copiis militaribus tam ad præsidia castrorum & civitatum, quæ id à Nobis postulaverint, quibusve id necesse fuerit, quam ad arcendam subitanæ incursionem hostilem in futurum eventum instruatur & firmetur.

Hæc omnia & singula nos prædicto Principi,

pi, aliorumque Ordinum ac Civitatum Nunciis, sacrosancte & religiose servaturos, Nos jurejurando spondimus. Ipse autem Princeps pro se & suis subditis, cæterorumque Ordinum, utpote universæ Nobilitatis & Civitatum Nuncii vicissim fidem suam sacrosancte, præstito solenni jurejurando, obstrinxerunt, sicut & præsentibus obstringunt, quod ab hoc tempore & in posterum in ea fide, voluntate & obsequentia, quam nobis semel detulerunt, constanter permansuri & firmiter perseveraturi sint, tanquam fidelem Vassallum & Subditos decet imperio & potestati nostræ subjectos. Nos verò pari ratione Principem ipsum benevolentia & favoribus, subditos verò illius & nostros clementia & benignitate nostra regia profecuturos, ornatos, & aucturos Nos recipimus & præsentibus interventu jurisjurandi nostri regii recipimus, harum testimonio literarum, quibus in fidem Sigillum nostrum præsentibus est subappensum. Datum Vilna XXIII. Mensis Nov. anno Domini M. D. LXI. regni vero nostri XXXII.







# T A B L E

## D E S

# P I E C E S

Contenues dans ce Tome III.

<i>M</i> emoire du Marquis de St. Philippe aux Etats Généraux du 7. Mars 1726.	2
Reponse des Etats Généraux au Mémoire préce- dent.	9
Second Mémoire du Marquis de St. Philippe aux Etats Généraux du 1. Avril 1726.	21
La Verité du fait, de Droit & de l'intérêt, de tout ce qui concerne le Commerce des Indes, établis aux Pais-Bas Autrichiens par Octroy de Sa Majesté Imperiale & Catholique.	24
Lettre d'un Membre de la Province de Hollande à un Membre de la Province de Gueldre, ou Refutation de la Piece précédente.	116
Conférence du 18. Avril 1726. entre les Députés de Leurs Hautes Puissances & les Ministres de l'Alliance de Hanovre, contenant des Re- marques de Leurs Hautes Puissances sur l'Ac- cession de cette Alliance.	136
Considerations sur une Alliance défensive contre les Corsaires de Barbarie.	145
Acte d'Accession de l'Empereur au Traité de Stok- holm	

# TABLE DES PIECES.

<i>holm de l'an 1724.</i>	151
<i>Restrictions de la Ratification de cette Accession de la part de Suede.</i>	154
<i>Traité d'Alliance défensive entre l'Empereur &amp; l'Imperatrice de Russie, conclu le 6. Août 1726.</i>	158
<i>Acte d'Accession des Etats Généraux au Traité de Hanovre, le 9. d'Août 1726.</i>	166
<i>Memoire Latin du Comte de Konigsegg-Erps touchant les ouvrages de la montagne St. Pierre près Mastricht.</i>	179
<i>Réponse de Leurs Hautes Puiss. à ce Memoire.</i>	181
<i>Traité apocrife de Wusterhausen entre l'Empereur &amp; le Roi de Prusse du 12. Oct. 1726.</i>	187
<i>Explication du démêlé pour la Succession de Berg &amp; Juliers.</i>	192
<i>Article secret de l'Alliance défensive conclue à Petersbourg entre la Czaritze &amp; le Roi de Prusse, le 10. Août 1726.</i>	198
<i>Lettres de Mrs. Bulow &amp; Gallowin Ministres de Prusse &amp; de Russie à Stokholm.</i>	200
<i>Lettre du Roi de la Gr. Bretagne à l'Imperatrice de Russie.</i>	206
<i>Reponse de l'Imperatrice de Russie au Roi de la Grande Bretagne.</i>	210
<i>Memoire de Mr. Pointz Ministre Britannique au Roi de Suede.</i>	217
<i>— du Comte de Freytag Ministre Imperial au Roi de Suede.</i>	224
<i>Lettre du Duc de Holstein aux Etats de Suede.</i>	231
<i>Reponse du Roi de Suede à la Lettre précédente.</i>	236
<i>— Reponse du Roi de Suede au Memoire. du Comte de Freytag.</i>	240
<i>— Lettre</i>	

# TABLE DES PIECES.

<i>Lettre instructive sur les affaires du Nord &amp; sur l'Accession de la Suede au Traité de Hanovre.</i>	246
<i>Projet attribué au Comte de B** pour l'apacification du Nord, du 19. Nov. 1726.</i>	291
<i>Raport du Comité secret des Etats de Suede touchant l'Accession au Traité de Hanovre.</i>	298
<i>Harangue du Comte de Horn en présentant au Roi le rapport susdit.</i>	303
<i>Reponse du Roi de Suede aux offres de la Russie.</i>	306
<i>Acte d'Accession de la Suede au Traité de Hanovre du 14. Mars 1727.</i>	314
<i>Convention entre le Roi de la Grande-Bretagne &amp; le Landgrave de Hesse-Cassel du 12. Mars 1727.</i>	322
<i>Harangue du Roi George I. à son Parlement du 28. Janvier 1727.</i>	327
<i>Declaration du Roi de France à la Diète de l'Empire.</i>	337
<i>Decret Imperial adressé à la Diète le 17. Mars 1727.</i>	340
<i>Memoire du Resident Palm présenté au Roi de la Grande Bretagne.</i>	349
<i>Lettre du Comte Zinzendorff au Sr. Palm Resident Imperial à Londres.</i>	353
<i>— du Colonel Stanhope au Marquis de la Paz à Madrid le 19. Nov. 1726.</i>	358
<i>— du Marquis Pozzo Buono au Duc de Newcastle pour répondre à la Lettre precedente, le 1. Janv. 1727.</i>	368
<i>Conference entre le Nonce Grimaldi, le Duc de Richelieu &amp; Mr. Hamel Bruyninx, &amp; premier Projet de preliminaires de la part de l'Empereur.</i>	382
	Ré-

## TABLE DES PIÉCES.

<i>Reponse des Etats Généraux au susdit Projet.</i>	387
<i>Premier Ultimatum des Alliez de Hanovre.</i>	388
<i>Articles préliminaires proposez par la Cour de Vienne.</i>	390
<i>Second Ultimatum des Alliez de Hanovre.</i>	394
<i>Articles préliminaires proposez par la Cour de Vienne &amp; signez à Paris le 31. Mai 1727.</i>	399
<i>Acte Obligatoire de Mr. Walpole signé à Paris.</i>	404
<i>Lettres de Mr. Walpole au Duc de Richelieu.</i>	406
<i>—— à Mr. Hamel Bruyninx, où il faut chan- ger en Monsieur le titre de Milord.</i>	408
<i>Mémoire du Comte de Königsegg-Erps, &amp; la Liste des Vaisseaux d'Ostende.</i>	412
<i>Liste de tous les Vaisseaux que la Compagnie d'Ostende a envoyé aux Indes, &amp;c.</i>	415
<i>Cérémonial &amp; Police au Congrès de Cambray.</i>	417

### Suplement au Tome III.

<i>Sanction Pragmatique pour la Succession dans la Maison d'Autriche, du 6. Dec. 1724.</i>	425
<i>Renonciations des Archiduchesses Josephines à la Succession des Pais héréditaires.</i>	435
<i>Renonciation de l'Empereur à la Couronne d'Es- pagne, du 16. Sept. 1718.</i>	456
<i>Renonciation du Roi Philippe V. aux Etats dé- membrez de la Monarchie, du 22. Juix 1725.</i>	462
<i>Memoires sur la Courlande.</i>	471
<i>Questions sur l'état de la Succession à la Courlan- de.</i>	477
<i>Peuples &amp; Conditions de la Sujétion de la Cour- lande &amp; de la Livonie à la Pologne.</i>	485
<b>AVIS</b>	

# AVIS DU LIBRAIRE.

*Diverses personnes m'ont demandé un Catalogue de Livres de Politique, & qui traitent du Gouvernement des Etats & de Negociations, c'est pour satisfaire à leur desirs que j'ajoute ici la Liste suivante.*

**A**ctes & Memoires des Négociations de la Paix de Munster, en 4 vol. in folio.

- - - Item de la Paix de Nimegue, 8 vol. 12.

- - - de même la Paix de Ryſwick, 5 vol. 8.

- - - comme aussi ceux d'Utrecht, 6 vol. 8

L'Ambassadeur & ses fonctions par Wiquefort, 2 vol. 4.

Bouclier d'Etat & de la Justice, par le Baron d'Isola, 10.

Considerations politiques sur les coups d'Etat, par Gab. Naudé, 12.

Coups d'Etat des Cardinaux de Richelieu & Mazarin, par Mr. Richard, 12.

Conduite des Cours de la Grande Bretagne & d'Espagne en 1719. 8.

Corps diplomatique, ou grand Recueil des Traitez de Paix, par du Mont; 8 vol. folio. *sous presse.*

Droit de la Guerre & de la Paix, par Hugo Grotius, avec les Remarques de Monfr. Barbeyrac. 2 vol. 4.

Droit de la Nature & des Gens, par Puffendorf, avec les Remarques de Monfr. Barbeyrac, 2 vol. 4.

Devoirs de l'Homme & du Citoyen, par Puffendorf, avec les Notes de Monfr. Barbeyrac, 2 vol. 8.

Devoirs des Grands, par le Prince de Conti, 8.

Droits

- Droits (les) des Souverains, défendus contre les Excommunications & les Interdits des Papes; par Fra Paolo Sarpi, 2 vol. 8.
- Dixme Royale, ou projet de Finance, par Vauban, 8.
- Discours sur le Gouvernement civil, par Sidney, 3 vol. 8.
- Essay sur le Gouvernement civil, par Fenelon, 8.
- Etat present de la Grande-Bretagne sous le Règne de George II. , 3 vol. 8. *sous presse.*
- Etat présent d'Espagnè, 3 vol. 8.
- Etat présent de Suede, par Robinson, 8.
- Etat de Dannemarc, par Moleworth, 8.
- Etat de l'Empire Ottoman, par Ricaut, 2 vol. 8.
- Etat de l'Empire Germanique, par Vayrac, 8.
- Histoire des Traitez de Paix, par un Ministre de la Cour de France, 2 vol. folio.
- Histoire publique & secrete de la Cour de Madrid, *du tems du Card. Alberoni*, 8.
- Histoire du Cardinal Alberoni, 2 vol. 8.
- Histoire du Cardinal Portocarero, 4.
- Histoire du Gouvernement de la France, par Boulainvilliers, 3 vol. 8.
- Histoire de Henri de la Tour d'Auvergne Duc de Bouillon, par Marfolier, 8.
- Histoire des Guerres civiles d'Angleterre, par Clarendon, 6 vol. 8.
- Histoire de la Ligue de Cambray contre les Venetiens, 8.
- l'Homme de Cour, par Gracian; avec les Notes d'Amelot de la Houffaye, 8.
- L'Interêt d'Angleterre mal-entendu, par l'Abbé de Bosc. 12.
- Juge (le) competant des Ambassadeurs, par le President Binckershoek, traduit & commenté par Mr. Barbeyrac, 8.
- Lettres d'Ofat, *pour servir de modèle à ceux qui ont*

- ont à negocier en Italie*, 5 vol. 8.
- Lettre d'Elstrades, *servant de modèle à ceux qui ont à negocier en Angleterre & dans les Provinces-Unies des Pais-Bas*. 6 vol. 8.
- NB. *Le Volume qui traite de l'Achat de Dunkerque, se vent separement.*
- Lettres de J. de Witt Conseiller Pensionnaire d'Hollande 5 vol. 8.
- Lettres d'Elstrades, Colbert & d'Avaux, 2 vol. 8.
- Lettres du Chevalier Temple, 2 vol. 16.
- Maniere de negocier avec les Souverains, par Calliers, 12.
- Memoires Historiques & politiques, par Amelot de la Houffaye, 2 vol. 8.
- Memoires, Negociations, Traitaz, Resolutions & autres Documens authentiques concernant les Affaires d'Etat, depuis la Paix de Ryfwick jufques à celle d'Utrecht inclusivement, par Mr. de Lamberti, 5 vol. 4. *le fixieme sous presse.*
- Memoires de Philippe de Comines, avec les Suplemens & Remarques, 5 vol. 8.
- Memoires & Oeconomies d'Etat, par Bethune de Sully, 12. vol. 12.
- Memoires Hift. & politiques avec les caracteres des personnes de la Cour, par la Duchesse de Nemours, 12.
- Memoires du Duc de Bouillon, Souverain de Sedan, 12.
- Memoires du Cardinal de Rets, 3 vol. 8.
- Memoires du President Joly, 2 vol. 8.
- Memoires du Comte de Brienne, 3 vol. 8.
- Memoires de Believre & de Silery, ou Negociations pour la Paix de Vervins, 8.
- Memoires & Instructions aux Ambassadeurs, par Walsingham, 4 vol. 8.
- Memoires de Bonlainvilliers sur les Finances de la France, 2 vol. 8.

- Monarchie Universelle de Louis XIV. & les  
moyens de la détruire, par Leti, 2 vol. 8.
- Mercur Historique, & Politique, contenant  
l'état présent des Cours de l'Europe &c.,  
*il paroît tous les mois* 12.
- NB. On peut encore avoir quelques exemplaires  
complet de cet Ouvrage commencé en Novemb.  
1686. & dont il y a 85. volumes qui contien-  
nent un Recueil complet de Pièces originales,  
sans parler de la Narration Historique & con-  
tinuelle des Evenemens.
- Negociations du President Jeannin, 2 vol. 8.
- Oeuvres de Brantome, contenant les Hommes  
Illustres, grands Capitaines, & Dames ga-  
lantes de son tems, 9 vol. 12.
- Pièces politiques par la Compagnie d'Ostende,  
publiées à Bruxelles, 4.
- Parallele de Richelieu & de Mazarin, par Ri-  
chard. 12.
- Recueil de divers Traitez de Paix, par du  
Mont; 2 vol. 8.
- Recueil de divers Traitez de Paix conclus à  
Utrecht, 12. *en un volume.*
- Recueil Historique d'Actes, Negociations,  
Memoires & Traitez, depuis la Paix d'Ut-  
recht jusques au second Congrès de Cambray  
inclusivement, par Mr. Rouffet, 3 vol. 8.
- Relation des Ambassades du Comte de Carlisse  
en Moscovie, Suede & Dannemarc, 12.
- Revolutions arrivées dans le Gouvernement de  
la Republique Romaine, par l'Abbé de Ver-  
tot, 2 vol. 12.
- Revolutions de Suede, par le même.
- Revolutions de Portugal, par le même.
- Souverains (*les*) du Monde, où l'on voit le  
Gouvernement, Revenus, Force & Preten-  
tions de chaque Etat, avec les Titres, Ar-  
moiries,



- moiries, &c. 4 vol. 8. avec fig.
- Soupirs de l'Europe à la vûë du projet de Paix  
que la Reine Anne proposa à son Parlement  
en 1712. 12.
- Sardaigne (*la*) Parannimphe de la Paix en 1712.  
12.
- Science des Princees, ou Remarques sur les  
coups d'Etat de Gab. Naudé. 8.
- Stratagemes & Ruses de Guerre, 12.
- Traité de l'Autorité du Pape, 4 vol. 8.
- Traité des Ambassades & des Ambassadeurs, 8.
- Traité de la Gloire, par Sacy, 12.
- Tacite, avec les Remarques Historiques & poli-  
tiques d'Amelot de la Houffay, 4 vol. 8.
- Tibere, ou Discours politiques sur Tacite,  
par le même, 4.
- Vie du Cardinal d'Amboise, par le Gendre, 2  
vol. 8.
- Vie du Cardinal de Richelieu, par le Clerc,  
2 vol. 8.
- Vie du Cardinal de Commendon, par Flechier,  
2 vol. 8.
- Vie du veritable Pere Joseph, 8.
- Vie du Marhécal de Turenne. 8.
- Veritable politique des Personnes de Qualité, 12.
- Opere di Machiavelli, 4 vol. 8. N. Edit.
- Opere di Fra Paolo, 6 vol. 12.
- Il Cardinalismo della Santa Chiesa, 3 vol. 12.
- Resolutien, zo Secrete als die van Confidera-  
tie, genomen tyden des Raed-Pensfionaris  
Jan de Witt, 3 delen. 4.
- Brieven des Raed-Pensfionaris Jan de Witt aan  
de Ministres van den Staat in vreemde Ho-  
ven, nevens de Antwoorden daar op, en het  
Verhaal van H. Beverningh, 7 deelen, 4.
- - 't Selfde Boek op groot royael papier gé-  
drukt in 7 deelen.

*Liste*

*Liste de Livres reçus depuis peu  
d'Italie, de France, d'Angleterre  
& des Pais-Bas.*

**L'**Antiquité expliquée, par Montfaucon, avec  
le Suplement, fol. fig. 15. vol.

Alcoran de Mahomet, traduit par du Ryer. Oc-  
tavo.

Analyse des infiniment petits, par le Marquis  
d'Hopital, 4. fig.

Eclaircissement sur cette Analyse, par Mr. de  
Varignon, 4 fig.

Commentaire sur l'Analyse, par Mr. Croufaz, 4.  
fig.

Anatomie du corps humain, par Hilaire, 2 vol.  
8. fig.

Anatomie du corps humain en abregé, par No-  
guez, 12. fig.

Art de laver & de peindre sur le papier suivant le  
coloris &c. par H. Gautier, 8.

Art du Blason, par Menetrier. A Lyon. 12. avec  
fig.

Année sainte, ou moyen de devenir saint, par le  
P. Coret, 12.

Ange conducteur dans la docton Chretienne;  
8. gros caractere.

- - - *Idem*, 12. petit caractere.

Anciennes manieres & coutumes de prier de-  
bout, 2 vol. 12

Actions heroïques & plaisantes de l'Emper.  
Charles V. 12. fig.

- - - Le même Livre en Flamand.

Amusement plaisant & recreatif. *Petit Livret un  
peu libre.*

*Aphrodismus, sive de lue Venerea, vel Morbo  
Gallico, opus; edente Boerhave, fol. 2 vol.*

Tome III.

K k

Bi-

- Biblia Græca Septuaginta*, ed. Milli, 2 vol. 8.  
*Biblia Sacra vulgatæ Editionis Sixti V. Lyon* 7.  
 vol 12. 1718  
 Bible (*sainte*) traduite sur la Vulgate, avec des  
 commentaires & explications par M de  
 Sacy. en 39. vol. 12.  
 - - - *Idem* sans commentaire, 2. vol. 4.  
 - - - *Idem* avec les Explications & Reflexions  
 qui regardent la vie interieure, par Mad.  
 Guion, 20 vol. 8.  
 Bossuet Exposition de la doctrine Catholique  
 Romaine, 12.  
 Bossuet Histoire des Variations des Eglises Pro-  
 testantes, 2 vol. 8.  
*Bæviarium Romanum*, 12.  
*Bibliotheca Fratrum Polonorum*, 8 vol. folio.  
*Burnetus de statu Mortuorum & Resurgentium*  
*Londoni* 1727. 8.  
 - - - *Idem de officiis Christianorum*, *Ibid* 1727.  
*Burmanni Vita Hadriani Sext. Pont. Max.* 4 fig.  
*Brantii Historia Vita Jacobi Arminii*. 8.  
 Bibliotheque des Dames, par M. Steele, Auteurs  
 du Spectateur, 3 vol. 12. N. Edit.  
 Buffier Pratique de la memoire artificielle, 3  
 vol. 12.  
 Buffier Traité des premières Véritez & de la source  
 de nos Jugemens, 12  
 Buffier Géographie artificielle, 12 fig.  
 Buffier Elemens de Metaphysique, 12.  
 Concile de Trente, contenant toutes les Deci-  
 sions, Canons, &c. avec une Table des ma-  
 tieres, par l'Abbé Chanut, 8.  
 Concile (du) Général, pour justifier les Libertez  
 de l'Eglise Gallicane, 4  
 Conduite de la Confession & de la Communion,  
 de S. François de Sales, 28.  
 Curiositez de la Nature & de l'Art sur la Vegeta-  
 tion,

- tion, par Vallemont, 2 vol. fig. 8.
- Cuisinier familial, tant pour les grandes maisons, que pour les Bourgeois, 8.
- Catullus, Tibullus, Propertius, 1715. 4.
- Cronologie du P. Souciet contre celle de Newton, Paris 1726. 4.
- Commentaires sur toutes les parties de la Bible, par Calmet, 9 vol. folio.
- - - Idem les Prolegomenes, en 3 vol. in 4. 2 part.
- Chemin au Ciel & preparation à la mort, par Bona, 12.
- Code militaire, par le Baron Sparre, 8. & 12.
- Chevreana, 2 vol. 12.
- Cartes Geographiques, plans des Villes assiegées & des Batailles du Pais-Bas gravées exactement par les soins de E. H. Frix.
- Chauvini Lexicon Philosophicum, fol. fig.
- - - Idem Liber, charta magna, fol. fig.
- Cobause Dissertatio Satyrica de Pica Nafi, 8.
- Cobause Lumen novum Phosphoris accensum, 8 fig.
- Cobause Raptus Exstaticus in Montem Parnassum, 8.
- Cobause Clericus deperucatus, &c. 8 fig.
- Collectio nova Patrum & Scriptorum Græcorum, Gr. Lat. cum Notis & Præfationibus D. B. de Montfaucon, fol. 2. vol. Paris. 1707.
- Cotelerii Patres Apostolici, Gr. Lat. Ed. Clerici, folio 2 vol. Amst.
- Cicero de Natura Deorum, Ed. Davisii, 8 Cantabrigiæ.
- Cicero Tusculanarum Disputationum, Ed. Davisii, 8. Ibid.
- Ciceronis Academicæ quest, Ed. Davisii, ibid. 8.
- Cicero de Legibus, Ed. Davisii ibid. 8.
- Cicero de Officiis, Ed. Cockman, 8 Oxoniæ.
- Cicero de Officiis, Paradoxa & Somnum Scipionis, Ed.

*Ed. Tooley, Oxonia.*

Discours sur l'Histoire Ecclesiastique, par l'Abbé Fleury, 2 vol. 12.

Dissertation sur les Ouvrages des Peintres, par de Piles, 15.

Dictionnaire du bon Menager de campagne & de ville, par Leger, 4. N. Edit. augmentée en 2 vol.

Dictionnaire Lat. Franç. & Franç. Lat. par Danet, 4. 2 vol.

Dictionnaire Imperial Italien, François, Allemand & Latin par Veneroni, 4. 2 vol.

Directeur Spirituel, pour ceux qui n'en ont point, 12.

Decamerone di Boccacio, Ed. noviss. de Rossi, 2 vol. 12.

Entretiens interieurs sur les mysteres de N. Seigneur, de la Ste. Vierge & sur d'autres sujets, 12.

Entretiens spirituels sur les mysteres, passion de J. Ch., Evangiles & Dimanches, par un Religieux Benedictin, 4. vol. 12.

Entretiens affectifs de l'Ame avec Dieu, par H. Serroni, 18.

Epigrammes (les) d'Owen, Franç. Lat. par Mr. le Brun, 12.

l'Elite de Fables, ou Festin de l'Arabie heureuse, dressé aux mariages d'Esopé, de Phèdre & de Pilpai, par Palaidor, 8.

Essais de morale, par Nicole, 10 vol. 12.

Explication de l'Oraison Dominicale, par un Solitaire, 12.

Essais de Montaigne, avec les Notes de Mr. Coste, 4. 3 vol.

Esopé en belle humeur.

Elemens de Metaphysique à la portée de tout le monde, par Buffier, 12.

Elevation du cœur en forme de prières sur l'or-

- Ordinaire de la Messe, 12.  
 Fables de Phedre, Latin François, 12.  
 Fâcerieuses Nuits de Straparolle, 4 vol. 12.  
 Grotii (Hug.) *Annotationes in V. & N. Testamentum, in compendium redactæ*, à Sam. Moody, Lond. 1727. 2 vol. 4.  
 Grammaire de la Langue Françoisë. par Chifflet, dixième Edition, 8.  
 Grammaire de la Langue Italienne, par Fermi, 8.  
 Historia de las Guerras de Flandres, por Antonio Carnero. Bruselas 1625. folio.  
 Historia de la conquista de Mexico, par D. Ant de Solis, Bruselas 1704. fol. fig.  
 Hommes (les) nouvelle Edition, 12.  
 Histoire des personnes qui ont vécu plusieurs siècles, avec le secret du Rajeunissement, par Mr. de Longeville, 12.  
 Histoire du Commerce & de la Navigation des Anciens, par Huet, 8.  
 Histoire des Variations des Eglises Protestantes, par J. B. Bossuet Evêque de Meaux, 2 vol. 8.  
 Histoire des Juifs, par Flave Josephe, avec figures. 5. vol. 8.  
 Histoire de la Bible, par Mr. Martin, enrichie de plus de 350. fig. 4.  
 Histoire Ecclesiastique, par Fleury, en 22. vol. 12.  
 Histoire Ecclesiastique, par Tillemont, en 24. vol. 12.  
 Histoire des Empereurs, par Tillemont, en 13. vol. 12.  
 Histoire de Charles V. par Ant, de Vera 12. nouv. Edit.  
 Histoire des Templiers, par P. du Puy, 2 vol. 8.

- Histoire des Chevaliers de Malte, par l'Abbé de Vertot, 5 vol. 12.
- - - le même Livre en 4 vol. in 4. avec les Portraits &c.
- Histoire de la Religion des anciens Gaulois, par un Benedictin de St. Maur, 2 vol. 4. fig.
- Histoire de la Societé Royale de Londres, par le Dr. Sprat, 8.
- Histoire de Suisse, par Plantin, 8.
- Histoire de l'Imperatrice de Russie, 8.
- Histoire de France, des Grands Officiers de la Couronne, & des coutumes de la Nation, &c. par le Gendre folio 3 vol.
- Histoire de France en abrégé, pour l'usage du Roi, par le P. Daniel, en 6. beaux vol. in 4.
- Histoire d'Hollande, par Nouvile, avec la suite, 4 vol. 12.
- Histoire de la Republique de Genes, par le Chev. de Mailly, 3 vol. 12.
- Histoire de la Maison d'Auvergne, par Baluze, fol. 2 vol.
- Histoire d'Angleterre par Rapin Thoiras. N. Ed. 4. 10. vol. à la Haye 1728.
- Horatii Emblemata Orb. Vani cum fig.* 4.
- Hephæstionis Alexandri Enchiridium Græce. ad. Pauw.* 5.
- Heineccii Elementa Juris Civilis secundum ord. Institut. Justinian.* 8. 1726.
- Heinecci idem secund. ord. Pandectarum,* 8. *Amsterd.* 1726.
- Imitation de J. Christ, avec Notes, par le P. Segneri, 12.
- - - - avec une Pratique & Priere à la fin de chaque chapitre par le P. de Gonnelieu, 12.

- - - par

- - - par du Beuil, jolie petite édition  
en 24.

Instruction sur les dispositions qu'on doit apporter  
aux Sacremens de Penitence & d'Eucharistie N. Ed. 12.

Jardinier Botaniste, par Mr. Besnier, 12.

Jardinier Solitaire, N. Ed. 12.

Jardin d'Amour, où methode pour entretenir  
une Maitresse, 12.

Journal de la France, où est marqué sur chaque  
jour des mois tout ce qui s'est passé depuis  
l'origine de la Monarchie jusques à présent,  
avec la Genealogie des Rois, par Valerot 8.

La Langue, 2 vol. 12.

Lettres véritables d'Abelard & d'Heloise. Lat.  
Franc. 2 vol. 12.

Lettres de Loredano. Ital. & Franc. 12.

Lettres de Bentivoglio. Ital. & Franc. 12.

Lettres Provinciales de Montalte avec la Vie  
de Pascal. 12.

Lettres & Histoire de Phalaris, 2 vol. 12.

Lamy Harmonia Evangelica, 4. Paris.

Lucanus, Oudendorpi, Lug. Bat. 1721. 4.

Mort des Persecuteurs par Lactance, 12.

Manière d'entendre la S. Messe, par le P. Tour-  
neux, 18

Meditations pour tous les jours de l'année, par  
un Benedictin de St. Maur, 4.

Menage Universel de la Ville & des Champs,  
avec un Traité des Abeilles, par Mr. Fer-  
riere, 8.

Magie Naturelle ou Mélange divertissant, 12.

*Miræi Opera diplomatica & Historica. edit. se-  
cunda. fol. 2 vol.*

*Miscellanea Græcorum aliquot Scriptorum Carmi-  
na,*



*Paſſ.* cum Verſ. Latina & Notis. Londini. 4.  
eb. mag.

*Montfaucon Diarium Italicum*, 5. Pariff. 1702.  
fig.

*Novum Testamentum Græcum*, Milli & Kuſterii;  
ſine var. Lect. 2 vol. 12. Pariff. 1715.

Nouveau Testament gros caractère, ed. de  
Geneve. 8.

Nature (la) expliquée par le Raifonnement &  
par l'Experience, par Denife avec fig. 12.

Oeuvres de Descartes. 12 vol. 12. N. Ed.  
avec fig.

Oeuvres de Madame la Suze, 4 vol. 12.

Oeuvres de Racine, 2 vol. 12.

Oeuvres de du Toureil contenant les Philippi-  
ques de Domesthene & autres pieces d'Elo-  
quence, 4 vol. 12.

Oeuvres de Nic. & d'Etienne Pasquier. 2. vol.  
fol.

Oeuvres de Quevedo, 2 vol. 12. fig.

Opere del Torquato Taſſo, 6. vol. fol.

Opere Matematiche di P. M. Doria, 2 vol.  
4. fig. Venezia 1722.

Orlando Mamorato, del M. Bojardo, 5.

Office de la Sainte Vierge, in 8. fig. & auſſi  
en 32. fig gros & petit caractère.

Oraisons Funebres par Flechier, 12.

Philosophe (le) Marié, ou le Mari honteux de  
l'être, Comedie, 12.

Philis (la) de Sciro, di Bonarelli, Ital. & Franç.  
2 vol. 12.

Poefies de Mr. Baraton, contenant ſes Epi-  
grammes, Madrigaux, Contes & Bons-mots  
choiſis, 12.

Poefies de Madame Deshouillieres, 8.

Prieres Chrétiennes, en forme de Meditations  
ſur tous les Myſteres de N. Seigneur, Sei-  
gne,

- gne, de la Ste. Vierge &c. 8. 2 vol.
- Philosophie (la) de Descartes sur les Passions de l'Ame &c. 8.
- Philomathi Musæ juveniles, folio, Typographia Regia.*
- Plinius, Harduini, folio, 3 vol.*
- Pline Panegyrique de Trajan, traduit & commenté par le Comte Coardi, folio.
- Puffendorf de jure Naturæ & Gentium, 4. Amst.*
- Pagi Critica in Annales Baronii, 4. Noviss, Antv. 1727. 4. vol.*
- Pagi Gesta Pontificum Romanorum, Tom. 4. 4. Antv. 1727.*
- Recueil Heraldique des Bourguemaitres de Liege, avec leurs Armes & Blasons, par J. G. Loyens. folio fig.
- Recueil de toutes les Cartes & Plans des Païs-Bas, forme d'Atlas.
- Recherche de la Verité, par Malebranche, 4 vol. 12. N. Ed.
- Reflexions sur l'usage de l'Opium, 12.
- Relations de la mort de quelques Religieux de l'Abbaye de la Trappe, avec les Constitutions de cette Abbaye, 12.
- Regles pour la Vie Chrétienne, par le P. Tourneux, 12.
- Rome Galante ou Hist. Secrette de J. Cæsar & d'Auguste, 12.
- Republique (la) des Suisses, par Semler, 8.
- Soliloques, Meditations & le Manuel de St. Augustin, 8.
- Sept Trompettes Spirituelles pour reveiller les Pecheurs, par le P. Solutive, 12.
- Sentimens de Pieté sur la profession Religieuse, par un Benedictin de St. Maur, 12.
- Science du Monde, par Mr. de Callieres, 12.
- Su-

- Supplement du Tasse Rouzi aux Femmes & aux  
 Maris, 12.  
 Sort (le) de l'Honnête Homme & du Scele-  
 rat, 12.  
 Secret pour conserver la Beauté des Dames,  
 par le Chevalier Digby, 8. 2 vol.  
 Saluste, traduction nouvelle par Maïson, 12.  
 ——— idem en Lat. & Franç. 12.  
*Sallustius cum Commentariis Corti*, 4. 2 vol.  
*Storia e sentimento delle Abbate Tesini Sopra il*  
*Gianfrancesco*, 3 vol. 12.  
 Sermons & Panegyriques de Boileau, 3 vol. 8.  
*Siglo Pitagorico, y la vida de Don Gregorio Gua-*  
*dana por Ant. Henriquez Gomez*, 1727.  
 Seldeni Opera Omnia, tam edita quam indita,  
 ed. D. Wilkins. fol. 6 vol. Londini.  
 Terenius & Phædrus Bentleii, 4.  
*Tournfort Institutiones Rei Herbaria editio Pa-*  
*rifi. Typographia Regia*, 5 vol 4. fig. 1703.  
 Traité du Secret de la Confession, par un D.  
 de Sorbonne, 12.  
 Traité des premières Veritez, par Buffier, 12.  
 Traité du mouvement & de la Mesure des Eaux,  
 par Pujol, 4. fig.  
 Traité de la Peinture, par Leonard de Vincy,  
 12. fig.  
 Traité de la Peste, par Hacquet, 12.  
 Traité de Physique, par Rohault, 2 vol. 8.  
 Traité de la Torture, par Nicolas, 8.  
 Traité de la Religion Revelée, où l'on fait  
 voir que les livres du V. & du N Testiment  
 sont d'inspiration divine, par M. Martin, 2.  
 vol. 8.  
 Theatre de P & T. Corneille, 12. 10 vol.  
 Theatre de Quinault. 12. 2 vol.  
 Theatre de Destouche, 12. 2 vol.  
 Theatre de Palaprat, 12. 2 vol.

Thea-

- Theatre Italien de Gherardi**, 6 vol. fig.  
**Vie des Predestinez dans la bienheureuse Eternité**, 12.  
**Vie de David**, par l'Abbé Choisy, 12.  
**Vie des Peintres**, par Felibien, 6 vol. 12. N. Ed.  
**Vie de l'Empereur Charles V.** 12.  
**Vie du Pape Sixte V.** par Leti, 2 vol. 12. fig.  
**Voyage au Levant**, par Tournefort, 3 vol. 8. fig.  
**Voyage aux Indes**, par Leguat, 2 vol. 12. fig.  
**Voyage de France**, Geographique, Historique & Curieux, 2. fig.  
**Voyage de France**, avec un Itineraire & des Cartes, 12. fig.  
**Voyage au Levant**, en Perse, Moscovie &c. par le Bruin, complet en 5 vol. 4. fig.  
**Utilité des Voyages**, par Bandelot d'Airval, 2 vol. 12. fig. N. Ed.  
*Vaillant Numismata Imperatorum Romanorum*, 2 vol 4 fig.  
*Vani (Othonis) Emblemata Horatiana, imaginibus in Æs incisus atque Latino, Italico, Gallico & Belgico Carminibus illustrata*, 4 apud Plantin, fig.  
**Vaillant (Seb) Batanicon Parisiense**, ou description alphabétique des Plantes aux environs de Paris publicz par le Professeur Boerhave, avec de belles fig. Lat. Franc. fol.

On trouve chez moi outre ce'a, un assortiment toutes sortes de bons Livres Anciens & Modernes à juste prix.

ANT 1317554



